

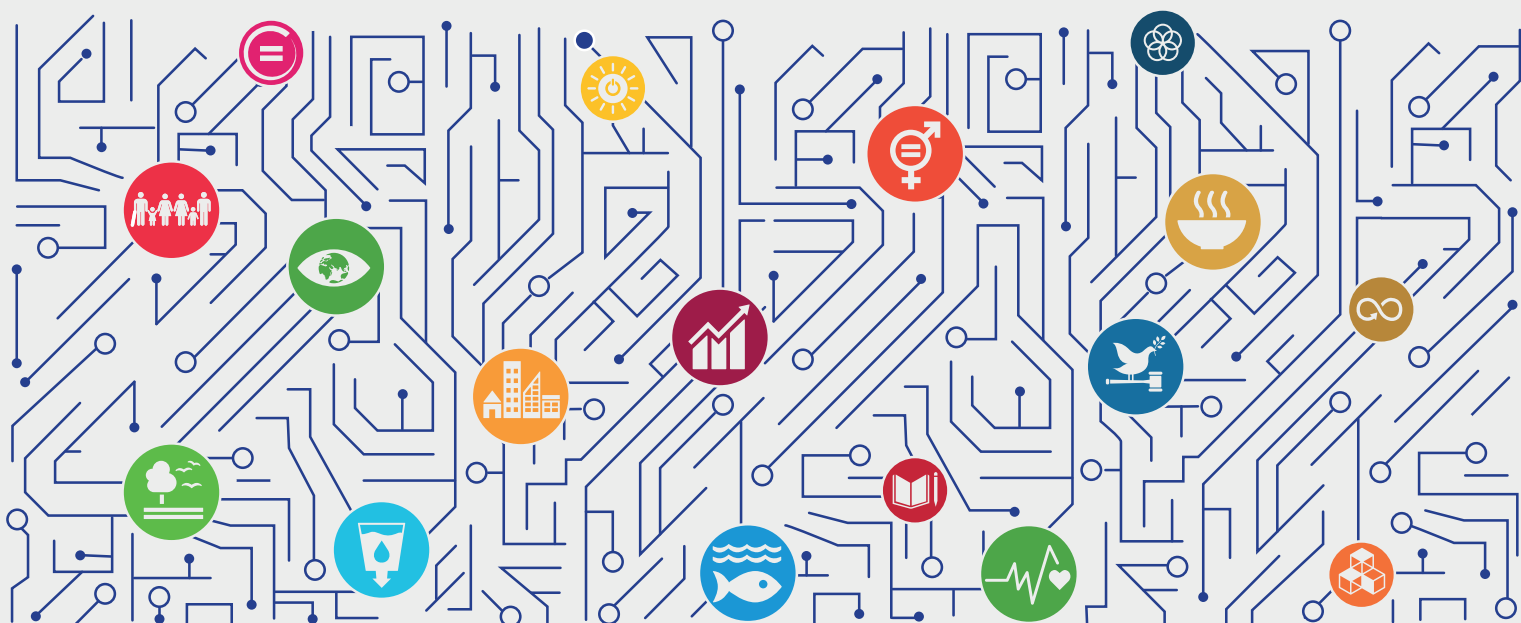


Unlocking Public and Private  
Finance for the Poor

Several colorful circular icons representing the Sustainable Development Goals (SDGs) are arranged in a cluster above the main title.

# ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

pour les ODD

Additional colorful circular icons representing the Sustainable Development Goals (SDGs) are arranged in a cluster to the right of the subtitle.





# REMERCIEMENTS

Ce document a été préparé par l'équipe Économies numériques inclusives du UN capital Development Fund (UNCDF), sous la direction de sa secrétaire exécutive Judith Karl en 2020 et de sa secrétaire exécutive Preeti Sinha en 2021.

Les principaux auteurs sont cités en tête de chaque article. Nous tenons à remercier l'équipe de direction de l'UNCDF et nos collègues pour les précieux conseils qu'ils ont formulés tout au long du processus de rédaction ainsi que Daniel Salazar et Mark Wensley, les deux rédacteurs techniques qui ont accompagné l'équipe dans ce processus.

Au sein de l'UNCDF, le travail a été réalisé sous la supervision de François Coupienne, global digital lead, Henri Dommel, directeur du service Économies numériques inclusives et Karima Wardak, responsable des connaissances et de la communication pour l'équipe.

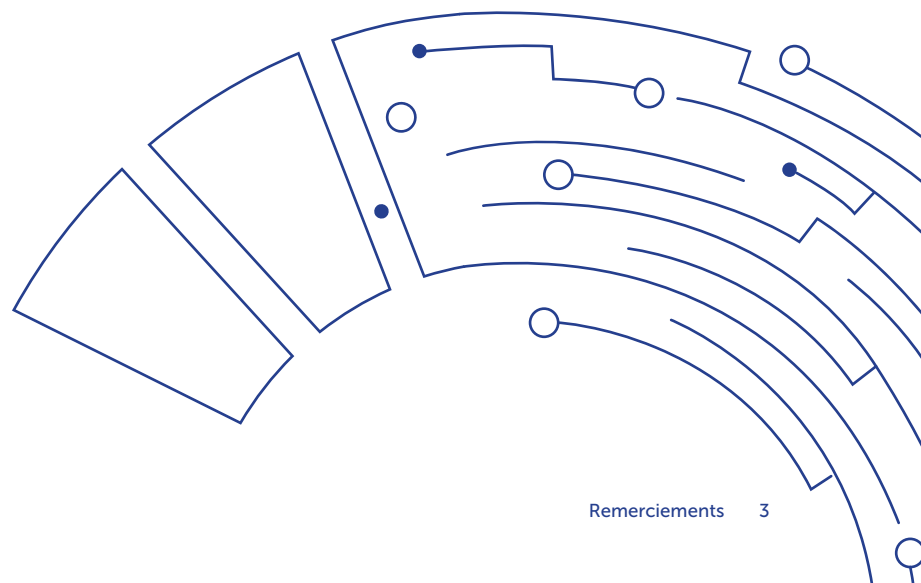
Ce document a également bénéficié des précieuses contributions d'autres organisations impliquées dans le développement des économies numériques. L'équipe tient à remercier sincèrement les auteurs invités pour avoir partagé leur point de vue et leur expertise : Cécile Billaux, UE ; Greta L Bull, CGAP ; Jonathan Donner, Caribou Digital ; Torbjorn Fredriksson, CNUCED ; Ruth Goodwin, Better Than Cash Alliance ; Mats Granryd, GSMA ; Riad Meddeb, PNUD ; Helen Molinier,

ONU Femmes ; Keith Tatenda Mudadi et Gabriela Violim Mercurio, Cities Alliance ; Maximo Torero Cullen, FAO ; Frederic Pivetta, Dalberg Data Insights ; Reeta Roy, Mastercard Foundation ; Jean-Philippe de Schrevel, Bamboo Capital Partners ; Surina Shukri, MDEC ; Simon Zadek, PNUD.

Les commentaires d'un groupe de pairs experts en la matière ont considérablement enrichi ce document : Errem Garlando, Georgiana Macovei et Philip Sauerbaum, UE ; Max Cuvelier, Genaro Cruz et Claire Sibthorpe, GSMA ; Houtan Bassiri et Nelly Toute-Elimbi, UNCDF.

Nous remercions en particulier l'équipe de communication de l'UNCDF pour son soutien, notamment Nasser AlQatami, Giovanni Congi, Lisandra Fesalbon, David Mikhail et Fernando Zarauz-Astorki.

Les auteurs expriment également leur reconnaissance à Pete Christopher de Green Ink pour son assistance éditoriale ainsi qu'à Miguel Laranjo de Formato Verde pour ses travaux de conception graphique.



Dans un monde en lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses conséquences désastreuses, il est certain que la technologie a fondamentalement transformé notre quotidien. La technologie a changé la manière d'enseigner, de créer des emplois, de fournir des services de santé, de faire des affaires, d'accéder aux informations agricoles, d'offrir des services financiers. Elle nous a permis de rester connectés socialement, professionnellement et en tant que consommateurs. Des innovations naissantes ou peu répandues au début de la crise font désormais partie de notre vie. De nouvelles trajectoires de progrès et de développement ont vu le jour.

Malgré les résultats positifs et prometteurs constatés, on redoute de plus en plus un manque d'inclusion, en particulier pour les communautés mal desservies des 46 pays les moins avancés (PMA) au monde. Dans le cadre de leur lutte contre la COVID-19, de nombreux PMA n'ont pas pu basculer leurs économies et systèmes éducatifs vers un modèle en ligne. Ce sont les populations marginalisées, femmes, jeunes, migrants, personnes handicapées et petits agriculteurs, qui en ont souffert et en souffrent toujours le plus. Les populations de ces PMA ont plus que jamais besoin de notre attention, pour éviter notamment la « décennie de développement perdue » que prédisait l'ONU dans son rapport *Financing for Sustainable Development 2021* (Financement pour le développement durable de 2021).

Les PMA ont besoin d'infrastructures et d'investissements pour participer à la nouvelle économie numérique et bénéficier de son potentiel de développement. Dans le même temps, des opportunités de développement des infrastructures à grande échelle et à faible coût pourraient voir le jour. En bref, la transformation numérique est en marche, elle repose sur une approche

de développement des systèmes de marché qui crée un écosystème propice à la transformation numérique inclusive des PMA. Mais, pour bénéficier au mieux de cette opportunité de transformation et que celle-ci participe à la réalisation des ODD, une série de mesures concrètes doit être prise : changements politiques, infrastructures modernes et systèmes ouverts, développement et innovation dans le secteur privé et acquisition de compétences numériques dans les PMA.

Depuis plus d'une décennie, notre équipe UNCDF soutient l'écosystème de financement numérique et les différentes entreprises et institutions capables de faire advenir la transformation numérique que nous appelons de nos vœux : telcos, banques, institutions de microfinance, sociétés fintech, ministères, régulateurs, bailleurs de fonds et agences de l'ONU. Les initiatives de l'UNCDF en matière d'inclusion financière numérique, qui ont permis de connecter 18 millions de personnes en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, forment désormais une base permettant à notre équipe et à nos partenaires de passer à l'étape suivante : tirer parti des paiements numériques pour fournir des services essentiels dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'éducation, de la gestion commerciale et du commerce électronique, entre autres. L'accès aux services financiers est une condition nécessaire pour sortir de la pauvreté. Pour passer à l'étape suivante, nous devons connecter ces services essentiels aux services financiers et aux paiements numériques.

Dans ce document, l'équipe de l'UNCDF présente son analyse et l'illustre par des études de cas qui nourrissent notre vision du développement d'économies numériques dans les PMA sans laisser personne de côté. Cette analyse et cette vision s'appuient sur notre expérience en matière de services numériques à travers

nos collaborations avec plusieurs partenaires des secteurs public et privé, ainsi qu'avec des organisations internationales et le système des Nations Unies. Le portrait ainsi brossé ne serait pas complet sans les opinions et contributions d'intervenants qui soutiennent ces écosystèmes. L'UNCDF a donc invité ses partenaires à y apporter leur contribution et nous sommes honorés de pouvoir présenter leurs points de vue sur le thème du développement d'économies numériques inclusives.

En s'appuyant sur la participation d'auteurs qui font autorité, notre rapport cherche à aborder différentes questions et à y répondre. Comment la croissance de la finance numérique entraîne-t-elle l'émergence d'économies numériques et permet-elle d'accélérer la réalisation des ODD ? Qu'est-ce qu'une approche de développement du marché et quel rôle joue-t-elle dans l'accélération du développement et de l'adoption de la finance numérique ? Comment les données permettent-elles des changements de politique et des améliorations de produits ? Que faut-il faire pour que personne ne soit marginalisé et qui a le plus besoin de notre aide ? Comment les innovations en matière de financement numérique révolutionnent-elles la manière de financer les ODD ?

L'UNCDF entrevoit des opportunités extraordinaires, pour les entreprises, de répondre aux besoins des personnes laissées de côté. De nouveaux modèles commerciaux se développent dans différents secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, l'éducation, l'entreprise, la santé et les transports, qui ciblent les populations jusqu'alors laissées de côté en leur proposant des services abordables et accessibles. Grâce à ce rapport, vous saurez comment ces services peuvent offrir aux populations des modes de vie plus résilients et plus sûrs. Et plus important encore, comment ces services représentent des opportunités d'affaires viables et durables.

Par Preeti Sinha,  
Secrétaire exécutive,  
UNCDF





# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	3	3.4 Élargir les possibilités pour les réfugiés et les autres personnes déplacées de force	81
Avant-propos	4	3.5 Améliorer l'accès des MPME aux services pour leur financement, leur résilience et leur croissance	85
<hr/>			
<b>PARTIE 1</b>		3.6 Améliorer la sécurité alimentaire grâce à des solutions numériques	91
<b>OÙ ALLONS-NOUS ?</b>	<b>8</b>	3.7 Améliorer l'accès à une énergie abordable et propre grâce au numérique	97
1.1 Comment le développement de la finance numérique entraîne-t-il l'émergence d'économies numériques ?	10	3.8 Solutions numériques pour l'éducation inclusive et équitable des communautés mal desservies	101
1.2 Une approche axée sur les systèmes de marché pour le développement des économies numériques inclusives	16	3.9 Améliorer la santé en exploitant les solutions numériques	106
1.3 Les données au cœur des économies numériques inclusives	22	3.10 Des services financiers numériques sur-mesure pour le changement climatique et autres aléas	110
1.4 Mesure et suivi des progrès des économies numériques inclusives	29	<hr/>	
<hr/>			
<b>PARTIE 2</b>		<b>PARTIE 4</b>	
<b>QUE FAIRE POUR NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ ?</b>	<b>36</b>	<b>COMMENT FINANCER DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES ?</b>	<b>116</b>
2.1 Développer les compétences et donner les moyens aux clients	38	4.1 Comment l'innovation révolutionne le financement des ODD	118
2.2 Mettre en place les infrastructures	45	4.2 La finance numérique modifie l'accès au capital	125
2.3 Favoriser l'innovation	50	4.3 Le financement participatif peut être une source importante d'investissement alternatif pour les MPME	129
2.4 Mettre en place des politiques et des réglementations favorables	56	4.4 Le financement mixte au services des économies numériques inclusives	133
<hr/>			
<b>PARTIE 3</b>		<hr/>	
<b>COMMENT ATTEINDRE PLUS VITE LES ODD ?</b>	<b>62</b>	<b>PARTIE 5</b>	
3.1 Le genre : les femmes, bâtisseuses d'économies numériques inclusives	64	<b>QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES ?</b>	<b>138</b>
3.2 Créer des opportunités économiques pour les jeunes	70	<hr/>	
3.3 Améliorer la résilience financière des migrants et de leurs familles	75	<hr/>	

# QU'EN PENSENT NOS PARTENAIRES ?

<b>UE</b> - « Pour une inclusion financière numérique centrée sur l'humain »	<b>14</b>
<b>Gouvernement de l'Ouganda</b> - La transformation numérique dans les PMA : le rôle du gouvernement dans la transformation numérique	<b>20</b>
<b>Caribou Digital</b> - Géants du numérique et objectifs de développement durable	<b>26</b>
<b>Dalberg Data Insights</b> - « Des big data aux données partagées »	<b>33</b>
<b>UNCDF</b> - De l'inclusion financière aux économies numériques inclusives : les îles du Pacifique	<b>41</b>
<b>CGAP</b> - Les API ouvertes et l'inclusion financière	<b>48</b>
<b>MDEC</b> - S'assurer de ne laisser personne de côté dans le cadre de la numérisation	<b>53</b>
<b>Better Than Cash Alliance</b> - L'alliance Better Than Cash accélère la digitalisation des paiements responsables face à la COVID-19	<b>60</b>
<b>ONU Femmes</b> - Appel à des solutions numériques audacieuses pour un rééquilibrage des genres	<b>68</b>
<b>Fondation MasterCard</b> - Des services financiers numériques au cœur des opportunités en Afrique	<b>73</b>
<b>Cities Alliance</b> - Les technologies numériques et l'accès aux services de base dans l'hémisphère sud	<b>79</b>
<b>CNUCED</b> - Comment mieux se reconstruire dans une économie de plus en plus numérique ?	<b>89</b>
<b>FAO</b> - Le potentiel de l'innovation financière numérique pour transformer l'agroalimentaire	<b>95</b>
<b>GSMA</b> - Comblent la fracture numérique	<b>113</b>
<b>Groupe de travail de l'ONU sur le financement numérique</b> - Crise sans précédent et opportunité historique : L'exploitation du dividende numérique de la COVID-19 pour financer les ODD	<b>122</b>
<b>Bamboo Capital Partners</b> - Numérisation et investissement d'impact	<b>137</b>



---

## PARTIE 1

# OÙ ALLONS- NOUS ?

- |     |  |    |
|-----|--|----|
| 1.1 | Comment le développement de la finance numérique entraîne-t-il l'émergence d'économies numériques ?    | 10 |
| 1.2 | Une approche axée sur les systèmes de marché pour le développement des économies numériques inclusives | 16 |
| 1.3 | Les données au cœur des économies numériques inclusives  | 22 |
| 1.4 | Mesure et suivi des progrès des économies numériques inclusives  | 29 |

### QU'EN PENSENT NOS PARTENAIRES ?

- |  |    |
|--|----|
| <b>UE</b> - « Pour une inclusion financière numérique centrée sur l'humain »   | 14 |
| <b>Gouvernement de l'Ouganda</b> - La transformation numérique dans LES PMA : le rôle du gouvernement dans la transformation numérique | 20 |
| <b>Caribou Digital</b> - Géants du numérique et objectifs de développement durable   | 26 |
| <b>Dalberg Data Insights</b> - « Des big data aux données partagées »  | 33 |

## SECTION 1.1

# COMMENT L'ESSOR DE LA FINANCE NUMÉRIQUE PERMET L'ÉMERGENCE D'ÉCONOMIES NUMÉRIQUES ?

Par François Coupienne



## FAITS SAILLANTS

- D'ici à 2025, les abonnés mobiles uniques représenteront 71 pour cent de la population mondiale tandis que les capacités de l'Internet mobile atteindront seulement 61 pour cent.
- Le développement de services personnalisés pour les femmes (ODD 5), les jeunes (ODD 8), les réfugiés, les migrants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les populations rurales (ODD 10) dans des secteurs tels que l'agriculture (ODD 2), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'eau (ODD 6) et l'énergie (ODD 7) permet aux pays les moins avancés de soutenir des économies numériques inclusives qui réduisent la pauvreté (ODD 1) et d'améliorer les perspectives économiques de tous les citoyens.

Au cours des vingt dernières années, un changement spectaculaire a été observé dans l'adoption des technologies mobiles et numériques sur les marchés émergents. Selon les prévisions, le nombre d'abonnés mobiles uniques atteindra 5,9 milliards d'ici à 2025, ce qui représente 71 pour cent de la population mondiale. Toutefois, une opportunité plus importante réside dans les technologies d'Internet mobile dont les capacités devraient atteindre 61 pour cent de la population sur la même période.<sup>1</sup> L'omniprésence des téléphones mobiles a conduit de nombreuses personnes à les utiliser comme principal moyen d'accès à une large gamme de services. Néanmoins, des barrières telles que le coût, l'alphabétisation et la disponibilité ont empêché

de nombreux utilisateurs d'aller au-delà des services de base, comme les appels et les messages. Malgré l'essor de la technologie, les économies numériques inclusives ne parviendront à se développer que si tous les citoyens peuvent utiliser des services numériques ayant un impact positif sur leur quotidien.

L'inclusion dans l'ère numérique n'est pas automatique. La technologie elle-même est neutre et peut accroître l'exclusion, selon la manière dont elle est déployée et en fonction des mesures éventuellement mises en œuvre pour éviter l'introduction de nouvelles formes de marginalisation. Même si les technologies numériques permettent de s'affranchir des modèles traditionnels d'expansion du marché, leur adoption dépend souvent de la compréhension, de l'acceptation et de la perception de la valeur ajoutée des services

<sup>1</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA), *The Mobile Economy 2018*, Londres, 2018.

numériques financiers et non financiers. Pour combler l'écart numérique, il ne s'agit pas seulement de promouvoir l'accès à la technologie et son utilisation. Il s'agit d'adopter une démarche de conception axée sur l'utilisateur et d'adapter les services en vue d'améliorer la vie et les moyens de subsistance des gens.

Les approches centrées sur l'utilisateur améliorent également l'adoption de solutions numériques (ou reposant sur la numérisation) par les nouveaux utilisateurs de téléphones mobiles ou les personnes qui n'ont pas accès à de tels appareils. Ces approches s'appuient sur une combinaison de technologies numériques et de prestations à faible contenu humain par les membres de la communauté (« tech and touch »)<sup>2</sup>. Par exemple, les services de gré à gré proposés par des agents ont permis l'utilisation de l'argent mobile par de nombreuses communautés marginalisées en Afrique.<sup>3</sup> En Ouganda, les entrepreneurs spécialisés dans les communautés numériques ont réussi à augmenter le recours à des services numériques nouveaux et jusqu'alors inconnus tels que le paiement de l'énergie solaire à la demande<sup>4</sup>.

Pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), il est essentiel que les PMA mettent en place des économies numériques inclusives. Le développement de services sur mesure pour les femmes (ODD 5), les jeunes (ODD 8), les réfugiés, les migrants, les personnes

âgées, les personnes handicapées et les populations rurales (ODD 10) dans des secteurs tels que l'agriculture (ODD 2), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'eau (ODD 6) et l'énergie (ODD 7) permet aux PMA de soutenir des économies numériques inclusives qui réduisent la pauvreté (ODD 1), augmentent la résilience et améliorent les perspectives économiques de tous les citoyens, y compris les segments marginalisés.

## LES PROGRÈS DE LA FINANCE NUMÉRIQUE

Au-delà de l'utilisation massive des téléphones mobiles pour les appels et les messages, l'adoption de la finance numérique enregistre des progrès rapides à l'échelle mondiale. Cette tendance s'est accélérée au cours de la dernière décennie sous l'impulsion des opérateurs de réseaux mobiles et des plateformes numériques du monde entier. De 2008 à 2019, l'industrie de l'argent mobile comptait un milliard d'utilisateurs enregistrés.<sup>5</sup> Les plateformes numériques telles qu'Alipay, WeChatPay, Grab, GoPay et WaveMoney ont réussi à recruter plus de 2 milliards d'utilisateurs pour leurs services financiers.

Cette large disponibilité de la finance numérique offre d'énormes possibilités d'amélioration de la vie de milliards de citoyens exclus, comme illustré ci-dessous.



Joshua est producteur laitier de la région de Mbarara en Ouganda. Sa femme Janet et ses cinq enfants vivent sur une parcelle de 16 hectares à 2 km du village. Joshua a trois vaches. Chaque jour après la traite, il pousse son vélo avec ses pots à lait qui en contiennent généralement 20 litres, jusqu'à la coopérative du village. Là, la quantité et la qualité du lait sont mesurées et enregistrées manuellement dans un registre. Tous les 15 jours, la coopérative calcule le montant à verser à chaque agriculteur. Joshua revient à vélo pour recevoir son règlement de 336 000 USh (91 USD) en espèces. De retour chez lui, il cache une partie de l'argent dans un pot sous son toit. Il espère pouvoir acheter un autre lopin de terre et deux vaches supplémentaires. Il conserve aussi 20 000 USh (5 USD) pour les dépenses quotidiennes. En 2018, la coopérative laitière a décidé de tirer parti des technologies numériques pour accroître son efficacité. Elle a numérisé le registre laitier et le processus de règlement aux agriculteurs. Joshua a ouvert un compte d'argent mobile. Aujourd'hui, le registre est mis à jour sur tablette tous les 15 jours. En un clic, la coopérative fait ses comptes et paie ses 234 agriculteurs via le dispositif d'argent mobile. Joshua n'a pas à pédaler jusqu'à la ville pour recevoir son paiement. Il a commencé à épargner sur son compte d'argent mobile et conserve désormais uniquement des petites sommes chez lui.

<sup>2</sup> [https://content.accion.org/wp-content/uploads/2018/10/1122\\_TechTouch-RO6-Singles.pdf](https://content.accion.org/wp-content/uploads/2018/10/1122_TechTouch-RO6-Singles.pdf).

<sup>3</sup> <http://finclusion.org/uploads/file/FINAL%20SENEGAL%20-%20uncdf%20MM4P%20Senegal%20.pdf>.

<sup>4</sup> [www.uncdf.org/article/6446/digital-community-entrepreneurs---going-the-extra-mile-to-close-the-digital-gap-in-rural-uganda](http://www.uncdf.org/article/6446/digital-community-entrepreneurs---going-the-extra-mile-to-close-the-digital-gap-in-rural-uganda).

<sup>5</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA), *State of the Industry Report*, 2019.

Tui est une marchande de légumes et d'herbes. Elle tient un stand sur le marché de Phontong en République démocratique populaire lao. Tui a récemment acheté un smartphone et ouvert un compte auprès d'une fintech locale. Elle utilise son smartphone pour échanger des informations et des conseils avec ses pairs sur les médias sociaux. Son compte d'argent mobile lui a permis d'épargner de l'argent en mode numérique et de recevoir des paiements de ses clients.



D'autres études de cas sont proposées dans les chapitres suivants. Vous pourrez y consulter d'autres exemples sur l'impact transformationnel de la digitalisation des services, des entreprises et du gouvernement.



Crédit photo : Shutterstock

## DÉFINIR LA NUMÉRISATION ET LA DIGITALISATION<sup>6</sup>

Le terme « numérisation » désigne l'utilisation de la technologie numérique pour convertir l'information physique en formats numériques pour améliorer l'efficacité, par exemple en automatisant un processus papier qui existe déjà.

Le terme « digitalisation » désigne l'utilisation de la technologie numérique pour faire des affaires. La digitalisation implique de revoir l'ensemble du modèle commercial d'une organisation et de créer de meilleurs outils pour répondre aux besoins des clients et des partenaires.

## POUR DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

C'est le fait de posséder un téléphone portable et d'avoir accès à la finance numérique qui a permis à Joshua et à Tui d'atteindre l'inclusion financière. Toutefois, l'inclusion financière n'est pas l'objectif final ; c'est un moyen au service de plusieurs fins. Pour être utile, l'inclusion financière numérique doit permettre aux titulaires de comptes à faible revenu de participer à l'économie pour satisfaire leurs besoins quotidiens et améliorer leurs compétences, leur productivité et leur potentiel commercial à l'ère numérique. Joshua souhaite désormais suivre une formation agricole pour améliorer la qualité et la quantité du lait qu'il produit et obtenir un prêt pour acheter un autre terrain et davantage de

vaches. Il souhaiterait également bénéficier d'un meilleur accès au marché pour pouvoir acheter des intrants agricoles et de l'énergie pour sa ferme. Les acheteurs peuvent proposer des avances de fonds aux agriculteurs tels que Joshua par le biais de l'argent mobile ainsi que des services de vulgarisation leur permettant de conclure directement des contrats d'achat. Pour faire face à des dépenses imprévues, les agriculteurs sont souvent contraints de vendre leurs cultures rapidement et à faible prix. Pour relever ce défi, Ibero Uganda a lancé un service d'avance d'argent mobile<sup>7</sup> pour aider les producteurs de café à ne pas vendre leur produit trop

<sup>6</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, « Future forward: UNDP digital strategy », <https://digitalstrategy.undp.org/introduction.html>.

<sup>7</sup> Mastercard Foundation, « Lessons learned from Ibero Uganda's approach to financially including coffee farming families », <https://frp.org/knowledge-hub/blog/2020-case-study-strengthening-agricultural-supply-chains-through-delivery>.

tôt. Ce type de service financier numérique lancé au sein des chaînes d'approvisionnement peut accroître la productivité et les revenus des agriculteurs.

Tui souhaiterait avoir accès à un marché en ligne pour acheter ses fournitures et disposer d'une plus grande sélection de produits. Elle souhaite en savoir plus sur la planification financière et l'établissement d'un budget afin de développer son activité et aimerait avoir accès à de meilleurs services de santé et d'éducation pour sa famille. Pour les vendeurs comme Tui, les services financiers numériques peuvent être utilisés pour payer des biens en ligne lorsqu'il existe un lien de confiance important entre les producteurs et leurs prestataires. Pour tirer pleinement parti des places de marché numériques afin d'élargir sa base de prestataires, elle pourrait utiliser un compte numérique avec une fonctionnalité de séquestre qui permette de libérer les fonds uniquement après la réception satisfaisante des biens et des services. Par exemple, Alibaba a lancé des comptes de séquestre numériques pour éliminer les obstacles en matière de confiance et développer l'activité sur sa plateforme de commerce électronique, Taobao<sup>8</sup>.

Il y a vingt ans, aucun gouvernement, prestataire de services financiers, distributeur d'intrants agricoles ou fournisseur d'énergie n'aurait possédé de modèle commercial pour offrir des services sur mesure à des citoyens comme Joshua et Tui. Le coût de développement d'un réseau de distribution physique et de relations avec les clients à faible revenu était prohibitif. Aujourd'hui, 7 personnes sur 10 ont accès à un téléphone portable, ce qui offre d'excellentes opportunités. Les technologies numériques offrent aux gouvernements, aux entreprises et aux particuliers la possibilité d'établir **une relation personnalisée** avec 70 % de la population mondiale. Elles permettent l'échange sécurisé d'informations pour effectuer des transactions, établir un dialogue, réaliser des paiements et partager des émotions en temps réel. En outre, les données recueillies permettent aux gouvernements et aux entreprises de **personnaliser les services pour répondre aux besoins de chaque individu et de les ajuster au fil du temps**<sup>9</sup> au lieu de développer des services standard censés convenir à un pays entier. Aujourd'hui, un prestataire de services financiers peut analyser les opérations de trésorerie de Joshua et lui offrir un prêt sur mesure pour lui permettre d'accroître son activité et ses revenus. Un distributeur d'intrants agricoles peut accéder à des informations sur son exploitation et lui proposer des conseils sur la meilleure manière d'augmenter sa production. Un prestataire de services de santé pourrait

offrir des conseils et un diagnostic à distance à Tui alors qu'elle est chez elle avec sa famille. Les enfants de Tui pourraient accéder à des contenus éducatifs spécifiques adaptés à leur âge et à leurs centres d'intérêt.

Il y a un autre changement de paradigme significatif pour l'avenir de l'ère numérique. Il y a vingt ans, un service à Joshua ou à Tui impliquait de leur rendre visite. Ce processus lourd limitait la concurrence. Il réduisait le nombre d'options proposées et donnait lieu à une offre de services financiers déconnectée de leur utilisation dans l'économie réelle. Désormais, à l'aide d'un simple téléphone, Joshua et Tui peuvent parcourir une large gamme de services numériques proposés par différents prestataires. La nature numérique des produits et services, notamment financiers, permet de les combiner et d'y intégrer d'autres services numériques pour l'agriculture par exemple. Ce passage au numérique brouille la distinction entre les différents secteurs (agriculture, finance, énergie, etc.) car Joshua et Tui choisissent les services qui leur apportent la plus grande valeur ajoutée pour atteindre leurs objectifs dans l'économie réelle plutôt que de se rabattre sur le seul service disponible près de chez eux.

À l'ère numérique, l'inclusion financière ne dépendra pas uniquement du lancement d'un service de paiement, d'un service de prêt ou d'un produit d'assurance adapté. Il s'agira de développer une série de services sur mesure et interconnectés dans différents secteurs (agriculture, énergie, santé, éducation, transport, commerce, etc.). Les services financiers ne seront pas fournis de manière isolée, mais feront partie d'une gamme plus large de services financiers et non financiers intégrés de manière transparente. Joshua, par exemple, a commencé à utiliser une plateforme agricole. Celle-ci fournit des informations utiles, notamment son recours aux intrants et son historique de production, qui peuvent être utilisées par les banques ou d'autres entreprises agricoles utilisant la plateforme pour personnaliser les services qu'elles lui proposent en fonction de ses besoins. Ces informations peuvent aboutir à des services qui répondent à des besoins financiers et non financiers, par exemple des services d'amélioration de la productivité.

<sup>8</sup> Banque des règlements internationaux, « Annual economic report 2019 », [www.bis.org/publ/arpdf/ar2019e3.pdf](http://www.bis.org/publ/arpdf/ar2019e3.pdf).

<sup>9</sup> Moyennant l'utilisation de données, de dispositifs d'apprentissage automatique et de l'intelligence artificielle.



Le concept de santé financière fournit une boussole pour mesurer les progrès réalisés dans les économies numériques. Il nous permet d'examiner l'impact que nous souhaitons avoir sur l'économie numérique inclusive (les impacts associés à l'utilisation de produits financiers et l'amélioration de l'accès à d'autres services essentiels grâce à l'infrastructure numérique et aux modèles d'affaires basés sur le numérique). Ceci accroît par ailleurs la capacité à gérer les flux de trésorerie, à absorber les chocs et à planifier l'avenir ainsi qu'à accéder aux soins de santé, à investir dans l'éducation et à améliorer les opportunités économiques.

La finance numérique est au fondement d'une économie numérique capable d'atteindre les ODD. Comme les utilisateurs connectés et les fournisseurs capables de répondre à leurs besoins sont désormais nombreux, nous devons veiller à ce que tous les segments marginalisés bénéficient de ces services et que « personne ne soit laissé de côté ». La transformation numérique en est encore à ses balbutiements dans l'économie de nombreux PMA, ce qui donne l'occasion à toutes les parties prenantes d'intégrer de manière proactive les thématiques d'inclusion dès le début du processus. En écoutant attentivement ce que les femmes, les jeunes, les réfugiés, les migrants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les populations rurales ont à nous dire, nous pourrions faire en sorte que le développement numérique réponde à leurs besoins. Les thèmes qui détermineront leur inclusion sont les compétences, l'accès à l'infrastructure numérique dans les zones reculées, l'innovation centrée sur les utilisateurs et les orientations politiques et réglementaires favorables. Les chapitres suivants traitent des facteurs d'inclusion pour chacun des principaux segments marginalisés.

Pour que les groupes marginalisés puissent bénéficier de ces nouveaux services financiers et non financiers, le partenariat (ODD 17) et l'innovation (ODD 9) doivent prendre en compte l'ère numérique. Ces services numériques sont essentiels pour accroître la résilience de ces personnes et améliorer leurs opportunités économiques. L'UNCDF s'engage à faire des partenariats et des innovations une réalité. Ce rapport décrit les principaux enjeux et montre que cette possibilité est à portée de main.



## « POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE NUMÉRIQUE CENTRÉE SUR L'HUMAIN »

Par Cécile BILLAUX,  
Analyse micro-économique, climat d'investissement,  
secteur privé, commerce et emploi, UE

Les mesures de restriction sanitaires et économiques résultant de la crise de la COVID-19 nuisent gravement aux populations les plus pauvres et exposent des failles structurelles dans notre capacité à résoudre certaines des questions les plus urgentes. Les conséquences de cette crise ont déjà annulé des années de progrès en matière de réduction de la pauvreté dans le monde<sup>10</sup> et font sérieusement douter de la capacité du système de développement mondial à répondre à la crise.

Dans la perspective de « Mieux se reconstruire », nous devons exploiter les opportunités offertes par la révolution numérique. Selon le Groupe de la Banque mondiale, une économie numérique abordable et inclusive peut augmenter le produit intérieur brut mondial de 2 pour cent par an, ce qui permet de réduire la pauvreté si des investissements en capital humain sont réalisés. Selon les différentes définitions, les données récentes montrent que l'économie numérique représente environ 15,5 pour cent du PIB mondial et qu'elle devrait atteindre 25 pour cent en moins d'une décennie<sup>11</sup>.

Une reprise durable dans le cadre de laquelle tous les gouvernements soutiennent une transition verte et numérique est un objectif stratégique pour l'Union européenne (UE). Dans ce contexte, l'intensification de l'inclusion financière numérique est nécessaire pour permettre aux plus pauvres dans le monde de saisir les opportunités qui se présentent tout en renforçant la résilience.

<sup>10</sup> Banque mondiale, « COVID-19 to Add as Many as 150 Million Extreme Poor by 2021 », 7 octobre 2020, disponible sur <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/10/07/COVID-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021>.

<sup>11</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), « Value creation and capture: implications for developing countries », dans *Digital Economy Report*, (2019).

La promotion de l'inclusion financière numérique pour les personnes les plus pauvres implique d'accepter sans réserve la transformation radicale de l'écosystème des services financiers pour ces personnes. Au fil des ans, les services financiers ont refaçonné de manière radicale les services qu'ils proposaient aux clients afin de mieux répondre à leurs besoins. Le microcrédit s'est transformé en microfinance, puis en finance numérique et, plus récemment, en inclusion financière numérique.

La transformation numérique de l'inclusion financière a fait émerger de nouveaux services et s'est manifesté sur l'ensemble du spectre, y compris la santé, l'éducation, l'énergie et l'agriculture. En parallèle de cette transformation continue, nous avons assisté à un changement radical de la nature des moyens de subsistance. Ceux-ci ont été profondément modifiés par des facteurs tels que la mondialisation, la démographie et le changement climatique. Il est désormais fondamental, dans le contexte de ce changement de paradigme, de tenir compte de l'humain tout en accueillant la révolution numérique les bras ouverts.

Au sein de l'UE, nous avons pu mesurer le potentiel d'un écosystème intégré d'inclusion financière par le biais du marché unique numérique, qui a créé un marché commun compétitif et innovant pour plus de 500 millions de personnes. Nous avons adopté le document stratégique « *Digital for Développement: mainstreaming digital technologies and services into EU Development Policy* », pour promouvoir les économies numériques dans le reste du monde. Les actions prioritaires sont axées sur une connectivité haut débit abordable et sécurisée, l'alphabétisation numérique et l'esprit d'entreprise. Chacun de ces domaines prioritaires met l'accent sur le rôle de catalyseur que jouent les technologies numériques dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Outre les opportunités qu'elle offre, la révolution numérique présente de nouveaux défis et de nouveaux risques. On peut citer la fracture numérique croissante, les perturbations du marché, les risques de cybersécurité et la menace pour la protection des données à caractère personnel. Il est donc fondamental pour les partenaires de développement d'unir leurs forces et de soutenir la création d'un écosystème propice à la mise en place de solutions politiques permettant d'éviter l'aggravation des inégalités numériques.

L'inclusion financière numérique peut être un outil puissant pour prospérer dans l'économie numérique et stimuler les avancées économiques. Accompagnée d'innovations, elle pourrait ouvrir la voie à de nouveaux marchés viables et à de nouvelles opportunités économiques pour le secteur privé. Cela augmenterait

les recettes budgétaires des gouvernements et permettrait d'atténuer les inégalités et l'extrême pauvreté parmi les populations vulnérables.

Il est essentiel d'améliorer le dialogue entre les secteurs public et privé. S'il est possible de renforcer davantage la coopération entre les différents acteurs pour leur permettre de saisir de nouvelles opportunités, on peut aussi aborder les anciens problèmes de manière innovante. Cette approche est une caractéristique essentielle du nouveau Digital for Development Hub dans lequel les principaux acteurs européens ont uni leurs forces.

La COVID-19 nous a rappelé l'importance de renforcer la résilience dans les communautés locales en travaillant sur une approche plus intégrée. Il s'agit donc de regrouper les ressources financières, de proposer une assistance technique et de bâtir un environnement politique permettant de soutenir les écosystèmes locaux. Dans ce contexte, l'UE et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) s'appuient sur une approche intégrée pour faire de l'inclusion financière un élément essentiel de la réponse initiale à la crise de la COVID-19 et de la reprise économique. Les ressources financières, le renforcement des capacités et les nouvelles politiques peuvent faire émerger un éventail de solutions numériques. Par exemple, l'utilisation des services numériques pourrait permettre de payer les salaires du personnel de santé à temps ou créer un écosystème de paiement numérique efficace donnant accès en toute sécurité aux aides gouvernementales.

Avec l'UNCDF, nous réfléchissons désormais au déploiement de solutions de financement numériques à forte valeur ajoutée pour plus de 600 000 personnes à travers le monde.

L'UE est prête à élargir son réseau de partenaires d'affaires et de développement pour exploiter le potentiel de la révolution numérique et résoudre les défis de développement les plus pressants auxquels nous sommes confrontés.



---

## SECTION 1.2

# UNE APPROCHE AXÉE SUR LES SYSTÈMES DE MARCHÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

Par Anne Duijnhouwer



---

## FAITS SAILLANTS

- La mise en place d'une économie numérique inclusive implique de reconnaître que les contraintes de développement du marché sont spécifiques à chaque pays.
- Dans ses pays d'intervention, l'UNCDF joue le rôle de facilitateur et de catalyseur. En mettant l'accent sur les données, nous adoptons une stratégie ciblée visant à bâtir des économies numériques inclusives.
- Les compétences, l'innovation, les infrastructures, les politiques et la réglementation sont les éléments constitutifs qui sous-tendent l'approche de l'UNCDF et constituent le fondement de l'économie numérique inclusive.

En nous penchant sur les services numériques et leur élargissement, nous avons compris que le Kenya n'était pas l'Ouganda et que la République démocratique populaire lao n'était pas le Népal. Les institutions y sont différentes ; chaque pays possède des ressources distinctes et une culture unique qui leur ont fait prendre des chemins différents en matière de finance et d'écosystème numériques. Dans un contexte de développement d'une économie numérique inclusive, nous devons prendre conscience que les contraintes de développement du marché sont spécifiques à chaque pays et nous devons les traiter en conséquence. Le chemin vers l'inclusion numérique pour un petit fermier comme Joshua en Ouganda (présenté dans l'article **Comment la croissance de la finance numérique entraîne-t-elle l'émergence d'économies numériques ?**)

est différent de celui d'une petite marchande comme Tui en République démocratique populaire lao.

Dans certains pays en développement, les infrastructures numériques inadéquates constituent le principal obstacle à l'expansion du marché. Dans d'autres pays, il convient plutôt d'exploiter l'innovation afin de répondre plus efficacement aux besoins des utilisateurs finaux. On peut citer les services à la demande qui offrent un accès à l'énergie et les plateformes qui permettent aux petits agriculteurs de se procurer plus facilement des intrants afin d'améliorer leur productivité et leurs revenus. Sur d'autres marchés encore, les efforts se concentrent sur l'élimination des distorsions causées par les réglementations, comme les plafonds de taux d'intérêt ou les règles sur le traitement des données.

L'UNCDF cherche à résoudre ces contraintes de marché afin d'accélérer le développement d'une économie numérique inclusive aux niveaux local, régional et mondial. Idéalement placés, nous jouons le rôle de facilitateur et de catalyseur dans les 28 pays où nous intervenons. En mettant l'accent sur les données, nous adoptons une stratégie ciblée visant à développer des marchés qui fonctionnent pour tous les acteurs.

## L'APPROCHE AXÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE MARCHÉ

L'UNCDF applique une approche de développement de marché pour comprendre les systèmes de marchés et intervenir pour répondre aux contraintes en matière d'inclusion des communautés marginalisées. L'approche vise à (i) tirer parti des rôles et comportements des acteurs du marché, tels que les utilisateurs et les prestataires de services numériques et à les aider à accomplir leurs tâches d'une manière différente ou plus efficace ; (ii) collaborer avec les acteurs afin de fournir des instruments financiers qui encouragent les investissements et les nouveaux modèles d'affaires afin de rendre les solutions numériques plus inclusives ; et (iii) renforcer les systèmes et les relations entre les différents acteurs grâce, par exemple, à un environnement politique et réglementaire favorable. Un tel environnement est essentiel pour renforcer les systèmes et peut s'avérer aussi important que l'investissement et la concurrence. La définition d'un cadre stratégique pour les services numériques contribuera à développer ces systèmes. Voir l'article **Environnement politique et réglementaire favorable (section 2.4)** pour en savoir plus sur notre approche en matière de politique.

Dans les zones rurales en Zambie, par exemple, il est compliqué d'atteindre les lieux reculés pour promouvoir l'adoption des services énergétiques et financiers. Les agents qui vendent des installations solaires domestiques (ISD) ne sont pas en mesure de prendre en charge les paiements des clients et les agents d'argent mobile sont difficiles à trouver. Afin de tester une nouvelle approche pour répondre à ces contraintes, l'UNCDF s'est associé à Fenix, une société d'ISD et à MTN, un fournisseur de téléphonie mobile local. La stratégie consiste à convertir le réseau d'agents de vente Fenix en un réseau d'agents d'argent mobile, à élaborer un argumentaire commercial combinant l'offre en énergie solaire et l'argent mobile et à déterminer comment ce réseau pourrait s'étendre et parvenir à la pérennité financière. Le modèle a renforcé la viabilité des agents grâce à une augmentation des commissions et à l'accroissement des niveaux de confiance et de fidélité des clients.

Les projets déployés en Zambie pour faire face aux contraintes de développement du marché ont permis d'obtenir des résultats. Au cours de la période de 2015 à 2019, le taux d'utilisation des services financiers par la population adulte est passée de 4 à 44 pour cent. Le pays est passé de 5 prestataires de services financiers numériques (PSN) à 18. En conséquence, le maillage des agents atteignait 4,8 agents/1000 habitants en 2019 (multiplication par 36)<sup>12</sup>. En partenariat avec Fenix, ces efforts ont été transposés à l'énergie et à l'agriculture.

Le travail de l'UNCDF s'appuie sur une décennie d'expérience en matière d'amélioration de l'accès aux services financiers et sur la construction de rails numériques essentiels au développement de nouveaux modèles pour soutenir la croissance inclusive. En mettant l'accent sur les principaux éléments constitutifs d'une économie numérique, les progrès sont suivis à l'aide de notre tableau de bord pour les économies numériques inclusives, un outil stratégique qui mesure le développement du marché et contribue à fixer des priorités dans le contexte dynamique de l'ère numérique. Voir la section 1.4 - **Mesure et suivi des progrès des économies numériques inclusives**.

## ORGANISATION DE LA STRATÉGIE ET L'ORIENTATION CLIENT

Quatre éléments, complémentaires et se renforçant, sous-tendent l'approche de l'UNCDF en matière de développement de l'économie numérique inclusive :

- **Compétences** : offrir aux clients les connaissances, les compétences, les comportements et l'autonomie pour accéder aux outils et aux produits financiers numériques et pour les utiliser de manière utile ;
- **Innovation** : développer des modèles commerciaux et de services répondant aux besoins des clients dans différents secteurs (finance, agriculture, santé, éducation, énergie) ;
- **Infrastructures** : renforcer les rails numériques (taux de possession d'appareils, réseaux mobiles, réseau de distribution, accès à l'énergie, ID numérique) et réduction de la fracture numérique ;
- **Politique et réglementation** : développement des économies numériques caractérisées par des politiques et réglementations inclusives qui permettent l'accès aux services numériques et leur utilisation.

<sup>12</sup> Mastercard Foundation et UNCDF, *Five years of Market Development in Benin, Senegal and Zambia (2015-2019)*, 2020, [www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019](http://www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019).

L'un des principes de l'UNCDF est de centrer les initiatives sur les utilisateurs finaux et leurs besoins. Nous le faisons en cartographiant le parcours client afin d'identifier les obstacles au niveau du client, du fournisseur, de l'infrastructure et des politiques. Il s'agit de se concentrer sur les besoins du client pour mettre l'accent sur les possibilités plus larges de soutenir l'utilisation des services et d'élaborer des argumentaires commerciaux. Ce principe, de son côté, oriente les initiatives visant à éliminer les contraintes, par exemple les innovations du secteur privé visant à répondre aux besoins spécifiques de certains segments ou à collaborer avec les décideurs politiques pour tirer des enseignements pratiques sur des thèmes pertinents. Les clients comme Joshua et Tui peuvent avoir des moyens limités et d'énormes besoins.

FIGURE 1.  
L'UNCDF en action



Acteur expérimenté, l'UNCDF consacre des ressources substantielles à la suppression des contraintes de développement du marché qui limitent l'inclusion, ce qui a un impact positif pour les clients finaux sur plusieurs segments et secteurs :

- **Soutenir les prestataires** : répondre aux contraintes rencontrées lors de la prestation des services aux petites entreprises et renforcer l'écosystème afin de mieux répondre aux besoins des populations vulnérables ;
- **Réduire le risque lié aux investissements** : améliorer la distribution des solutions dans les zones reculées en aidant les fournisseurs à développer un modèle commercial viable ;
- **Renforcer les systèmes** : améliorer les perspectives du marché pour éclairer la décision politique, mieux surveiller la réalisation des objectifs d'inclusion financière et atteindre un meilleur équilibre réglementaire.

## ÉLIMINER LES CONTRAINTES AU DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ

L'économie numérique ne tiendra ses promesses que si l'innovation est capable de répondre aux besoins des clients. Les paragraphes ci-après contiennent plusieurs exemples d'initiatives mises en œuvre par l'UNCDF pour lever les contraintes et atténuer leur impact.

Au Bénin, plusieurs prestataires de services financiers ne répondaient pas aux besoins de leurs clients comme ils auraient pu le faire. Leurs produits nécessitaient des temps de déplacement et d'attente importants. La collaboration entre l'UNCDF et une institution de microfinance (IMF) a permis de relever ce défi car cette dernière a compris l'utilité des prestataires de réseaux mobiles pour économiser du temps aux clients. Ceci a donné lieu à un partenariat permettant à l'IMF d'utiliser les canaux numériques de l'opérateur de réseau mobile (ORM). Les clients ont économisé du temps en remboursant leur prêt sur leur téléphone portable plutôt que de faire la queue dans les agences de l'IMF.

L'UNCDF a participé à six projets au Bénin centrés sur les défis rencontrés par les clients, les agents monétaires mobiles et leurs réseaux de distribution et, enfin, la pénétration du marché par de nouveaux prestataires. Nos initiatives ont permis d'alléger un certain nombre de contraintes afin de contribuer à développer l'écosystème financier numérique. Nous avons organisé sept événements d'apprentissage et réunions du groupe de travail pour faire avancer des initiatives comme les partenariats et les fintech. Ces projets ont contribué à faire évoluer différents produits, des services de base

aux SFN (services financiers numériques) de masse en passant par des produits plus avancés tels que les services « de la banque au porte-monnaie », par exemple mHealth<sup>13</sup> dans la santé. Sur une période de cinq ans, ces différentes initiatives ont permis de faire passer le pourcentage d'utilisation des SFN au Bénin de 2 à 40 pour cent de la population. Les prestataires de SFN dans le pays sont passés de deux opérateurs au départ à six prestataires, dont des banques, une IMF et le bureau de poste, ce qui s'est accompagné d'une multiplication par 65 de la densité des agents.<sup>14</sup>

Un solide réseau d'agents est essentiel pour faire en sorte que les SFN assurent l'inclusion financière numérique. Le Sénégal se heurtait à l'impossibilité de recruter des agents dans les zones rurales en l'absence d'un modèle commercial viable. L'UNCDF a fourni une assistance financière et technique pour aider la startup de fintech locale InTouch à élaborer une stratégie d'acquisition d'agents ruraux. En passant par le groupe de travail SFN créé au Sénégal avec le ministère des Finances et la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, nous avons présenté InTouch à des partenaires potentiels afin de faciliter la croissance par la collaboration. Notre collaboration avec l'IMF locale PAMECAS visait à développer une offre financière numérique plus sophistiquée afin de proposer aux agents InTouch un crédit non garanti.

Le modèle de notation de crédit élaboré avec PAMECAS facilitait la prise de décision et la gestion des risques. Ces capacités ont permis d'accorder des prêts sans garantie pour permettre à des jeunes et des femmes de lancer ou de développer leur activité d'agent. Par conséquent, InTouch a recruté 26 agents ruraux de plus que prévu (pour plus de 550 agents au total) pour servir près de 300 000 clients dans les zones rurales. Les initiatives de l'UNCDF au Sénégal ont permis d'évacuer un certain nombre de contraintes au développement de l'écosystème financier. Entre 2015 et 2019, l'utilisation des services financiers par la population adulte est passée de 13 à 29 pour cent. Le nombre de fournisseurs de SFN est passé de 4 à 22 en raison de l'émergence de nouveaux acteurs tels que les banques, les fintechs et les bureaux de poste. L'assistance a notamment pris la forme d'initiatives dans le secteur agricole. Dans l'ensemble, le nombre d'agents a été multiplié par 19 dans le secteur de l'argent mobile<sup>15</sup>.

Une politique et un environnement réglementaire favorables permettent de réduire les coûts tout en favorisant l'innovation et en mettant en avant l'intérêt des consommateurs. Outre le soutien à la mise en œuvre des politiques, il est essentiel que les capacités techniques, politiques et financières du secteur public soit maintenues pour garantir l'adoption massive des services numériques. En Zambie, les capacités de l'organe de réglementation en matière de données n'ont pas permis de réunir les connaissances nécessaires pour éclairer la politique et la prise de décisions. Il s'est donc avéré difficile de suivre les progrès de la stratégie d'inclusion financière du pays ou de trouver un équilibre entre les avantages de la stratégie et le risque supplémentaire. L'UNCDF a soutenu le développement d'un système de données SFN flexible<sup>16</sup> afin d'obtenir des informations plus poussées grâce à une meilleure connaissance du marché. Cela a permis à la banque centrale du pays de surveiller la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière. La meilleure connaissance du marché a permis de prendre des décisions éclairées fondées sur les données tout en stimulant la concurrence. Ces efforts, alliés à d'autres initiatives, ont contribué à faire progresser l'écosystème des SFN en Zambie.

## COLLABORER À TRAVERS LES ÉCOSYSTÈMES

Ces exemples mettent en évidence le travail de l'UNCDF pour faire face aux contraintes de développement du marché. Notre expérience souligne la nécessité d'aborder les écosystèmes de manière transversale. Les initiatives qui sont présentées dans le chapitre suivant se concentrent sur l'élargissement des compétences des clients et l'innovation inclusive pour accompagner le développement des infrastructures et la mise en œuvre de politiques et de réglementations permettant de trouver un équilibre entre les avantages de la croissance inclusive et les risques liés à l'innovation numérique nécessaire pour stimuler la croissance. Notre approche est fondée sur les données et se concentre sur la satisfaction des besoins du client. Ces efforts ciblés visent à développer des marchés plus opérationnels qui profitent à tous.

<sup>13</sup> mHealth est l'abréviation de « mobile health » (santé mobile). Cela fait référence à l'utilisation d'appareils mobiles pour soutenir la pratique de la médecine, la prestation de soins médicaux et les initiatives de santé publique.

<sup>14</sup> MasterCard Foundation et UNCDF, Five Years of Market Development in Benin, Senegal and Zambia (2015-2019), 2020, [www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019](http://www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019).

<sup>15</sup> idem.

<sup>16</sup> [www.uncdf.org/admin/editors/ArticleItem/Index/4820?articleTitle=introducing-the-SFN-data-automation-system-bank-of-zambia-and-uncdf-data-automation-solution](http://www.uncdf.org/admin/editors/ArticleItem/Index/4820?articleTitle=introducing-the-SFN-data-automation-system-bank-of-zambia-and-uncdf-data-automation-solution).



LA RÉPUBLIQUE DE L'UGANDA  
MINISTÈRE DE L'INFORMATION,  
DE LA COMMUNICATION  
ET DES ORIENTATIONS NATIONALES

## LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DANS LES PMA : LE RÔLE DU GOUVERNEMENT

Par Vincent Waiswa Bagiire, secrétaire permanent,  
ministère de l'information et de la communication et  
des orientations nationales

Partout dans le monde, les gouvernements ont pour devoir de soutenir la transformation et le développement de tout secteur donné. Il s'agit de mettre en place un environnement propice qui ne limite pas les acteurs et parties prenantes des secteurs public et privé dans leur recherche d'excellence. Dans l'ensemble, un environnement favorable peut être mis en place par la formulation et l'adoption de politiques et de règlements adéquats, afin de développer un secteur particulier. Ceci s'applique notamment au développement du vaste secteur des TIC et à la transformation numérique dans les pays les moins avancés (PMA).

Il ne fait aucun doute que la transformation numérique est une question essentielle et brûlante dont l'ensemble des gouvernements devrait véritablement s'emparer. Devenue une condition préalable à l'entrée dans le 21<sup>ème</sup> siècle, elle prend de plus en plus de place. Malheureusement, dans de nombreux PMA, l'économie numérique est déconnectée de « l'économie traditionnelle » et, dans la plupart des cas, de l'État. L'innovation numérique est alors confiée à de « jeunes innovateurs », et les innovateurs ne s'adressent pas aux gouvernements. Pour analyser le rôle des gouvernements dans la transformation numérique dans les PMA, nous devons répondre à deux questions essentielles : les gouvernements des PMA considèrent-ils la transformation numérique comme un objectif

utile ? La transformation numérique est-elle une priorité de leur agenda de développement ?

### La transformation numérique, moteur du programme national de développement : les enseignements de l'Ouganda

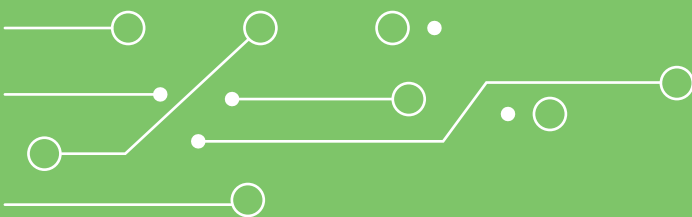
La transformation numérique est un moteur majeur de développement durable dans les économies en croissance. Le rôle du numérique dans la transformation économique est encore plus remarquable dans un pays comme l'Ouganda, où plus de 77 pour cent de la population a moins de 30 ans et où le taux d'alphabétisation est de 89,4 pour cent (en 2018). Même si personne ne conteste que la transformation numérique révolutionne les moyens de subsistance en modifiant profondément notre accès à l'information, nos échanges commerciaux, la manière dont nous étudions, nos communications, la prestation de services et nos divertissements, les PMA n'attribuent pas toujours un budget suffisant au numérique.

En Ouganda, la trajectoire de croissance du secteur du numérique traduit l'engagement du gouvernement ougandais envers ce secteur, qui fait partie des rouages essentiels du programme de développement du pays. La mise en place d'un ministère des TIC en 2006 pour renforcer le leadership des stratégies TIC et l'harmonisation de l'élaboration des politiques, des lois et des règlements démontrent que ce secteur fait partie des priorités de développement national.

En effet, le gouvernement ougandais a continué à faire de la transformation numérique le fer de lance de la vision de l'Ouganda à l'horizon 2040, où l'Ouganda qui aspire à « passer d'une société agricole à un pays moderne et prospère ». Dans le Plan national de développement (PND III) récemment élaboré, les TIC sont considérées comme un « pivot du développement, un accélérateur, un amplificateur et un catalyseur de changement ». On leur prête un immense pouvoir d'amélioration de la productivité nationale en rendant le gouvernement et les entreprises plus efficaces et capables de rivaliser avec d'autres entreprises internationales.

### Élaborer des politiques et règlementations à l'ère numérique

Il ne fait aucun doute que des investissements dans des stratégies complémentaires telles que des politiques favorables, le capital humain et la rénovation des



institutions et infrastructures sont nécessaires pour récolter les fruits de la transformation numérique. Toutefois, si l'économie numérique évolue constamment et rapidement, la formulation des politiques n'est pas aussi rapide. Pour mettre en place un écosystème de TIC dynamique, les gouvernements doivent élaborer des politiques qui facilitent le fonctionnement d'une économie numérique dynamique.

Au fil des ans, le gouvernement ougandais a renforcé l'environnement politique, juridique et réglementaire des TIC grâce à l'établissement d'une politique nationale en matière de TIC, d'une politique nationale sur le haut débit, d'une Loi sur la protection des données et la confidentialité et de plusieurs règlements d'application de la Loi sur les communications de l'Ouganda et de la Loi de l'Ouganda sur les technologies de l'information.

C'est dans cet environnement favorable que les TIC ont progressé à un taux de croissance moyen de 14,8 pour cent, notamment dans l'utilisation des appareils mobiles, les applications informatiques, le traitement de l'information, le stockage et la diffusion ainsi que la finance mobile, la connectivité mondiale et le commerce en ligne.

Même si les partenaires de développement ont joué un rôle clé dans la transformation numérique en Ouganda, il existe des blocages et un risque de double-emploi, comme dans les autres secteurs. Pour atténuer ce problème, le ministère des TIC a créé et officialisé le groupe de travail du secteur des TIC pour assurer une utilisation efficace des ressources au sein et entre les secteurs. Le ministère développe également une vision numérique ougandaise qui fournit une orientation unifiée pour les TIC et harmonise les investissements dans différents secteurs.

## **Renforcer les capacités d'administration en ligne**

Les PMA ont la possibilité d'exploiter la puissance de la transformation numérique pour rendre la prestation de services plus efficace, améliorer la transparence et renforcer la responsabilité. La numérisation des services administratifs n'est plus une option dans un contexte où la crise de la COVID-19 semble justifier la transformation numérique qui s'était heurtée jusque là au scepticisme de certaines institutions publiques. L'amélioration de l'infrastructure dorsale nationale en Ouganda a permis d'améliorer la connectivité et la prestation de services administratifs par voie électronique dans l'ensemble du pays. Le ministère des TIC se concentre désormais sur l'intégration des TIC dans tous les secteurs de l'économie et se concentre sur la numérisation des prestations de services.

## **Soutenir la recherche et l'innovation**

Les PMA doivent faciliter la création d'un écosystème et d'un marché d'innovation dans les TIC pour des produits numériques innovants et soutenir la commercialisation de produits d'information locaux. Même si l'Ouganda a pris la problématique de la recherche et de l'innovation en matière de TIC à bras le corps en soutenant la création de pôles d'innovation et d'espaces de travail à l'échelle nationale, les initiatives innovantes arrivent rarement sur le marché. Le soutien aux innovateurs doit aller au-delà de l'assistance technique et des subventions et viser la mise en place d'un écosystème multidisciplinaire ouvert qui alimente des innovations durables capables de prospérer et de se déployer à grande échelle. L'argent mobile, qui a révolutionné l'inclusion financière numérique en Ouganda, est un exemple concret de la manière dont l'innovation peut faciliter un développement efficace et durable.

## **Favoriser une économie numérique inclusive**

Nonobstant les réussites et enseignements tirés, l'Ouganda reste l'un des pays ayant l'indice le plus bas de développement des TIC, de 1,94 (classé 152<sup>ème</sup> sur 176 pays du monde). La couverture de réseau limitée, les coûts élevés des appareils et de l'Internet, l'accès limité à l'énergie et des compétences numériques inadéquates, entre autres, exposent de nombreux Ougandais à un risque d'exclusion de l'économie numérique. Dans le cadre du programme de transformation numérique PNDIII, le ministère des TIC tente de faire émerger une société moderne qui permet aux citoyens d'accéder à des services et à des contenus numériques abordables. Le gouvernement ougandais reconnaît qu'il lui incombe de faire bénéficier au citoyen des possibilités offertes par la transformation numérique tout en les protégeant contre les risques qu'elle présente. Nous évaluons en permanence les politiques et réglementations mises en place afin d'envisager d'autres réformes politiques. Le ministère des TIC s'engage à mesurer et à suivre le niveau de développement et d'inclusion de l'économie numérique ougandaise afin de s'assurer que les initiatives visant à concrétiser la transformation numérique résorbent la fracture numérique au lieu de l'exacerber.

---

## SECTION 1.3

# LES DONNÉES AU CŒUR DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

Par Robin Gravesteyn



---

## FAITS SAILLANTS

- Les données peuvent faciliter la transition vers les économies numériques inclusives en inspirant une approche centrée sur le client pour l'élaboration de propositions qui répondent aux besoins des clients dans les nouveaux secteurs de l'économie.
- Il est important d'identifier les nouveaux risques liés aux données pour pouvoir les atténuer de manière réfléchie et de fournir les efforts nécessaires pour tenir la promesse des économies numériques : ne laisser personne de côté.

L'accès aux technologies numériques augmente rapidement dans les pays en développement. Cette tendance s'accompagne d'une augmentation du volume et de la qualité des données à la disposition des citoyens, du secteur privé, des partenaires de développement, des décideurs politiques et des régulateurs. La grande quantité de données générées par la numérisation ainsi que la capacité de les collecter en temps réel et de les utiliser dans de nouvelles solutions et modèles d'affaires constituent une évolution décisive.

Les données sont produites dans de nombreux domaines de la vie des gens et sont les plus nombreuses là où l'engagement numérique est le plus profond. Par exemple, lorsque les agriculteurs utilisent des plateformes numériques pour l'information agronomique et l'accès au marché, celles-ci

recueillent des informations utiles à leur sujet. Ces informations, lorsqu'elles sont combinées à des données provenant d'autres domaines de leur vie, peuvent s'avérer importantes pour créer des services financiers sur mesure. Prenons l'exemple des interfaces de programmes d'applications ouvertes (API), qui uniformisent la saisie des données et donnent accès à une gamme élargie de nouvelles sources de données. Ces interfaces améliorent considérablement la capacité des plateformes numériques à intégrer les services financiers fournis dans leur offre aux clients.

Ces données peuvent nous aider à comprendre les comportements et les besoins humains et à développer des solutions innovantes qui y répondent en contribuant à élargir le choix des consommateurs. Dans de nombreux PMA, les données offrent une plus grande

visibilité sur l'économie, en particulier dans le secteur informel, ce qui améliore notre compréhension du marché et permet aux décideurs politiques de se fonder sur des données probantes. Mais les données génèrent également de nouveaux risques, notamment en matière de stockage et d'utilisation sûrs, de confidentialité et de contrôle de nos informations à caractère personnel. Notre capacité à exploiter tout le potentiel de l'économie numérique inclusive dépendra des décisions stratégiques et réglementaires qui seront prises sur les données. Nous devons relever ces défis en atténuant les risques liés aux données tout en tirant parti du potentiel des données pour une croissance numérique inclusive.

## FORTE DIMINUTION DES COÛTS DE STOCKAGE

Les activités de consommation traditionnelles qui ont été numérisées, comme les achats et la banque, ou bien encore les nouvelles activités telles que l'utilisation de téléphones mobiles, la navigation sur Internet, la connexion et le partage sur les réseaux sociaux, génèrent des données qui sont saisies et analysées. À mesure que les différents secteurs se numérisent, nous observons, du côté de la production, que certains accèdent à l'emploi et engendrent des revenus par le biais des plateformes et que les micro, petites et moyennes entreprises commandent des fournitures, suivent leurs stocks et commercialisent leurs produits sur les réseaux sociaux. Les baisses des coûts de stockage et de traitement ont entraîné la croissance exponentielle de la collecte des données et de la création d'informations. 90 pour cent de l'information mondiale a d'ailleurs été accumulé au cours des deux dernières années<sup>17</sup>.

## BAISSE DU COÛT DE TRAITEMENT ET PROGRÈS DES CAPACITÉS D'ANALYSE

La réalisation d'enquêtes via le téléphone mobile auprès de clients à distance est désormais moins coûteuse que jamais puisqu'elle est passée à 3 USD par personne interrogée au Népal. De nouvelles techniques sont déployées pour tirer parti de ces données, par exemple en combinant différentes sources de demande et d'offre pour produire de nouvelles informations. Les capacités

d'analyse ont évolué et sont plus facilement accessibles, y compris par le biais de nouveaux canaux tels que les plateformes tierces. La numérisation a augmenté la disponibilité des big data (telles que les données de localisation, les données du commerce électronique, les conversations sur les médias sociaux) qui, alliée aux avancées informatiques en matière de logiciels d'analyse et d'utilisation de données non structurées, a entraîné une compréhension plus détaillée et en temps réel des clients et des marchés. L'élargissement de notre empreinte de données a permis de faire progresser l'inclusion financière et est essentielle au développement d'une économie numérique inclusive. Les gouvernements et les populations n'étant pas toujours idéalement placés pour tirer parti des données, l'UNCDF contribue à améliorer leur capacité à cet égard. Par exemple, nos efforts ont permis de réaliser des analyses éclairées des paysages de données, de cartographier les réseaux de services financiers, de cerner les lacunes du marché et d'y remédier.

## LES CITOYENS, LES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC PEUVENT TIRER PARTI DES DONNÉES

Les données ne sont pas toujours disponibles ou accessibles. La fracture numérique peut compromettre l'accès aux services numériques, ce qui oblige les personnes à recourir aux services analogiques traditionnels et empêche la numérisation rentable des données. Parfois, c'est le manque d'infrastructures numériques ouvertes (comme les systèmes de données ouverts, les API ouvertes et l'interopérabilité) qui peut poser problème car ces infrastructures facilitent le partage entre les partenaires au sein de ces écosystèmes. Pour de plus amples renseignements, consultez l'article [Donner à l'infrastructure les moyens de développer des économies numériques inclusives](#) (section 2.2).

Néanmoins, les données favorisent à plusieurs égards le développement d'économies numériques inclusives. Les services numériques sont généralement moins chers et plus automatisés et ils génèrent des données plus précises qui peuvent être collectées systématiquement. Ces efforts peuvent être déployés grâce à des API ouvertes qui facilitent les communications des systèmes, ce qui permet d'accéder à des données qui, en l'absence de ces dispositifs, seraient difficiles à trouver.

<sup>17</sup> Forbes, « How much data do we create every day? The mind-blowing stats everyone should read » [www.forbes.com/sites/bernardmarr/2018/05/21/how-much-data-do-we-create-every-day-the-mind-blowing-stats-everyone-should-read/#:~:text=The%20amount%20of%20data%20we,in%20the%20world%20was%20generated](http://www.forbes.com/sites/bernardmarr/2018/05/21/how-much-data-do-we-create-every-day-the-mind-blowing-stats-everyone-should-read/#:~:text=The%20amount%20of%20data%20we,in%20the%20world%20was%20generated), 21 mai 2018.

<sup>18</sup> UNCDF, « The next stage of Uganda's digital economy will be powered by open APIs », [www.uncdf.org/article/5281/the-next-stage-of-ugandas-digital-economy-will-be-powered-by-open-apis](http://www.uncdf.org/article/5281/the-next-stage-of-ugandas-digital-economy-will-be-powered-by-open-apis), 16 janvier 2020.

En Ouganda, le développement d'API ouvertes en est à ses balbutiements<sup>18</sup>. En 2020, l'UNCDF a organisé à Kampala un atelier destiné aux acteurs essentiels pour souligner l'importance d'une interopérabilité rapide entre les entreprises (par l'intermédiaire des API) pour la croissance des économies numériques.

La numérisation des modèles d'affaires permet d'élaborer et de déployer des solutions véritablement innovantes. Les produits et services peuvent être configurés pour permettre aux prestataires de services numériques et financiers d'offrir des services qui s'appuient sur de nouveaux modèles économiques et commerciaux.

L'exemple du Népal, où une initiative agricole de l'UNCDF aide les petits agriculteurs à accéder à des pompes à eau solaires abordables par le biais d'une solution de paiement mobile, fait directement le lien entre les services financiers et la santé, l'éducation, l'agriculture et les services de transport<sup>19</sup>. Voir l'article **Une agriculture plus productive et résiliente pour améliorer la sécurité alimentaire** (section 3.6). De nouvelles sources de données peuvent venir se substituer aux données traditionnelles. Par exemple, les données psychométriques peuvent surmonter les défis posés par l'absence de données sur les jeunes emprunteurs ; inversement, ces données peuvent faciliter l'octroi de prêts visant à soutenir leurs projets d'entreprise. Voir l'article **Créer des passerelles vers les opportunités économiques pour les jeunes** (Section 3.2).

Les approches centrées sur le client et la personnalisation des produits basée sur les données renforcent la viabilité économique des solutions et des modèles, ce qui améliore notre capacité à atteindre les zones les plus reculées. Aujourd'hui, les données sont au cœur des économies numériques inclusives.

Des citoyens bien informés et disposant de choix plus variés susceptibles de leur convenir prendront de meilleures décisions. Des informations plus détaillées permettent aux citoyens de faire des choix plus éclairés en toute confiance, se basant sur des faits. Il peut s'agir de décisions concernant leur santé si les patients sont en mesure de comprendre les symptômes et de prendre des mesures appropriées. De même, il peut s'agir de données concernant la météo qui permettent aux agriculteurs de prendre des mesures décisives sur les récoltes, ou encore le niveau de pollution dans une ville et les options disponibles pour le transport maritime. L'accès à ces informations permet aux citoyens de comprendre les conséquences de leurs choix et de les évaluer en mesurant leur impact sur certains ODD.

Les données peuvent stimuler et favoriser l'innovation. Non contentes d'aider les prestataires à améliorer les services existants, elles permettent de développer de nouvelles solutions axées sur les besoins des clients en s'appuyant sur des approches telles que la conception centrée sur l'humain. Les données peuvent conduire à de nouvelles manières d'exercer les activités existantes, ce qui entraîne l'élaboration de nouveaux modèles d'affaires qui stimulent la viabilité commerciale et permet d'atteindre les zones les plus reculées. Cette innovation est incarnée par la révolution des fintech. Les services financiers tels que l'épargne et le crédit peuvent s'adapter aux femmes micro-entrepreneurs du secteur informel pour mieux les soutenir dans leurs activités, leur cycle de vie, leurs besoins en matière d'égalité des sexes et leur secteur. Dans le cadre d'un récent exercice portant sur les travailleurs à la demande, nous avons recherché des solutions pour réduire les risques économiques de ces travailleurs en Malaisie et améliorer leur mobilité professionnelle. Pay:Watch a proposé une solution. L'entreprise s'associe avec des employeurs et des banques pour fournir à ces travailleurs un accès instantané aux salaires gagnés en temps réel avant la date de paye. Ce financement bancaire à faible coût garantit que ces travailleurs n'ont pas à faire appel à des prêteurs non officiels pratiquant des prix prohibitifs. Les services à la demande pour l'énergie propre, par exemple, constituent de nouveaux modèles émergents. Voir l'article **Améliorer l'accès à l'énergie abordable et propre grâce à l'innovation et à la technologie numériques** (section 3.7).

Les données permettent un suivi plus précis et transparent des programmes, ce qui peut inciter les financements collaboratifs. Par exemple, l'UNCDF a élaboré à la fois une vision nationale et des tableaux de bord de projet distincts. L'application nous a permis de visualiser et d'analyser les tendances actuelles d'utilisation de l'argent mobile en vue de hiérarchiser les interventions à l'échelle des pays, des districts et des unités inférieures avec nos partenaires.

La facilité de la saisie, du stockage et de l'analyse de données de plus en plus abondantes permet d'évaluer et d'élaborer une politique fondée sur des données probantes. Elle aide également à fonder de nouvelles approches des services publics. L'amélioration de la collecte des données offre ainsi une plus grande transparence dans l'éducation et contribue à la mise en œuvre de réformes. Elle peut éclairer les réformes concernant la prestation des soins de santé grâce à une transparence accrue de la chaîne d'approvisionnement et aux gains d'efficacité enregistrés par les prestataires ;

<sup>19</sup> Groupe de travail de l'ONU sur le financement numérique des objectifs de développement durable, « People's money: harnessing digitalization to finance a sustainable future » (ONU, août 2020).

<sup>20</sup> Portail d'inclusion financière du Népal, [www.uncdf.org/article/4158/nepal-financial-inclusion-portal](http://www.uncdf.org/article/4158/nepal-financial-inclusion-portal).

voir l'article intitulé **Une meilleure santé grâce à l'utilisation de solutions numériques** (section 3.9). Elle améliore la capacité à suivre les progrès stratégiques tels que l'inclusion financière, l'économie numérique inclusive et les ODD. Au Népal, après le tremblement de terre dévastateur de 2015, la Nepal Rastra Bank a développé une solution de regtech en partenariat avec l'UNCDF en cartographiant les points d'accès financiers actifs dans tout le pays<sup>20</sup>. La plateforme répond ainsi aux besoins de la banque centrale, des institutions financières et des parties prenantes en matière de données et d'analyses. En plus de soutenir les efforts déployés par le pays dans un contexte de crise, elle favorise l'inclusion financière au Népal en mettant l'accent sur les domaines dans lesquels les services et l'accès laissent à désirer, ce qui encourage les acteurs du marché à prendre des mesures.

L'utilisation des données favorise la concurrence en réduisant les obstacles à l'entrée sur différents marchés. Par exemple, les nouvelles solutions disruptives reposant sur les données peuvent ouvrir la voie à de nouvelles entreprises. De nouveaux modèles répondent aux défaillances du marché en élargissant leur taille tout en créant des opportunités pour les nouveaux venus.

## LES RISQUES LIÉS AUX DONNÉES DOIVENT ÊTRE IDENTIFIÉS ET TRAITÉS

L'énorme potentiel des données doit être mis en perspective avec les risques accrus qu'elles présentent. La vitesse à laquelle évoluent les économies numériques pose des difficultés aux régulateurs et aux décideurs car le paysage actuel n'est pas configuré pour trouver un équilibre entre l'innovation numérique et la gestion adéquate des risques. Le paysage réglementaire de nombreux PMA est toujours à la traîne en ce qui concerne l'élaboration de lois adéquates sur la protection des données et la confidentialité, qui sont pourtant nécessaires pour promouvoir l'innovation et en même temps préserver la vie privée. Ceci est essentiel pour inspirer la confiance dans les technologies numériques.

Les données doivent être utilisées pour permettre aux citoyens de prendre des décisions plus éclairées dans leur vie quotidienne. La protection des clients doit être assurée par une gestion efficace des données, soutenue par une bonne gouvernance. Les modalités de

détention des données et d'utilisation autorisée doivent être clairement formulées ; l'Europe et l'Inde sont actuellement les figures de proue de ces initiatives<sup>21</sup>. En Inde, par exemple, où les citoyens disposent d'un droit de propriété sous-jacent sur leurs données, de nouvelles entités agréées sont en train d'émerger qui partagent des données avec des prestataires sur la base du consentement de l'utilisateur<sup>22</sup>. Ce type d'initiative qui permet aux clients de choisir comment leurs données sont utilisées dans le cadre de la recherche de services financiers ou autre est nouveau et offre aux décideurs du monde entier un exemple de la manière dont leurs choix peuvent façonner l'économie numérique pour les années à venir.

Dans les PMA, la culture numérique et financière des citoyens est moins vaste que dans les pays développés, ce qui accroît l'importance de ces mesures de protection. Si de larges volumes de données personnelles et comportementales sont détenus par différents acteurs, le risque de fuite est plus élevé, ce qui peut ternir la confiance des citoyens dans la technologie numérique (confiance qui est essentielle pour bâtir une économie numérique inclusive).

## LA MARCHÉ À SUIVRE

Les données sont au cœur de la transition de l'inclusion financière aux économies numériques inclusives. Elles nous permettent de tirer parti des rails de paiement en exploitant les avancées de l'inclusion financière pour construire des économies numériques inclusives. Les données facilitent ce changement de paradigme en donnant lieu à une approche axée sur le client pour l'élaboration de propositions qui répondent aux besoins des clients dans les nouveaux secteurs de l'économie (comme l'agriculture, l'énergie, la santé ou les transports). La technologie numérique nous permet de réunir les composantes nécessaires tandis que les données font office de ciment.

Même si nous comprenons le potentiel des données en matière de développement d'économies numériques inclusives, nous devons rester vigilants. Il est important d'identifier les nouveaux risques liés aux données pour pouvoir les atténuer de manière réfléchie et de fournir les efforts nécessaires pour tenir la promesse des économies numériques : ne pas créer de personnes laissées de côté.

<sup>21</sup> Parlement européen et Conseil de l'Union européenne, « Règlement 2016/679, 2016 ». République de l'Inde, « Projet de loi sur la protection des données à caractère personnel », 2018.

<sup>22</sup> Banque des règlements internationaux (BRI), « The design of digital financial infrastructure: lessons from India », Rapport BRI 106, 15 décembre 2019.



## GÉANTS DU NUMÉRIQUE ET ODD

Par Jonathan Donner,  
directeur général de la recherche chez Caribou Digital

Quand Google a été créée en 1998, seuls 3 pour cent de la population mondiale avaient accès à Internet. En 2004, année de la fondation de Facebook, 14 pour cent était en ligne<sup>23</sup>. Même s'il faut une volonté commune de nombreuses organisations pour créer un écosystème numérique florissant, ces deux sociétés ainsi que quelques autres entreprises chinoises et américaines<sup>24</sup> sont au cœur de l'expérience Internet de contingents croissants de nouveaux utilisateurs et d'utilisateurs mobiles du monde entier. Avec 50 pour cent de la population mondiale en ligne en 2021, soit quatre milliards d'utilisateurs, il est important de comprendre le rôle unique que jouent les géants du numérique dans la mise en place d'économies numériques inclusives et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Ces géants ne sont pas seulement des « plateformes ». Le terme désigne aussi les « superplateformes »,<sup>26</sup> c'est-à-dire les constellations de produits et services interconnectés qui tirent parti du bon financement, des talents, des systèmes d'exploitation, du matériel, de l'infrastructure, des plateformes, des données et de l'IA pour offrir à des milliards d'utilisateurs une multitude de produits et services. Nombre d'entre eux les consomment « à titre gratuit » (mais en échange de publicités, de données et de leur attention).

Compte tenu de la taille de ces entreprises numériques et de la portée des services qu'elles proposent, il est à la fois difficile et important d'évaluer leur rôle comme il se doit. Puisqu'elles règlent désormais de nombreux aspects des sphères économique et sociale, leurs services soutiennent bon nombre des ODD. Par exemple, l'imagerie satellitaire peut améliorer l'agriculture durable (objectif 2)<sup>27</sup>. Le suivi du bien-être personnel<sup>28</sup> et la surveillance des maladies<sup>29</sup> depuis son portable peuvent aider à préserver la santé (objectif 3), et les « villes intelligentes » pourraient bientôt renforcer

l'inclusion, la sécurité, la résilience et la durabilité des groupes humains<sup>30</sup> (objectif 11).

En tant qu'entreprises, ces géants prennent part directement au « partenariat mondial pour le développement durable » (objectif 17). Facebook a lancé une initiative dénommée Project17, qui se concentre sur l'égalité des sexes (objectif 5).<sup>31</sup>, tandis que Google est partenaire de plusieurs initiatives ODD<sup>32</sup> et que Microsoft donne l'exemple en s'engageant à enregistrer une empreinte carbone négative d'ici à 2030 (objectif 13)<sup>33</sup>.

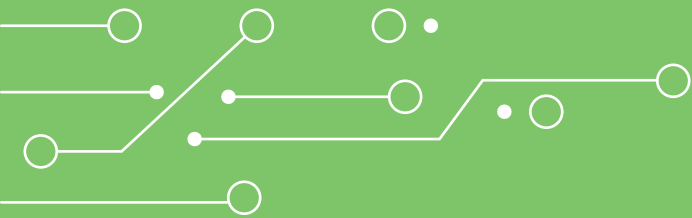
Dans ce contexte, cet article met l'accent sur trois ODD pour souligner à la fois les raisons d'être optimiste et l'inquiétude mesurée quant à la capacité de ces géants à soutenir des économies numériques inclusives.

### Déploiement de l'infrastructure

Plusieurs de ces géants sont au cœur des systèmes d'infrastructure et d'innovation qui sous-tendent l'objectif 9, en particulier l'objectif 9.c : *un accès universel et abordable à Internet*. Les technologies spécifiques recouvrent de nombreux éléments, des câbles sous-marins aux réseaux urbains en passant par les nouvelles solutions satellites à orbite terrestre basse pour promouvoir un accès universel. Ces sociétés ne cessent de repousser les limites de l'accessibilité, notamment financière<sup>34</sup>. C'est une logique similaire qui justifie leur place dans le paysage des services financiers : ces géants ont un rôle à jouer pour résoudre le problème des « non usagers » tout comme des « non connectés ». Si les efforts de Facebook pour proposer une crypto-monnaie mondiale n'ont pas porté leurs fruits jusqu'à présent, sa fonctionnalité de paiement WhatsApp est d'ores et déjà proposée en Inde et au Brésil. Alipay d'Alibaba a également engagé une révolution en matière de paiement. La marche vers une accessibilité accrue des outils numériques et de l'Internet à faible coût se poursuit, sous leur impulsion notamment.

### Établir des marchés inclusifs

L'objectif 8 consiste à *promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*. À cet égard, les nouveaux « moyens de subsistance sur plateforme » sont prometteurs<sup>35</sup>. Certains géants (et de nombreuses plateformes plus petites) révolutionnent le commerce électronique, ce qui permet aux microentreprises de vendre leurs marchandises en ligne soit via des places de marché formelles, soit par le biais de services de messagerie et de médias sociaux.



Cette pratique répandue est connue sous le nom de « commerce social ». On observe une dynamique similaire sur le marché de l'emploi, où les gens trouvent du travail à la demande ou sont indépendants, offrent des services de covoiturage et proposent des prestations de livraison ou d'autres formes de services locaux. Un programme axé sur l'économie numérique pourrait faire en sorte que ces plateformes élargissent le choix des consommateurs tout en diminuant les prix et en proposant un accès au marché et des revenus fiables aux petites entreprises moyennant des conditions de travail sûres et dignes pour tous. En clair, il convient en permanence de rechercher un équilibre entre la carotte (partenariats) et le bâton (réglementations) pour s'assurer que ces plateformes restent équitables et ne reposent pas sur l'exploitation des populations<sup>36</sup>.

## Améliorer les compétences d'une génération

L'objectif 4 se concentre sur l'accès équitable et l'apprentissage tout au long de la vie. Les plateformes, y compris les géants, développent des programmes axés sur les compétences pour les travailleurs à la demande et les petits vendeurs. Ils élaborent des supports de formation tels que Grow with Google et Facebook for Business pour inculquer aux entrepreneurs de précieuses compétences<sup>37</sup>. Par ailleurs, les progrès de l'enseignement en ligne pour les programmes K-12 se poursuivent en raison de la crise de la COVID-19 et de la demande croissante en matière d'instruction à distance. La plateforme YouTube de Google héberge une vaste gamme de contenus tiers. L'Académie Khan sur YouTube est un exemple : elle propose des contenus clairs et concis en mathématiques, disponibles gratuitement en anglais, portugais, hindi, espagnol et Gujarati.

## Autres défis

Il convient d'émettre deux réserves. Cet article est trop bref pour évoquer l'ensemble des aspects de l'engagement des géants du numérique en matière d'ODD. Par ailleurs, il est essentiel d'évoquer certains exemples qui tendent à démontrer que l'écosystème numérique actuel s'oppose, de fait, à la réalisation des ODD. On peut citer l'hébergement et la diffusion de

la désinformation<sup>38</sup>, la sous-estimation des risques de partialité de l'IA<sup>39</sup> et la mise en place de biais concurrentiels<sup>40</sup>. Les critiques adressées aux géants du numérique dans ce domaine ne peuvent être ignorées par la communauté du développement numérique.

Ces exemples illustrent le rôle, complexe mais important, que jouent les géants du numérique dans le progrès vers une économie numérique inclusive globale.

Notons toutefois que dans la liste d'ODD poursuivis par ces grandes sociétés, l'objectif 1 (« en finir avec la pauvreté partout et sous toutes ses formes ») brille par son absence. Les géants du numérique ont été créés pour vendre des produits et proposer des livraisons de nourriture ou des solutions de covoiturage au milliard le plus riche. Les populations les plus pauvres au monde, sans pouvoir d'achat, les entreprises numériques grandes comme petites auront du mal à trouver des logiques commerciales pour servir directement et de manière rentable le dernier milliard<sup>41</sup>. Même les travailleurs à la demande et les microentreprises qui trouvent de nouveaux moyens de subsistance numériques ne font pas (encore) partie des plus riches. Il s'agit encore principalement de populations urbaines, et surtout jeunes. Bien entendu, les géants du numérique ont l'avantage de la taille. Ils sont peut-être les mieux placés pour offrir une connectivité numérique et des services « à titre gratuit » aux pauvres, mais ce n'est pas la même chose que d'offrir des services adaptés aux pauvres.

Les géants du numérique doivent poursuivre leurs efforts d'innovation pour étendre les modèles commerciaux transactionnels et abaisser le coût d'acquisition et de service aux clients afin de pouvoir s'adresser au milliard de personnes les plus pauvres et de répondre à leurs besoins. Certes, les innovations telles que Reliance Jio (Internet quasiment gratuit) et MPESA (services financiers adaptés) sont prometteuses et importantes pour servir les utilisateurs à moyen et à haut revenu. Mais il existe un risque que les technologies exacerbent la fracture entre ceux qui sont en mesure d'en profiter et ceux qui ne le sont pas. Les géants du numérique pourraient eux-mêmes aggraver cet écart en estimant qu'il est utile de proposer des publicités à certains, mais pas à d'autres. À long terme, ne pas faire profiter tout le monde de ces technologies, même en dehors des incitations du marché, pourrait exclure ces personnes du système et même les appauvrir. Il incombe précisément à la communauté de développement numérique de considérer cette tension et la persistance d'une fracture numérique, de ne pas placer tous ses espoirs dans les logiques d'affaires des géants tout en travaillant de manière productive avec eux pour construire une économie numérique meilleure et plus inclusive pour tous.

<sup>23</sup> ITU, « Individuals Using the Internet (% of Population) », World Bank Data Bank, 2021, <https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.USER.ZS>.

<sup>24</sup> Il existe des listes chevauchantes de géants du numérique

<sup>25</sup> ITU Development Sector, « Measuring Digital Development: Facts and Figures 2020 » (Genève : International Telecommunication Union, 2020), <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/FactsFigures2020.pdf>.

<sup>26</sup> Ariel Ezrachi et Maurice Stucke, « The E-Scraper and E-Monopsony », Oxford Business Law Blog (blog), 10 avril 2017, <https://www.law.ox.ac.uk/business-law-blog/blog/2017/04/e-scraper-and-e-monopsony>; David Porteous and Olga Morawczynski, « Inclusive Digital Ecosystems of the Future », FIBR Whitepaper #2 (Somerville, MA: Bankable Frontier Associates et Mastercard Foundation, décembre 2017), [https://bfaglobal.com/wp-content/uploads/2020/01/BFA\\_FIBR\\_Nov8\\_WhitePaper\\_20171220.pdf](https://bfaglobal.com/wp-content/uploads/2020/01/BFA_FIBR_Nov8_WhitePaper_20171220.pdf).

<sup>27</sup> Murali Krishna Gumma et al., « Agricultural Cropland Extent and Areas of South Asia Derived Using Landsat Satellite 30-m Time-Series Big-Data Using Random Forest Machine Learning Algorithms on the Google Earth Engine Cloud », *CiScience & Remote Sensing* 7, n° 3 (2 avril 2020) : 302–22, <https://doi.org/10.1080/15481603.2019.1690780>.

<sup>28</sup> Ida Sim, « Mobile Devices and Health », *New England Journal of Medicine* 381, n°10 (5 septembre 2019) : 20, <https://doi.org/10.1056/NEJMr1806949>.

<sup>29</sup> Theresa Kuchler, Dominic Russel, and Johannes Stroebel, « JUE Insight: The Geographic Spread of COVID-19 Correlates with the Structure of Social Networks as Measured by Facebook », *Journal of Urban Economics*, 9 janvier 2021, 103314, <https://doi.org/10.1016/j.jue.2020.103314>.

<sup>30</sup> Carlo Ratti, « We Need More Urban Innovation Projects like the 'Google City': This Is Why », WEF Global Agenda (blog), 23 septembre 2020, <https://www.weforum.org/agenda/2020/09/google-smart-cities-urban-innovation-technology/>.

<sup>31</sup> Marne Levine, « Helping to Close the Gender Data Gap », Facebook Newsroom (blog), 10 mars 2020, <https://about.fb.com/news/2020/03/closing-the-gender-data-gap/>.

<sup>32</sup> (A Listing Where the Government/Entity/Organization Google Is Listed as a Partner, 2021; Google, 2021) ; ONU, « A Listing Where the Government/Entity/Organization Google Is Listed as a Partner » Plateforme des partenariats en matière d'ODD, 2021, <https://sustainabledevelopment.un.org/partnership/partners/?id=10449> ; « Google », *Business for 2030: Forging a Path for business in the UN 2030 development agenda*, 2021, <https://www.businessfor2030.org/google>.

<sup>33</sup> Brad Smith, « Microsoft Will Be Carbon Negative by 2030 », 16 janvier 2020, <https://blogs.microsoft.com/blog/2020/01/16/microsoft-will-be-carbon-negative-by-2030/>.

<sup>34</sup> Alliance for Affordable Internet, « Memberse » 2021, <https://a4ai.org/who-we-are/members>.

<sup>35</sup> Caribou Digital et Qhala, « The Quality and Experience of Platform Livelihoods: A Literature Review for Digital Development »\* (Farnham, Surrey, R.-U., octobre 2020), <https://www.platformlivelihoods.com/wp-content/uploads/2020/10/QYDEL-v1.01.pdf>.

<sup>36</sup> Organisation internationale du travail, « The Role of Digital Labour Platforms in Transforming the World of Work » (Organisation internationale du travail, 23 février 2021), [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_771749.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_771749.pdf).

<sup>37</sup> Jonathan Donner et al., « Platform-Led Upskilling: Marketplace Platforms as a Source of Livelihoods Training », in *Proceedings of the 2020 International Conference on Information and Communication Technologies and Development, ICTD2020* (New York, NY, États-Unis : Association for Computing Machinery, 2020), 1–12, <https://doi.org/10.1145/3392561.3394629>.

<sup>38</sup> Siva Vaidhyanathan, *Antisocial Media: How Facebook Disconnects Us and Undermines Democracy* (Oxford University Press, 2018).

<sup>39</sup> Emily M. Bender et al., « On the Dangers of Stochastic Parrots: Can Language Models Be Too Big? » in *Proceedings of the 2021 ACM Conference on Fairness, Accountability, and Transparency, FAccT '21* (New York, NY, États-Unis : Association for Computing Machinery, 2021), 610–23, <https://doi.org/10.1145/3442188.3445922>.

<sup>40</sup> (CNUCED, 2019) CNUCED, « Digital Economy Report 2019: Value Creation and Capture: Implications for Developing Countries » (Genève : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, 2019), 20, [https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/der2019\\_en.pdf](https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/der2019_en.pdf).

<sup>41</sup> Jake Kendall, « Fortune at the Middle of the Pyramid: The Contours of African Consumer Purchasing Power and the Opportunities for the Tech Industry », SFN Lab Blog (blog), 9 décembre 2020, <https://medium.com/SFN-lab/fortune-at-the-middle-of-the-pyramid-3a6886eb97f3>.

## SECTION 1.4

# MESURE ET SUIVI DES PROGRÈS DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

Par François Coupienne et Tobias Schillings



## FAITS SAILLANTS

- Pour aider les gouvernements à suivre les progrès et ajuster leurs priorités pour accélérer la transformation numérique, l'UNCDF a développé un outil de performance stratégique : le tableau de bord pour les économies numériques inclusives (Inclusive Digital Economy Scorecard, IDES).
- L'IDES mesure quatre facteurs pertinents pour le développement de l'économie numérique : Politique et réglementation, Infrastructure, Innovation et Compétences.
- Fin 2021, l'IDES aura été lancé dans de nombreux pays. L'outil évoluera chaque année pour intégrer les dernières évolutions du marché et s'assurer qu'il reste un point de référence permettant aux gouvernements de mesurer la transformation numérique.

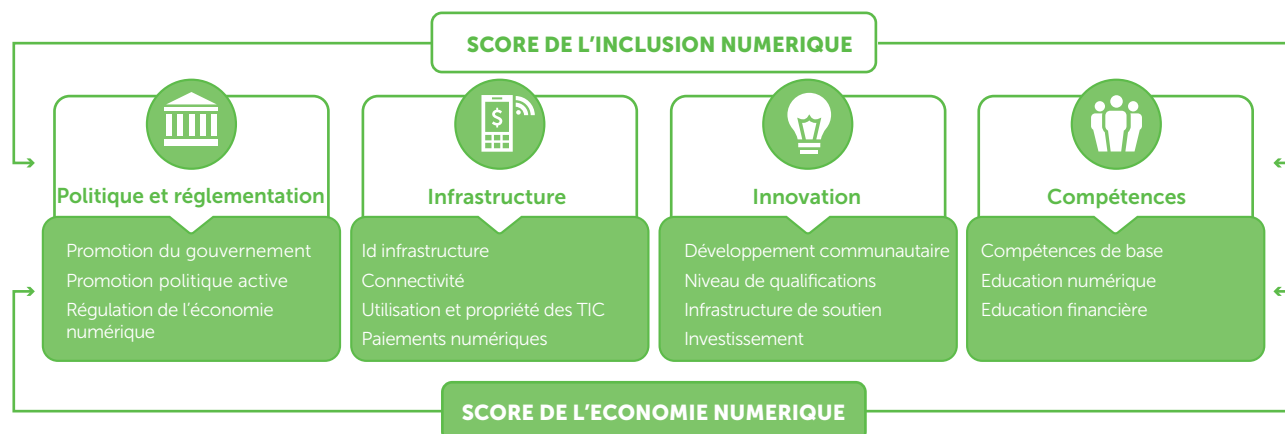
Le suivi des progrès et l'adaptation continue des priorités pour accélérer la transformation numérique sont des responsabilités essentielles des gouvernements qui cherchent à renforcer la croissance économique et à promouvoir le développement inclusif. Encore plus important dans un environnement en constante évolution caractérisé par les technologies émergentes et l'arrivée de nouvelles parties prenantes, ce rôle est complexe en raison de la nature du développement numérique. Mais la transformation numérique ne dépend pas d'une entité gouvernementale unique. Les responsabilités sont largement partagées entre les ministères, ce qui rend la surveillance et la coordination plus difficiles. Ensuite, en raison de la vaste portée des

processus de transformation numérique, il est souvent difficile de trouver des sources de données fiables, à jour et complètes pour le suivi des progrès.

Afin d'aider les gouvernements, l'UNCDF a élaboré un outil stratégique de performance, le [tableau de bord pour les économies numériques inclusives](#) (IDES). L'IDES est un outil politique que les gouvernements peuvent utiliser pour fixer les priorités de la transformation numérique de leur pays. Il est utilisé pour identifier les principales contraintes du marché qui pèsent sur le développement d'une économie numérique inclusive et en fixer les priorités. L'outil est élaboré en collaboration avec les différents gouvernements.

FIGURE 2.

Tableau de bord Fondements de l'économie numérique inclusive



## D'OUTIL INTERNE À RÉFÉRENCE MONDIALE

L'IDES a d'abord été développée en 2019 en tant qu'outil interne de l'UNCDF pour suivre l'avancement de ses travaux sur la transformation numérique dans différents pays du programme. Puis en travaillant auprès des gouvernements pour accompagner leur transformation numérique, il nous a semblé utile d'adapter l'IDES pour en faire un outil stratégique. L'UNCDF a donc mis en place un groupe de référence au début de l'année 2020 pour affiner l'IDES à destination des décideurs politiques, des gouvernements nationaux et du secteur privé. Le groupe de référence est composé de partenaires de la Commission européenne, de la Global System for Mobile Communications Association (GSMA), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'UNCDF. L'objectif du groupe consiste à ajuster le tableau de bord et ses indicateurs et à accélérer l'évaluation des progrès en matière d'économie numérique inclusive.

La version 2020 de l'IDES a été mise en œuvre dans quatre pays pilotes (Burkina Faso, Népal, Îles Salomon et Ouganda). Afin d'accompagner ce processus, l'UNCDF a travaillé en étroite collaboration avec leurs gouvernements pour renforcer l'outil et compléter les recommandations du groupe de référence. L'UNCDF collabore avec les décideurs pour remplir les IDES et les soutenir dans l'identification des domaines qui correspondent à leurs priorités. Depuis 2021, le Burkina Faso, les Îles Salomon et l'Ouganda utilisent l'IDES comme outil pour stimuler et surveiller le développement de leur transformation numérique.

Souvent, de nombreux ministères, y compris ceux des Technologies de l'information et des communications et de l'Économie numérique, ainsi que les autorités de planification et les banques centrales, participent à la mise en œuvre de l'outil. Ainsi l'IDES est aujourd'hui utilisée dans le cadre de l'élaboration des stratégies d'inclusion financière et d'économie numérique nationales des Îles Salomon. Depuis le dernier trimestre 2020, l'IDES a été mise en œuvre dans 21 pays supplémentaires (Bangladesh, République démocratique du Congo, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Malawi, Malaisie, Myanmar, Namibie, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ruanda, Gabon, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Timor-Leste et Zambie).

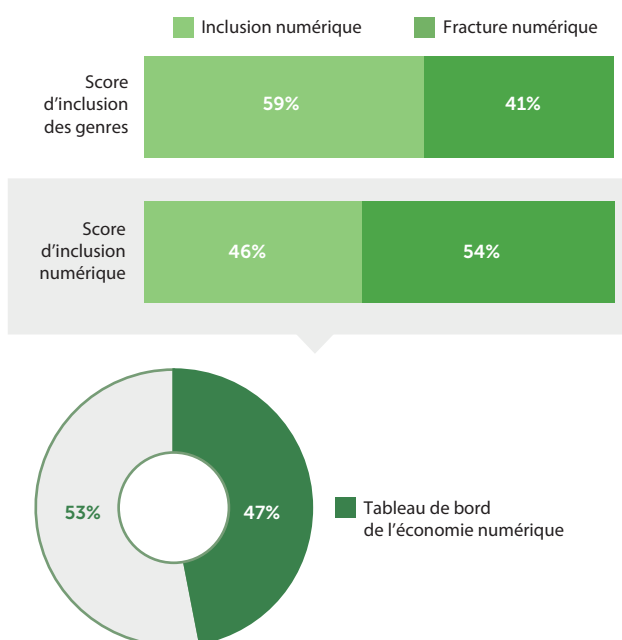
En seulement un an, l'IDES est devenue un outil de référence mondial pour mesurer la transformation numérique. D'ici à la fin de l'année 2021, l'outil aura été mis en œuvre dans un large éventail de pays supplémentaires. Avec le soutien de tous les pays, l'outil continuera d'évoluer chaque année pour intégrer les dernières évolutions du marché et s'assurer qu'il demeure l'outil de référence utilisé par les gouvernements dans le cadre de l'évaluation des progrès de la transformation numérique.

## L'INCLUSION AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

L'exclusion de milliards de citoyens, issus des segments marginalisés (femmes, jeunes, personnes âgées, réfugiés, migrants, micro, petites et moyennes entreprises (MPME), populations rurales et personnes handicapées), est une question fondamentale à l'ère numérique. Comme déjà évoqué, le secteur prévoit 5,9 milliards d'abonnés mobiles uniques d'ici à 2025, ce

qui représente 71 pour cent de la population mondiale. Cela signifie pourtant qu'en 2025, environ 30 pour cent n'aura pas encore bénéficié de la révolution numérique. Compte tenu du développement rapide du secteur et de la transformation qui l'accompagne, l'exclusion de larges franges de la population devient de plus en plus problématique car elle approfondit la fracture numérique. Cette fracture ne concerne pas seulement l'accès à un téléphone : elle signifie également que 30 pour cent de la population se voit refuser l'accès à tous les services et compétences disponibles dans l'écosystème numérique. Il appartient donc aux gouvernements de se concentrer sur l'inclusion de tous les citoyens dans leurs processus de transformation numérique, et ce dès le début.

**FIGURE 3.**  
L'IDES et ses composantes



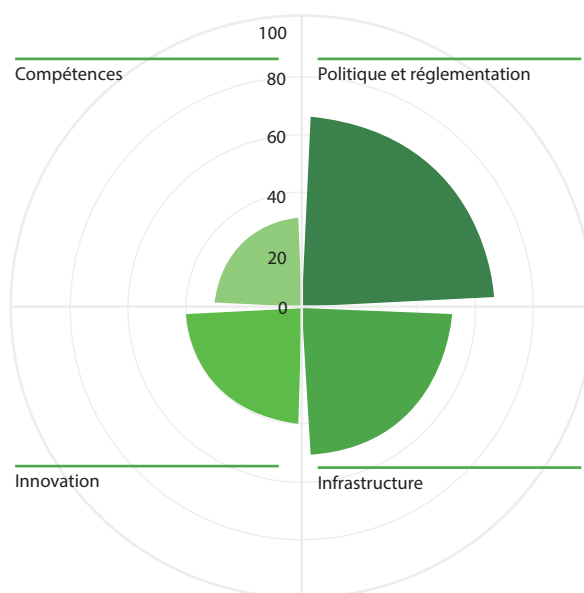
**Au niveau mondial, l'IDES fournit 3 principaux scores sur une échelle de 0 à 100 :**

- Le score d'économie numérique mesure le niveau de développement d'une économie numérique nationale et de ses quatre composantes principales.
- Le score d'inclusion numérique mesure le niveau d'inclusion dans l'économie numérique pour les principaux segments de clients (populations rurales, femmes, jeunes, personnes âgées, réfugiés, migrants, personnes handicapées, MPME).
- Le score d'inclusion des genres est un sous-ensemble du score d'inclusion numérique et mesure le niveau d'inclusion des femmes.

Dès le départ, l'IDES s'est construite autour de l'inclusion puisqu'elle visait à s'assurer que les gouvernements disposent des bons indicateurs pour évaluer le niveau d'inclusion de leur économie numérique pour les segments marginalisés. Grâce à ces informations, chaque gouvernement peut désormais fixer des priorités adéquates en fonction du développement de ses marchés.

L'IDES tient compte de quatre éléments pertinents : Politique et réglementation, Infrastructure, Innovation et Compétences. Pour chacune de ces composantes, une série d'indicateurs mesure le développement de l'économie numérique et son intégration.

**FIGURE 4.**  
Le score Économie numérique



Dans sa composante **Politique et réglementation**, le tableau de bord évalue les moyens que se donne un gouvernement pour développer l'économie numérique inclusive ainsi que les politiques et règlements qu'il met en place pour soutenir la finance et l'économie numériques. Le tableau de bord recouvre une gamme de facteurs essentiels liés au secteur financier, à la concurrence, à la protection et à la sécurité des données, à la protection des consommateurs et aux télécommunications.

Dans sa composante **Infrastructures**, le tableau de bord permet de mesurer le niveau de développement des infrastructures mobiles (identification, utilisation et possession des technologies de l'information et

des communications, couverture du réseau, accès à l'électricité) et le statut de l'écosystème de paiement numérique, dont le niveau d'interopérabilité et l'ouverture de l'infrastructure aux acteurs tiers.

La politique et la réglementation, d'une part, et l'infrastructure, d'autre part, forment la base d'une économie numérique inclusive. Chez l'UNCDF nous appelons cette base les « rails numériques ». Si ces rails sont correctement développés, ils ouvrent la voie à l'innovation pour les acteurs tiers et à l'utilisation de la technologie pour le développement des compétences des utilisateurs.

Dans sa composante **Innovation**, le tableau de bord mesure l'état de l'écosystème d'innovation d'un pays. Les principaux éléments sont : le niveau

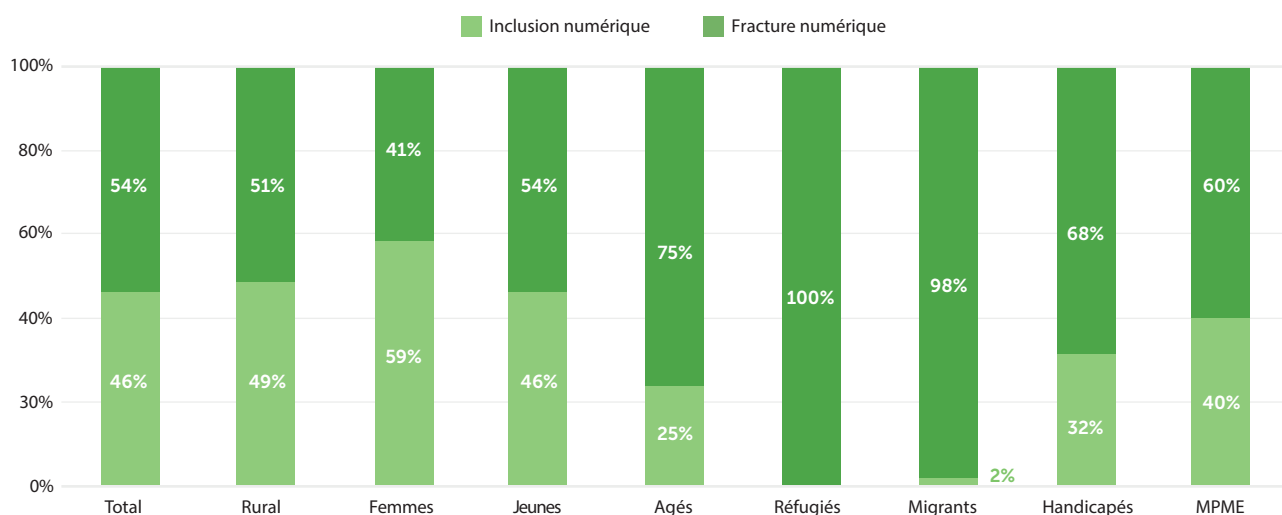
de développement et les synergies au sein de la communauté de l'innovation, le niveau de compétences des entrepreneurs de l'écosystème, la présence d'infrastructures de soutien et la disponibilité des financements.

Dans sa composante **Compétences**, le tableau de bord permet de suivre la participation active des secteurs public et privé au développement des compétences numériques et financières ainsi que le niveau des compétences de base, financières et numériques au sein de la population.

Le caractère **inclusif** de l'économie numérique est mesuré au moyen d'une évaluation quantitative et qualitative des efforts déployés par les secteurs public et privé pour inclure des segments spécifiques de la population dans l'expansion de l'économie numérique.

**FIGURE 5.**

Inclusion numérique par segment de population



## « DES BIG DATA AUX DONNÉES PARTAGÉES »

Par Frederic Pivetta, PDG de Dalberg Data Insights

Les données et la technologie sont au cœur de nombreuses stratégies de développement économique du 21<sup>ème</sup> siècle. La numérisation et les approches reposant sur l'intelligence artificielle (IA) et les big data ont créé des attentes et suscité des promesses extravagantes. Il est désormais important de réfléchir aux progrès réalisés et au chemin qui reste à parcourir. Quelles convictions partageons-nous en matière d'investissement dans les données et l'IA ? Comment nous assurer que notre approche est inclusive et durable ?

### Des apprentissages systémiques

Au cours de la dernière décennie, les acteurs du développement se sont beaucoup intéressés à l'utilisation des données pour atteindre des objectifs de développement et ont beaucoup investi. Cela a donné lieu à d'importants apprentissages systémiques :

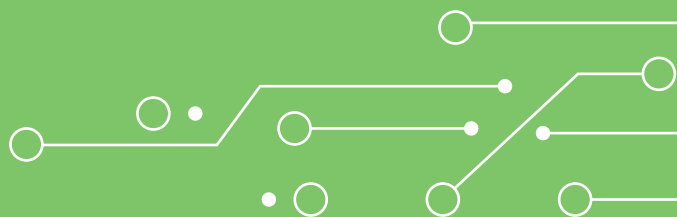
- *L'impact est parfois progressif et peut à peine être mesuré* : l'impact numérique n'intervient ni directement, ni par à-coups. Au contraire, il est parfois très indirect et progressif. Chaque étape s'appuie sur la précédente pour générer une transformation numérique. Ce qui rend les progrès plus compliqués à mesurer.
- *Le renforcement des capacités n'est pas un remède miracle*. Nous devons décortiquer le cheminement cognitif des utilisateurs finaux des données. Dans des environnements complexes, il est important de créer des interfaces techniques intuitives offrant des informations prêtes à être intégrées plutôt que de faire appel à de nombreux analystes de données.
- *L'innovation de pointe n'est pas toujours la clé* : les modèles et outils fondés sur l'IA et les big data ont fait l'objet de projets pilotes ces dernières années. Il est essentiel de passer à la prochaine étape et d'intégrer les approches les plus sophistiquées aux processus opérationnels.

- *Les produits et services centrés sur l'impact social devraient trouver un juste équilibre entre la non-viabilité économique et la recherche de la rentabilité pour le secteur privé* : par exemple, les opérateurs de télécommunications rendent les agriculteurs dépendants tout en leur permettant d'augmenter leurs rendements.

### Intégrer les apprentissages et créer des écosystèmes de données

L'une des manières de stimuler l'innovation technique et d'améliorer la qualité de vie des citoyens a souvent été de construire des infrastructures plus avancées pour compléter celles existantes tout en développant de nouveaux biens et services qui en tirent parti. Nous pensons que la croissance économique, le rallongement de l'espérance de vie et l'idée même du progrès sont ancrés dans la création d'actifs. Ces actifs sont importants car ils sont censés durer et être exploités pour déployer les progrès à grande échelle. L'idée même des infrastructures est au cœur du progrès économique durable et de l'innovation technique. Nous avons atteint un stade de maturité numérique où nous pouvons commencer à construire des actifs et des infrastructures de données venant s'ajouter aux environnements de données et aux actifs numériques existants. Cela a déjà été fait par le passé, par exemple autour de l'industrie fintech après la Directive relative aux services de paiement (DPP2). Ce règlement visait à créer un écosystème entier de données pour l'industrie fintech en Europe en exigeant des banques et des institutions financières qu'elles ouvrent leurs bases de données afin de favoriser l'émergence de nouveaux services et de nouveaux modèles d'affaires.

Cependant, lorsqu'il s'agit de données, on ne peut faire l'économie de la confiance et des questions relatives à la réputation et aux obligations des détenteurs de données. Ces sujets peuvent être résolus en créant des institutions stables, et en développant des réglementations tournées vers l'avenir autour des communautés inclusives. Cela se traduit par une gouvernance solide et un marché où les différentes parties peuvent se rencontrer. C'est la vision du numérique et des données qu'a choisi de promouvoir l'Union européenne au cours de la dernière décennie, notamment dans son Règlement général sur la protection des données (RGPD) venant compléter la Loi sur la gouvernance des données.



L'intégration de couches supplémentaires d'infrastructures et de services, et le renforcement de la gouvernance et de la communauté ont permis une approche plus globale que nous définissons comme la création d'écosystèmes de données. Ceux-ci sont divisés en trois piliers : (i) créer des outils et actifs techniques intelligents ; (ii) mettre en place un système de gouvernance soutenant cette approche ; (iii) s'assurer qu'il existe une communauté forte et dynamique d'utilisateurs et de détenteurs de données<sup>42</sup>.

## Des ingrédients essentiels

Pour bâtir un écosystème de données, il convient d'être visionnaire en termes de financement et stratégique concernant les investissements spécifiques :

- **Choisir des sujets pertinents et élaborer des modèles appropriés de gouvernance des données**, car différents sujets peuvent nécessiter différents types de gouvernance. Par exemple, les données personnelles sur la santé mentale ne doivent pas être traitées de la même manière que les images satellitaires dans le domaine de l'agriculture.
- **Investir dans la création de sources de données fiables et normalisées**. L'utilisation de sources de données non standard peut être intéressante, mais la durabilité à long terme nécessite la production de données plus normalisées (comme les données administratives).
- **Créer des centres/espaces de données** pour chaque sujet pertinent, avec, par exemple, des données réelles, des points d'accès aux données, etc.
- **Créer une communauté** d'organisations et de parties prenantes autour d'un espace de données spécifique pour assurer la mobilisation des organisations concernées en leur proposant le bon package de mesures incitatives.
- Passer de l'analyse du suivi et de l'évaluation à l'analyse prédictive.

<sup>42</sup> Cette approche est très similaire à l'approche de la Commission européenne en matière de données et, plus particulièrement à sa stratégie relative aux données





---

## PARTIE 2

# QUE FAIRE POUR NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ ?

2.1	Développer les compétences et donner les moyens aux clients	38
2.2	Mettre en place les infrastructures	45
2.3	Favoriser l'innovation	50
2.4	Mettre en place des politiques et des réglementations favorables	56

### DE NOS PARTENAIRES

<b>UNCDF</b> - De l'inclusion financière aux économies numériques inclusives : les îles du Pacifique	41
<b>CGAP</b> - Les API ouvertes et l'inclusion financière	48
<b>MDEC</b> - S'assurer de ne laisser personne de côté dans le cadre de la numérisation	53
<b>Better Than Cash Alliance</b> - L'alliance Better Than Cash accélère la digitalisation des paiements responsables face à la COVID-19	60

---

## SECTION 2.1

# DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES ET DONNER LES MOYENS AUX CLIENTS

Par Maria Perdomo



---

## FAITS SAILLANTS

- Une culture financière et numérique est essentielle pour que les consommateurs adoptent les services favorisant une croissance inclusive.
- Grâce au programme de travail sur les compétences, l'UNCDF permet aux individus d'adopter l'économie numérique.
- Réaliser le plein potentiel de la culture numérique et financière nécessite des éléments essentiels complémentaires : des cas d'utilisation innovants et robustes ; une infrastructure numérique pour exploiter les services ; des politiques et réglementations qui protègent les individus et leurs données, inspirant la confiance.

Aissatou, une jeune femme, vit dans une petite ville du Sénégal où elle exploite un stand de légumes. Elle est constamment confrontée à des difficultés financières. Cependant, elle arrive à économiser une partie de ses recettes quotidiennes, qu'elle place dans une boîte sous son lit. Aissatou a entendu ses amis membres d'une IMF, située à proximité, évoquer des comptes d'épargne accessibles par téléphone mobile. Même si

elle y voit des avantages, elle ne sait pas grand-chose de ces services. Pour elle, ces questions sans réponse sont synonymes de risque. Récemment, elle a reçu une formation par le biais d'une application téléphonique, qui lui a permis d'ouvrir et de commencer à utiliser un compte d'épargne mobile. Désormais, plutôt que de cacher ses économies, elle les garde en sécurité dans une IMF et peut y accéder facilement.

# LA CULTURE FINANCIÈRE POUR PROMOUVOIR LES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

Des personnes comme Aissatou souhaitent épargner pour faire face aux aléas et disposer de fonds pour certaines occasions, comme la scolarisation de leurs enfants. Mais elles connaissent mal les solutions disponibles. Elles doutent de leur capacité à accéder à ces services et à les utiliser efficacement.

Beaucoup n'ont pas la capacité d'accéder aux services financiers ou numériques et de les utiliser. La formation (initiale ou continue) dans ces domaines est donc essentielle pour permettre aux consommateurs d'adopter l'éventail de services qui favorise la croissance inclusive. Dans le cadre du programme de travail sur les compétences, UNCDF entend aider à combler ce manque de culture financière et numérique.

L'éducation financière désigne la compréhension par les individus des instruments financiers de base et de leur utilisation pour répondre à leurs besoins. Elle englobe les connaissances fonctionnelles concernant l'utilisation d'un produit. Dans le cas d'un compte d'épargne, il s'agit de savoir comment épargner et utiliser au mieux ses économies. Combien de temps faut-il pour déposer de l'argent, que se passe-t-il s'il y a une erreur ? Cette connaissance suscite la confiance chez les bénéficiaires pour interagir de manière constructive avec le système financier.

L'éducation numérique désigne la compréhension des outils liés aux réseaux, comme les communications et l'Internet. Elle englobe la capacité à utiliser un téléphone portable, à comprendre comment utiliser la technologie Unstructured Supplementary Service Data et à surmonter les défis liés à l'utilisation d'appareils de faible qualité, la couverture de réseau sporadique et la réinitialisation des numéros d'identification personnels (NIP). Les utilisateurs de smartphones ont besoin de compétences supplémentaires pour naviguer sur les applications et les systèmes d'exploitation, ouvrir des comptes, gérer les paramètres de confidentialité et de sécurité et surveiller l'utilisation et les coûts des données, entre autres. Des compétences et connaissances essentielles pour permettre aux citoyens de s'approprier l'économie numérique.

Le manque de connaissance peut pousser certains groupes déjà exposés à un risque plus élevé, comme les femmes et les populations rurales, à s'exclure. Il peut également accroître la vulnérabilité des clients à la fraude et à l'utilisation abusive des données à caractère personnel. Parmi ceux qui ont conscience de l'existence des services Internet mobiles, mais ne les utilisent pas, le manque d'éducation et de compétences est l'obstacle le plus cité (34 et 35 pour cent des personnes en Afrique et en Asie, respectivement)<sup>43</sup>.

## LES BÉNÉFICES DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Des obstacles entravent l'adoption des services numériques, dont les contraintes liées à l'énergie, aux points de vente et au genre<sup>44</sup>. Les initiatives dans le domaine des compétences se concentrent sur l'autonomisation des individus par des formations et cherchent à lever quatre obstacles pour leur permettre d'adopter véritablement l'économie numérique. Progressivement, les apprenants développent une capacité à utiliser ces services avec assurance et captent les avantages de l'innovation numérique. Ces quatre étapes sont : (i) l'acquisition des connaissances nécessaires à l'utilisation d'une solution ; (ii) l'acquisition des compétences requises à l'emploi utile d'un service ; (iii) la confiance et l'assurance nécessaires pour surmonter le doute ; (iv) la garantie que l'utilisateur tirera le meilleur parti d'une solution<sup>45</sup>.

Les obstacles existent dans l'ensemble de la société, mais sont plus difficiles à surmonter pour certains segments. Les populations exclues peuvent souffrir d'une marginalisation accrue ; un risque exacerbé par les aspects sociaux de l'acquisition des compétences numériques (celles-ci étant fréquemment acquises auprès de contacts sociaux et de pairs). C'est la raison pour laquelle les interventions sectorielles réservées aux populations rurales, aux pauvres et aux femmes sont nécessaires pour développer des compétences numériques. La littératie propulse ses bénéficiaires sur une trajectoire de santé financière, ce qui leur permet de mieux gérer leur situation, d'accéder aux services nécessaires, de faire preuve de résilience face aux aléas et de planifier leur avenir.

<sup>43</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA), *The State of Mobile Internet Connectivity 2019*, [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2019/07/GSMA-State-of-Mobile-Internet-Connectivity-Report-2019.pdf](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2019/07/GSMA-State-of-Mobile-Internet-Connectivity-Report-2019.pdf).

<sup>44</sup> Cet article porte plus particulièrement sur l'alphabétisation. Un certain nombre d'autres questions sont abordées dans le présent document, y compris l'infrastructure (section 2.2) ; les solutions innovantes (section 2.3) ; les politiques habilitantes (section 2.4) ; et le genre (section 3.1).

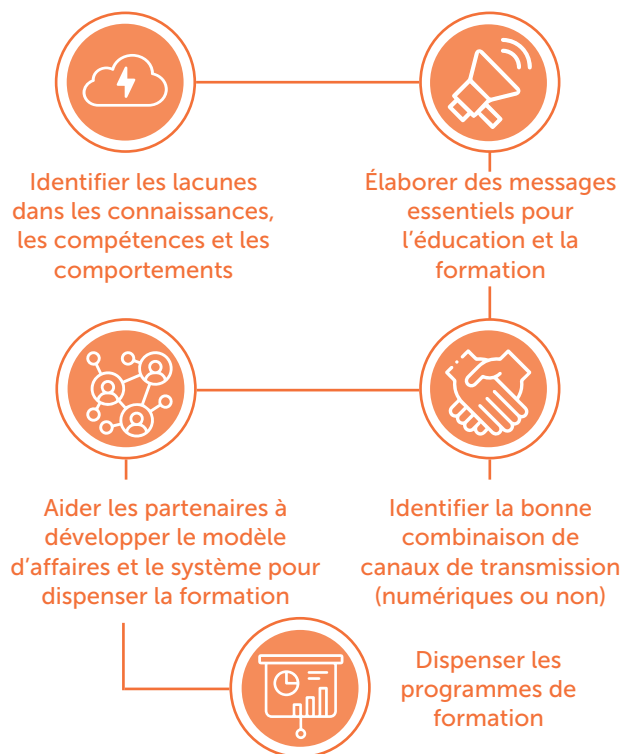
<sup>45</sup> UNCDF, « Empowered customers: leaving no one behind in the digital era », (septembre 2019). [www.uncdf.org/article/4935/empowered-customers-leaving-no-one-behind-in-the-digital-era](http://www.uncdf.org/article/4935/empowered-customers-leaving-no-one-behind-in-the-digital-era).

# RELEVER LES DÉFIS DE LA LITTÉRATIE

L'UNCDF collabore avec un éventail de partenaires, dont des prestataires et des organisations non gouvernementales (ONG) engagés dans différentes initiatives visant à améliorer les connaissances.

FIGURE 6.

Le parcours d'éducation financière et numérique



Les étapes vers l'éducation financière et numérique :

**Cerner les lacunes** qui font obstacle à la confiance. Celles-ci peuvent varier selon les segments et les pays, comme par exemple : le manque de connaissance sur les mécanismes financiers officiels, le manque de compétences nécessaires pour utiliser les produits financiers et le manque de confiance en soi pour faire appel à une institution financière.

**Élaborer des messages** : nous examinons le parcours client pour identifier les « moments de vérité » et intervenir dans l'expérience client en lui proposant des messages qu'il comprend. Nous conseillons nos partenaires sur la possibilité de former les clients, y compris sur les connaissances initiales pour atteindre les objectifs d'acquisition et former les utilisateurs sur l'épargne lors de l'ouverture du compte.

**Identifier les canaux** : notre travail intègre les innovations numériques dans les efforts d'éducation de nos partenaires en améliorant l'efficacité par des

modèles à faible coût sur des canaux adéquats et en augmentant les possibilités d'apprentissage dans les zones reculées. Les canaux comprennent l'apprentissage en présentiel, les applications numériques et le coaching individuel. L'utilisation d'approches numériques, qui repose notamment sur les smartphones, a généralement un impact considérable que peut encore augmenter l'approche basée sur le divertissement.

**Partenaires d'assistance** : nous soutenons nos partenaires en mettant en œuvre différents modèles. La formation peut être dispensée directement par une institution financière, une organisation spécialisée telle qu'une ONG ou un mélange des deux. Nous aidons nos partenaires à développer leurs capacités de suivi en vue de mieux comprendre l'impact et de réaliser des ajustements basés sur ces informations.

**Mettre en œuvre des programmes de formation** : ces efforts nous permettent de mettre en œuvre des programmes de formation efficaces et fondés sur des messages percutants, sur des canaux adéquats et évolutifs.

L'application numérique CommCare de l'UNCDF est actuellement proposée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest : la Zambie, la Guinée, le Niger et le Sénégal. L'application contient quatre modules d'éducation auxquels les utilisateurs peuvent accéder selon leurs besoins. Elle est offerte directement par les prestataires de services aux clients et à plusieurs ONG et vise à fournir une formation plus efficace aux bénéficiaires en matière d'éducation financière. Cette application a aidé des personnes comme Aissatou à acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour utiliser efficacement les services financiers numériques.

Une autre initiative mise en œuvre avec l'InSIST, partenaire de l'UNCDF, cible les petites entreprises de la Zambie et du Ghana. Une application axée sur le suivi des transactions les aide à améliorer leur gestion de la trésorerie et à fournir des informations dont les prêteurs ont besoin pour éclairer leurs décisions de prêt.

## UN PARCOURS DE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

L'éducation financière et numérique permet aux bénéficiaires d'accéder aux services et de les utiliser. Elle les aide également à prendre des décisions car ils comprennent les systèmes utilisés et leur font confiance. À mesure que les économies et les marchés financiers se numérisent, les opportunités pour les particuliers d'établir des contacts avec les services financiers se multiplient.



La technologie offre de nouveaux moyens pour développer l'éducation financière. Par exemple, les services de messagerie, qui peuvent répliquer la fonctionnalité des robots de messagerie, ont été déployés à grande échelle chez les agriculteurs au Kenya et en Tanzanie, permettant de sensibiliser aux sujets liés à l'éducation financière tels que l'utilisation, les taux d'intérêt sur les produits financiers et les commissions<sup>46</sup>.

L'éducation numérique et financière relève d'un parcours qui s'enrichit au fur et à mesure de nouvelles possibilités pour tirer parti des services plus avancés ou tirer des revenus de l'économie numérique. Les personnes déjà incluses peuvent développer leur éducation financière, leurs capacités et leurs compétences professionnelles sur des plateformes de travail numériques. Associée à la formation commerciale, l'éducation financière prépare les entrepreneurs à acquérir des actifs productifs et à développer leurs activités. La société Lynk au Kenya utilise sa plateforme pour relier des artisans, comme des charpentiers, à des opportunités d'emploi. Une formation est proposée pour les aider à commercialiser efficacement leurs services et améliorer leurs compétences en gestion financière. Le volume de facturation sur Lynk augmente lorsque des services utiles sont fournis aux clients, par exemple des services d'épargne en vue de l'investissement dans des équipements<sup>47</sup>.

Les MPME doivent faire face à de nouveaux défis. Par exemple, les commerçants sur la plateforme africaine de commerce électronique Jumia doivent améliorer leurs systèmes de comptabilité et accepter différents modes de paiement. Ces plateformes offrent désormais une formation en personne sur mesure, disponible en ligne et sur demande pour améliorer les compétences des micro et petits entrepreneurs inscrits auprès d'elles<sup>48</sup>.

L'UNCDF s'associe avec des acteurs privés et publics pour améliorer l'éducation financière et numérique dont les gens ont besoin pour adhérer à l'économie numérique, à ses outils, à ses appareils et à ses réseaux. Cependant, des éléments complémentaires essentiels doivent être mis en place pour en tirer le plein potentiel : des services innovants et solides offrant un accès à des secteurs plus larges de l'économie ; une infrastructure numérique pour soutenir ces services et leur accès ; et des politiques et réglementations qui protègent les individus et leurs données. Ces efforts contribueront à soutenir l'autonomisation numérique des populations.

<sup>46</sup> Consultative Group to Assist the Poor, « Interactive SMS drives digital savings and borrowing in Tanzania » (août 2016). [www.cgap.org/blog/interactive-sms-drives-digital-savings-and-borrowing-tanzania](http://www.cgap.org/blog/interactive-sms-drives-digital-savings-and-borrowing-tanzania)

<sup>47</sup> Mercy Corps, *Towards a Digital Workforce: Understanding the Building Blocks of Kenya's Gig Economy* (2019). [www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/Youth\\_Impact\\_Labs\\_Kenya\\_Gig\\_Economy\\_Report\\_2019\\_0\\_0.pdf](http://www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/Youth_Impact_Labs_Kenya_Gig_Economy_Report_2019_0_0.pdf)

<sup>48</sup> MasterCard Foundation et Caribou Digital, « Platform-led upskilling: how marketplace platforms can transform emerging markets by investing in skills development » (Londres, 2019). [www.cariboudigital.net/wp-content/uploads/2020/04/PLTU-FINAL-WEB-v2.1.pdf](http://www.cariboudigital.net/wp-content/uploads/2020/04/PLTU-FINAL-WEB-v2.1.pdf)

## DE L'INCLUSION FINANCIÈRE AUX ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES : LE CAS DES ÎLES DU PACIFIQUE

Par Bram Peters, directeur numérique régional de l'UNCDF pour le Pacifique et Riad Meddeb, conseiller principal senior du PNUD pour les PEID

Les petits États insulaires en développement (PEID) sont considérés comme les pays les plus vulnérables au monde et la pandémie de COVID-19 a gravement perturbé leurs économies et moyens de subsistance. Les PEID sont reconnus comme un groupe distinct puisqu'ils partagent généralement des défis similaires en matière de développement durable (UN-OHRLLS). Ils sont dispersés dans le monde entier, mais principalement situés dans trois régions géographiques : les Caraïbes, le Pacifique et l'Atlantique, l'océan Indien, les mers Méditerranée et de Chine du Sud. Nombre de ces États insulaires dépendent fortement du tourisme pour leur développement et, bien que distincts les uns des autres, ils partagent un ensemble de caractéristiques géographiques, socio-économiques et environnementales communes. Il s'agit notamment de la pauvreté, de l'éloignement, de la dispersion des communautés et des catastrophes naturelles, comme les cyclones, la sécheresse et les éruptions volcaniques. Compte tenu des répercussions de la COVID-19 sur les contacts sociaux et le bien-être socio-économique, de nombreuses personnes vivant sur ces îles et n'ayant pas accès à des communications numériques de qualité et à faible coût se trouvent dans une situation particulièrement difficile. Beaucoup risquent d'être exclus de l'économie numérique en expansion rapide, dans



leur région, ainsi que des opportunités liées à l'économie numérique lorsqu'elles se répercutent sur l'économie « réelle ».

Dans ce contexte, les îles du Pacifique enregistrent actuellement environ 38 pour cent<sup>49</sup> de pénétration mobile et connaissent une croissance modeste de leur base d'abonnés mobiles. La moyenne, qui est de 44 pour cent dans les PMA, varie dans les pays insulaires du Pacifique entre 84 pour cent (pour les grandes nations insulaires comme les Fidji) et 11 pour cent (pour les petites îles comme les Îles Marshall) (voir le tableau 1 ci-dessous). Toutefois, le taux d'abonnement mobile à travers les îles du Pacifique devrait connaître une hausse rapide pour atteindre 60 pour cent en raison d'une baisse des prix des smartphones et de l'émergence de nouveaux fournisseurs.

Selon une étude mondiale menée par la Global System for Mobile Communications Association (GSMA), il est plus de 50 pour cent moins cher en moyenne d'effectuer des virements internationaux sur des dispositifs d'argent mobile que de faire appel à des sociétés internationales de transfert de fonds. En outre, lorsqu'il est possible de transférer des fonds à partir d'un compte d'argent mobile, la commission moyenne pour un envoi de 200 USD est de 2,7 pour cent, contre 6 pour cent en cas de recours à des sociétés internationales de transfert de fonds.<sup>50</sup> La réduction des coûts de transaction des transferts de fonds internationaux de 9 à 3 pour cent vers les corridors du Pacifique permettra aux utilisateurs finaux d'économiser plus de 15 millions USD supplémentaires. C'est pour cette raison que le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (SFIP) s'est joint à l'appel international à maintenir les flux de versement au cours de la crise de la COVID-19<sup>51</sup> et que le Programme d'inclusion financière du Pacifique (PIFP) a aidé Vodafone Fidji à proposer un service de versement sans frais via sa solution d'argent mobile M-PAiSA. Cette initiative a entraîné un changement radical du comportement des proches des habitants des îles Fidji en leur permettant de réaliser des virements plus facilement. Les transferts de fonds internationaux vers la plateforme M-PAiSA sont passés de 2 millions de dollars de Fidji (943 000 USD) par mois avant la crise de la COVID-19 à 10,5 millions de dollars de Fidji (4,9 millions USD)<sup>52</sup> en octobre 2020, ce qui représente

une augmentation de 425 pour cent en quelques mois<sup>53</sup>.

Cette tendance démontre que les solutions numériques ont un effet transformateur dans le secteur financier du Pacifique en permettant aux parents des Îles Salomon de payer les frais de scolarité de leurs enfants par l'intermédiaire de leur compte ANZ GoMoney, en dotant les transports publics des îles Fidji des dernières technologies de paiement sans contact NFC et en convertissant les comptes d'épargne papier de Vanuatu en comptes numériques à la Banque nationale du Vanuatu.

Dans les îles du Pacifique, les innovations technologiques peuvent jouer un rôle central dans la transformation numérique et la reprise après la crise de la COVID-19 et offrir aux citoyens un accès à des services qui leur facilitent la vie dans des domaines tels que la santé et l'éducation. Elles peuvent également jouer un rôle de catalyseur pour l'innovation et la croissance économique, avec la promesse de nouveaux emplois et d'une augmentation des recettes fiscales. Des initiatives telles que Pacific Trade and Invest ouvrent déjà la voie dans ces domaines, par exemple en encourageant les acteurs du tourisme du Pacifique à acquérir de nouvelles compétences numériques en attendant la réouverture des frontières.<sup>54</sup>

Les services numériques pourraient aider beaucoup plus de personnes dans le Pacifique ; les infrastructures numériques de base, notamment différents câbles de fibre optique sous-marins, ont bénéficié d'investissements conséquents et les gouvernements accordent la priorité à l'exploitation de ces investissements pour stimuler leur économie. Conformément aux aspirations exprimées dans le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique et le Samoa Pathway, une majorité des pays insulaires du Pacifique auront achevé avant 2019 leurs ambitieux projets de câbles sous-marins et d'amélioration de la connectivité dans les capitales.

Les Îles Salomon font partie de ces pays. En décembre 2019, cet État insulaire a enfin été raccordé par câble sous-marin à la dorsale de l'Internet mondial. Ce projet portait notamment sur la connectivité internationale entre Honiara, Sydney et Port Moresby, gérée par la Coral Sea Cable Company, ainsi que sur la connectivité intérieure essentielle entre la province de l'Ouest (Taro), la province de Malaita (Auki) et la province de Choiseul (Taro). Afin de tirer le meilleur parti de cette infrastructure potentiellement transformatrice et d'augmenter son impact économique pour ses

<sup>49</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA), *The Mobile Economy - Pacific Islands* (Londres, 2019).

<sup>50</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA) : *les études menées par la GSMA montrent que l'argent mobile réduit considérablement le coût de l'envoi de transferts de fonds internationaux* (Londres, 2 novembre 2016).

<sup>51</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5787/the-pacific-island-forum-secretariat-joins-global-call-to-action-to-keep-remittances-flowing-during-the-COVID-19-crisis](https://www.uncdf.org/article/5787/the-pacific-island-forum-secretariat-joins-global-call-to-action-to-keep-remittances-flowing-during-the-COVID-19-crisis).

<sup>52</sup> Taux de conversion : 1 USD=2,12 \$ de Fidji. Source : <https://treasury.un.org/operationalrates/OperationalRates.php> (consulté en octobre 2020).

<sup>53</sup> Voir [www.fijitimes.com/10-5m-international-remittances-in-october/](https://www.fijitimes.com/10-5m-international-remittances-in-october/).

<sup>54</sup> Voir <https://pacifictradeinvest.com/explore-our-work/insights/tourism-operators-acquire-new-digital-skills-to-prepare-for-borders-reopening>.

citoyens, le gouvernement des Îles Salomon, avec le soutien technique de l'UNCDF a décidé, au début de l'année 2020, de lancer le processus d'élaboration de sa première Stratégie nationale pour l'économie numérique (SNEN).

La condition préalable à l'élaboration de la SNEN dans les Îles Salomon était l'adoption par le gouvernement d'un nouvel outil stratégique : le tableau de bord pour les économies numériques inclusives (IDES). Ce faisant, les Îles Salomon devenaient l'un des quatre pays, avec le Burkina Faso, le Népal et l'Ouganda à piloter ce système. Ce nouvel outil a été mis au point par l'UNCDF avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, de la GSMA, de la Conférence des Nations Unies sur le

commerce et le développement (CNUCED) et de l'Union européenne afin d'aider les gouvernements à définir des priorités pour la transformation numérique de leur pays. Il permet d'identifier les principales contraintes du marché qui entravent le développement d'une économie numérique inclusive et contribue, avec l'aide de parties prenantes publiques et privées, à définir les bonnes priorités pour favoriser une économie numérique qui ne laisse personne de côté. Pour le gouvernement des Îles Salomon, l'IDES s'est avérée être un outil politique précieux car il lui a permis de faire le point sur l'état actuel de la numérisation dans le pays. Associée à des ateliers interactifs et collaboratifs avec les principales parties prenantes, l'IDES a aidé à évaluer les politiques et initiatives existantes tout en mettant en lumière les contraintes du marché à traiter en priorité dans le cadre de la stratégie nationale pour l'économie numérique (SNEN).

**TABLEAU 1.**

Nombre d'abonnés mobiles et pénétration dans les îles du Pacifique

2018	Population (000)	Nombre d'abonnés uniques (000)	Nombre de connexions (000)	Pénétration parmi les abonnés
Samoa américaines	56	30	40	55 %
Îles Cocos (Keeling)	0,6	0,2	0,3	38 %
Îles Cook	17	5,6	6	32 %
Fidji	915	770	1 192	84 %
Polynésie française	287	163	294	56 %
Guam	166	109	179	65 %
Kiribati	119	22	56	19 %
Îles Marshall	53	6	6	11 %
Micronésie (États fédérés de)	107	18	24	17 %
Nauru	11	7	11	61 %
Nouvelle-Calédonie	282	186	276	66 %
Niue	1,6	1	1,5	58 %
Île Norfolk	2	1	1,6	47 %
Îles Mariannes du Nord	55	23	35	41 %
Palau	22	15	26	67 %
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 502	2 525	2 734	30 %
Samoa	198	93	142	47 %
Îles Salomon	629	310	459	49 %
Tokelau	1,3	1	1	52 %
Tonga	109	68	110	62 %
Tuvalu	11	3	4	24 %
Vanuatu	285	163	330	57 %
Îles Wallis et Futuna	11	6	8	50 %

Source : GSMA, The Mobile Economy - Pacific Islands (2019).



<sup>55</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5809/how-solar-pay-as-you-go-energy-is-helping-papua-new-guineans-access-financial-services](http://www.uncdf.org/article/5809/how-solar-pay-as-you-go-energy-is-helping-papua-new-guineans-access-financial-services).

<sup>56</sup> idem.

Les efforts déployés par l'UNCDF et le PNUD dans le cadre du Programme d'inclusion financière du Pacifique contribuent directement à l'émergence d'économies numériques dans la région, et vice versa. Les technologies numériques relient les services financiers à des services et solutions liés à l'économie réelle qui peuvent transformer la vie des îles du Pacifique. L'application plus large des solutions numériques à la résolution des contraintes quotidiennes et à la satisfaction des besoins des habitants vulnérables justifie l'adoption des services financiers numériques. L'un de ces exemples est SolaPayGo, une petite start-up fintech de Papouasie-Nouvelle-Guinée qui ouvre la voie à l'adoption de l'énergie solaire à la demande pour les ménages des hautes terres rurales du pays, et qui cherche désormais à étendre ses services aux Îles Salomon<sup>57</sup>. On peut également citer l'approche adoptée par le Fonds national de prévoyance des Îles Salomon, qui a travaillé avec la Banque centrale, l'administration fiscale et les deux ORM concurrents du pays pour développer un dispositif de recharge de crédit d'appel en tant que monnaie, ce qui a pour avantage d'exploiter un vaste réseau de plus de 8 000 revendeurs. Cette approche innovante alliée à la collaboration entre partenaires des secteurs public et privé a permis au Fonds d'élargir ses services de micropension très en vogue dans le secteur informel, dans un pays dépourvu de prestataire de services d'argent mobile<sup>56</sup>.

Aujourd'hui, les services financiers numériques et l'omniprésence des téléphones mobiles offrent une gamme de solutions aux ménages à faible revenu, qui vont de l'accès à l'énergie à l'éducation en passant par les soins de santé et les services agricoles. L'amélioration des connexions Internet et la prolifération rapide des smartphones dans la région permettront à l'UNCDF et au PNUD de tirer parti des possibilités offertes par ces nouvelles technologies et plateformes numériques pour les consommateurs à faible revenu tout en exploitant la décennie d'expérience acquise en termes de collaboration avec les principaux acteurs de l'inclusion financière et de l'écosystème numérique du Pacifique. Par conséquent, il est absolument essentiel de mettre en place une nouvelle initiative axée sur le développement d'économies numériques inclusives dans le Pacifique puisque la situation est très différente de ce qu'elle était en 2008, au moment du lancement de la première phase du PFIP.

L'UNCDF et le PNUD reconnaissent que la technologie numérique sera à l'avant-garde des efforts de développement, en particulier dans la région du Pacifique où les défis de l'éloignement et de la dispersion territoriale exigent des solutions numériques innovantes. Des études ont montré que l'adoption des services numériques par les particuliers, les entreprises et les gouvernements avait fait de l'économie numérique l'un des principaux moteurs économiques mondiaux de ces dernières années.<sup>57</sup> La Digital Pacific Conference qui s'est tenue en juin 2018 a souligné l'importance de promouvoir l'utilisation des technologies numériques dans le Pacifique. Elle a mis l'accent sur le rôle essentiel des gouvernements dans la création d'un environnement réglementaire propice aux innovations numériques et sur l'utilisation des technologies numériques dans le secteur public comme tremplin vers une économie numérique plus inclusive. Elle a également souligné que les investissements visant à améliorer l'éducation et les compétences des travailleurs seront essentiels pour concrétiser le potentiel de la technologie numérique en faveur du développement durable. Les parties prenantes devront s'engager à soutenir la formation en matière de technologies de l'information et des communications ainsi que la formation en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques en tissant des partenariats plus étroits entre les secteurs public et privé et le leadership régional dans le cadre d'initiatives stratégiques visant à promouvoir l'apprentissage mutuel, l'échange de connaissances et le partage des données<sup>58</sup>.

C'est dans ce contexte que l'UNCDF et le PNUD ont cherché à collaborer avec la CNUCED et le Forum des îles du Pacifique, deux organisations importantes qui, ces dernières années, ont contribué à l'élaboration du Programme pour le commerce électronique et l'économie numérique en général dans la région du Pacifique. Ces partenaires se sont associés pour lancer une nouvelle initiative régionale, le Programme pour l'économie numérique du Pacifique, afin de soutenir le développement d'économies numériques inclusives dans le Pacifique. Le programme repose sur la vision selon laquelle ces économies permettent aux communautés rurales, aux femmes et aux MPME ainsi qu'aux travailleurs saisonniers de mieux participer au marché, de réduire la pauvreté, d'améliorer les moyens de subsistance et de développer les économies inclusives dans le Pacifique.

<sup>57</sup> Strategy&, Digitization for economic growth and job creation: regional and industry perspectives (PwC, 2013).

<sup>58</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, Digital Pacific Conference Report (2018), p.7-9.

---

## SECTION 2.2

# METTRE EN PLACE LES INFRASTRUCTURES

Par Sabine Mensah



---

## FAITS SAILLANTS

- Le programme de travail sur les infrastructures de l'UNCDF vise à encourager les investissements et les coalitions pour s'assurer que les composantes clés de l'infrastructure numérique ont été mises en place (téléphones portables et connectivité notamment) afin d'offrir un accès universel aux systèmes et aux réseaux nécessaires.
- Il ne suffit pas de disposer d'une infrastructure accessible ; celle-ci doit s'appuyer sur certains facteurs essentiels (compétences, innovation et politique et réglementation) pour assurer l'impact de la transformation.

Fatoumata est à la fois une grand-mère et une micro-entrepreneure de la région rurale de Matam au Sénégal, près de la frontière avec la Mauritanie. Elle vit avec ses filles et son beau-fils, et les aide à s'occuper de leurs enfants. En pratique chef de famille, elle est souvent obligée de marcher deux heures aller-retour pour récupérer les transferts d'argent provenant de ces fils travaillant dans des villes lointaines. Un temps précieux qu'elle préférerait utiliser pour gérer son entreprise. Quand elle rentre chez elle, elle place l'argent dans une boîte gardée sous son lit. Fatoumata doit prendre des décisions quant à la manière d'utiliser les fonds en tenant compte des nombreux besoins de la famille (quelles dépenses du ménage sont prioritaires, quels petits-enfants doivent aller à l'école, quels investissements réaliser pour son magasin de légumes et quelles sommes mettre de côté en cas d'urgence).

## OBSTACLES À L'ACCÈS

Fatoumata et des millions d'autres sont confrontés au problème critique du manque d'accès aux infrastructures nécessaires pour leur inclusion financière. Plusieurs obstacles les empêchent d'accéder à des infrastructures essentielles et ainsi aux paiements numériques et aux services de base (règlement des frais médicaux, de scolarité, agricoles, etc.). Les barrières d'accès aux infrastructures adéquates ont un impact disproportionné sur les personnes pauvres et vulnérables. Cela crée une nouvelle forme d'exclusion : une fracture numérique séparant ceux qui ont accès à l'économie numérique de ceux qui ne l'ont pas.

Les efforts de l'UNCDF sont axés sur la lutte contre ces obstacles pour réduire la fracture numérique. Nous nous

concentrons sur quatre domaines clés, sachant que les priorités des différents pays varient en fonction des circonstances uniques du marché :

- la possession de documents d'identité essentiels à l'accès aux services gouvernementaux et financiers, ainsi qu'à d'autres systèmes et services
- la connectivité mobile et numérique des populations cibles par le biais d'une couverture de réseau mobile dans les lieux où elles vivent, étudient et travaillent
- l'accès à un téléphone personnel ou partagé avec une autre personne, ainsi que la capacité de le recharger facilement
- la capacité de conserver son argent dans un compte numérique et d'accéder à des services de paiement ouverts fondés sur l'interopérabilité et une interface de programmation d'applications ouverte (API).

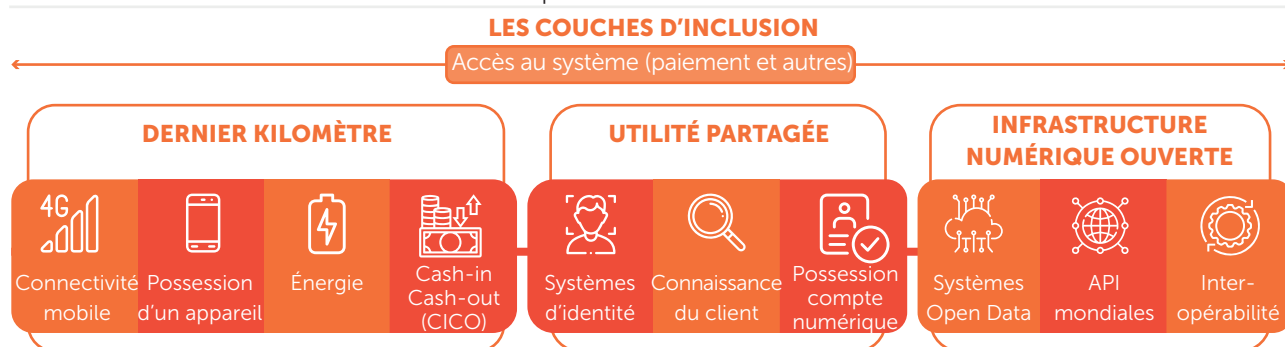
## UN ACCÈS UNIVERSEL, UNE NÉCESSITÉ ABSOLUE

Fatoumata et les personnes comme elle n'ont pas accès aux services numériques qui pourraient pourtant se baser sur une infrastructure adéquate configurée pour le marché. Il s'agit notamment de systèmes et de réseaux qui permettraient aux populations vulnérables, telles que les populations rurales, les femmes et les personnes pauvres, d'avoir accès aux services de base et à de meilleures opportunités. Ainsi, Fatoumata pourrait utiliser ces systèmes pour accéder facilement aux fonds qui lui sont envoyés ou régler de petites dépenses pour l'éducation de ses petits-enfants.

Le programme de travail sur les infrastructures de l'UNCDF entend remédier au manque d'infrastructures nécessaires et adéquates, qui découle d'un certain nombre de facteurs dont l'incapacité à répondre de manière rentable à la demande latente, l'absence de modèles économiques rentables et l'absence de normes en la matière. Ce programme de travail vise à catalyser les investissements et à établir des coalitions pour s'assurer que les composantes essentielles de l'infrastructure numérique sont mises en place, par exemple les téléphones portables et la connectivité, afin d'offrir un accès universel aux systèmes et aux réseaux nécessaires pour atteindre le prochain niveau de services.



FIGURE 7.  
Infrastructures soutenant les économies numériques inclusives



## L'ENJEU DU DERNIER KILOMÈTRE

L'une des principales lacunes est le manque d'infrastructures dans les zones reculées, par exemple la connectivité mobile, la possession d'appareils et les réseaux de distribution cash-in cash-out (CICO). Nos efforts portent sur le développement de ces

infrastructures en catalysant les investissements et en établissant des coalitions avec les acteurs du marché tout en facilitant l'accès des populations vulnérables aux systèmes et réseaux numériques.

Ces infrastructures sont importantes pour offrir un certain nombre de services dont l'accès au réseau, l'intégration des comptes et la possibilité pour les ménages de gérer efficacement leurs liquidités et leurs

finances. En leur absence dans les zones reculées les populations exclues et vulnérables n'accèdent pas facilement à ces services.

L'insuffisance de la demande est l'une des raisons du manque d'infrastructures dans les zones reculées. Il est possible d'y remédier en proposant des fonctionnalités complémentaires aux services déjà offerts aux clients. L'UNCDF a collaboré avec des prestataires ougandais pour mettre en œuvre une initiative à cet effet et a enregistré de bons résultats. Afin de promouvoir la possession d'appareils dans les communautés mal desservies, nous avons créé un package de services comprenant l'électricité, l'argent mobile et un téléphone rechargeable par l'intermédiaire d'un panneau solaire. Un tarif mensuel avantageux rend le package plus abordable pour les consommateurs.

L'absence d'infrastructures solides peut également découler de l'incapacité à les déployer de manière rentable. Cela peut se produire (en particulier dans les zones rurales à faible densité de population) lorsqu'il n'existe pas de modèle commercial viable pour soutenir le déploiement du réseau. Il pourrait donc s'avérer utile d'essayer de nouveaux modèles, par exemple une approche basée sur la confiance, pour réaliser les promesses des technologies numériques telles que les réseaux CICO.

En collaboration avec nos partenaires, les services ont été distribués par l'intermédiaire du modèle d'entrepreneur communautaire numérique de l'UNCDF en Ouganda. Le modèle se base sur le recrutement de jeunes de confiance ayant le sens des affaires pour les aider à devenir des entrepreneurs<sup>59</sup>. La place de ces agents dans leur communauté et la confiance qu'ils inspirent ont permis d'augmenter les volumes et d'améliorer la rentabilité commerciale.

Les ventes de produits numériques au début de l'année 2020 montrent que 68 pour cent des achats de téléphone et 53 pour cent des achats d'énergie solaire sont effectués par des femmes. En mars 2019, 373 agents avaient été déployés, ce qui surpasse les objectifs que le projet s'était fixés. La mobilisation des jeunes s'est avérée particulièrement efficace. Plus de 50 pour cent des agents actifs avaient moins de 35 ans<sup>60</sup>.

## INFRASTRUCTURE DE MARCHÉ PARTAGÉE ET INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE OUVERTE

L'absence d'infrastructure de marché partagée (par exemple les systèmes d'identification, la possession de comptes numériques et la numérisation des paiements en vrac) constitue un autre fossé que l'UNCDF cherche à combler. L'infrastructure de marché partagée est une infrastructure de base qui permet d'atteindre plus facilement les utilisateurs et de générer un volume critique de paiements. Cette infrastructure étant semblable à un bien public, nos efforts se sont concentrés sur l'identification des problèmes et sur la mise en place de coalitions de parties prenantes plus larges pour combler les lacunes identifiées. La combinaison d'éléments (tels que l'identification ou les transferts de fonds en vrac) est plus rentable et peut être prise en charge par la technologie numérique tout en faisant appel à des acteurs clés comme le gouvernement afin d'assurer la viabilité des systèmes et le niveau de distribution nécessaire pour répondre à la demande latente.

Une autre lacune que nous cherchons à combler est l'absence d'infrastructure numérique ouverte (par exemple les paiements interopérables et l'information ouverte), essentielle pour concrétiser les attentes liées à l'économie numérique. Son développement nécessite souvent une coordination entre les principales parties prenantes pour élaborer des règles et des normes adéquates. En comblant ces lacunes, nous serons en mesure d'exploiter tout le potentiel des infrastructures en réseau. Les composantes essentielles de l'infrastructure ouverte comprennent les données ouvertes et l'adoption des normes API internationales. Les efforts déployés en Ouganda pour expliquer l'utilité de ces systèmes aux différentes parties représentent une première étape importante vers l'élaboration des normes requises pour bâtir cette infrastructure.

D'autres initiatives se concentrent sur le développement de systèmes de paiement interopérables. L'absence d'interopérabilité du réseau empêche les réseaux de paiement mobiles de réaliser les avantages de ce type d'économie, ce qui entrave leur expansion au-delà de la finance numérique pour soutenir la croissance d'économies numériques inclusives.

<sup>59</sup> UNCDF, « Reaching the last mile: the foundation for growth of Uganda's digital economy » (juin 2020), [www.uncdf.org/article/5797/reaching-the-last-mile-the-foundation-for-growth-of-ugandas-digital-economy](http://www.uncdf.org/article/5797/reaching-the-last-mile-the-foundation-for-growth-of-ugandas-digital-economy).

<sup>60</sup> UNCDF, « Is the agent aggregator model the solution for rural areas ? » (octobre 2019), [www.uncdf.org/article/5084/is-the-agent-aggregator-model-the-solution-for-rural-areas](http://www.uncdf.org/article/5084/is-the-agent-aggregator-model-the-solution-for-rural-areas).

# L'IMPACT TRANSFORMATEUR D'UNE INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE SOLIDE

L'UNCDF est attentif au développement d'une infrastructure numérique adaptée pour assurer un accès universel aux systèmes et aux réseaux numériques. Nos efforts se concentrent sur les investissements essentiels, l'assistance technique et l'engagement des parties prenantes afin de s'assurer qu'une infrastructure numérique adéquate est mise en place pour surmonter les contraintes importantes pesant sur le développement du marché. Il est important que cette infrastructure permette la distribution dans les zones reculées, comprenne des fonctionnalités permettant d'assurer le bon fonctionnement des marchés et soit ouverte du point de vue de la conception pour aider l'économie numérique à réaliser tout son potentiel grâce à l'effet de réseau et à l'exploitation de la puissance des données.

Il ne suffit pas de disposer d'une infrastructure accessible ; celle-ci doit s'appuyer sur d'autres facteurs clés pour garantir l'impact de la transformation. L'éducation économique et financière doit permettre aux clients d'accéder efficacement aux outils et infrastructures numériques (voir la section 2.1, **Donner aux clients les moyens d'adopter les économies numériques inclusives**). En plus de ces infrastructures, les clients doivent être en mesure d'utiliser des produits innovants en s'appuyant sur des cas d'utilisation répondant à leurs besoins (voir la section 2.3, **L'innovation inclusive stimule l'économie numérique inclusive**). Des politiques et réglementations adéquates doivent être mis en place pour protéger les clients et leur donner confiance dans les services numériques (voir la section 2.4, **Politique et réglementation favorables**). Ces éléments, mis en place de manière coordonnée, permettront de combler les lacunes essentielles. Ceci devrait avoir des répercussions sur le réseau et favoriser le développement du marché en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.



## LES API OUVERTES ET L'INCLUSION FINANCIÈRE

Par Greta Bull, PDG, CGAP

Innovation technologique dont la plupart des gens n'ont jamais entendu parler, les API sont de puissants moteurs de l'économie numérique. Si les API (ou interfaces de programmation d'applications) existent depuis environ deux décennies, leur impact sur la prestation des services financiers est récente. Elles ont pourtant le potentiel de la transformer.

Les API sont des interfaces qui permettent à un programme logiciel de communiquer avec un autre. Elles permettent aux start-ups et aux entreprises établies de partager des données et des services. Fonctionnant en arrière-plan de nombreux services utilisés au quotidien, elles sont si fluides que les usagers ne se rendent même pas compte qu'ils les utilisent. Ce sont les API qui nous permettent d'acheter un billet d'avion sur Expedia, d'afficher une photo ou un article sur Facebook, d'acheter une application sur l'App Store ou de réserver un Uber (et bien plus encore !). C'est le ciment qui fait tenir l'ensemble de l'économie numérique.

Les API sont utilisées pour connecter différents systèmes informatiques, dans et entre les entreprises. Elles sont déployées sur un spectre allant d'interne à ouvert :

- Les API sont réservées aux développeurs travaillant pour une organisation. Elles peuvent contribuer à améliorer l'efficacité et à réduire les délais de commercialisation des innovations, ce qui rend les fournisseurs plus agiles.
- Les API partenaires permettent la collaboration à travers l'échange de données entre deux organisations différentes selon des paramètres convenus à l'avance.
- Les API ouvertes sont plus largement disponibles. Certaines ressources organisationnelles (par exemple, les fonctionnalités de paiement ou les données)

sont proposées en libre-service à des développeurs qui respectent des critères minimums, font une demande d'accès et respectent un ensemble défini de paramètres. Les API ouvertes sont utilisées pour promouvoir l'innovation.

Les API ouvertes sont des catalyseurs essentiels de l'innovation car elles permettent aux différents acteurs d'exploiter et de tirer parti de leurs actifs et capacités mutuels en combinant, par exemple dans le cas d'Uber, les capacités de paiement avec la géolocalisation et les services de communication. Ensemble, ces services procurent au client une valeur ajoutée.

Les grands prestataires de services financiers numériques ne sont souvent pas les mieux placés pour développer une gamme complète de services pour répondre aux besoins de leurs nombreux clients. Supposons qu'un ORM exploite une plateforme de paiement en Afrique. Il serait trop occupé à gérer les principales opérations (enregistrer les clients, gérer un vaste réseau de distribution et traiter les règlements) pour avoir le temps, les compétences ou l'envie de développer des produits financiers ou de consommation. Il souhaiterait simplement attirer autant de gens que possible sur sa plateforme et les conserver dans son écosystème de paiement. L'une des meilleures manières de s'y prendre serait d'intégrer, grâce aux API ouvertes, les services de tiers à la plateforme.

De nombreuses entreprises petites et agiles ont des idées innovantes, qui vont de la location de tracteurs à énergie solaire PAYGO aux applications de santé financière en passant par les réseaux sociaux et le commerce électronique. Elles ont besoin d'outils pour proposer leurs produits aux clients et se faire payer pour leurs services. Les grands acteurs des SFN proposent ce canal. Malheureusement, les méthodes habituelles d'intégration sont compliquées, coûteuses et longues à mettre en œuvre, et les petites entreprises n'ont ni les ressources ni le pouvoir de négociation nécessaires pour traiter avec les ORM. En l'absence d'un système d'API ouverte, les grands prestataires de SFN privilégient l'intégration avec une poignée de grands partenaires après une analyse de rentabilité qui montre clairement que les avantages l'emportent sur le coût élevé des intégrations ponctuelles. Les prestataires de services publics, par exemple, privilégient l'intégration pour le règlement des factures. Il leur arrive de proposer des solutions innovantes, mais il s'agit le plus souvent d'entreprises bien implantées et de grande envergure. Cela facilite dans une certaine mesure la vie des consommateurs (il est plus pratique de régler une facture à distance), sans pour autant leur proposer de nouveaux services.

En ouvrant leur plateforme à des tiers, les fournisseurs permettent aux développeurs ayant de bonnes idées commerciales de s'y arrimer en utilisant les processus, règles et technologies énoncés dans leur portail développeur. Si la petite entreprise est en mesure de répondre aux normes ainsi publiées, elle peut commencer à vendre ses services sur la plateforme, à faire sa publicité, à communiquer avec les clients et à percevoir des paiements auprès d'eux. C'est gagnant-gagnant.

Les API ouvertes ne sont pas seulement utiles pour élargir le choix proposé aux consommateurs, elles sont également utiles pour les entreprises. Les API ouvertes élargissent les modes d'utilisation de l'argent numérique et contribuent donc à l'utilisation des comptes numériques. Comme les consommateurs ont plus d'options, ils achètent davantage, ce qui augmente les recettes. Les coûts d'intégration des grands fournisseurs diminuent en raison des économies d'échelle, et l'univers des services partenaires qui peuvent être offerts dans un délai limité s'élargit. Par ailleurs, les petites start-ups ont des coûts d'intégration moins élevés et peuvent commercialiser leurs produits plus rapidement, tester la demande des clients et améliorer progressivement le produit.

Les API sont au cœur des évolutions du secteur financier, comme les données ouvertes et la banque ouverte, qui conduisent à la « désagrégation » de la banque. Ces services sont progressivement intégrés dans les plateformes numériques qui transforment la manière dont les gens gagnent de l'argent et achètent des biens et services. Ils ouvrent ainsi de nouvelles possibilités d'améliorer la vie des populations pauvres en leur donnant accès à l'économie numérique au sens large.



---

## SECTION 2.3

# FAVORISER L'INNOVATION

Par Jaspreet Singh



---

## FAITS SAILLANTS

- C'est en facilitant l'accès aux services de base que nous favoriserons leur adoption et leur utilisation, suscitant l'effet de réseau souhaité. Néanmoins, il convient de bien comprendre les éventuels impacts négatifs de l'innovation, que l'éducation peut contribuer à résorber.
- Le programme de travail sur les innovations de l'UNCDF vise à créer des services qui permettent d'accéder à des secteurs plus larges de l'économie. L'innovation, lorsqu'elle s'appuie sur la politique, la réglementation, l'infrastructure et les compétences, contribue au développement et à l'utilisation de solutions qui peuvent aider à évoluer vers des économies numériques inclusives.

Bibhaker, un petit paysan d'une zone rurale au Népal, produit suffisamment de nourriture sur son terrain de trois hectares pour nourrir sa famille, mais gagne rarement assez d'argent pour d'autres choses. Il voudrait se diversifier et cultiver du maïs ou de la jute, qu'il pourrait vendre sur le marché pour gagner plus. Ce revenu supplémentaire lui permettrait de répondre à d'autres besoins tels que l'éducation de ses enfants et l'épargne pour faire face à des périodes difficiles. Bibhaker hésite car ces cultures nécessitent un investissement initial dans les semences et les engrais, et sont également plus exposées aux intempéries. Il aurait également des difficultés à transporter les produits récoltés vers le marché situé à plusieurs heures, mais où il pourrait en tirer un meilleur prix que sur le marché local.

Les agriculteurs comme Bibhaker, qui ont à la fois la volonté et la capacité d'offrir une vie meilleure à leur famille, n'ont souvent pas accès à des marchés ou à des services essentiels tels que le crédit et l'assurance. L'absence de services pertinents, pratiques et abordables qui répondent efficacement aux besoins des populations exclues est un défi de développement relativement courant pour les paysans comme Bibhaker et des millions d'autres qui vivent dans des zones reculées. Les services reposant sur les technologies numériques peuvent aider à surmonter les contraintes qui pèsent sur le développement du marché en s'appuyant sur des modèles d'affaires innovants et viables commercialement. Pour Bibhaker, l'accès à des services essentiels changerait la donne. Cela lui permettrait de

diversifier ses cultures tout en le protégeant des risques (contre un peu d'argent) et en l'équipant d'outils.

Les innovations axées sur le développement de services pertinents peuvent répondre aux besoins des petits agriculteurs comme Bibhaker ainsi que des entrepreneurs et des MPME. Elles peuvent aussi permettre aux prestataires locaux tels que les ORM et les sociétés fintech d'innover sur les marchés, de fournir des services durables et de créer des places de marché pour les services numériques et non numériques. Les fintech africaines ont ainsi levé plus de 320 millions USD de financement depuis janvier 2015<sup>61</sup>. C'est en facilitant l'accès aux services dont les gens ont besoin que nous favoriserons leur adoption et leur utilisation et à créer l'effet de réseau souhaité. Toutefois, il convient de bien comprendre les éventuels impacts négatifs de l'innovation, que l'éducation (voir section 2.1, **Donner aux clients les moyens d'adopter les économies numériques inclusives**) et la politique (voir section 2.4, **Politique et réglementation favorables**) peuvent contribuer à résorber.

## SURMONTER LES OBSTACLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES

Plusieurs obstacles doivent être surmontés pour remédier au manque de services numériques. Les fournisseurs doivent posséder les capacités nécessaires, avoir accès à des plateformes ouvertes et s'engager à répondre aux besoins des clients. Les prestataires de services financiers et numériques doivent également surmonter certains obstacles. Les solutions centrées sur l'utilisateur peuvent s'appuyer sur des financements mis à disposition pour faire face aux coûts fixes élevés des besoins de base, augmenter l'utilisation et améliorer l'environnement économique à la fois pour les clients et pour les prestataires de services. Citons l'exemple de M-KOPA<sup>62</sup>, une plateforme de financement d'actifs numérique basée au Kenya qui offre aux clients l'accès à des produits et services payants à la demande, y compris l'énergie solaire, les smartphones, les services financiers et la rénovation des habitats.

## CAPACITÉ ET ENGAGEMENT ORGANISATIONNELS

Les prestataires doivent posséder des capacités dans plusieurs domaines pour pouvoir développer des services pertinents. Ils doivent pouvoir cartographier le parcours client, tirer parti de la recherche et des données pour mieux comprendre les clients, ainsi que pour concevoir et développer des produits centrés sur l'humain. Ils doivent adopter une approche centrée sur le client, des techniques « lean » en matière d'innovation et des principes de conception agile pour concevoir des solutions répondant aux besoins non satisfaits, c'est-à-dire une approche permettant d'identifier des propositions plus larges et plus solides. Cette approche doit reposer sur la technologie numérique et combiner des solutions complémentaires souvent unies par des données et distribuées au moyen de modèles rentables sur le plan commercial.

Une organisation ne doit pas se contenter d'ajuster des produits existants. Il ne suffit pas de proposer des produits recyclés aux segments de clientèle cibles. Les prestataires doivent se doter des capacités identifiées ci-dessus et adopter une approche centrée sur le client en résistant à la tentation de prendre des raccourcis.

## PLATEFORME OUVERTE

L'innovation dans le monde numérique nécessite l'accès à des plateformes ouvertes, qui doivent présenter trois caractéristiques importantes. Tout d'abord, la possibilité d'accéder à des données ouvertes et de les analyser. Ensuite, les plateformes doivent s'intégrer efficacement les unes aux autres par le biais d'infrastructures technologiques et d'API ouvertes afin de permettre l'utilisation efficace d'une suite de données élargie. Les API ouvertes améliorent considérablement la capacité des plateformes numériques, telles que les entreprises de commerce électronique agricoles, à intégrer les services financiers fournis dans leur gamme de services. Enfin, l'innovation s'accélère lorsque les solutions se connectent à un réseau de paiements interopérables, ce qui est très attractif pour les utilisateurs qui peuvent ainsi s'adresser à plus de personnes et d'entreprises. Une plateforme ainsi configurée peut aider les prestataires à développer de nouvelles solutions au-delà des rails numériques, ce qui favorise le développement d'un écosystème innovant. La création de plateformes ouvertes nécessite un engagement et un soutien réglementaires et stratégiques pour surmonter les risques perçus qui représentent un obstacle pour le partage des données et l'interopérabilité. C'est le rôle que joue l'UNCDF en élaborant des politiques (voir la

<sup>61</sup> Forbes, « Africa's fintech investment quadrupled to US\$357m in 2018 », [www.forbes.com/sites/tobyshapshak/2019/07/30/africas-fintech-investment-quadrupled-to-357m-in-2018/?sh=1ed4b35162db](http://www.forbes.com/sites/tobyshapshak/2019/07/30/africas-fintech-investment-quadrupled-to-357m-in-2018/?sh=1ed4b35162db).

<sup>62</sup> Voir [www.m-kopa.com](http://www.m-kopa.com).

section 2.4, Politique et réglementation favorables) et en plaidant en faveur des plateformes ouvertes (voir la section 2.2, Mettre en place les infrastructures).

## L'INNOVATION AXÉE SUR LE CLIENT FAVORISE L'INCLUSION NUMÉRIQUE

L'UNCDF soutient différentes approches en matière d'innovation, afin de développer de multiples voies d'innovation commerciale et la pérennité des entreprises. Les accélérateurs permettent aux start-ups d'accéder aux outils nécessaires pour parvenir à une croissance rapide dans un laps de temps réduit. Afin de soutenir de nombreuses start-ups cherchant à développer des modèles d'affaires durables, nous travaillons avec des incubateurs. Enfin, nous travaillons avec des laboratoires d'innovation pour soutenir une croissance stratégique et ciblée des entreprises.

Dans le cadre du développement d'écosystèmes de soutien aux entrepreneurs et aux fintechs émergentes, nous ne nous contentons pas d'intervenir sur la technologie financière. Nous nous concentrons sur les connexions avec l'écosystème technologique au sens large en créant des liens avec des secteurs essentiels de l'économie réelle afin de développer des produits fondés sur une compréhension approfondie des différents secteurs (comme l'agriculture, la santé et l'éducation).

Notre projet Nepal Agritech for Fintech Challenge est un

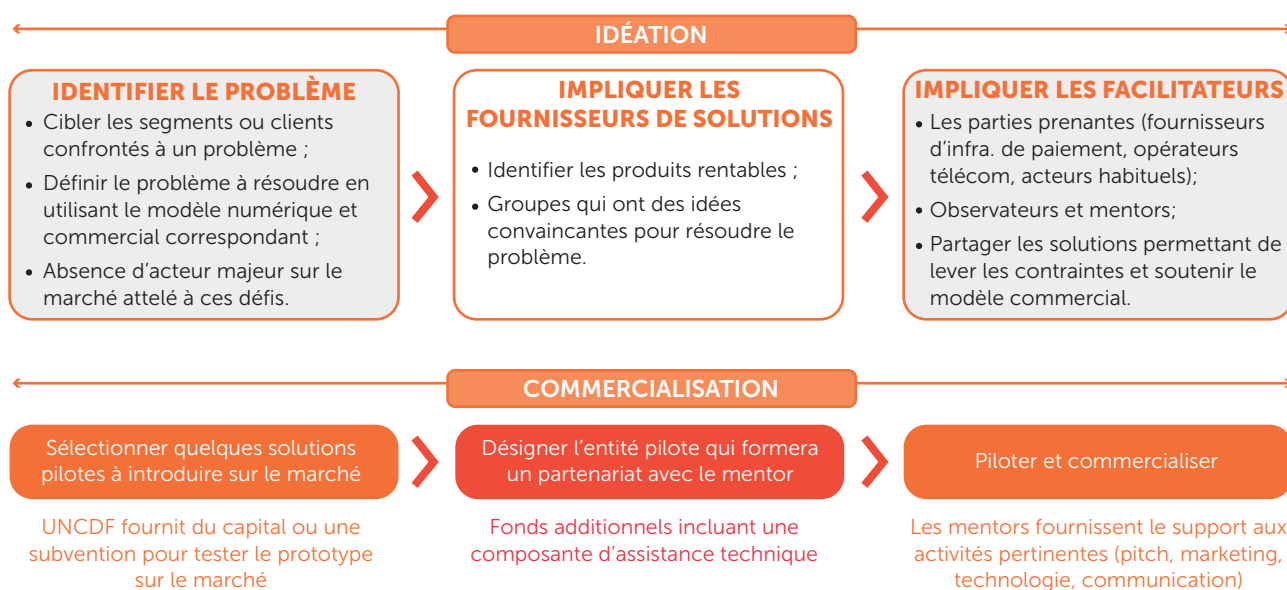
exemple d'initiative de laboratoire d'innovation. Le projet se concentrait sur les problèmes généraux auxquels sont confrontés les petits paysans au Népal : la nécessité d'accroître la prévisibilité et de réduire le gaspillage, la hausse de la productivité et l'amélioration de l'accès au marché. En réunissant les principaux acheteurs, fournisseurs et acteurs des écosystèmes agricoles, l'UNCDF a pu établir des relations avec les courtiers et sensibiliser les parties prenantes aux solutions disponibles. Cet exercice a donné lieu à l'élaboration d'une plateforme basée sur une application qui accélère l'évaluation des prêts, optimise le profil de risque bancaire et offre une identité économique aux personnes qui n'avaient pas accès au système bancaire jusque là.

L'UNCDF met en œuvre un programme en deux étapes avec des fintech innovantes pour les aider à développer et à commercialiser des solutions fiables. Au stade de l'idéation, nous collaborons avec des fournisseurs de solutions à haut potentiel qui proposent des concepts commerciaux prometteurs ainsi que des facilitateurs bien établis, actifs sur le marché. Le travail repose sur la définition du problème, l'identification des outils numériques pertinents et le développement d'un modèle d'affaires. Les prestataires de solutions sont sollicités pour identifier les produits rentables alors que les facilitateurs, en tant que mentors, partagent leurs connaissances pour répondre aux contraintes. Puis, plusieurs prototypes à fort potentiel devant bénéficier d'un accompagnement à l'étape de la commercialisation sont identifiés. Les mentors s'associent à des prestataires qui les aident à lancer les solutions sur le marché. L'UNCDF propose des financements aux solutions à fort

FIGURE 8.

Notre modèle pour contribuer à l'innovation

### UNE APPROCHE EN DEUX ÉTAPES POUR DÉVELOPPER DES CAS D'UTILISATION SOLIDES SUR LE MARCHÉ



potentiel, dont des prêts et des garanties pour dérisquer les plans d'affaires, et une assistance technique accrue. SafePay Zambie, qui contribue à améliorer l'accès aux soins de santé dans ce pays, fait partie de ces solutions.

Ces approches structurées visant à stimuler l'innovation et à apporter de nouvelles solutions au marché, répondant aux besoins des personnes exclues comme Bibhaker, aident les clients à améliorer la productivité et l'accès au marché et à se protéger des risques. Pour soutenir l'évolution des écosystèmes d'innovation, nous accélérons le développement d'outils numériques et proposons des fonctionnalités qui permettent aux clients de se construire une vie meilleure.

## IMPACT DE L'INNOVATION SUR LE MARCHÉ

Grâce à l'approche centrée sur le client, l'innovation numérique permet d'élaborer des solutions efficaces aux difficultés rencontrées par les communautés marginalisées. Ces solutions sont plus susceptibles d'atteindre durablement les populations vulnérables et les nouveaux secteurs. Basées sur les besoins des clients, elles conduisent à une utilisation plus significative, améliorent leur viabilité et celle de l'infrastructure adéquate.

Nos efforts visent à améliorer la vie des personnes vulnérables et des populations pauvres en élargissant leur accès et leur utilisation à d'autres secteurs. L'argent mobile, par exemple, a joué un rôle essentiel dans le développement de nouveaux marchés de l'énergie. D'autres solutions ont permis de créer de nouvelles infrastructures de covoiturage et de livraison par l'intermédiaire de compagnies de transport telles que Bolt et Gojek<sup>63,64</sup>.

Ce **programme de travail sur les innovations** vise à créer des services viables dans des secteurs plus larges de l'économie, comme l'agriculture (voir la section 3.6), l'énergie propre (voir la section 3.7), l'éducation (voir la section 3.8) et la santé (voir la section 3.9). Pour réaliser tout le potentiel de l'économie numérique, cependant, d'autres éléments doivent être mis en place. Il convient notamment de se doter d'une infrastructure numérique pour les différents services et d'inculquer aux clients les compétences nécessaires pour s'appropriier les outils, appareils et réseaux qui sous-tendent l'économie numérique. Les politiques et réglementations propices à l'innovation doivent être équilibrés et tenir compte des risques qui en découlent (voir la section 2.4, **Politique et réglementation favorables**).

<sup>63</sup> Voir <https://bolt.eu>.

<sup>64</sup> Voir [www.go-jek.com](http://www.go-jek.com).



## NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ DANS LE CADRE DE LA NUMÉRISATION

Par Surina Shukri, PDG de MDEC

Depuis sa création il y a 25 ans, la Malaysia Digital Economy Corporation (MDEC) est devenue une organisation puissante. Créée en 1996 en tant qu'instance de supervision de l'initiative MSC Malaysia<sup>65</sup>, elle a évolué au cours de la dernière décennie pour devenir un moteur essentiel de l'économie numérique. Placée sous la responsabilité du ministère malaisien des Communications et du Multimédia, elle continue de faire progresser le pays en matière d'économie numérique, comme elle le fait avec succès depuis longtemps.

La MDEC fait avancer l'économie numérique du pays à travers trois axes clés : autonomiser les Malaisiens en leur offrant des compétences numériques, faire rentrer les entreprises dans l'ère numérique et réaliser des investissements dans le secteur numérique. Ces initiatives ont eu de nombreux impacts positifs sur l'économie de la nation.

Il ne fait aucun doute que la croissance de l'économie numérique joue un rôle important dans les progrès de la société. De fait, la numérisation de l'économie est aujourd'hui à l'avant-garde du changement sociétal : elle fait office de principe d'égalité et permet à tous de bénéficier des avantages de la prospérité. Ceci est le cas, en particulier, pour les pays qui sont en train de sortir de la pandémie de COVID-19.

Le chaos de 2020 a souligné l'urgence et la pertinence de la transformation numérique en matière géopolitique ainsi que pour les secteurs commerciaux et des services et tous les domaines

<sup>65</sup> Établie par le gouvernement malaisien pour accélérer la croissance de l'économie numérique du pays, MSC Malaysia offre aux entreprises de TIC éligibles, tant locales qu'étrangères, un large éventail d'incitations, de droits et de privilèges pour promouvoir la croissance continue. <https://mdec.my/what-we-offer/msc-malaysia/>

socio-économiques. Il convient donc de reconnaître et d'adopter les nouvelles normes numériques et d'accéder à des outils et services d'assistance adaptés pour aider tous les Malaisiens à prendre ce virage numérique.

## Garantir l'éducation numérique pour tous

Pour que personne ne soit laissé de côté dans cette transition vers une économie numérique, il est essentiel que tous les Malaisiens disposent de compétences numériques de base. C'est le principe de l'initiative #SayaDigital de la MDEC, qui vise à autonomiser les Malaisiens et à leur offrir les capacités nécessaires pour embrasser rapidement un mode de vie numérique.

Mise en œuvre avec la participation du ministère malaisien des Communications et du Multimédia, elle comporte plusieurs programmes de renforcement des capacités dirigés par la MDEC qui permettront non seulement aux entreprises d'accéder au numérique, mais aussi aux Malaisiens d'acquérir des compétences rapidement et à grande échelle.

Dans le cadre de cette initiative, nous espérons atteindre quatre objectifs principaux, à savoir faire en sorte « que le numérique facilite la vie des gens » ; « que le numérique augmente les revenus », « que le numérique stimule le développement professionnel » et « que le numérique accélère l'expansion commerciale ».

L'initiative englobe le programme eBerkat de la MDEC qui aide les Malaisiens à acquérir des connaissances sur les services financiers numériques. Ciblent spécifiquement la communauté des B40<sup>66</sup> et les MPME, la plateforme propose des fonctionnalités d'épargne, de prêt, d'investissement, de paiement et d'accès aux services et instruments financiers numériques.

## L'éducation numérique génère davantage d'opportunités

L'augmentation du taux d'éducation numérique chez les Malaisiens donnera également lieu à de nouvelles opportunités pour la population. Elle leur permettra de générer des revenus, ce qui reste une préoccupation essentielle pour les 40 pour cent les plus pauvres et les 40 pour cent correspondant à la tranche moyenne du pays. Avec le chaos provoqué par la COVID-19, il est essentiel que les communautés les plus touchées aient accès au plus large éventail possible d'activités génératrices de revenus.

Les initiatives de la MDEC, comme le programme Global Online Workforce (GLOW), fournissent une plateforme numérique qui permet aux Malaisiens de générer des revenus en trouvant du travail via le crowdsourcing.

Un autre programme conçu pour proposer des opportunités de revenus, eRezeki, cible en particulier les personnes à faible revenu. Sa plateforme de crowdsourcing en ligne permet aux utilisateurs de trouver des missions correspondant à leurs compétences.

Lancée en juin 2015, cette initiative a réuni plus de 300 000 participants (jusqu'à la fin de l'année 2019), qui ont pu bénéficier de revenus supplémentaires.

## Numérisation des MPME

Outre l'éducation numérique des Malaisiens et les nouvelles opportunités de revenus, il est important que les entreprises, en particulier les MPME, numérisent leurs activités pour pouvoir tirer parti de l'économie numérique et y accéder.

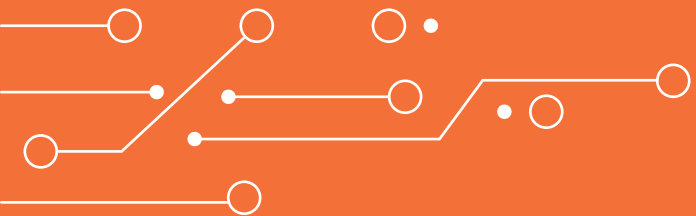
Afin d'accélérer la numérisation des MPME, la MDEC a lancé le programme eUsahawan en novembre 2015 pour accueillir ces entreprises sur diverses plateformes de commerce électronique. Les MPME, qui sont pour la plupart des entreprises traditionnelles avec pignon sur rue, sont confrontées à des défis que le programme contribue à relever en leur proposant une voie alternative pour les clients et pour les sources de revenus.

L'accès à une base de connaissances est également essentiel pour les MPME qui souhaitent passer au numérique. C'est là que notre plateforme d'apprentissage Go-eCommerce joue un rôle fondamental. Lancée en juillet 2017, cette plateforme propose un programme d'études internationalement reconnu pour les débutants, les apprenants intermédiaires et les entrepreneurs avancés et leur fournit les connaissances dont ils ont besoin pour passer avec succès d'une activité traditionnelle au commerce électronique.

## Vers une Malaisie 5.0

Même si la MDEC développe et lance de nombreuses initiatives visant à encourager l'éducation numérique et la numérisation pour combler le fossé numérique, nous mesurons également l'importance de collaborer avec

<sup>66</sup> Les Malaisiens sont classés en trois groupes de revenus : La tranche des 20 pour cent les plus hauts, la tranche moyenne de 40 pour cent, et la tranche des 40 pour cent les plus bas.



les entreprises privées. Ainsi, la MDEC s'est associée au Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) et à la Banque centrale de Malaisie, Negara Malaysia (BNM) pour mettre en place le Laboratoire d'innovation financière en Malaisie.

En tirant parti de l'innovation des entreprises privées, sociétés et start-ups locales, nous pouvons élaborer des solutions qui contribuent à promouvoir une économie numérique inclusive et connectée.

Ceci est particulièrement important car si la MDEC se concentre sur la croissance et le développement de l'économie numérique du pays, nous sommes également guidés par la vision de la Malaisie 5.0, une société mettant l'accent sur l'être humain à l'ère technologique.

Dans le cadre de cette vision, les innovations numériques seront utilisées pour résoudre les problèmes sociétaux dans un contexte de durabilité et d'inclusion économiques où les Malaisiens de tous les milieux sociaux récolteront les fruits de la prospérité.

Alors que nous nous acheminons vers la quatrième révolution industrielle (4RI), nous sommes conscients que nous devons placer la société au cœur de la technologie plutôt que l'inverse.

Après tout, la technologie n'a pas d'autre but que d'améliorer la situation de tout un chacun.

---

## SECTION 2.4

# METTRE EN PLACE DES POLITIQUES ET DES RÉGLEMENTATIONS FAVORABLES

Par Ahmed Dermish



---

## FAITS SAILLANTS

- Les lois et réglementations ne sont pas neutres. La loi peut encourager comme discriminer, donc leur intention compte. La réglementation inclusive devrait inspirer la confiance dans le système financier et offrir un choix plus large.
- Le programme de travail sur la politique et la réglementation de l'UNCDF accélère la mise en place d'un environnement propice à l'utilisation à grande échelle de services numériques fiables qui contribuent à la croissance économique inclusive.
- L'UNCDF collabore avec ses partenaires pour établir un environnement politique qui permette le déploiement de solutions, de technologies et d'infrastructures visant à répondre aux besoins des populations. Ces politiques et réglementations promeuvent l'inclusion tout en atténuant les risques des nouvelles solutions et approches, en instillant la confiance nécessaire pour bâtir une économie numérique inclusive.

Philip est un cadre haut placé au sein de l'équipe de supervision bancaire d'une banque centrale. Il a pour mission de diriger le processus d'élaboration d'un nouveau règlement de protection des consommateurs. Il connaît les règlements mis en œuvre dans les pays voisins et souhaite adopter des approches similaires dans son pays pour permettre au plus grand nombre d'en tirer parti. Cependant, son travail est chronophage et il reçoit en permanence des clients à revenu élevé qui se rendent directement dans les bureaux de la banque centrale de la capitale pour exprimer des réclamations

ou préoccupations au sujet de l'augmentation des coûts engendrée par les nouveaux règlements. Philip souhaiterait mieux comprendre l'expérience client en matière de services financiers, d'autant plus que les services d'argent mobile prennent de l'ampleur et qu'un nombre croissant de prestataires utilisent WhatsApp et Facebook pour communiquer avec leurs clients. Il cherche également à comparer ses informations avec les expériences d'autres pays et à comprendre comment mettre en place ce type d'initiative sur son propre marché.

Par ailleurs, Fatmata dirige une association informelle de femmes commerçantes sur un grand marché local. De nombreux vendeurs et leurs clients utilisent l'argent mobile pour les paiements et la gestion de la trésorerie. Cela est facile pour ceux qui utilisent WhatsApp pour discuter du cours des produits. Cependant, elle a remarqué que de nombreux clients avaient cessé d'utiliser les systèmes d'argent mobile car ils avaient eu de mauvaises surprises sur les commissions facturées. Les commerçants eux-mêmes reçoivent des appels automatiques de numéros inconnus après avoir utilisé les médias sociaux pour partager des informations sur leurs marchandises, ce qui les inquiète quant à la protection de leur vie privée. Avec les espèces, il n'y avait pas de frais cachés et il n'était pas nécessaire de donner son numéro à qui que ce soit.

Récemment, un cadre supérieur de la banque centrale a demandé à Fatmata de participer avec son association à une consultation publique au sujet des nouveaux règlements. Ce nouveau règlement régirait le partage des informations sur les services, ainsi que la gestion de la confidentialité et des données des clients par les prestataires de services financiers. Son groupe de commerçants a des doutes sur l'impact qu'elle pourrait exercer sur une institution comme la banque centrale, mais elle est enthousiaste à l'idée de participer à la consultation et promet de partager leurs expériences.

Le développement d'une économie numérique inclusive dépend de la confiance des gens dans les systèmes et solutions numériques. Le programme **de travail sur la politique et la réglementation de l'UNCDF permet de développer plus rapidement** un environnement propice à l'utilisation à grande échelle de services numériques fiables qui contribuent à la croissance économique inclusive. Nos projets contribuent à mettre en place cet environnement en aidant les régulateurs et les décideurs à trouver un juste équilibre entre les avantages de la croissance inclusive et les risques. Les efforts déployés dans ce domaine complètent et appuient les trois autres programmes de travail dont il est question au chapitre 2<sup>67</sup>.

Les lois et réglementations ne sont pas neutres. La loi peut encourager comme discriminer, donc leur intention

compte. La réglementation inclusive devrait avoir pour objectif d'inspirer la confiance dans le système financier et d'offrir au consommateur un choix plus large. Les réglementations peuvent renforcer la confiance en s'assurant que les actifs sont protégés, que les services sont équitables et que les institutions traitent les clients avec dignité. Pour élargir les choix proposés, il convient de limiter la domination d'un petit nombre d'acteurs, de réduire les barrières à l'entrée (pour les clients et les innovateurs) et d'offrir un accès équitable aux infrastructures essentielles. Dans les domaines de l'interopérabilité des systèmes de paiement<sup>68</sup> et de la portabilité des numéros mobiles<sup>69</sup>, les politiques et règlements ont permis aux utilisateurs d'accéder aux infrastructures de base.

Un environnement propice efficace doit s'appuyer sur un cadre stratégique large et ambitieux reposant sur le principe selon lequel « le numérique favorise le développement » pour créer une vision commune aux acteurs du marché. L'environnement réglementaire doit, à son tour, s'assurer que ces politiques sont mises en œuvre en toute sécurité et que les services à grande échelle produisent l'impact attendu. Ceci revêt une importance particulière lorsque les gens sont habitués à la fluidité et à la facilité d'utilisation des services informels avec lesquels le numérique sera toujours en concurrence. Pourtant, dans ce monde d'innovation rapide et de changement constant, il est difficile de trouver un ensemble de politiques et de réglementations qui permette de développer des économies numériques inclusives plus avantageuses que les services informels proposés depuis plusieurs générations.

Les PMA ne sont pas les seuls à lutter contre ces problèmes ; tous les pays cherchent à établir un environnement stratégique et réglementaire adéquat. Deux indicateurs permettent de comprendre l'ampleur du défi. Tout d'abord, la taille de l'économie informelle, qui constitue une mesure transversale adéquate pour évaluer l'ampleur de la tâche de construction d'une économie numérique inclusive. Ensuite, l'ampleur de la pénétration numérique dans les secteurs numériques à forte priorité, qui mesure les progrès réalisés et alerte sur les défis potentiels, par exemple les interactions réglementaires.

Heureusement, les régulateurs et les décideurs ne sont pas les seuls à plancher sur le problème.

<sup>67</sup> Ces programmes de travail comprennent notamment les initiatives d'éducation évoquées à la section 2.1, le développement de l'infrastructure évoqué à la section 2.2 et l'innovation inclusive évoquée à la section 2.3.

<sup>68</sup> L'infrastructure de paiement mobile de la République-Unie de Tanzanie a tiré des avantages significatifs de l'interopérabilité. Voir International Finance Corporation, « Achieving interoperability in mobile financial services » [www.ifc.org/wps/wcm/connect/d16c6ebb-1853-4a2a-89f3-52985f8e5134/IFC+Tanzania+Interoperability+Case+Study.pdf?MOD=AJPERES&CVID=IA4tZDN](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/d16c6ebb-1853-4a2a-89f3-52985f8e5134/IFC+Tanzania+Interoperability+Case+Study.pdf?MOD=AJPERES&CVID=IA4tZDN).

<sup>69</sup> La réglementation de l'Union européenne en matière de portabilité des numéros mobiles vise expressément à élargir le choix des clients et à promouvoir la concurrence. Voir <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/number-portability>.

L'apprentissage entre pairs a révolutionné la manière dont les gouvernements modélisaient leurs priorités et concevaient leurs solutions. En plus de l'apprentissage bilatéral entre pairs, l'apprentissage multilatéral est devenu un mode essentiel de coopération sud-sud grâce à des partenariats tels que l'Alliance for Financial Inclusion, le Consultative Group to Assist the Poor, le Global System for Mobile Communications Association, la Banque des règlements internationaux et d'autres institutions internationales qui ont fait la part belle à l'apprentissage comme moyen de promouvoir le changement.

## COMPRENDRE LES ARBITRAGES

Le défi du développement d'économies numériques inclusives consiste à comprendre les arbitrages entre des objectifs politiques et réglementaires concurrents. La question est d'autant plus épineuse que l'analyse de ces arbitrages est récente. Ce problème n'est pas spécifique au secteur. Il concerne notamment le secteur de la microfinance. Par exemple, les plafonds de taux d'intérêt sur les microcrédits représentent un paradoxe de politique publique :<sup>70</sup> ils peuvent réduire le coût de l'emprunt, mais ils augmentent également le coût du prêt<sup>71</sup>. L'économie inclusive doit procéder à des arbitrages similaires afin de promouvoir l'utilisation sûre de nouveaux modèles d'affaires et d'innovations par des personnes à faible revenu et marginalisées.

L'existence de nombreux domaines réglementaires établis et leur besoin d'interagir les uns avec les autres rendent ces arbitrages nécessaires. Il s'agit notamment des réglementations portant sur la concurrence, les infrastructures et les services financiers. Pour mieux comprendre la nature de ces arbitrages, prenons quelques exemples pertinents.

L'octroi d'agréments à de nouveaux types de prestataires de services financiers a élargi l'accès aux services financiers numériques. Par exemple, les politiques ont permis à des entités non bancaires de devenir des émetteurs agréés de monnaie électronique. Toutefois, pour compenser le risque lié à la délivrance d'agréments à des prestataires de services hors banque, les autorités de réglementation ont opté pour limiter l'intermédiation des fonds, ce qui a eu pour effet de limiter la portée des services et des opportunités commerciales. Il s'agit donc ici d'un arbitrage : l'expansion des services et l'augmentation de la concurrence sont bridées par les règles visant à limiter le risque perçu en matière d'opérations et de liquidités<sup>72</sup>.

En ce qui concerne les données et la confidentialité, des initiatives ont été mises en œuvre pour permettre aux personnes de mieux contrôler leurs informations à caractère personnel et des règlements de protection des données ont été édictés pour préserver la confidentialité.<sup>73</sup> Le Règlement général sur la protection des données de l'Union européenne (UE) fait office de pionnier à cet égard, mais pour les marchés émergents qui sont différents des marchés avancés de l'UE, on ne sait pas encore si ces réglementations sont de nature à promouvoir l'inclusion ou si elles s'avèreront contreproductives à cet égard. Ces évolutions fondamentales du droit de propriété donnent lieu à un compromis entre l'innovation favorable qui a le pouvoir d'élargir les modèles d'affaires centrés sur les données, et la limitation de l'accès aux données avec des règles de protection des données trop strictes.

De nombreux pays ont adopté des politiques similaires pour promouvoir l'innovation et lancé des initiatives visant à développer une économie numérique inclusive en tirant généralement parti de financements numériques inclusifs. On observe une tendance à développer des outils spécifiques qui offrent plus d'espace aux organismes de réglementation et aux décideurs politiques pour s'informer sur les solutions à mettre en œuvre, comme l'utilisation de « bacs à sable » ou de cabinets d'innovation<sup>74</sup>. Toutefois, il n'existe pas encore de solution toute faite en la matière.

<sup>70</sup> Appui au Développement Autonome, « The paradoxical case against interest rate caps for microfinance », [www.ada-microfinance.org/en/our-resources/media-center?media=185](http://www.ada-microfinance.org/en/our-resources/media-center?media=185).

<sup>71</sup> Bien que destinés à protéger les consommateurs, les plafonds de taux d'intérêt nuisent quasiment toujours aux plus pauvres. Voir FinDev Gateway, « The impact of interest rate ceilings on microfinance industry », (juillet 2015). [www.findevgateway.org/paper/2015/07/impact-interest-rate-ceilings-microfinance-industry](http://www.findevgateway.org/paper/2015/07/impact-interest-rate-ceilings-microfinance-industry).

<sup>72</sup> Consultative Group to Assist the Poor, « A guide to supervising e-money issuers » (décembre 2018). [www.cgap.org/research/publication/guide-supervising-e-money-issuers](http://www.cgap.org/research/publication/guide-supervising-e-money-issuers).

<sup>73</sup> Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et l'adoption de « privacy by design » en tant qu'outil politique en sont un excellent exemple. Le RGPD est un modèle que de nombreux régulateurs pourraient adapter à leur contexte local. Le terme « privacy by design » désigne tout simplement la « protection des données par la conception technologique ». L'idée sous-jacente est que la protection des données dans les procédures de traitement des données est mieux respectée lorsqu'elle est déjà intégrée à la technologie lors de sa création. Voir

<sup>74</sup> Voir [www.findevgateway.org/slide-deck/2019/07/cgap-world-bank-regulatory-sandbox-global-survey-2019](http://www.findevgateway.org/slide-deck/2019/07/cgap-world-bank-regulatory-sandbox-global-survey-2019).

# L'APPROCHE UNIQUE DE L'UNCDF POUR AIDER LES GOUVERNEMENTS

L'UNCDF entend aider ses partenaires ainsi que les décideurs et régulateurs à développer une économie numérique inclusive en soutenant leurs efforts pour inspirer la confiance et susciter des effets de réseau. Les usagers doivent être sûrs que leur argent est en sécurité sur une carte ou un téléphone et que leurs données à caractère personnel ne seront pas divulguées. Les effets de réseau positifs, quant à eux, débloqueront les avantages d'une utilisation à grande échelle des services numériques. Les clients doivent être convaincus que les institutions publiques disposent des outils de gouvernance et de surveillance nécessaires pour mener des initiatives destinées à servir le bien public.

Notre processus met l'accent sur la hiérarchisation et l'identification des différentes options par les partenaires. Nous engageons avec eux un dialogue pour comprendre leurs objectifs stratégiques, décomposés ensuite et analysés les uns après les autres. Nous passons d'étape en étape avec diligence et en restant concentrés sur nos objectifs afin d'accélérer le processus d'élaboration des politiques et réglementations.

En Afrique, la Banque de Sierra Leone s'est associée à nos spécialistes techniques pour mettre en place un processus de consultation innovant qui vise à travailler directement avec les clients, en particulier les femmes, dans diverses régions reculées du pays. Ceci a permis l'élaboration de règlements qui correspondent beaucoup mieux aux besoins des clients tout en tenant compte de la rentabilité commerciale<sup>75</sup>. Dans le Pacifique, la Reserve Bank of Fidji et d'autres régulateurs régionaux ont collaboré avec nos spécialistes pour concevoir un « bac à sable régional » axé sur l'innovation afin de débloquent de nouveaux modèles d'affaires<sup>76</sup>. Cela a donné lieu à un dialogue et à des approches incitant plusieurs régulateurs de la région à trouver un équilibre entre l'innovation, la stabilité et la sécurité.

Les solutions durables ne sont pas la seule chose que les décideurs et les régulateurs appellent de leurs vœux. Il existe clairement une demande d'assistance supplémentaire pour mettre en place des marchés inclusifs et, malgré les différences entre les environnements de marché, le « contexte de la demande » est souvent divisé en trois catégories. Il s'agit (i) d'**accélérer le processus décisionnel** ; (ii) d'**élaborer des systèmes de surveillance et de supervision du marché** ; et (iii) d'**élaborer des plans stratégiques pour tirer parti de services numériques qui favorisent l'inclusion et le développement du marché**<sup>77</sup>. Individuellement, chaque catégorie améliore la prise de décisions politiques et la capacité réglementaire à gérer la stabilité systémique et à protéger les clients. Collectivement, elles veillent à ce que les régulateurs et décideurs disposent des outils nécessaires pour suivre l'évolution rapide des marchés catalysée par la technologie. L'UNCDF a organisé son soutien aux décideurs et aux régulateurs en fonction de ces besoins.

Le dialogue sur les objectifs politiques généraux constitue un point de départ utile pour prendre contact avec nos régulateurs et décideurs partenaires. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les régulateurs et décideurs pour élaborer un ensemble d'outils et d'orientations qui tiennent compte de leurs objectifs et les placent au cœur du processus<sup>78</sup>. Cela les rend plus autonomes en matière de prise de décision alors que nous les aidons à appliquer rigoureusement leurs processus en collaborant avec eux dans différents domaines pour atteindre les résultats souhaités.

Les initiatives du **programme de travail sur la politique et la réglementation** sont transformatrices. Nous aidons nos partenaires à mettre en place un environnement politique qui permette le déploiement de solutions, de technologies et d'infrastructures qui cherchent à répondre aux besoins des populations. Ces politiques et réglementations accroissent l'inclusion tout en atténuant les risques présentés par les nouvelles solutions et approches, ce qui inspire la confiance nécessaire pour développer une économie numérique inclusive.

<sup>75</sup> UNCDF, « Bank of Sierra Leone's consumer protection journey », <https://policyaccelerator.uncdf.org/whats-new/bank-sierra-leones-consumer-protection>.

<sup>76</sup> AFI, « PIRI publishes Pacific Regional Regulatory Sandbox Guidelines », [www.afi-global.org/newsroom/news/piri-publishes-pacific-regional-regulatory-sandbox-guidelines/](http://www.afi-global.org/newsroom/news/piri-publishes-pacific-regional-regulatory-sandbox-guidelines/).

<sup>77</sup> UNCDF, « Enabling policy and regulation for digital finance ecosystems », [www.uncdf.org/article/3687/enabling-policy-and-regulation-for-digital-finance-ecosystems](http://www.uncdf.org/article/3687/enabling-policy-and-regulation-for-digital-finance-ecosystems).

<sup>78</sup> Voir <https://policyaccelerator.uncdf.org/policy-tools>.

## L'ALLIANCE BETTER THAN CASH ACCÉLÈRE LA NUMÉRISATION DES PAIEMENTS RESPONSABLES FACE A LA COVID-19

Par Ruth Goodwin, directrice générale,  
Better Than Cash Alliance

La Better than Cash Alliance (l'Alliance), dont le secrétariat est hébergé par l'UNCDF, est un partenariat qui réunit des gouvernements, entreprises et organisations internationales cherchant à accélérer la transition des paiements en espèces aux paiements numériques. Au cours de la dernière décennie, les gouvernements membres de l'Alliance ont bâti des coalitions régionales et nationales efficaces pour accélérer la numérisation responsable des paiements afin d'accroître l'inclusion financière et de travailler à la réalisation des ODD.

Les dernières données mondiales de Findex ont révélé que 69 pour cent des adultes, c'est-à-dire 3,8 milliards de personnes, possédaient un compte bancaire. La hausse significative du taux d'utilisation des téléphones portables et d'Internet pour effectuer des transactions financières a contribué à une augmentation de la proportion de propriétaires de comptes envoyant ou recevant des paiements numériques de 67 pour cent à 76 pour cent à l'échelle mondiale. Dans les économies émergentes, le pourcentage a augmenté de 57 pour cent à 70 pour cent entre 2014 et 2017<sup>79</sup>. Lorsqu'ils sont mis en place de manière efficace, les paiements numériques favorisent l'efficacité et la transparence, accroissent la participation économique des femmes et favorisent une croissance inclusive. Ce qu'il faut retirer de ces statistiques, c'est que les pays ayant enregistré la plus forte progression, notamment en matière d'égalité entre les sexes, sont ceux dans lesquels l'Alliance a fait des paiements numériques responsables sa priorité absolue. Ces pays ont adopté les Lignes directrices sur les paiements numériques responsables de l'Alliance,

<sup>79</sup> <https://globalfindex.worldbank.org>

qui décrivent neuf bonnes pratiques en matière d'autonomisation des utilisateurs auparavant exclus ou mal desservis.

Les membres PMA de l'Alliance tels que l'Éthiopie, le Rwanda et le Bangladesh, montrent l'exemple en faisant fi des espèces et en soutenant la réalisation des ODD. En Éthiopie, l'Alliance a fourni une assistance technique décisive au gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie nationale de paiements numériques 2020-2023 issue de consultations de grande ampleur au cours desquelles les principaux acteurs des secteurs public et privé ont établi des priorités et cherché à combler l'écart entre les sexes en matière d'inclusion financière et de participation économique. De même, l'Alliance a fourni une expertise technique au Rwanda, en s'inspirant des initiatives mises en œuvre dans d'autres pays membres, pour expédier le programme d'épargne à long terme du gouvernement rwandais « EjoHeza ». L'objectif de ce programme consiste à combler l'écart en matière de retraite et à donner à tous les Rwandais le même droit et la même chance de percevoir une retraite financièrement sûre et digne dans un environnement sûr, abordable, pratique et réglementé.

Les points forts du travail de l'Alliance au Bangladesh comprennent l'intégration de millions de femmes dans l'économie numérique et la création de chaînes d'approvisionnement plus transparentes, efficaces et inclusives (B2P). Le secteur du prêt-à-porter représente 15 pour cent du PIB du Bangladesh et plus de 80 pour cent des exportations du pays. Le secteur emploie environ 4 millions de travailleurs, dont 60 pour cent sont des femmes. Il ressort cependant d'une étude que nous avons menée avec la Sustainable Apparel Coalition<sup>80</sup> qu'en 2017, seuls 25 pour cent des usines de vêtements payaient leurs travailleurs par compte bancaire numérique ou porte-monnaie mobile. Pour changer la donne, l'Alliance a tiré parti de notre expérience du dialogue et a poussé les dirigeants du Bangladesh à réunir tous les acteurs clés des secteurs public et privé, dont la Banque centrale (la Banque du Bangladesh), la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) et les marques



<sup>80</sup> <https://www.betterthancash.org/news/blogs-stories/factories-paying-workers-digitally-are-five-times-more-likely-to-provide-good-social-and-labor-practices>

<sup>81</sup> Call to action from 4 leading garment companies: Digitizing workers' payments in the garment sector in Bangladesh

mondiales de vêtements pour la première fois dans le cadre d'un Sommet sur les salaires numériques. Cette initiative a donné lieu à l'engagement décisif<sup>B1</sup> de marques telles que Gap, M&S, Inditex, H&M (voir encadré) à numériser de manière responsable les salaires et à créer de nouvelles opportunités sociales et économiques dans l'économie numérique en plein essor pour les employés du secteur du vêtement du Bangladesh. Le processus de production d'informations, le lobbying ciblé et le renforcement des capacités offerts par l'Alliance ainsi que les pilotes visant à valider les principes et le leadership du gouvernement, du corps industriel et du secteur privé se sont avérés efficaces. Les paiements numériques responsables sont désormais intégrés et reconnus comme une pratique durable pour le gouvernement, les entreprises et leurs organismes coordinateurs dans le secteur du prêt-à-porter au Bangladesh et des écosystèmes locaux inclusifs ont été créés pour les espèces numériques.

La crise de la COVID-19 en 2020 a entraîné le confinement de millions de personnes au Bangladesh, y compris des personnes travaillant dans des usines de vêtements. Le Fonds d'assistance salaire des travailleurs du prêt-à-porter mis en place par le gouvernement du Bangladesh en réponse à la crise de la COVID-19 a exigé le paiement de tous les salaires, mais par voie numérique. Cela a entraîné l'ouverture de 2,5 millions

de comptes au deuxième trimestre 2020. C'est l'engagement ferme à numériser les salaires pris lors du Sommet sur les salaires numériques qui a permis cette transition radicale de l'analogique au numérique. Pendant la pandémie, l'Alliance a travaillé avec des parties prenantes clés pour renforcer la capacité de réparation des préjudices liés au paiement numérique afin de renforcer la confiance des utilisateurs et de mettre en place un mécanisme de recours destiné aux nouveaux utilisateurs. Ces initiatives constituent des éléments importants des Lignes directrices responsables de l'Alliance en matière de paiement numérique.

À la suite de l'adhésion de l'OIT à l'Alliance en 2019, une série d'échanges d'informations a été organisée entre l'Alliance, l'OIT, la Société financière internationale et le programme Better Work sur les salaires numériques pendant la pandémie. L'Alliance a joué un rôle essentiel dans le lancement du Global Centre on Digital Wages for Decent Work de l'OIT. Ce centre exposera les principales réussites et bonnes pratiques observées au Bangladesh afin de convaincre les autres marchés émergents de passer au paiement numérique des salaires en leur présentant des résultats de recherche et des argumentaires fondés sur des preuves.

Les PMA sont désormais confrontés à des défis sans précédent en matière de réalisation des ODD en raison de la crise du coronavirus. L'inclusion financière reposant sur l'accès aux services financiers numériques est un élément essentiel dans la lutte contre les inégalités, l'amélioration de la prospérité et l'autonomisation des femmes et des hommes dans le monde entier. La Better Than Cash Alliance continuera d'aider ses membres à apporter une réponse efficace et rapide aux besoins apparus au cours de la COVID-19 et les aidera à accélérer la transition des espèces au numérique.

### Engagements décisifs lors du Sommet sur les salaires numériques de novembre 2019

- H&M a annoncé que toutes les usines de ses fournisseurs au Bangladesh disposeraient de systèmes de paiement numériques d'ici à la fin de l'année 2021
- GAP Inc. a déclaré que tous ses fournisseurs de niveau 1 numériseraient les salaires d'ici à la fin de l'année 2021
- La BGMEA s'est engagée à ce que 90 pour cent des travailleurs du vêtement soient intégrés à un système de salaire numérique d'ici l'année 2021
- L'Organisation internationale du Travail (OIT) a annoncé son adhésion à l'Alliance et a renouvelé son engagement en faveur des paiements numériques responsables





## PARTIE 3

# COMMENT ATTEINDRE PLUS VITE LES ODD ?

3.1	Le genre : les femmes, bâtisseuses d'économies numériques inclusives	64
3.2	Créer des opportunités économiques pour les jeunes	70
3.3	Améliorer la résilience financière des migrants et de leurs familles	75
3.4	Élargir les possibilités pour les réfugiés et les autres personnes déplacées de force	81
3.5	Améliorer l'accès des MPME aux services pour leur financement, leur résilience et leur croissance	85
3.6	Améliorer la sécurité alimentaire grâce à des solutions numériques	91
3.7	Améliorer l'accès à une énergie abordable et propre grâce au numérique	97
3.8	Solutions numériques pour l'éducation inclusive et équitable des communautés mal desservies	101
3.9	Améliorer la santé en exploitant les solutions numériques	106
3.10	Des services financiers numériques sur-mesure pour le changement climatique et autres aléas	110

### DE NOS PARTENAIRES

<b>ONU Femmes</b> - Appel à des solutions numériques audacieuses pour un rééquilibrage des genres	68
<b>MasterCard Foundation</b> - Des services financiers numériques au cœur des opportunités en Afrique	73
<b>Cities Alliance</b> - Les technologies numériques et l'accès aux services de base dans l'hémisphère sud	79
<b>CNUCED</b> - Comment mieux se reconstruire dans une économie de plus en plus numérique	89
<b>FAO</b> - Le potentiel de l'innovation financière numérique pour transformer l'agroalimentaire	95
<b>GSMA</b> - Comblent l'écart numérique	113

## SECTION 3.1

# LE GENRE : LES FEMMES, BÂTISSEUSES D'ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

Par Nandini Harihareswara



## FAITS SAILLANTS

- Les services numériques adaptés aux besoins des femmes et groupes de femmes peuvent les aider à relever certains défis et à entrer dans l'économie réelle.
- L'UNCDF promeut l'autonomisation des femmes, tant dans leurs décisions que pour leur indépendance économique à travers les différents secteurs, dont la santé, l'éducation et l'accès aux services financiers. Outre nos missions de diagnostic, nous aidons les femmes à développer leurs compétences financières et numériques et renforçons les services numériques et les initiatives politiques.

**« Cela a vraiment changé ma vie. J'ai ouvert un plan d'épargne, puis j'ai commencé à mettre de l'argent de côté. J'ai appris à devenir indépendante financièrement, à protéger et prendre des décisions pour mon corps ».**

C'est ce que nous confie Winnie, une jeune utilisatrice ougandaise de l'appli mobile interactive Trust Girls qui propose des formations aux adolescentes, en particulier dans les milieux difficiles, sur des sujets essentiels tels que la santé sexuelle, la contraception et l'éducation financière.

## INÉGALITÉ À TOUS LES NIVEAUX

Le rapport du Forum économique mondial<sup>82</sup> Mind the 100 Year Gap nous a averti que nous ne connaîtrions pas la parité entre les sexes de notre vivant. Les écarts entre les sexes amoindrissent le rôle des femmes dans la société, minimisent leur contribution potentielle et les marginalisent.

Au niveau économique, les femmes ne se sentent pas autorisées à prendre des décisions et manquent

<sup>82</sup> Forum économique mondial, *Mind the 100 Year Gap: Global Gender Gap Report 2020*, [www.weforum.org/reports/gender-gap-2020-report-100-years-pay-equality](http://www.weforum.org/reports/gender-gap-2020-report-100-years-pay-equality).

d'autonomie et de contrôle sur les outils numériques et financiers. Selon les statistiques du ministère des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, une femme mariée dans les pays en développement (PED) n'a aucun contrôle sur les dépenses ou les achats importants du ménage<sup>83</sup>. Les femmes ont moins d'opportunités économiques et leur accès aux infrastructures essentielles et aux services numériques laisse à désirer par rapport aux hommes ; dans les pays à revenu faible et intermédiaire, l'écart entre les sexes est d'environ 8 pour cent pour l'utilisation des téléphones portables et de 20 pour cent pour l'utilisation d'Internet sur un téléphone portable<sup>84</sup>. Les femmes sont exclues de façon disproportionnée des services de paiement, d'épargne et de crédit. Leur accès aux services financiers dans les PMA<sup>85</sup> est inférieur de 28 pour cent à celui des hommes. Ce chiffre passe à 63 pour cent pour les femmes entrepreneurs qui tentent d'accéder au capital<sup>86</sup>. Enfin, les femmes ne se voient pas toujours proposer la formation et les compétences nécessaires, telles que des capacités numériques et financières de base.

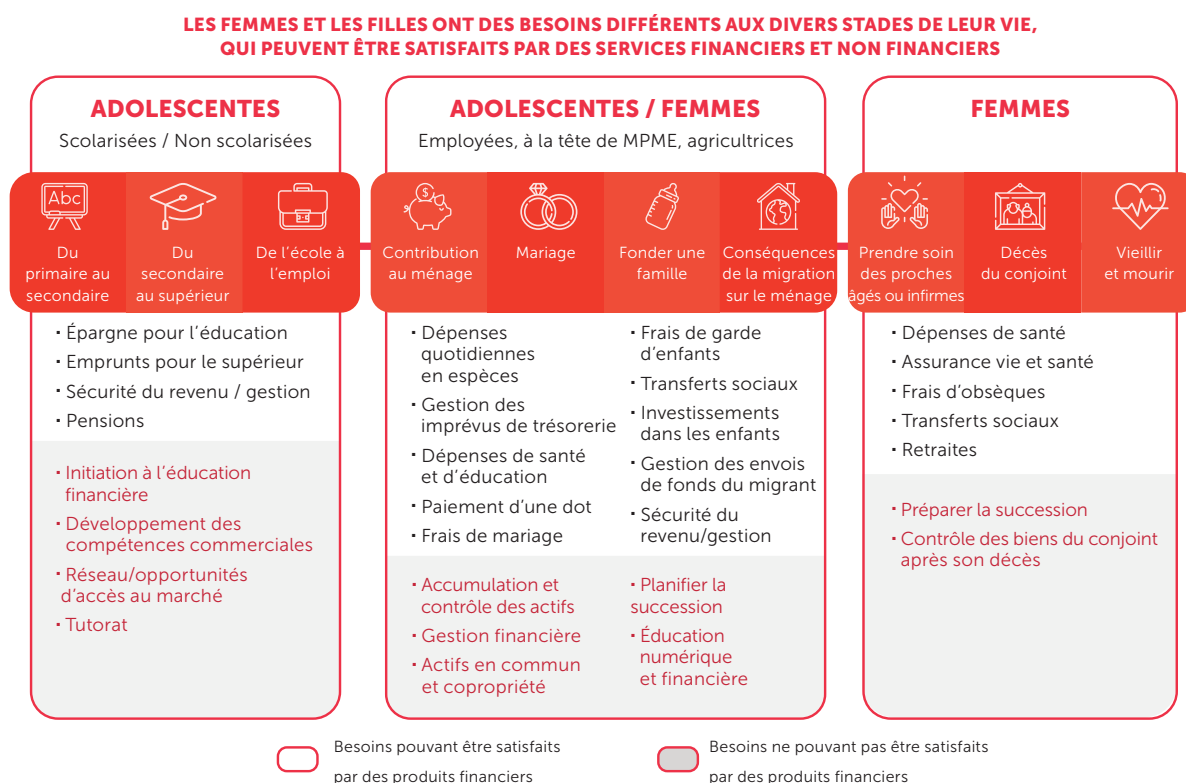
L'UNCDF tient compte des besoins uniques des femmes en matière de produits et de services financiers au fur et à mesure qu'elles évoluent dans la vie, en travaillant de manière ciblée et efficace pour remédier aux disparités en matière d'autonomisation et d'opportunités. Nous cherchons à gommer les différences d'accès aux produits et services pour atteindre l'égalité des sexes en aidant les filles et les femmes à prendre le contrôle de leur vie (ODD 5).

## COMMENT LE NUMÉRIQUE PEUT AIDER ?

Les services numériques offrant l'accès et le contrôle et qui sont adaptés aux besoins des femmes et accessibles par des canaux alternatifs comme les groupes de défense des femmes peuvent les aider à relever certains défis et à entrer dans l'économie réelle.

FIGURE 9.

L'évolution des besoins des filles et des femmes en matière de produits et de services financiers



<sup>83</sup> Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *The World's Women 2015: Trends and Statistics*, <https://unstats.un.org/unsd/gender/chapter8/chapter8.html>.

<sup>84</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA), *Connected Women: The Mobile Gender Gap Report (2020)*, [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/05/GSMA-The-Mobile-Gender-Gap-Report-2020.pdf](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/05/GSMA-The-Mobile-Gender-Gap-Report-2020.pdf).

<sup>85</sup> Banque mondiale, *Global Findex Database 2017* (Publications de la Banque mondiale, 2018).

<sup>86</sup> Banque mondiale, *Global Enterprise Survey*, [www.enterprisesurveys.org/en/enterprisesurveys](http://www.enterprisesurveys.org/en/enterprisesurveys).

Selon le stade de leur vie à différents âges, les femmes et les filles sont confrontées à de nouveaux défis et occupent des fonctions économiques liées à des besoins divers. Les femmes ont une expérience différente de celle des hommes en matière d'accès aux services et d'utilisation des plateformes. Elles sont notamment confrontées à des défis liés à l'éducation de base, numérique et financière. Mais de plus en plus, les produits numériques sont capables de créer des modèles d'affaires durables qui leur permettent de relever ces défis.

Très tôt l'accès à l'éducation peut être amélioré grâce à de nouvelles approches numériques, comprenant des supports d'apprentissage virtuels et de haute qualité. En grandissant, les filles prennent en charge de plus en plus de responsabilités et contribuent à la vie du ménage ou fondent leur propre famille. Elles doivent développer la résilience nécessaire pour faire face à ces évolutions. L'accès à la technologie peut les aider à améliorer leurs compétences numériques et financières, à élargir leur réseau, à bénéficier de services essentiels comme l'éducation et la santé et à avoir de meilleures opportunités commerciales et financières.

Un certain nombre d'obstacles pour remédier au manque de parité dans l'accès aux produits et aux services doivent être surmontés :

- l'absence d'autonomisation et d'autonomie
- le manque d'opportunités économiques
- l'accès difficile aux infrastructures et aux services
- l'absence de services conçus pour répondre aux besoins des femmes
- le manque d'opportunités d'éducation et de développement des compétences.
- Il est essentiel de surmonter ces obstacles pour atteindre la parité entre les sexes et offrir aux femmes davantage d'opportunités.

## PERMETTRE AUX FEMMES DE BÂTIR DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES

L'UNCDF promeut l'autonomisation des femmes, tant dans les décisions qu'elles prennent pour leur autonomisation économique à travers les différents secteurs, y compris la santé, l'éducation et l'accès aux

services financiers. Outre nos missions de diagnostic, nous aidons les femmes à développer leurs compétences financières et numériques et améliorons les services numériques et les initiatives politiques, entre autres.

## QUELS CONTRAINTES ET OBJECTIFS DU MARCHÉ

Au Myanmar par exemple, le diagnostic de l'UNCDF intitulé *Participation of Women in the Economy Realized (PoWER)* a permis de mieux cerner les contraintes liées à l'inclusion numérique et financière des femmes. Parmi elles, on peut citer la connaissance des produits numériques et la nécessité de disposer de données ventilées par sexe. Ces résultats ont abouti à un projet visant à accroître la sensibilisation et l'utilisation des produits financiers par les femmes dans des zones rurales post-conflit. Avec huit partenaires financiers, nous avons développé cinq solutions adaptées aux besoins des femmes et augmenté de 85 000 le nombre de femmes desservies par ces partenaires. L'outil, développé en partenariat entre l'UNCDF et la Fondation Bill and Melinda Gates, a été utilisé en Asie et en Afrique.

Notre tableau de bord pour les économies numériques inclusives (IDES) est utilisé en Ouganda pour élaborer des références et des objectifs d'inclusion des femmes dans l'économie numérique (comme l'écart entre les sexes en matière de détention de téléphones portables ou de propriété des comptes) en instaurant un score d'inclusion des femmes. L'IDES est déployé dans tous les pays où notre programme d'économie numérique inclusive est actif. Pour de plus amples renseignements, consultez la section 1.4 **Mesure et suivi des progrès des économies numériques inclusives**.

Aux côtés de ses partenaires, l'UNCDF a contribué à établir des liens avec des groupes informels d'épargnants en Afrique dirigés par les femmes au niveau communautaire et à soutenir l'apprentissage entre pairs dans un « espace sûr ». Ces initiatives ont aidé 900 000 femmes membres des groupes à accéder aux services financiers traditionnels au cours des quatre dernières années. En Tanzanie, une boîte à outils qui fournit des modules de formation par le biais d'une plateforme d'apprentissage sur tablette et SMS a permis d'améliorer les capacités numériques et financières de près de 15 000 femmes réfugiées.

## MEILLEURS SERVICES POUR VIES MEILLEURES

Le manque d'innovation entrave l'accès des femmes aux services numériques. Nos initiatives encouragent



l'innovation en matière de commercialisation des services numériques pertinents tout en soutenant les opportunités pour les femmes. Citons les plateformes visant à améliorer l'accès au marché et à fournir des possibilités de développement des compétences et des solutions comme les prêts non garantis, le financement participatif et les prêts entre pairs.

L'UNCDF a déployé un modèle basé sur la concurrence pour stimuler l'innovation et élargir la gamme d'outils utilisés par les fournisseurs pour se concentrer sur les clientes. Dans le cadre du concours Sprint4, les prestataires de services spécialisés dans la finance numérique ont testé leurs produits et modèles d'affaires sur le terrain avant de les présenter au jury. L'UNCDF a offert aux finalistes une assistance technique englobant la conception de produits, la finance numérique et l'analyse des données. La fintech locale Hobbiton, qui a remporté le concours, a modifié son approche en matière de messages véhiculés et de livraison de produits aux femmes. Ses efforts ont contribué à élargir sa clientèle de plus de 50 pour cent et à atteindre 1,1 million de clients tout en augmentant le nombre de femmes desservies de 74 000 à 264 000.

Les systèmes de paiement numériques ouverts permettent d'accroître l'accès des femmes aux services financiers. Dans le cadre de son partenariat avec Women's MicroBank Limited (WMBL) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'UNCDF a proposé une assistance technique pour soutenir la création de Mama Bank Access Points (MAPS), une solution biométrique. MAPS offre un accès facile et sécurisé aux services bancaires car l'authentification des clients repose sur une simple empreinte digitale. Son déploiement a permis à WMBL d'augmenter considérablement sa clientèle. En outre, l'UNCDF a proposé un mécanisme d'atténuation du risque sous la forme d'un prêt de 244 000 USD à WMBL pour financer son portefeuille de prêts en hausse, ce qui a permis une augmentation de 145 pour cent du nombre de femmes micro-entrepreneurs à presque 2 000, et une augmentation de 66 pour cent du nombre d'épargnantes, à plus de 56 000.

## COALITIONS D'ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS

Les coalitions peuvent résoudre des obstacles tels que la nécessité de disposer de données ventilées par sexe. Ces données peuvent mettre en évidence la participation économique et sociale des femmes et suivre leurs progrès au fil du temps. Citons notre participation à la Coalition de la justice et des droits économiques du Forum Génération Égalité. En collaboration avec les principales parties prenantes, nous élaborons un plan visant à atteindre l'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes au cours des dix prochaines années.

## INITIATIVES ÉCLAIRANT L'ACTION PUBLIQUE

Il est important de collaborer avec les décideurs politiques et les régulateurs pour éclairer les politiques tenant compte des besoins des femmes. Ces initiatives jouent un rôle majeur dans l'élaboration d'une approche écosystémique pour faire face aux contraintes d'égalité des sexes et d'autonomisation économique des femmes.

L'UNCDF collabore avec des organismes de réglementation tels que la Banque centrale du Cambodge pour augmenter le nombre de femmes titulaires de comptes d'épargne. Les données transactionnelles des principaux prestataires de services financiers et les données côté demande montrent que les femmes possèdent plus de comptes d'épargne inactifs (75 pour cent) que les hommes (59 pour cent). Le Cambodge a donc fait de la mobilisation de l'épargne un élément essentiel de sa stratégie d'inclusion. Cette stratégie consiste notamment à accroître la promotion de l'épargne liée aux transferts de fonds, en particulier transfrontaliers, perçus le plus souvent par les femmes. Cette stratégie a pour objectif de réduire de moitié l'exclusion des femmes de 27 à 13 pour cent.

## RÉDUIRE L'ÉCART DE GENRE MULTISÉCULAIRE

Notre travail est transformateur. Il met l'accent sur la capacité des femmes à agir comme agents du changement en favorisant leur autonomisation numérique et financière. Il s'appuie sur la collaboration entre des acteurs qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble, comme les groupes de défense des femmes et les associations d'ORM. Ces collaborations sont fondamentales pour permettre aux femmes de jouer un rôle dans le développement de l'économie numérique. Nos initiatives fournissent aux PMA et autres marchés une feuille de route sur la manière concrète de combler l'écart entre les sexes, de parvenir à l'égalité des sexes (ODD 5) et de mettre fin à la pauvreté (ODD 1)<sup>87</sup>.

<sup>87</sup> Ces initiatives visent à promouvoir les ODD 5 et 1. L'objectif de l'ODD 5 consiste à parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles, tandis que l'ODD 1 cherche à mettre fin à la pauvreté dans toutes ses manifestations.



## APPEL À DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES AUDACIEUSES POUR UN RÉÉQUILIBRAGE DES GENRES

Par Hélène Molinier, conseillère principale pour la  
Coalition d'action sur l'innovation et la technologie,  
ONU Femmes

Tandis que l'année 2020 marque le 25<sup>ème</sup> anniversaire de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, une dynamique s'est mise en place pour célébrer et, plus important encore, pour consolider les avancées fragiles obtenues dans le domaine des droits des femmes. Mais qui aurait pu imaginer qu'une pandémie mondiale allait frapper le monde et entraîner d'énormes retours en arrière en matière de bien-être des femmes et d'inégalité entre les sexes ?

Il y a 25 ans, seuls 4 pour cent de la population mondiale avait accès à Internet. Aujourd'hui, environ la moitié de la population mondiale est connectée et la COVID-19 a fait des outils numériques une véritable bouée de sauvetage pour des millions de personnes. Toutefois, la pandémie a également mis en évidence le fossé numérique et montré que la population exclue du monde numérique (en majorité des femmes et des filles) risquait davantage d'être laissée de côté.

L'année 2021 constituera un tournant et enjoindra les partenaires publics et privés à mener des actions collectives pour améliorer l'état du monde et construire un avenir marqué par une transformation numérique plus égalitaire et plus inclusive. La **Coalition d'action sur la technologie et l'innovation du groupe Génération Égalité** (Coalition d'action) prépare soigneusement cet impératif. Partenariat innovant et multipartite cherchant à mobiliser les gouvernements, la société civile, les organisations internationales et le secteur privé, elle mettra en place des actions, stimulera les investissements et produira des résultats concrets et décisifs en matière d'égalité des sexes.

Les défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles en matière d'accès, d'utilisation, d'influence et de création de technologies numériques sont multidimensionnels. Des actions transformatrices devront être menées pour éliminer les obstacles liés aux normes sociales traditionnelles, au manque d'éducation, aux coûts, à la confiance, aux préoccupations en matière de sécurité ou aux problèmes géographiques, entre autres. La Coalition d'action cherche à obtenir des engagements en matière de stratégies spécifiques permettant d'accélérer les progrès dans ce domaine.

### Comblent l'écart en matière d'accès au numérique et de compétences

Les tendances montrent une baisse de l'accès des femmes et des filles aux outils numériques et un manque de diversification de la main-d'œuvre qualifiée dans le secteur technologique, alors que la demande en professionnels qualifiés s'accroît. Pour prospérer dans une 4<sup>ème</sup> révolution industrielle, elles ont besoin d'un accès équitable à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques et à des compétences numériques et transférables. Il convient donc de nouer des relations avec les familles et les communautés pour modifier les normes, les attitudes et les points de vue nuisibles en matière de genre. Nous devons leur offrir, en particulier à celles qui se trouvent dans des situations vulnérables et qui sont confrontées à des difficultés, davantage d'opportunités de profiter pleinement de la technologie. La Coalition d'action examinera la possibilité d'utiliser des instruments de financement mixtes pour mobiliser les capitaux privés, publics et philanthropiques, en particulier pour initier des modèles d'éducation prometteurs permettant d'acquérir un bouquet de compétences dignes du 21<sup>ème</sup> siècle tout en éliminant les écarts entre les sexes.

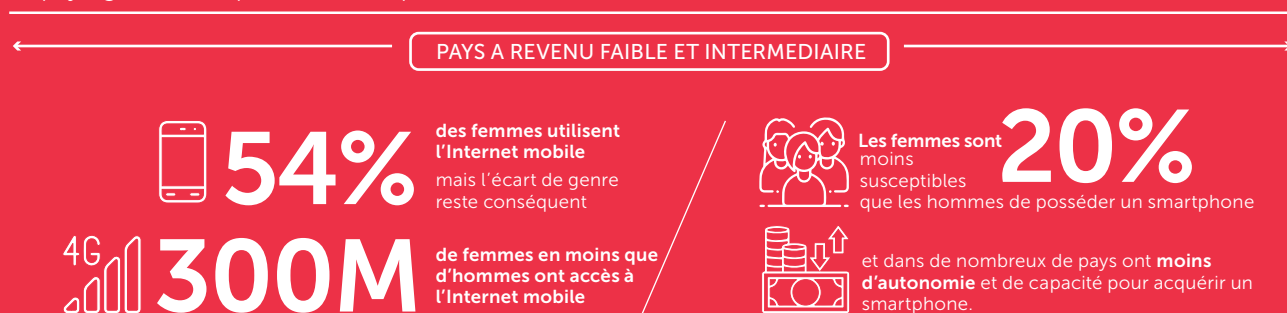
### Investir dans la technologie et l'innovation féministes

Les innovations technologiques peuvent autonomiser les femmes et les filles à plusieurs égards. Elles permettent d'accéder à des plateformes qui leur servent de caisses de résonance. Elles font progresser les structures traditionnelles et augmentent la participation économique des femmes. Cependant, une très faible proportion de ces outils numériques sont développés



FIGURE 10.

Le paysage de la téléphonie mobile pour les femmes<sup>88</sup>



par les femmes ou pour les femmes. Elles ne participent donc pas à la conception de la technologie. La Coalition d'action vise à catalyser les efforts déployés par l'ensemble des acteurs du secteur public et privé pour développer une technologie transformatrice en matière d'inclusion et de genre. L'objectif consiste à investir et à développer des innovations qui offrent des solutions abordables, accessibles, utilisables et durables aux femmes et aux filles pour leur permettre d'accéder à de nouvelles opportunités dans différents secteurs tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, le climat ou l'inclusion financière.

### Bâtir des écosystèmes d'innovation inclusifs, transformateurs, responsables

Les pays et entreprises doivent mener des actions ciblées pour faire progresser les femmes et les filles en matière de technologie et promouvoir l'évolution des comportements et la lutte contre les stéréotypes dans le monde professionnel. Cela requiert de se concentrer sur les aspects humains de la transformation numérique et créer de nouveaux réseaux qui relient les talents, les investisseurs, les universités, les institutions gouvernementales, les entreprises et les ONG. La Coalition d'action lancera des pôles d'innovation numériques transformateurs en matière de genre, défendra l'adoption de politiques numériques féministes et plaidera activement pour la participation des femmes aux procédures décisionnelles qui sous-tendent la coopération numérique mondiale.

### Prévenir et éliminer la violence et la discrimination en ligne fondées sur le genre grâce à la technologie

Les femmes et les filles sont plus susceptibles d'être des cibles de la violence en ligne, par exemple de menaces physiques, de harcèlement sexuel, d'intimidation, de

harcèlement et d'exploitation. Par conséquent, leur expression et leur représentation en ligne risquent d'être marginalisées. Nous devons renouveler la manière dont nous développons les technologies pour permettre à chacun de profiter de la même manière des plateformes, des services et des données tout en maintenant le contrôle de sa vie numérique. Les pays et entreprises doivent assumer cette responsabilité, fournir plus de transparence et rendre des comptes en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre et la discrimination. Cela doit d'appuyer sur des nouvelles réglementations, mais aussi sur des services innovants aux utilisateurs ainsi qu'une analyse des données sur les questions de sécurité et de confidentialité auxquelles sont confrontées les femmes, les filles ou les personnes dans des situations vulnérables.

Les efforts actuels visant à combler la fracture numérique entre les hommes et les femmes ne peuvent se permettre de ralentir maintenant. Nous devons rester unis car l'après-COVID-19 nécessitera une collaboration et une solidarité extraordinaires entre les gens, les organisations et les pays. Si nous ne parvenons pas à saisir cette opportunité unique, c'est toute une génération de filles qui sera exclue du monde numérique. ONU Femmes et l'équipe de direction de la Coalition d'action sont disposés à collaborer avec toutes les parties prenantes cherchant à rejoindre la coalition (société civile, gouvernements, entreprises et universités) afin de s'assurer que la communauté internationale est mobilisée et s'engage à tirer parti des technologies disponibles pour rendre autonomes les femmes et accomplir des progrès irréversibles qui contribueront à faire de l'égalité entre les sexes une réalité avant l'année 2030.

<sup>88</sup> GSMA, Mobile Gender Gap Report 2020, <https://www.gsma.com/r/gender-gap>

## SECTION 3.2

# CRÉER DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES JEUNES

Par Maria Perdomo  
et Ata Cisse



## FAITS SAILLANTS

- Le monde connaît une poussée démographique chez les jeunes : plus de 3 milliards de personnes en vie actuellement ont moins de 25 ans. Mais beaucoup de jeunes ne possèdent pas les compétences numériques et autres nécessaires pour accéder à des opportunités économiques intéressantes. En outre, ils n'ont pas toujours accès à l'économie traditionnelle et aux opportunités qui s'y rattachent.
- L'UNCDF s'appuie sur le numérique pour relever les défis liés au renforcement des compétences, au blocage des marchés, à la création de nouvelles opportunités d'emploi et à l'amélioration de l'accès des jeunes aux services financiers et aux financements. Nos initiatives visent à créer des compétences et des opportunités pour les jeunes afin d'atteindre l'ODD 8.

Mamadou Bah est un agriculteur guinéen de 24 ans qui n'avait jamais eu de compte bancaire. Il est bénéficiaire du programme INTEGRA en Guinée. La participation à ce programme lui a permis d'ouvrir un compte de dépôt et d'épargne auprès d'une IMF et de recevoir une formation financière sur une application téléphonique. Au bout de neuf mois de formation et de contacts réguliers avec le prestataire de services financiers, Mamadou a demandé un prêt pour financer un projet agricole. La formation reçue lui a offert l'assurance suffisante pour demander et obtenir le prêt à des conditions satisfaisantes. Il travaille désormais avec d'autres jeunes gens pour étendre ses activités agricoles.

Le monde connaît actuellement une poussée démographique chez les jeunes : plus de 3 milliards de personnes ont moins de 25 ans<sup>89</sup>. Cette poussée est plus prononcée dans les PMA et complique l'accès à un emploi rémunéré. Le chômage des jeunes représente actuellement 35 pour cent du total mondial, avec des taux nettement plus élevés chez les jeunes femmes. Mais à l'échelle mondiale, il existe des postes qualifiés et spécialisés qui ne sont pas pourvus. Toutefois, 470 millions d'emplois seront nécessaires d'ici 2030 pour absorber la population de jeunes arrivant sur le marché du travail.

<sup>89</sup> Banque mondiale, *Atlas of Sustainable Development Goals 2018: 8 Decent Work and Economic Growth*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29788>.

Bon nombre de jeunes n'ont pas les compétences numériques et autres nécessaires pour accéder à des opportunités économiques substantielles. Ils n'ont pas toujours accès à l'économie traditionnelle et aux opportunités qui s'y rattachent. Enfin, les jeunes ont des problèmes d'accès aux services financiers et au capital nécessaires pour se lancer dans une activité indépendante ou d'entrepreneuriat. L'UNCDF cherche à combler l'écart de compétences et d'emploi afin d'atteindre l'ODD 8<sup>90</sup>.

## LES JEUNES FACE À DES DÉFIS À TOUT ÂGE

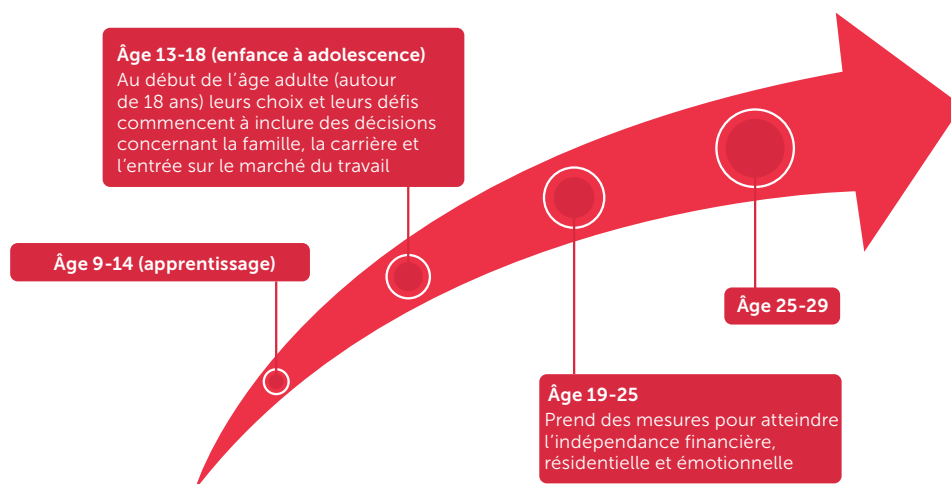
Le concept de « jeune » ne désigne pas un segment homogène, mais fait référence à plusieurs tranches d'âge comprises entre 18 et 35 ans, chacune étant associée à des besoins distincts<sup>91</sup>. Les jeunes de 12 à 14 ans traversent généralement une phase d'apprentissage,

tandis que ceux de 15 à 18 ans connaissent des transitions importantes caractérisant l'adolescence. Vers l'âge adulte (autour de 18 ans), ils font face à des choix et des défis liés à la famille, la carrière et l'entrée sur le marché du travail. De 19 à 25 ans, ils traversent également une phase de transition complexe car ils doivent parvenir à l'indépendance financière, résidentielle et émotionnelle. Pleinement engagés dans leur vie professionnelle, les 26-35 ans s'efforcent de bâtir une vie meilleure pour eux-mêmes et leur famille en apprenant à développer des réseaux de soutien qui leur permettent de progresser.

Il est important de veiller à ce que les jeunes ne soient pas obligés d'assumer prématurément un rôle d'adulte, par exemple au moment de la transition de l'école à la vie active. Il convient plutôt d'améliorer la résilience des jeunes en les aidant à traverser avec succès les périodes de transition ou les tournants de la vie (chacun étant associé à des besoins uniques) afin d'assurer leur développement continu.

FIGURE 11.

Jeunesse : les âges et transitions charnières



## LE NUMÉRIQUE PEUT AUTONOMISER LES JEUNES

Le numérique a le pouvoir d'autonomiser les jeunes de plusieurs manières, même avec les technologies les plus simples. Toutefois, l'inclusion numérique des filles et des jeunes femmes pose des défis particuliers (voir la section 3.1. **Surmonter l'écart entre les sexes**). Alliant les technologies intelligentes à la connectivité, le numérique offre une opportunité de réunir des services utiles pour les jeunes : information, formation, accès aux plateformes de financement participatif, systèmes de paiement, épargne, crédit et assurance. Le manque

d'inclusion numérique des jeunes aura un impact négatif important sur leur résilience.

Les solutions numériques peuvent aider les jeunes agriculteurs et les chefs d'entreprises à accéder aux financements et à professionnaliser la manière dont ils gèrent leur activité (par exemple la tenue de registres et le marketing). Les plateformes de réseaux sociaux peuvent être adaptées et leur donner la possibilité de contacter des experts sur des sujets spécifiques par le biais de réseaux réunissant d'autres jeunes entrepreneurs. Le développement de contenus peut tirer parti des capacités des industries créatives.

<sup>90</sup> L'ODD 8 consiste à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

<sup>91</sup> Même si l'ONU définit les jeunes comme les personnes de 15 à 24 ans, l'UNCDF utilise la définition fournie par les gouvernements pour assurer la cohérence avec les différents contextes et priorités.

La technologie numérique peut aider à relever les défis auxquels sont confrontés les jeunes dans différents domaines :

- développer les compétences nécessaires à l'économie numérique
- améliorer l'accès aux opportunités d'emploi, tant formelles qu'informelles
- mobiliser l'épargne
- accroître l'accès au financement
- améliorer l'accès au marché.

Si elle est bien comprise et utilisée dans le cadre d'approches spécifiques, la technologie numérique peut produire des résultats positifs pour les jeunes. L'UNCDF en exploite le potentiel pour relever les défis auxquels les jeunes sont confrontés en adoptant une approche de développement du marché dans ses projets.

## DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES REQUISES

Nous aidons les jeunes à développer leurs compétences numériques et autres pour leur permettre de traverser avec succès les différentes étapes de leur vie.

En Zambie, l'UNCDF aide les jeunes entrepreneurs à accéder aux services pertinents grâce à une application numérique destinée à améliorer leurs compétences en gestion d'entreprise. L'application leur permet de suivre leurs informations commerciales pour faciliter la prise de décision. En outre, les prestataires de services financiers peuvent utiliser ces informations pour décider de l'octroi de prêt. Lancée fin 2020, l'initiative cible 12 000 personnes.

Des outils numériques peuvent être utilisés pour dispenser des formations financières plus ciblées à moindre coût et accroître la portée de ces services. Par exemple, une initiative de formation financière mise en œuvre avec un partenaire ougandais par le biais de canaux physiques a entraîné l'ouverture de 20 000 comptes sur quatre ans. Une initiative de formation numérique destinée aux filles des bidonvilles de Kampala, une population plus petite et plus difficile à atteindre, a permis l'ouverture de plus de 1 000 comptes en un mois. Bien qu'il soit difficile de faire des comparaisons, les résultats du numérique sont impressionnants.

Dans le cadre d'une initiative distincte déployée dans cinq pays africains, l'UNCDF développe les capacités financières des jeunes grâce à une formation dispensée par les prestataires de services financiers sur une plateforme numérique. Lancée en 2019, elle avait déjà formé plus de 4 500 jeunes à la fin de l'année 2020. Elle devrait atteindre 30 000 utilisateurs d'ici fin 2023.

## AMÉLIORATION DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

La finance numérique crée de nouvelles opportunités d'emploi local pour les jeunes en facilitant la mise en œuvre de nouveaux modèles financiers dans des secteurs tels que l'énergie et l'économie partagée. Au Sénégal, l'UNCDF a soutenu un grand opérateur mobile dans la mise en place de bornes d'argent mobile satellites gérées par de jeunes entrepreneurs dans les zones périurbaines et rurales. Ce pilote réussi a non seulement permis de créer 150 emplois pour des jeunes, mais a aussi facilité l'accès aux services d'argent mobile. Nos activités dans d'autres secteurs tels que l'énergie propre et les services de covoiturage ont permis de créer de nouveaux emplois. Par exemple, la collaboration avec Tootle au Népal a contribué au recrutement de 12 000 jeunes cyclistes.

## MOBILISER L'ÉPARGNE

De nombreux jeunes ne disposent pas des connaissances et des fonds nécessaires pour démarrer une entreprise. Pour combler cette lacune, nous avons cherché à inculquer aux jeunes de plusieurs pays africains les connaissances et les compétences nécessaires à l'utilisation des services numériques. Ainsi l'UNCDF a soutenu les initiatives visant à élaborer et à commercialiser des solutions liant l'épargne et le crédit. L'éducation financière et une capacité éprouvée à gérer l'épargne ont aidé les participants à accéder au crédit. Plus de 760 000 jeunes ont été formés et ont obtenu un accès aux services financiers grâce à ces initiatives. Les jeunes entrepreneurs (43 pour cent d'entre eux étant des femmes ou des filles) ont épargné 24 millions USD. Près de 395 000 d'entre eux ont pu emprunter plus de 76 millions USD pour démarrer ou développer leur propre entreprise.

## AMÉLIORER L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

L'UNCDF travaille aussi à améliorer l'accès des jeunes aux services financiers et au capital via des technologies numériques. Un meilleur accès facilite la vie des jeunes en suscitant des comportements positifs, en facilitant le développement de produits répondant à leurs besoins et en activant de nouveaux canaux d'accès.

L'UNCDF s'attaque aussi aux défis auxquels sont confrontés les prestataires de services financiers en Zambie et en Guinée concernant les prêts aux jeunes (en testant une solution psychométrique pour faciliter les décisions de prêt et en se passant des modèles de

notation pour évaluer le potentiel de remboursement des clients). Les premiers résultats suggèrent que le modèle fonctionne bien. Une validation complète permettrait une utilisation plus large des solutions psychométriques.

Les plateformes de financement participatif, qui fournissent un nouveau canal d'accès, peuvent permettre aux jeunes entrepreneurs sans garant d'obtenir un capital de départ. Un canal très adapté car peu coûteux à mettre en œuvre et qui correspond aux besoins et comportements sectoriels. Fin 2020, l'UNCDF s'est associé à M-Change pour apporter sa solution aux jeunes Gambiens, permettant d'améliorer leur accès au capital. En faisant le lien avec les prestataires de services financiers locaux, ces initiatives aident les jeunes à se construire un historique de crédit et à accéder à des capitaux supplémentaires pour développer leur entreprise.

## AMÉLIORER L'ACCÈS AU MARCHÉ

La technologie numérique peut aider les jeunes à accéder aux opportunités commerciales en offrant aux entrepreneurs un accès aux marchés et à l'économie traditionnelle. Des plateformes comme Jumia et Alibaba révolutionnent la manière dont les gens font des affaires. La plateforme DigiFarm offre aux agriculteurs un accès aux nouveaux marchés, ce qui a des répercussions sur la manière dont ils vendent et organisent leurs activités. Ces plateformes peuvent permettre des améliorations sectorielles en fournissant un écosystème de services complémentaires : dans ce cas, le conseil en matière de cultures, les services financiers, l'accès au marché et l'augmentation de la productivité. Elles contribuent également à attirer les jeunes vers l'agriculture, une filière d'avenir en termes d'emplois et de revenus.

## IMPACTS ET ODD

Les tendances démographiques mondiales marquées par une poussée des jeunes nous confrontent à un défi de développement important. Il est possible d'y remédier en se concentrant sur l'éducation et la création de nouvelles opportunités économiques. L'UNCDF s'appuie sur la technologie numérique pour relever les défis liés au renforcement des compétences, au blocage des marchés, à la création de nouvelles opportunités d'emploi et à l'amélioration de l'accès des jeunes aux services financiers et aux financements. Nos initiatives visent à créer des compétences et des opportunités pour les jeunes au fil de leur parcours de vie afin d'atteindre l'ODD 8.



## LES SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES POUR CRÉER DES OPPORTUNITÉS EN AFRIQUE

Par Reeta Roy, présidente et directrice générale de la MasterCard Foundation

D'aucuns considèrent l'emploi des jeunes comme le plus grand défi et l'opportunité la plus intéressante auxquels les décideurs politiques africains sont confrontés. La pandémie mondiale a exacerbé les problèmes existants, dont beaucoup découlent de la pauvreté et du manque d'opportunités. La lutte contre les inégalités économiques est un impératif pour tous les gouvernements, le secteur privé, les leaders en matière d'éducation et les organisations philanthropiques comme la Mastercard Foundation. Les services financiers numériques peuvent nous aider à mieux répondre aux besoins des communautés, à améliorer l'inclusion économique et à créer des opportunités d'emploi digne.

Depuis plus d'une décennie, la Mastercard Foundation fait avancer l'inclusion financière en permettant à des millions de personnes confrontées à la pauvreté dans toute l'Afrique d'améliorer leurs moyens de subsistance et leur vie. Le Fonds de la Mastercard Foundation pour la prospérité des populations rurales est une initiative essentielle pour y parvenir. Ce Fonds de 50 millions USD a été lancé en 2015 dans le but d'étendre les services financiers à un million de petits agriculteurs et à d'autres groupes économiques défavorisés dans les régions rurales de l'Afrique. Il a permis à 38 entreprises d'élaborer et de développer des approches innovantes en matière d'épargne, de crédit, d'assurance et d'autres services aux clients ruraux dans 15 pays.

Environ 95 pour cent des produits et services fournis par ces sociétés possédaient une composante numérique. Une entreprise kenyane, par exemple,

a développé un service de prêt cent pour cent mobile afin de permettre aux petits agriculteurs d'accéder à des fonds de roulement abordables. En Sierra Leone, Easy Solar a commercialisé des produits solaires d'entrée de gamme basés sur une approche « rent-to-own » et utilisé l'historique de remboursement des clients comme une forme de notation de crédit pour leur permettre d'acquiescer d'autres produits. En Ouganda, Ibero a mis à disposition des intrants agricoles à crédit tout en proposant une formation agronomique et financière et en garantissant aux agriculteurs des débouchés pour leurs produits. Dans d'autres pays, un moteur de notation de crédit basé sur la technologie a été utilisé par les prestataires de services financiers pour analyser les données provenant de diverses sources pertinentes pour le secteur agricole (des données d'utilisation des téléphones mobiles à l'entreposage des données) et produire des notes de crédit clients afin de leur permettre d'accéder au crédit.

Quels ont été les résultats de cette initiative ? En 2017, le Fonds pour la prospérité rurale a atteint un million de clients. À ce jour, plus de trois millions de clients ont bénéficié de ce programme. 36 pour cent d'entre eux étaient des femmes habitant dans les zones rurales. 28 pour cent étaient des jeunes de moins de 35 ans. Plus de la moitié de ces personnes ont reçu des produits et services financiers ainsi qu'une formation sur des sujets importants comme les pratiques agricoles et l'éducation financière. Avec les connaissances et les outils pertinents, ces clients ont constaté une hausse de leurs rendements et revenus et ont pu commencer à planifier leur avenir.

Un certain nombre de facteurs ont contribué à ces résultats. Tout d'abord, le recours prédominant aux plateformes numériques a permis une expansion rapide. Ensuite, le Fonds a demandé aux entreprises de cofinancer ces activités. Elles avaient ainsi tout intérêt à voir leurs clients réussir. Enfin, plusieurs des entreprises ont utilisé une approche centrée sur l'humain pour comprendre les besoins et points de vue des agriculteurs afin de concevoir des produits et services pertinents.

Une seconde série de résultats s'est avérée plus surprenante et intéressante. Un accès accru aux services financiers a permis à ces entreprises de créer plus de 2 600 emplois, dont la plupart étaient occupés par les jeunes. Les avantages indirects sont tout aussi impressionnants. Les petits agriculteurs, désormais en mesure d'acheter davantage d'intrants agricoles, de renouveler leurs équipements, d'améliorer la productivité des terres et d'augmenter leurs rendements ont également engagé d'autres membres de la communauté pour les aider à cultiver leurs terres et à récolter leurs

produits. En bénéficiant d'un revenu supplémentaire, ils ont induit une nouvelle demande locale en produits et services tout en favorisant l'esprit d'entreprise et en stimulant l'économie locale.

Ces résultats nous ont permis de faire le lien entre l'inclusion financière et l'amélioration des moyens de subsistance pour les jeunes. En 2018, la Mastercard Fondation a lancé Young Africa Works, notre nouvelle stratégie audacieuse pour permettre à 30 millions de jeunes à travers l'Afrique, en particulier les jeunes femmes, d'accéder à un emploi digne et épanouissant d'ici 2030. Nous pensons que les services financiers numériques constituent un outil puissant pour élargir ces opportunités à toute l'Afrique. C'est tout au moins ce que nous a appris notre expérience du Fonds pour la prospérité rurale. Pourtant, nous disposons d'un nombre limité de preuves pour faire ce lien. Dans le cadre de notre stratégie Young Africa Works, nous chercherons à établir une base de données probantes.

Les services financiers numériques promettent une prestation rentable de produits et de services financiers à des centaines de millions de personnes. En outre, la banque d'agences à vocation numérique améliore l'accès aux services bancaires pour les populations mal desservies, renforçant ainsi l'inclusion financière. Ces temps de pandémie constituent un moment opportun pour mieux comprendre les multiples avantages de l'inclusion financière numérique pour la résilience des familles et des communautés. Si l'on en croit notre expérience, l'impact pourrait s'avérer plus important que ce que nous imaginons.



## SECTION 3.3

# AMÉLIORER LA RÉSILIENCE FINANCIÈRE DES MIGRANTS ET DE LEURS FAMILLES

Par Amil Aneja



## FAITS SAILLANTS

- Même si les transferts de fonds sont à la fois très importants et nécessaires pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts, leur potentiel de transformation va bien au-delà du transfert de montants d'un point A à B. Ils peuvent et doivent représenter une passerelle vers une gamme complète de services financiers pour une population largement exclue du paysage financier.
- Une vaste gamme d'innovations financières centrées sur les migrants peut être mise en place grâce au numérique. En attendant, il n'est pas efficace de les mettre en œuvre indépendamment les unes des autres. Ce qui est vraiment utile, c'est la numérisation de bout en bout : les migrants doivent percevoir leur salaire en mode numérique et envoyer des transferts à leurs familles, qui doivent pouvoir les utiliser pour un éventail de services numériques, tels que les paiements et l'épargne.

On estime que 272 millions de personnes, soit environ 4 pour cent de la population mondiale, vivent et travaillent en dehors de leur pays d'origine. La grande majorité est composée de migrants volontaires ou économiques. Indépendamment des circonstances individuelles, ils partagent un objectif commun : envoyer de l'argent à leurs proches restés dans leur pays d'origine. Ces transferts d'argent constituent une source essentielle de revenus pour des millions de ménages dans les PED. Les familles qui reçoivent des transferts de fonds peuvent dépenser davantage pour s'alimenter, éduquer leurs enfants et développer leurs moyens de subsistance, ce qui participe directement de la réalisation des ODD.

Les ODD reconnaissent l'importance des transferts de fonds à la fois pour le bien-être des ménages et le développement économique. Ils mentionnent également la question des commissions élevées et fixent un plafond correspondant à 3 pour cent des coûts de transaction. Cependant, même si les transferts de fonds sont à la fois très importants en eux-mêmes et nécessaires pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts, leur potentiel de transformation va bien au-delà du transfert de montants d'un point A à B. Ils peuvent et doivent représenter une passerelle vers une gamme complète de services financiers pour une population largement exclue du paysage financier à l'heure actuelle. Cette gamme de services peut et devrait, à son tour,

constituer un moyen puissant d'améliorer la résilience des migrants et de leur famille en les aidant à éviter certains revers, en les préparant à certaines éventualités et en leur permettant de se relever rapidement après un problème.

Confrontés à divers obstacles physiques, techniques ou culturels, de nombreux migrants n'ont pas accès à des services financiers de qualité. Les migrants à faible revenu ou peu qualifiés, en particulier, peuvent être financièrement exclus dans leur pays d'accueil, tandis que leurs familles sont marginalisées elles aussi dans leur pays d'origine. D'un côté comme de l'autre, il est possible que les personnes ne disposent pas de pièce d'identité, n'aient jamais entendu parler de services financiers de qualité ou n'aient pas accès à de tels services. Mais même si elles sont exclues financièrement, les familles de migrants trouvent des moyens de transférer les salaires perçus dans le pays d'accueil aux proches restés dans le pays d'origine. Si les efforts d'inclusion financière (comme le développement en général) consistent à venir à la rencontre des gens où qu'ils se trouvent, alors l'inclusion financière des migrants commence logiquement par les transferts de fonds, qui constituent l'expérience financière universelle de ces populations.

Les différentes étapes des cycles de migration constituent des points d'entrée spécifiques pour les interventions relatives aux transferts de fonds. Ces interventions sont centrées sur la livraison des produits et le développement des compétences.

**Avant le départ.** L'éducation financière ciblée peut démontrer les avantages des transferts de fonds bien gérés, traditionnels ou numériques. Contrairement aux alternatives en espèces, les transferts de fonds bien gérés peuvent s'accompagner de services d'épargne et de crédit.

**Arrivée.** Pour encourager les migrants à adopter ces services dès le départ, il peut s'avérer utile de les aider à ouvrir un compte. En effet, cette démarche, parfois nouvelle pour eux, est souvent jalonnée de difficultés culturelles ou linguistiques. Des ateliers et groupes de soutien peuvent aider les migrants à se fixer des objectifs à long terme, notamment des objectifs financiers et des objectifs de vie, et à partager des expériences entre eux.

**Installation.** Les interventions de soutien intermédiaires peuvent aider les migrants à acquérir des compétences professionnelles, leur donner accès à des ressources complémentaires, le cas échéant, et leur fournir des conseils sur les institutions et produits financiers à la fois dans le pays d'accueil et le pays d'origine.

**Avant le retour.** Un conseil financier et juridique est souvent utile pour garantir un rapatriement sûr et

rentable de l'épargne ou d'autres fonds. En outre, les migrants qui s'apprêtent à retourner chez eux sont orientés vers des agences de voyages, des sociétés de déménagement et d'autres prestataires de services abordables, dont l'aide juridique et le soutien administratif.

**Après le retour.** Le conseil financier et juridique présente les options proposées par les institutions financières dans le pays d'origine. Pour les entrepreneurs ayant développé des idées ou plans d'affaires, les services de conseil et d'orientation peuvent proposer une mise en contact avec des incubateurs ou accélérateurs actifs au niveau local.

À chaque étape, les transferts peuvent être perçus comme plus qu'une transaction. Ils peuvent être considérés comme un tremplin vers une gamme de services financiers susceptibles d'aider les migrants à bâtir l'avenir qu'ils ont imaginé. La numérisation des transferts de fonds constitue une première étape importante. Tant que ces transferts seront principalement effectués en espèces et de gré à gré, il sera à la fois inconfortable d'un point de vue logistique et prohibitif en termes de coûts d'y ajouter des services supplémentaires.

Dans un modèle numérique, cependant, ces produits deviennent des options réelles. Par exemple, les familles utilisent parfois les transferts de fonds pour financer une petite entreprise. Le membre de la famille ayant émigré à l'étranger envoie de l'argent dans le pays d'origine, et sa famille l'utilise pour remplir les rayons de son épicerie, pour acheter davantage de bétail, ou pour quelques autres moyens de subsistance. Toutefois, le migrant est toujours obligé d'envoyer l'argent et sa famille est toujours limitée par ce qui peut être envoyé, et quand.

L'UNCDF soutient une innovation numérique lancée par une entreprise dénommée SympliFi. Celle-ci collabore avec les institutions financières du pays d'accueil pour fournir à la famille restée dans le pays un crédit pour son entreprise, garanti par les migrants étrangers. Au lieu d'envoyer de l'argent, le migrant accepte par l'intermédiaire de la plateforme SympliFi d'agir en tant que garant.

En un clic, la solution numérique SympliFi offre à la famille une plus grande flexibilité et un contrôle financier accru, fait travailler l'institution financière du pays d'origine et permet au migrant de conserver l'argent qu'il aurait versé s'il n'avait pas eu d'accès à cette solution. L'innovation de SympliFi est axée sur le prêt aux entreprises, mais tous les types de services financiers sont mûrs pour connaître le même type d'adaptation.

En Malaisie, l'UNCDF a favorisé la conclusion d'un partenariat entre AXA, une compagnie d'assurances mondiale de premier plan, et Merchantrade, un

opérateur de transfert d'argent. En mai 2018, le partenariat a lancé Remit Secure, un produit d'assurance qui fournit un revenu aux migrants temporairement handicapés ou hospitalisés et accorde à leur famille jusqu'à six mois de transferts de fonds en cas de décès ou d'invalidité du migrant. Vendu pour seulement 1,25 USD par mois via l'application mobile E-Remit de Merchantrade et le porte-monnaie Merchantrade Money, ce produit propose des conditions générales claires, une procédure de demande simple et la possibilité de payer ses primes soit en agence, soit par déduction sur le porte-monnaie mobile. Dans le couloir de migration très fréquenté entre le Népal et les Émirats arabes unis, l'UNCDF a réuni un écosystème d'institutions financières, de partenaires prestataires et de réseaux de points de vente pour permettre aux migrants de se connecter à une plateforme de prêt alimentée par la technologie de la blockchain. Les migrants qui n'ont pas d'historique de crédit ou dont les dossiers sont peu convaincants et qui ne disposent pas d'épargne ni d'aucune garantie peuvent obtenir un crédit non garanti sur la base de leurs antécédents de versement et d'autres données alternatives.

En bref, le numérique peut permettre une vaste gamme d'innovations financières centrées sur les migrants. En attendant que cela se produise, il n'est pas efficace de les mettre en œuvre indépendamment les unes des autres. Ce qui est vraiment utile, c'est la numérisation de bout en bout : les migrants doivent percevoir leur salaire en mode numérique et envoyer des transferts de fonds numériques à leurs familles, qui, à leur tour, doivent pouvoir utiliser ces transferts pour un éventail de services numériques tels que les paiements et l'épargne. Grâce au généreux soutien de la Direction suisse du développement et de la coopération et de l'Agence suédoise de développement international, l'UNCDF a adopté cette approche de bout en bout, alignée sur les quatre axes de travail qui sous-tendent toutes les activités de notre pôle Économies numériques inclusives.

Notre activité **Politique et réglementation** consiste à examiner les cadres juridiques et réglementaires de versement au niveau national et régional et à aider les banques centrales à surveiller et à analyser les flux de versement.

Notre activité **Écosystèmes de paiement numériques ouverts** consiste à renforcer la capacité des fournisseurs à acquérir des réseaux d'agents et/ou à développer des partenariats avec d'autres réseaux d'agents tout en facilitant l'interopérabilité et la mise en œuvre de protocoles régionaux de connaissance du client.

Notre activité **Innovation inclusive** vise à soutenir les prestataires de services de versement en leur offrant une assistance financière et technique pour la recherche et le développement de produits.

## LA NUMÉRISATION, SÉSAME DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS

Les technologies offrent de nouvelles possibilités d'accroître la résilience des migrants et de réduire leur vulnérabilité. De l'identité numérique aux transferts de fonds en passant par les modèles de risque basés sur l'apprentissage automatique, les primes d'assurance et plus encore, des modèles d'affaires numériques innovants, bousculent les systèmes traditionnels utilisés actuellement. L'évolution de la réglementation et des déploiements numériques fait avancer les économies numériques inclusives grâce à un accès égalitaire à des opportunités en matière de finance, santé et compétences professionnelles, indispensables à l'inclusion des migrants.

**Accès au financement.** Les produits et services financiers (paiement, épargne, assurance, crédit, transférabilité des pensions) augmentent la capacité des familles de migrants à épargner et à investir dans leurs moyens de subsistance. Toutefois, ces produits et services peuvent ne pas être disponibles.

**Accès à la santé.** Parfois les migrants ont un accès limité aux services de santé ou congés maladie par rapport aux autochtones. Notamment dans les secteurs à risque : construction, exploitation minière, transport maritime, services portuaires, transport de marchandises dangereuses. Si les maladies liées ne sont pas soignées, elles peuvent propager des infections multirésistantes et créer des risques de santé publique. Les services de médecine préventive et curative doivent encourager une meilleure prise en charge de leur santé, en particulier des plus vulnérables (femmes, enfants et personnes âgées).

**Accès aux compétences professionnelles.** Dans les principaux pays de destination, les migrants représentent 40 à 80 pour cent de la croissance de la main-d'œuvre<sup>92</sup>, contribuant au développement économique. De nombreux pays d'accueil étant confrontés à une baisse de la natalité, au vieillissement des populations et autres changements démographiques, l'immigration ciblée peut contribuer à combler les besoins en matière de compétences. Inversement, l'investissement dans ces compétences professionnelles peut améliorer les revenus et l'épargne des migrants.

<sup>92</sup> McKinsey Global Institute, « Global migrations' impact and opportunity » (2016).

Notre activité **Clients autonomisés** consiste à collaborer avec nos partenaires et les gouvernements afin d'assurer la transparence et la protection des consommateurs en matière de tarification et de prestation de services.

Les produits financiers centrés sur les migrants sont essentiels pour réduire la vulnérabilité des migrants à faible revenu dans un monde où des marchés de

l'emploi de plus en plus fluides fragilisent le contrat social entre employeur et employé. Ils sont également essentiels pour permettre aux migrants de se rendre dans des pays où ils peuvent bénéficier des meilleures opportunités et tirer le meilleur parti de leurs compétences à la fois pour eux-mêmes, leur famille et leur pays d'accueil.

**TABLEAU 2.**

Les économies numériques pour les migrants

	Finance	Santé	Compétences professionnelles
Migrants	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Transferts de fonds</li> <li>2. Paiements</li> <li>3. Dépôts de salaires</li> <li>4. Économies</li> <li>5. Crédit</li> <li>6. Capital de démarrage pour une entreprise</li> <li>7. Transférabilité des pensions de retraite / des primes</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurance maladie proposée sur la plateforme numérique des prestataires de services de versement (comme l'assurance migrant AXA proposée par le prestataire Merchtrade)</li> <li>2. Accès aux services de santé de base proposés sur la plateforme numérique des prestataires de services de transferts de fonds</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Contenu numérique destiné aux migrants et spécifique à leur métier, offert sur les plateformes (type services de fret, exploitation minière, transport, fret aérien, hôtellerie, etc.)</li> <li>2. Compétences susceptibles de faciliter le retour et l'intégration dans les communautés d'origine (type chaîne de valeur agricole, gestion de la chaîne du froid, etc.)</li> </ol>
Familles de Migrants	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prêt à la consommation</li> <li>2. Prêt immobilier</li> <li>3. Découvert</li> <li>4. Financement contre transferts de fonds</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Décès accidentel</li> <li>2. Invalidité accidentelle</li> <li>3. Assurance obsèques</li> <li>4. Risque de catastrophe (p.ex. Fidji, Népal, Philippines)</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Campagnes préalables au départ</li> <li>2. Compétences pour les migrants potentiels (type fret aérien, processus portuaires, logistique, gestion des passagers, manutention de marchandises dangereuses, etc.)</li> </ol>

## LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES ET L'ACCÈS AUX SERVICES DE BASE DANS L'HÉMISPHERE SUD

Par Keith Tatenda Mudadi et Gabriela Violim Mercurio, Cities Alliance

Le concept de « ville intelligente », qui s'est beaucoup répandu ces dernières années, a inspiré les approches de développement et les réponses politiques des gouvernements locaux dans les pays en phase d'urbanisation rapide. Des projets visant à tirer parti du déploiement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des données pour résoudre les défis rencontrés dans le cadre de l'urbanisation rapide des villes ont vu le jour. Les concepts et approches ci-après sont au cœur de cette idée de ville intelligente, notamment :

- Détection
- Systèmes urbains axés sur les données conçus pour améliorer le service public
- Amélioration des économies locales
- Baisse de la consommation de ressources naturelles et réduction des déchets
- Renforcement des interactions des citoyens avec les gouvernements et entre eux

Même si l'innovation numérique reste au cœur du concept de « ville intelligente », il convient de se demander, afin de ne laisser personne de côté, si l'investissement dans les technologies intelligentes et les innovations numériques contribue en définitive à améliorer le bien-être des citoyens. L'application normalisée d'approches technologiques au suivi

des données dans les villes sans tenir compte du contexte local peut entraîner des effets négatifs sur le développement, par exemple des pratiques de gouvernance basées sur l'exclusion.

Toutefois, une approche collaborative en matière de déploiement des technologies numériques peut avoir une incidence positive sur la prestation des services urbains, les moyens de subsistance et les niveaux de vie des populations pauvres dans les villes. Cela constitue la principale conclusion du rapport *Appel 2019 à la sécurité d'occupation dans les villes africaines: des microfinanceurs à l'appui de l'innovation communautaire*<sup>93</sup> de Cities Alliance ainsi que d'une publication récente sur les *technologies intelligentes pour rendre les économies urbaines plus équitables*<sup>94</sup>. Des services tels que la gestion des déchets, l'accès à l'électricité et la gestion des sols peuvent bénéficier d'une approche collaborative de déploiement des technologies numériques. L'Innovation Call et la publication en question y faisaient référence. Les effets transformateurs des technologies numériques en matière d'accès à ces services peuvent être classés en trois catégories :

1. Effets opérationnels grâce à la suppression des barrières à l'entrée sur les marchés traditionnels
2. Effets transactionnels grâce à la baisse des coûts des transactions et des asymétries entre les informations
3. Effets informationnels grâce aux données probantes collectées et à la détection de dynamiques informelles

L'appel à propositions pour la sécurité d'occupation (Secure Tenure Call in African Cities) a permis de collecter des données probantes sur les initiatives réussies qui s'appuient sur les technologies numériques pour résoudre certains des défis auxquels sont confrontées les autorités municipales et nationales des pays en développement. L'amélioration de l'accès aux services de base et des conditions de vie des populations urbaines démunies pâtit du manque de sécurité foncière, de droits fonciers et de droits de propriété dans les zones urbaines informelles. Ces lacunes ont un impact direct sur les décisions d'investissement prises par les ménages pour améliorer leurs propres conditions de vie ainsi que sur celles du secteur privé

<sup>93</sup> Cities Alliance, *Call for Proposals - Secure Tenure in African Cities: Micro Funds for Community Innovation*, (2019), disponible sur <https://www.citiesalliance.org/newsroom/news/business-opportunities/call-proposals-secure-tenure-african-cities-micro-funds>.

<sup>94</sup> Cities Alliance, *Smart technologies for more equitable city economies*, (Brussels, Cities Alliance/UNOPS, 2020), disponible sur <https://www.citiesalliance.org/resources/publications/publications/smart-technologies-more-equitable-city-economies>.

et des gouvernements en matière de financement des infrastructures et d'accès aux services de base. De même, l'insécurité permanente affecte directement les moyens de subsistance des populations urbaines pauvres car la menace constante d'une éviction décourage les vendeurs et les petites entreprises qui opèrent dans l'espace public pour vendre leurs biens et services et investir dans leurs activités et stands sur les marchés. L'appel a permis d'accorder de petites subventions allant jusqu'à 50 000 USD pour soutenir des solutions innovantes au niveau local qui s'appuient sur des technologies modernes pour améliorer la sécurité foncière et sécuriser les droits fonciers et de propriété dans les villes africaines.

Cet appel a démontré la nécessité d'intégrer la technologie aux interactions et au dialogue sociaux. Cela est essentiel non seulement pour garantir que la technologie répond aux besoins locaux, mais aussi pour susciter l'adhésion des utilisateurs et des bénéficiaires. Les cinq projets financés dans le cadre de l'appel Secure Tenure ont démontré les effets transformateurs du déploiement collaboratif des technologies numériques dans l'atténuation des défis urbains.

Par exemple, le projet déployé au Zanzibar<sup>95</sup> s'appuyait sur de nouvelles méthodes de collecte et de traitement des données pour résoudre les défis auxquels le gouvernement du Zanzibar était confronté en matière de délivrance de certificats d'occupation aux propriétaires fonciers. En étroite collaboration avec le gouvernement, Spatial Collective (le bénéficiaire de la subvention) a mis en place un modèle de données et des protocoles de collecte de données, élaboré un guide de terrain et les critères de sélection des outils et des méthodes, créé une technologie personnalisée pour recueillir des données, formé les parties prenantes du Zanzibar sur la collecte et la gestion des données, réalisé la collecte de données dans une zone pilote et leur traitement pour la Commission foncière du Zanzibar (COLA). L'approche concertée en matière de déploiement des technologies numériques dans le système de gestion des terres a permis d'examiner le processus d'attribution des marchés en vigueur, de modifier le formulaire

d'attribution des marchés sur papier et de créer une plateforme de collecte numérique de données foncières qui sera utilisée par le gouvernement.

L'initiative mise en œuvre par l'Association 3535 (le bénéficiaire de la subvention) en Côte d'Ivoire<sup>96</sup> en partenariat avec la division des services techniques de la commune de Cocody est un autre exemple éclairant. Le projet a créé une application logicielle open-source qui accélère la délivrance des permis d'occupation de l'espace public aux vendeurs informels et aux petites entreprises de la municipalité de Cocody. Les principales fonctionnalités de la plateforme visent à répliquer les démarches à accomplir actuellement pour obtenir un permis. Des alternatives en ligne sont proposées pour remplacer la plupart des étapes nécessitant des interactions en personne et des visites au bureau local des services techniques. Le processus s'appuie également sur d'autres solutions numériques telles que l'argent mobile pour permettre aux fournisseurs de payer le permis. Ces innovations, conçues en tenant compte des problèmes d'alphabétisation, soutiennent la transparence et la responsabilisation. Le déploiement de ces solutions numériques pendant le projet pilote a entraîné une baisse significative du délai de traitement des demandes de permis de huit semaines à 22 jours ouvrables.

Les cas d'utilisation des technologies numériques pour améliorer l'accès aux services de base et aux droits auxquels il est fait référence en l'espèce sont de faible portée, progressifs, répliquables et principalement attribuables à la société civile et aux acteurs privés. Toutefois, les interactions et la collaboration de la collectivité avec les gouvernements locaux aux premières étapes de ces initiatives se sont avérées essentielles à l'adoption des technologies proposées. La promotion d'initiatives similaires et l'intensification des initiatives existantes nécessiteront la création d'un environnement permettant de stimuler les investissements dans les technologies numériques et une approche centrée sur la demande. Elles dépendront de la volonté de promouvoir les innovations technologiques auprès des communautés locales.

<sup>95</sup> Cities Alliance, *Secure Tenure on Zanzibar: creating a new methodology for collecting data on land*, (2020), disponible sur <https://citiesalliance.org/resources/knowledge/global-knowledge/secure-tenure-zanzibar-final-report>.

<sup>96</sup> Association 3535, *eServices Techniques: a tech solution to help street vendors get access to the public space*, (Cities Alliance, 2019). Disponible sur <https://citiesalliance.org/resources/knowledge/global-knowledge/eservices-techniques-report>.

## SECTION 3.4

# ÉLARGIR LES POSSIBILITÉS POUR LES RÉFUGIÉS ET LES AUTRES PERSONNES DÉPLACÉES DE FORCE

Par Ivana Damjanov



## FAITS SAILLANTS

- La technologie numérique peut être utilisée lors de l'arrivée des réfugiés en proposant des solutions d'enregistrement et d'identité et lors des interventions d'urgence. Elle améliore la résilience et l'autonomie des réfugiés et fournit un tremplin vers d'autres services tels que la santé, l'énergie et l'éducation.
- L'UNCDF cherche à lever les obstacles empêchant les réfugiés d'utiliser la technologie. Une autosuffisance renforcée offre aux réfugiés un contrôle sur leur vie économique et un tremplin vers une vie meilleure.

Ces dix dernières années, la situation des réfugiés a considérablement évolué ; le nombre de personnes déplacées de force (PDF)<sup>97</sup> a atteint 79,5 millions en 2019,<sup>98</sup> et plus de la moitié de tous les réfugiés sont déplacés depuis plus de 10 ans<sup>99</sup>.

En réponse à l'intensification de la crise, les Nations Unies ont adopté en 2016 le cadre global de réponse aux réfugiés (CRRF)<sup>100</sup> élaboré par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et ont ratifié en 2018 le Pacte mondial sur les réfugiés<sup>101</sup>. Ces travaux servent de base à un partage prévisible et équitable des charges et des responsabilités entre les États membres. Ces deux textes mettent l'accent sur l'autonomie des réfugiés et leur intégration dans les communautés

d'accueil en soulignant leur contribution potentielle à la croissance économique locale.

Odette, âgée de 24 ans, a fui sa maison au Burundi il y a cinq ans. Elle fait partie des milliers de réfugiés qui vivent dans le camp de Mahama au Rwanda. Après avoir enregistré ses données biographiques et biométriques auprès de l'UNHCR et du Programme alimentaire mondial (PAM), elle a reçu une carte d'identité et un compte bancaire sur lequel elle reçoit ses aides mensuelles en espèces. Elle augmente sa dotation mensuelle en vendant du manioc sur le marché. Elle met de côté ses recettes jusqu'au samedi, jour de réunion avec son groupe d'épargne, dont les autres membres sont aussi des femmes réfugiées. Lors d'une réunion, la

<sup>97</sup> Les personnes déplacées de force sont à la fois les demandeurs d'asile et les réfugiés.

<sup>98</sup> Voir [www.unhcr.org/globaltrends2019](http://www.unhcr.org/globaltrends2019).

<sup>99</sup> Voir <https://blogs.worldbank.org/dev4peace/how-many-years-do-refugees-stay-exile>.

<sup>100</sup> Voir [www.unhcr.org/en-us/comprehensive-refugee-response-framework-crrf.html](http://www.unhcr.org/en-us/comprehensive-refugee-response-framework-crrf.html).

<sup>101</sup> Voir [www.unhcr.org/en-us/the-global-compact-on-refugees.html](http://www.unhcr.org/en-us/the-global-compact-on-refugees.html).

coordinatrice du groupe partage une tablette montrant à Odette et à ses amies comment accéder à d'autres services par téléphone et comment faire un budget pour leur entreprise. Odette rêve de cultiver ses propres terres et d'ouvrir un stand pour vendre des robes. Grâce à ses nouvelles relations et à la technologie, elle pense pouvoir y arriver un jour.

## MEILLEURE RÉPONSE À LA CRISE DES RÉFUGIÉS GRÂCE AU NUMÉRIQUE

Le numérique a fait progresser la manière dont les agences humanitaires et d'aide aux réfugiés relevaient leurs défis respectifs<sup>102</sup>. Au cours de la pandémie de COVID-19, le secteur humanitaire a davantage compté sur la technologie numérique. Lorsque les réfugiés, en particulier les femmes, sont inclus dans la révolution numérique, ils sont plus résilients et mieux préparés à affronter les chocs économiques. Pourtant, les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'utiliser les technologies mobiles, en particulier dans un contexte humanitaire<sup>103</sup> et il est donc essentiel d'éliminer cet écart entre les sexes. L'utilisation des innovations numériques pour promouvoir une utilisation à grande échelle et créer des changements systémiques s'étendant au-delà des camps de réfugiés est un axe central des travaux de l'UNCDF. La technologie numérique peut être utilisée à la fois lors de l'arrivée des réfugiés en proposant des solutions d'enregistrement et d'identité et lors des interventions d'urgence. Elle peut améliorer la résilience et l'autonomie des réfugiés et fournir un tremplin vers les services d'autres secteurs tels que la santé, l'énergie et l'éducation.

**Toutefois, certains obstacles entravent l'autonomie des réfugiés et les empêchent d'apporter leur contribution aux communautés locales :**

- le manque d'infrastructures, comme les papiers d'identité, l'accès à Internet, la connectivité mobile et les ORM ;
- l'absence d'environnement stratégique permettant aux réfugiés de gagner en autonomie sur le plan économique et de contribuer à l'économie locale ;
- le manque d'éducation numérique qui permettrait aux réfugiés de comprendre et d'utiliser des services et des solutions numériques.

<sup>102</sup> UNHCR, « How smartphones and social media have revolutionized refugee migration » (2018). [www.unhcr.org/blogs/smartphones-revolutionized-refugee-migration/UNHCR](http://www.unhcr.org/blogs/smartphones-revolutionized-refugee-migration/UNHCR).

<sup>103</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA), « Bridging the mobile gender gap for refugees » (2019). [www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/bridging-the-mobile-gender-gap-for-refugees](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/bridging-the-mobile-gender-gap-for-refugees).

## UN CATALYSEUR POUR DES RÉPONSES NUMÉRIQUES

L'UNCDF a mis en place un certain nombre de projets pour stimuler l'innovation numérique afin d'accroître l'efficacité de l'aide aux réfugiés. Le CRRF est utilisé pour décrire le parcours des réfugiés afin de mettre en évidence ses efforts à cet égard.

## ADMISSION ET DROITS

Comme Odette, un demandeur d'asile enregistré et bénéficiaire du statut de réfugié reçoit une pièce d'identité, ce qui lui permet d'accéder aux services humanitaires disponibles. Idéalement, un système d'identification dynamique, portable et solide serait mis en place pour promouvoir l'autosuffisance économique et l'intégration au niveau local, ce qui serait bénéfique pour l'économie du pays d'accueil. Les efforts de l'UNCDF portent sur des interventions liées aux politiques, notamment en matière d'identification, qui sont essentielles pour permettre aux réfugiés d'accéder aux services mobiles de base<sup>104</sup> et de réaliser leur potentiel économique. Nous défendons les droits des réfugiés et la technologie numérique et biométrique pour l'identification. En Ouganda, par exemple, l'UNCDF a soutenu les efforts de l'UNHCR, du PAM et du Global System for Mobile Communications Association pour faire en sorte que la Commission ougandaise des communications accepte la lettre d'attestation que le HCR accorde aux réfugiés comme une forme d'identification valide pour l'enregistrement de la carte SIM<sup>105</sup>. Cette initiative a été couronnée de succès. Eu égard aux besoins et aux perceptions des réfugiés, il est important que ces initiatives tiennent compte de la protection de la vie privée et de la confidentialité des données dès le début de l'élaboration du cadre stratégique favorable.

## INTERVENTION D'URGENCE ET BESOINS EN COURS

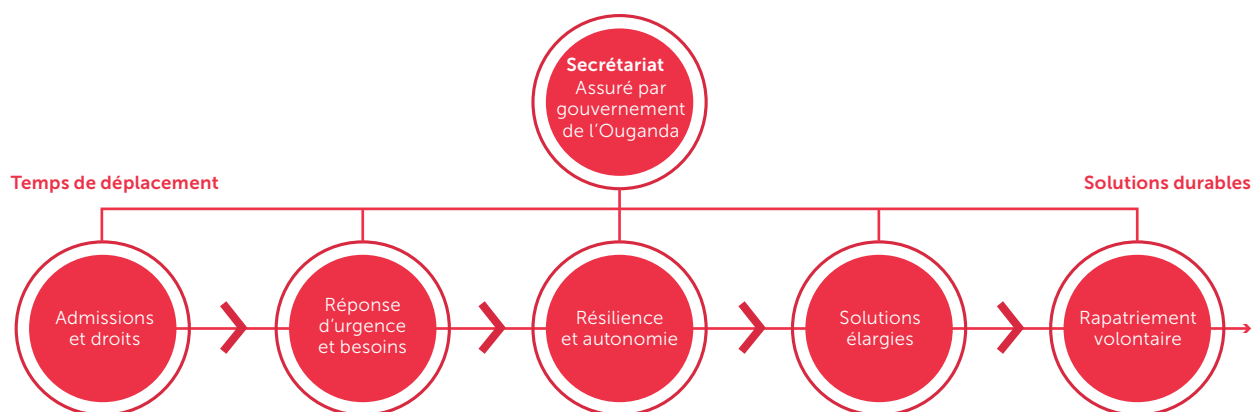
Les progrès mondiaux de la technologie mobile et de la connectivité offrent une occasion inespérée de tirer parti des outils numériques pour protéger les réfugiés et répondre à leurs besoins. La technologie permet aux organisations humanitaires de fournir des services plus rentables reposant sur une responsabilisation et une efficacité accrues.

<sup>104</sup> GSMA, « Enabling access to mobile services for the forcibly displaced: policy and regulatory considerations for addressing identity related challenges in humanitarian contexts » (2017). [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2017/09/Policy-Note-FDPs-and-Mobile-Access.pdf](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2017/09/Policy-Note-FDPs-and-Mobile-Access.pdf).

<sup>105</sup> Voir [www.uncdf.org/article/2506/national-sim-verification-uganda](http://www.uncdf.org/article/2506/national-sim-verification-uganda).

FIGURE 12.

Le parcours des réfugiés, de l'arrivée dans un camp au rapatriement volontaire



L'innovation numérique a transformé la prestation de services, de l'aide alimentaire en nature et directe aux transferts d'argent effectués via les dispositifs mobiles reposant sur l'identification biométrique<sup>106</sup>. En 2018, le PAM a piloté avec succès son initiative Building Blocks en Jordanie et au Pakistan<sup>107</sup>, en s'appuyant sur la technologie de la blockchain pour créer des comptes virtuels auxquels les réfugiés ont accès par le biais d'analyses iris dans les magasins locaux participants. Plus de 100 000 réfugiés ont ainsi atteint l'autonomisation numérique. L'UNCDF soutient la numérisation d'initiatives basées sur les espèces dans le camp de Maheba<sup>108</sup> en Zambie par le biais d'un projet pilote qui a permis d'envoyer des paiements numériques à 870 bénéficiaires et qui devrait être étendu aux 20 000 réfugiés du camp de Matam<sup>109</sup> au Niger et au Sénégal. En 2017, L'UNCDF s'est associée à DanChurchAid et Airtel pour tester la numérisation des paiements versés à plus de 15 000 réfugiés du camp de Bidi Bidi en Ouganda. Cela n'aurait pas été possible sans l'investissement d'Airtel dans trois tours de réseau permanentes et l'enregistrement de 86 000 nouveaux clients réfugiés<sup>110</sup>.

Il est essentiel de savoir où se situent les points de contact des services financiers pour assurer une réponse humanitaire efficace. La cartographie géospatiale, qui permet d'identifier les problèmes d'accès pour les populations rurales et les réfugiés, est de plus en plus importante avec le passage au paiement numérique des prestations d'urgence. Suite au grand tremblement de terre au Népal de 2015, l'UNCDF a aidé les autorités à identifier les points de paiement pour les envois d'espèces, d'aide humanitaire et de fournitures<sup>111</sup>.

## RÉSILIENCE ET AUTOSUFFISANCE

Les services financiers numériques peuvent représenter un tremplin vers l'inclusion financière et accroître la résilience des personnes déplacées de force<sup>112</sup>. À la frontière entre l'aide humanitaire et le développement, ils aident ces personnes à accéder aux services d'assistance et leur offre les outils dont elles ont besoin pour mieux gérer les risques et les chocs à venir.

L'UNCDF collabore avec les banques, les ORM, les régulateurs et les utilisateurs de services financiers numériques à l'amélioration des infrastructures susceptibles d'aider les réfugiés. Nous nous fixons pour objectif de démontrer que ces services peuvent être fournis en toute sécurité, à un coût raisonnable, de manière durable et à grande échelle, dans un environnement bien réglementé. Nous aidons les ORM et les banques à comprendre que les réfugiés représentent un investissement rentable et les incitons à investir dans la construction de tours, à établir des réseaux d'agents et à gérer les liquidités. Ces efforts favorisent la pérennité en contribuant à bâtir des écosystèmes numériques viables et en évitant la fermeture des comptes bénéficiaires une fois le financement des donateurs terminé.

L'éducation numérique est un élément essentiel de l'adoption et de l'utilisation des solutions numériques. Nous estimons que les programmes d'éducation numérique doivent induire un changement comportemental et permettre aux bénéficiaires d'apprendre, de pratiquer et d'adopter de nouvelles compétences. L'éducation numérique s'appuie sur les outils existants comme les tablettes, les téléphones

<sup>106</sup> Gabrielle Smith et al., « New technologies in cash transfer programming and humanitarian assistance » (The Cash Learning Partnership, Concern Worldwide, Oxford Policy Management, PRIAD, 2011).

<sup>107</sup> Voir <https://innovation.wfp.org/project/building-blocks>.

<sup>108</sup> Voir [www.unCDF.org/article/3883/unhcr-cash-based-interventions-in-meheba-refugee-settlement-in-zambia-the-journey-to-digitization](http://www.unCDF.org/article/3883/unhcr-cash-based-interventions-in-meheba-refugee-settlement-in-zambia-the-journey-to-digitization).

<sup>109</sup> Voir [www.unCDF.org/article/4223/senegal-launches-a-digitalization-project-in-the-humanitarian-sector](http://www.unCDF.org/article/4223/senegal-launches-a-digitalization-project-in-the-humanitarian-sector).

<sup>110</sup> Voir [www.unCDF.org/article/3725/digitizing-cash-based-interventions-through-a-mobile-wallet](http://www.unCDF.org/article/3725/digitizing-cash-based-interventions-through-a-mobile-wallet).

<sup>111</sup> Voir [www.unCDF.org/article/2483/building-a-backbone-for-the-financial-sector-in-nepal](http://www.unCDF.org/article/2483/building-a-backbone-for-the-financial-sector-in-nepal).

<sup>112</sup> Shelly Culbertson et al., « Crossing the digital divide: applying technology to the global refugee crisis » (RAND Corporation, 2019).

et les ordinateurs. Au [Rwanda et en Tanzanie](#), l'UNCDF a formé plus de 7 300 réfugiés en utilisant des applications pour tablettes, les SMS et vidéos présentant des informations et compétences utilisables immédiatement grâce à des mécanismes alternatifs aux méthodes traditionnelles. En Ouganda<sup>113</sup>, l'UNCDF et le PAM ont collaboré à l'élaboration d'un programme d'éducation financière pour les réfugiés et à la mise en place d'un modèle d'entrepreneur communautaire numérique pour renforcer l'accès aux téléphones, aux kits solaires et aux produits d'argent mobile<sup>114</sup>. Dans les camps de réfugiés ougandais, 1 620 réfugiés ont été formés et on y compte 106 entrepreneurs communautaires numériques. Cet exemple montre l'importance du développement des compétences numériques pour élargir la gamme de services utilisés.

Grâce à leurs téléphones portables, les réfugiés ont accès à des opportunités économiques et à des moyens de subsistance. Ils peuvent recevoir des transferts de fonds de l'étranger, virer de l'argent, contacter et régler des fournisseurs, recevoir des règlements, accéder aux services financiers et s'adresser à de nouveaux clients<sup>115</sup>. De plus en plus de personnes déplacées, en particulier des femmes, dirigent des petites entreprises ou accèdent à des opportunités de travail à la demande par l'intermédiaire de plateformes numériques<sup>115</sup>. Par exemple, l'International Rescue Committee (Comité international de secours) et l'Overseas Development Institute (Institut de développement d'Outre-mer) estiment que « l'ubérisation de l'économie en Jordanie pourrait présenter des opportunités pour les femmes réfugiées syriennes, en offrant à celles qui sont déjà actives à petite échelle un accès à des marchés plus larges<sup>116</sup> ». Des initiatives récentes ont exploité le numérique pour étendre à d'autres secteurs les services proposés aux réfugiés. Un meilleur accès aux technologies mobiles engendre un accès accru à l'éducation et à la formation<sup>117</sup>. Le déplacement de populations nuit clairement à l'éducation des réfugiés et 3,7 millions d'enfants ne sont plus scolarisés<sup>118</sup>. Les technologies peuvent aider à combler cette lacune en offrant des formations, y compris pour les professeurs, et en facilitant l'accès à l'information sur les opportunités d'apprentissage. L'énergie est un autre secteur prometteur. Des essais sont en cours au camp de Kakuma au Kenya, où plus de 1 000 kits solaires

sont utilisés<sup>119</sup>, pour tester les services d'électricité à la demande dans des zones non raccordées.

## SOLUTIONS ÉLARGIES ET RETOUR VOLONTAIRE

Lorsque les réfugiés se préparent à quitter les camps pour rejoindre une habitation permanente, c'est la politique du pays d'accueil qui définit leur droit à accéder à un emploi, à des terres et au système éducatif national. En l'absence de telles opportunités, la communauté internationale doit libéraliser ses propres politiques à l'égard des solutions des pays tiers et accepter de réinstaller les réfugiés dans les États membres.

Les réfugiés réinstallés devraient avoir le même accès aux services numériques que les citoyens du pays d'accueil. Les États membres devraient soutenir la consolidation de la paix et améliorer les conditions de vie dans les pays d'origine afin d'offrir aux réfugiés la possibilité de repartir volontairement. L'accès à Internet et aux applications de messagerie permettrait aux candidats au rapatriement de surveiller les actualités locales et de communiquer avec leurs proches restés sur place tandis que les portefeuilles d'argent mobile interopérables au niveau régional permettraient aux réfugiés d'accéder à leurs fonds et de les utiliser.

## RENDRE LES RÉFUGIÉS AUTOSUFFISANTS

Améliorer l'autosuffisance des réfugiés et leur intégration dans les communautés locales est actuellement limitée par plusieurs obstacles, dont l'absence d'infrastructures essentielles telles que la connectivité numérique et que le fait de ne pas disposer d'une pièce d'identité acceptée au niveau national. En mettant en place ses initiatives, l'UNCDF cherche à surmonter ces obstacles et d'autres barrières qui empêchent les réfugiés d'utiliser les technologies numériques. Ce travail, inversement, permet aux réfugiés d'accéder à des services numériques qui permettent de renforcer les économies numériques inclusives. Une autosuffisance renforcée offre aux réfugiés un contrôle sur leur vie économique et un tremplin vers la prospérité pour leur famille et leur communauté. L'application de solutions numériques aux interventions programmatiques peut créer de nouvelles opportunités pour les populations déplacées et contribuer à atteindre l'ODD 1 (mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes, partout) et l'ODD 10 (atténuer les inégalités au sein des pays et entre eux).

<sup>113</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5690/financial-literacy-training-toolkit-for-refugees](http://www.uncdf.org/article/5690/financial-literacy-training-toolkit-for-refugees).

<sup>114</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5797/reaching-the-last-mile-the-foundation-for-growth-of-ugandas-digital-economy](http://www.uncdf.org/article/5797/reaching-the-last-mile-the-foundation-for-growth-of-ugandas-digital-economy).

<sup>115</sup> Voir [www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/the-digital-lives-of-refugees](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/the-digital-lives-of-refugees).

<sup>116</sup> Overseas Development Institute, « Syrian women refugees in Jordan: opportunity in the gig economy? » (2017). [www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11742.pdf](http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11742.pdf).

<sup>117</sup> Banque mondiale, « ICT and education for refugees: a stocktaking of innovation approaches in MENA, lessons of experience and guiding principles » (Washington, DC, 2016). <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25172>.

<sup>118</sup> Voir [www.unhcr.org/education.html](http://www.unhcr.org/education.html).

<sup>119</sup> Voir [www.unhcr.org/education.html](http://www.unhcr.org/education.html).

## SECTION 3.5

# AMÉLIORER L'ACCÈS DES MPME AUX SERVICES POUR LEUR FINANCEMENT, LEUR RÉSILIENCE ET LEUR CROISSANCE

Par Rajeev Kumar

8 TRAVAIL DÉCENT  
CROISSANCE



9 INDUSTRIE,  
INNOVATION,  
INFRASTRUCTURE



## FAITS SAILLANTS

- Les MPME sont à l'origine de la plupart des créations d'emploi dans les PMA. Elles peuvent donc être un moteur puissant d'intégration des femmes dans l'économie.
- Afin d'accélérer la réalisation des ODD dans les PMA, le programme d'économie numérique inclusive de l'UNCDF collabore avec des partenaires privés et publics sur des initiatives centrées sur les MPME pour l'innovation inclusive, les écosystèmes de paiement ouverts, l'autonomisation des clients et la réglementation favorable. La réalisation des ODD 8 et 9 dépend de la croissance des MPME, qui doivent pouvoir bénéficier de la transformation numérique, des solutions de financement alternatives et de la formalisation.

Les MPME fournissent des services essentiels dans les zones reculées. Les populations pauvres en dépendent pour leurs besoins personnels et professionnels dans l'agriculture, la santé, l'énergie, le commerce et l'éducation. Les MPME en croissance sont importantes car elles améliorent la productivité, les revenus et les recettes fiscales tout en fournissant des services et de l'emploi. Elles sont à l'origine de la plupart des créations d'emploi dans les PMA et peuvent être un moteur puissant d'intégration des femmes. L'autonomisation des PME et l'amélioration de leur capacité répondent aux deux ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 9 (industrie, innovation et infrastructure).

Le segment des MPME comprend des entreprises de taille, de maturité et de trajectoires de croissance

différentes. Il existe 162 millions de MPME constituées dans les PED, dont 87 pour cent sont des micro-entreprises. De nombreuses entreprises sont dans le secteur informel, mais commencent à numériser leurs services<sup>120</sup> ; elles utilisent des plateformes de messagerie et de publication de contenus pour la vente et l'apprentissage. Compte tenu de l'importance des micro-entreprises, leur croissance vers le statut de petite entreprise est essentielle.

Elese Mwale est une entrepreneuse zambienne qui a mis en place un guichet d'argent mobile à Lusaka en 2015. Elle a ouvert son guichet après avoir épargné pendant

<sup>120</sup> Voir [www.financedigitalafrica.org/wp-content/uploads/2019/04/FIDA-Micro-entrepreneurs-in-a-platform-era.pdf](http://www.financedigitalafrica.org/wp-content/uploads/2019/04/FIDA-Micro-entrepreneurs-in-a-platform-era.pdf).

six mois. Elle a rapidement pu ouvrir deux autres guichets. Son stock était essentiellement constitué d'espèces et elle l'épuisait régulièrement lorsque ses clients venaient retirer le contenu de leur portefeuille d'argent mobile. Une IMF locale, FINCA Zambie, lui a accordé un prêt « Agent Cash », ce qui lui a permis, en trois mois, de desservir davantage de clients et d'ouvrir quatre guichets supplémentaires. Elle s'est adressée à ses réseaux religieux pour recruter quatre employés de confiance pour les exploiter<sup>121</sup>. Pour passer de micro à petite entreprise, Elase a eu besoin de compétences complémentaires pour planifier son développement, gérer une main-d'œuvre plus importante, mettre en place des systèmes et processus adéquats et sécuriser son financement tout en concluant des partenariats répondant aux besoins des clients mobiles.

La COVID-19 a eu des conséquences désastreuses sur les MPME. Elle a entraîné une baisse des revenus et de l'emploi et une hausse des inégalités et de la pauvreté. Une récente enquête menée par l'UNCDF et la Chambre de commerce internationale dans 47 PMA<sup>122</sup> a conclu que 69 pour cent des MPME avaient subi d'importantes perturbations et fonctionnaient à moins de la moitié de leur capacité commerciale normale. Les micro-entreprises sont affectées de manière disproportionnée : seuls 22 pour cent d'entre elles fonctionnent à plus de 50 pour cent de la capacité d'affaires, contre 41 pour cent pour les PME plus grandes. Elles ont été confrontées à d'importantes difficultés d'accès aux clients (83 pour cent) et aux fournisseurs (44 pour cent). La COVID-19 a d'abord interrompu les échanges et perturbé la chaîne d'approvisionnement. Avec la prolongation de la pandémie, la demande du marché et les contrats financiers, l'urgence économique s'est transformée en crise de liquidité pour les entreprises, qui ont eu du mal à garder la tête hors de l'eau. Les entreprises informelles ont pu considérer que la pandémie les avait davantage poussées à la faillite. En outre, les entreprises dirigées par des femmes ont connu des taux de licenciement plus élevés.

Malgré leurs différences, les MPME sont souvent confrontées à des défis communs pour accomplir leurs missions commerciales élémentaires. La mesure dans laquelle ces défis affectent la croissance varie au cours du cycle de vie d'une entreprise. Des exemples illustratifs (voir la figure 13)<sup>123</sup> dans certains secteurs tels que le commerce de détail en Afrique de l'Est, montrent comment ces obstacles évoluent au fur et à mesure que les MPME cherchent à passer de micro à petite entreprise. Les principaux obstacles sont les suivants :

- **l'absence de liens avec les marchés et les chaînes d'approvisionnement.** De nombreuses entreprises dépendent d'intermédiaires coûteux et sont limitées dans leur capacité à atteindre des marchés au-delà de leur communauté locale. À défaut de réseaux et de logistique, il peut s'avérer coûteux d'accéder aux marchés et aux chaînes d'approvisionnement.
- **le manque de compétences et de systèmes de gestion.** Dès le départ, les micro-entrepreneurs ont besoin de compétences pour commercialiser, exploiter et gérer l'entreprise tout en assurant un certain niveau de service à la clientèle. S'ils cherchent à se développer, ils doivent pouvoir planifier la croissance, gérer une main-d'œuvre plus importante et plus complexe, élaborer des systèmes et politiques, et trouver leurs repères sur un marché dynamique.
- **le manque de services financiers pertinents.** L'absence de garanties et de comptabilité réduit la visibilité et ne permet pas de transmettre des données de performance aux prestataires de services financiers. Par conséquent, de nombreuses entreprises comptent sur des sources de financement familiales et informelles et se dotent au départ de stocks limités. Au fur et à mesure de leur croissance, leurs besoins financiers évoluent et passent des rallonges de trésorerie au capital développement. Les groupes d'épargne, l'épargne et l'assurance jouent un rôle important dans la protection contre les chocs. Rien que pour les MPME détenues et dirigées par des femmes, il existe un écart de financement estimé à 1 700 milliards USD<sup>124</sup>.

L'absence d'enregistrement officiel est également un obstacle à la croissance pour de nombreuses entreprises car cela impacte le coût de l'activité et empêche d'accéder aux sources formelles de financement. Contrairement au cas d'Elase, une part relativement élevée de MPME ne parvient pas à surmonter ces obstacles, stagne ou s'effondre. C'est pourquoi ce segment doit absolument se doter de meilleurs services.

## LES PLATEFORMES POUR LA CROISSANCE DES MPME

De nouvelles plateformes numériques offrent des services permettant aux MPME de se connecter aux marchés et aux fournisseurs, leur fournissant des

<sup>121</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019](http://www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019).

<sup>122</sup> Voir <https://spark.adobe.com/page/ff78mnd18a46A/>.

<sup>123</sup> Michelle Hassan, « Getting the timing right: the life cycle of a small shop in Africa » (BFA Global, 2018). <https://medium.com/f4life/getting-the-timing-right-the-life-cycle-of-a-small-shop-in-africa-6c10e6e9fab6>.

<sup>124</sup> Voir <https://financialallianceforwomen.org/download/MPME-finance-gap>.

<sup>125</sup> Voir [www.financedigitalafrica.org/2019/07/15/MPMEs-are-the-backbone-of-developing-economies-new-research-shows-how-digital-platforms-can-boost-their-impact](http://www.financedigitalafrica.org/2019/07/15/MPMEs-are-the-backbone-of-developing-economies-new-research-shows-how-digital-platforms-can-boost-their-impact).

<sup>126</sup> Voir <https://medium.com/caribou-digital-live-learning/indonesias-tech-giants-and-unicorns-catapult-MPMEs-into-the-digital-economy-914aec661d1f>.

services financiers pertinents et améliorant leurs compétences et leurs systèmes<sup>125</sup>. Les exemples de Taobao en Chine et GoJek en Indonésie, qui aident des millions de MPME<sup>126</sup> montrent l'efficacité de la réponse numérique à leurs besoins financiers et autres. La nature numérique de ces plateformes leur permet d'ajouter certains services progressivement et à faible coût marginal pour répondre aux besoins des MPME de manière plus globale. Les MPME situées dans les PMA ne sont pas suffisamment desservies par ces plateformes en termes de couverture et de profondeur des services.

## MARCHÉS ET CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

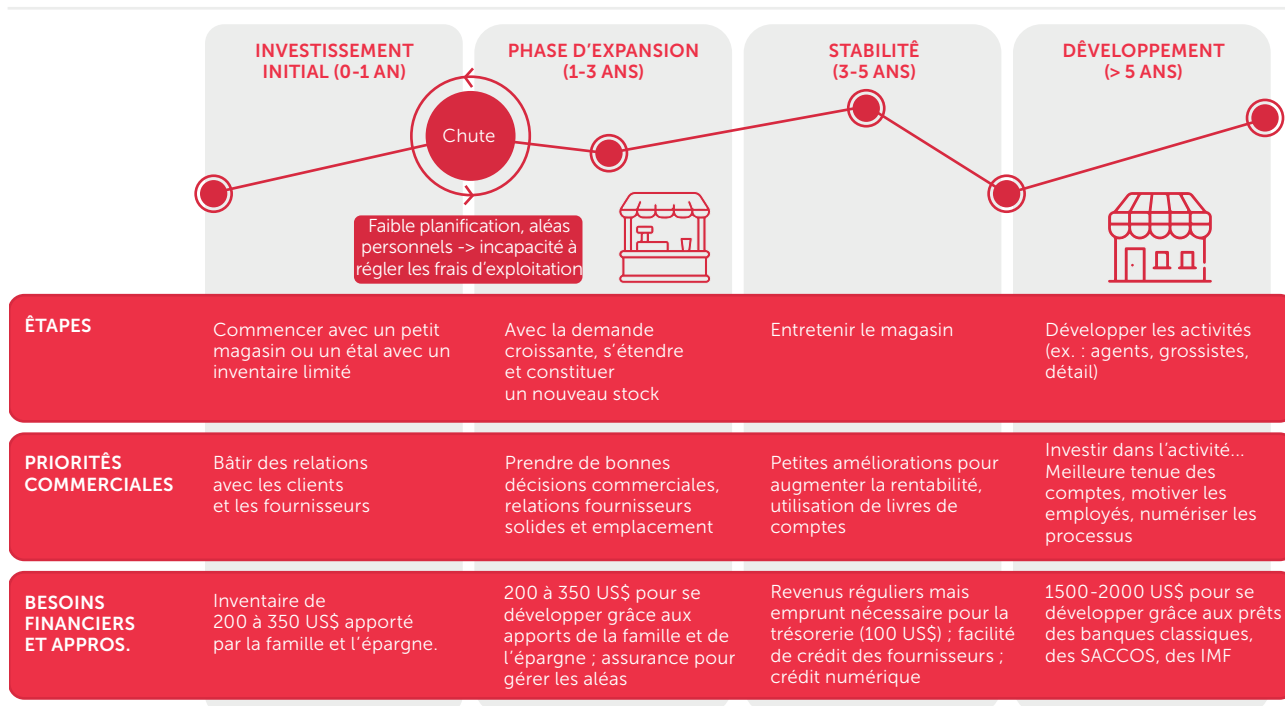
Pour assurer leur croissance, de nombreuses MPME se penchent désormais sur des solutions alternatives aux opérations en personne. Elles utilisent de plus en plus de nouveaux canaux, comme les applications de messagerie courantes telles que WhatsApp, pour le marketing. Lors des confinements ayant émaillé la pandémie de COVID-19<sup>127</sup>, ces canaux ont contribué à leur résilience. Certaines MPME informelles qui cherchent à se développer rejoignent des places de marché numériques pour vendre leurs biens

et services<sup>128</sup>. Jumia, par exemple, est un marché numérique populaire en Afrique, à travers lequel de nombreuses MPME officiellement constituées vendent leurs produits à des clients nationaux et internationaux.

Les micro-entrepreneurs qui fournissent les services de taxi moto que l'on trouve dans la plupart des PMA peuvent désormais accéder à une clientèle élargie par le biais d'applications mobiles tout en fournissant des services logistiques aux entreprises<sup>129</sup>. En Ouganda, l'UNCDF a soutenu la société de covoiturage SafeBoda en connectant les fournisseurs aux clients à travers une plateforme numérique qui tire parti de la logistique des chauffeurs (*boda boda*)<sup>130</sup>. Le lancement de ce programme coïncidait avec le début du confinement lors de la crise de la COVID-19. Six mois après le lancement du projet, 520 vendeurs étaient actifs sur la plateforme. Plus de 57 000 clients utilisent la plateforme, qui leur fournit une bouée de secours en termes de nourriture et de produits de base. Les plateformes numériques business-to-business (B2B) qui s'adressent aux MPME se multiplient également au Kenya et au Nigeria afin de fournir aux micro-détaillants et aux fournisseurs d'intrants agricoles des produits plus abordables et fiables destinés à la revente. Les plateformes numériques B2B permettent aux MPME de s'approvisionner plus efficacement et ainsi de se concentrer sur les ventes.

FIGURE 13.

Le cycle de vie d'une boutique micro-entreprise dans le secteur de la vente au détail en Afrique



Source : Adapté de « The life cycle of a small shop (a duka) in Africa » du BFA, 2018.

<sup>127</sup> Voir [www.cgap.org/blog/ride-hailing-drivers-indonesia-discuss-livelihoods-COVID-19](https://www.cgap.org/blog/ride-hailing-drivers-indonesia-discuss-livelihoods-COVID-19).

<sup>128</sup> Voir [www.cgap.org/blog/could-e-commerce-bring-womens-financial-inclusion-bangladesh](https://www.cgap.org/blog/could-e-commerce-bring-womens-financial-inclusion-bangladesh).

<sup>129</sup> Voir [https://static1.squarespace.com/static/5ab2a4d655b02c29746fc58c/t/5d84f29c0a997e4f96ae2dae/1568993955203/20092019\\_Digitising\\_Logistics\\_in\\_Africa\\_Report.pdf](https://static1.squarespace.com/static/5ab2a4d655b02c29746fc58c/t/5d84f29c0a997e4f96ae2dae/1568993955203/20092019_Digitising_Logistics_in_Africa_Report.pdf).

<sup>130</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5664/uncdf-and-safeboda-partnership-looks-to-support-last-mile-finance-beyond-COVID-19](https://www.uncdf.org/article/5664/uncdf-and-safeboda-partnership-looks-to-support-last-mile-finance-beyond-COVID-19).

## COMPÉTENCES ET SYSTÈMES DE GESTION

À mesure que la numérisation s'étend aux transactions commerciales et de marketing, les plateformes mettent en place des services qui prennent en charge d'importantes activités de gestion telles que la comptabilité de base, la gestion des stocks et le réapprovisionnement. Par exemple, SureCash, un partenaire de l'UNCDF au Bangladesh, a lancé TallyKhata, une application mobile facile à utiliser avec des capacités hors ligne qui a été utilisée par plus de 100 000 micro et petites entreprises durant la pandémie. Elle permet d'enregistrer les transactions de vente, de rembourser des crédits pour les prêts consentis en nature et de consulter des relevés de recettes et de trésorerie. TallyKhata intègre les paiements numériques entrants et sortants des clients, fournisseurs et banques.

Les progrès dans ce domaine incluent aussi le développement des compétences pour les propriétaires et travailleurs des MPME utilisant des plateformes numériques. Shop-Up et EkShop sont des plateformes bangladaises soutenues par l'UNCDF qui intègrent la formation numérique et financière aux services proposés aux MPME. Ces entités ont intérêt à trouver des moyens efficaces d'améliorer la capacité des MPME à vendre leurs biens et services sur leur plateforme<sup>131</sup>. Qu'il s'agisse de la formation Lynk pour les artisans kenyans ou de la formation Jumia pour les commerçants nigériens, nous savons désormais que les formations en présentiel en ligne complètent les modèles d'affaires des plateformes.

## DES SERVICES FINANCIERS PERTINENTS

La numérisation des MPME permet de fournir efficacement des services financiers plus personnalisés. À une extrémité du spectre d'opportunités, les banques et les sociétés de financement centrées sur les MPME numérisent leurs produits et canaux pour desservir les clients. Dans les cas d'Elase et de FINCA Zambie, l'UNCDF a soutenu le développement de produits « Agency Cash » pour desservir les MPME. À l'autre extrémité, de nouvelles fintech proposent des solutions pour tirer parti des données des MPME afin de fournir des produits de prêt entre pairs. Au milieu, les prestataires de services financiers collaborent avec des plateformes pour financer les MPME.

TallyKhata au Bangladesh propose des crédits aux MPME en partenariat avec les banques par l'intermédiaire de sa plateforme. En Indonésie, l'UNCDF a soutenu

GandengTangan dans le cadre du développement d'une application mobile permettant aux MPME de se réapprovisionner et d'accéder à des prêts. En utilisant des jetons, GandengTangan fait en sorte que les fonds empruntés soient réservés à l'achat de stocks auprès de distributeurs abonnés à sa plateforme, ce qui lui permet de gérer certains risques. Plus de 3 500 MPME ont bénéficié de financements de la part de GandengTangan.

L'adoption des paiements numériques contredit le mythe selon lequel les MPME ont uniquement besoin de crédit. Leur croissance pourrait être compromise si le type de services proposés ne répond pas à leurs besoins. Leurs besoins en matière de financement des stocks sont très différents de ceux qui sous-tendent généralement le financement du commerce. Ils recourent généralement à l'escompte des factures et à l'assurance. Les cartes d'épargne et de débit sont particulièrement importantes pour les plus petites entreprises qui sont les plus dépendantes des plateformes numériques<sup>132</sup>, c'est-à-dire les travailleurs à la demande.

## VERS LE SECTEUR FORMEL

La numérisation a offert à de nombreuses entreprises de l'économie informelle les moyens de mieux exécuter certaines tâches commerciales nécessaires pour fonctionner formellement. C'est le cas de l'enregistrement des ventes. Grâce à la numérisation, les MPME commencent à répondre aux exigences de formalisation. L'adoption de l'argent mobile a permis de réduire la taille du secteur informel jusqu'à 4 pour cent du PIB<sup>133</sup>. Toutefois, il est légitime de se demander si les MPME satisfont véritablement aux critères de formalisation. Même si certains facteurs, tels que la hausse de la fiscalité, dissuadent les entreprises de s'enregistrer formellement, les plateformes numériques peuvent accroître la valeur de la formalisation pour les MPME. Pendant la COVID-19, de nombreuses MPME n'ont pas été en mesure d'accéder aux programmes d'assistance sociale car elles n'étaient pas formellement enregistrées. Ainsi, l'UNCDF collabore avec le gouvernement du Bangladesh pour enregistrer les MPME par l'intermédiaire de plateformes numériques.

Face à l'urgence d'améliorer les services soutenant la croissance des MPME, nous devons accélérer la numérisation de manière plus globale. Afin d'accélérer la réalisation des ODD, l'UNCDF collabore avec des partenaires privés et publics sur des initiatives centrées sur les MPME pour l'innovation inclusive, les écosystèmes de paiement ouverts, l'autonomisation des clients et la réglementation favorable.

<sup>131</sup> Voir [www.cariboudigital.net/transformationalupskillingpltureport](http://www.cariboudigital.net/transformationalupskillingpltureport).

<sup>132</sup> Voir [www.uncdf.org/article/6398/the-gig-economy-and-financial-health-a-snapshot-of-malaysia-and-china](http://www.uncdf.org/article/6398/the-gig-economy-and-financial-health-a-snapshot-of-malaysia-and-china).

<sup>133</sup> Voir [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/06/Mobile-Money-Driving-formalisation-and-building-the-resilience-of-MPMEs.pdf](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/06/Mobile-Money-Driving-formalisation-and-building-the-resilience-of-MPMEs.pdf).

## COMMENT MIEUX SE RECONSTRUIRE DANS UNE ÉCONOMIE DE PLUS EN PLUS NUMÉRIQUE ?

Par Torbjorn Fredriksson, chef du service Politiques TIC, Division de la technologie et de la logistique au sein de la CNUCED

La pandémie de COVID-19 n'en finit plus de perturber la vie économique et sociale de tous les pays du monde. La crise a mis en évidence la manière dont les personnes capables de participer à l'économie numérique pouvaient continuer de travailler, d'échanger et d'accéder aux services de base. Elle a également accentué la marginalisation des personnes exclues numériquement. Le commerce numérique inclusif doit rester une priorité politique et les réponses gouvernementales doivent trouver un équilibre entre les opportunités immenses et les différents risques et coûts.

Au cours des vingt dernières années, le monde n'a cessé de se numériser. Les technologies numériques permettent aux particuliers de mieux se connecter et d'échanger en ligne et aux entreprises d'accéder aux grands marchés et aux chaînes de valeur mondiales en se passant des intermédiaires coûteux. Le commerce électronique peut améliorer la productivité des MPME et soutenir le développement agricole et industriel. Ces dernières années, il a contribué à diversifier et à transformer les économies des pays et à améliorer leur compétitivité à l'exportation. Selon les dernières estimations de la CNUCED, les ventes mondiales du commerce électronique en 2018 s'élevaient à 25 600 milliards USD, ce qui représente une hausse de 8 pour cent par rapport à l'année précédente.

La pandémie de COVID-19 a accéléré le changement numérique. Une récente enquête de la CNUCED et de Netcomm Suisse<sup>134</sup> a révélé que davantage de

consommateurs se tournaient vers les achats en ligne, en particulier pour les produits essentiels. Plus de la moitié de tous les répondants s'attendaient à réaliser davantage d'opérations en ligne également après la crise.

Une enquête distincte de la CNUCED sur les entreprises et plateformes numériques couvrant 23 pays<sup>135</sup> a conclu que la plupart des marchés en ligne tiers avaient enregistré une hausse des ventes et des abonnements sur leur plateforme. Les réseaux sociaux et les ventes directes en ligne sont devenus de plus en plus importants pour les entreprises de commerce électronique.

Les entrepreneurs numériques et les plateformes de commerce électronique dans les PED ont été confrontés à une myriade d'obstacles potentiels au cours de la crise de la COVID-19. Les perturbations constatées dans les chaînes d'approvisionnement et la logistique, les coûts d'Internet et de transport sont devenus des préoccupations importantes (plus de la moitié des entreprises interrogées en ont fait l'expérience). En outre, les entreprises numériques sont confrontées à des défis de commerce électronique qui existaient déjà avant la crise, tels que la connectivité limitée, la difficulté à obtenir des financements en cas de pénurie de liquidités et la dépendance aux paiements en espèces.

La pandémie a ajouté l'urgence à la nécessité de combler les larges fractures numériques qui tourmentent le monde. L'infrastructure numérique est souvent limitée et les connexions peuvent s'avérer indisponibles ou insuffisantes pour entreprendre des échanges électroniques efficaces et d'autres activités en ligne. Les populations les plus vulnérables sont généralement laissées de côté. Par conséquent, le niveau d'adoption du commerce électronique varie selon les pays, ce qui empêche les différents acteurs économiques de bénéficier de la demande croissante dans ce domaine.

En outre, tandis que de nombreux PED ont du mal à exploiter les opportunités numériques, la révolution numérique portée par la pandémie a encore renforcé la performance des principales plateformes basées principalement aux États-Unis et en Chine<sup>136</sup>. Ces entreprises bénéficient d'une demande accrue et ont vu leurs cours augmenter considérablement, même

<sup>134</sup> L'enquête portait sur 9 économies émergentes et développées : le Brésil, la Chine, l'Allemagne, l'Italie, la République de Corée, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud, la Suisse et la Turquie. Les données sur le Brésil ont été collectées par le centre d'information du réseau brésilien (CIR.br)

<sup>135</sup> L'enquête portait sur 23 pays, principalement des PMA en Afrique et en Asie-Pacifique : 1) Afrique : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (non-PMA), Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Togo, Tunisie (non-PMA), Ouganda, Zambie ; 2) Asie : Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, RDP Lao, Myanmar, Népal ; 3) Pacifique : Kiribati, Samoa (non-PMA), Tuvalu, Vanuatu.

<sup>136</sup> Pour de plus amples renseignements, voir CNUCED, *Digital Economy Report 2019*.

<sup>137</sup> idem.

pendant la pandémie. La position dominante d'une poignée d'acteurs numériques mondiaux sur le marché accroît les préoccupations quant à la distribution de la valeur créée, à la protection des consommateurs et à la concurrence loyale. Certains acteurs nationaux et régionaux du commerce électronique ont émergé dans des régions du monde où les dirigeants mondiaux n'étaient jusqu'alors pas très actifs. Cependant, nombre d'entre eux rencontrent des difficultés en matière de croissance et ceux qui réussissent à se développer (p.ex. Souq, Lazada et Flipkart) sont souvent acquis par d'autres entreprises<sup>137</sup>.

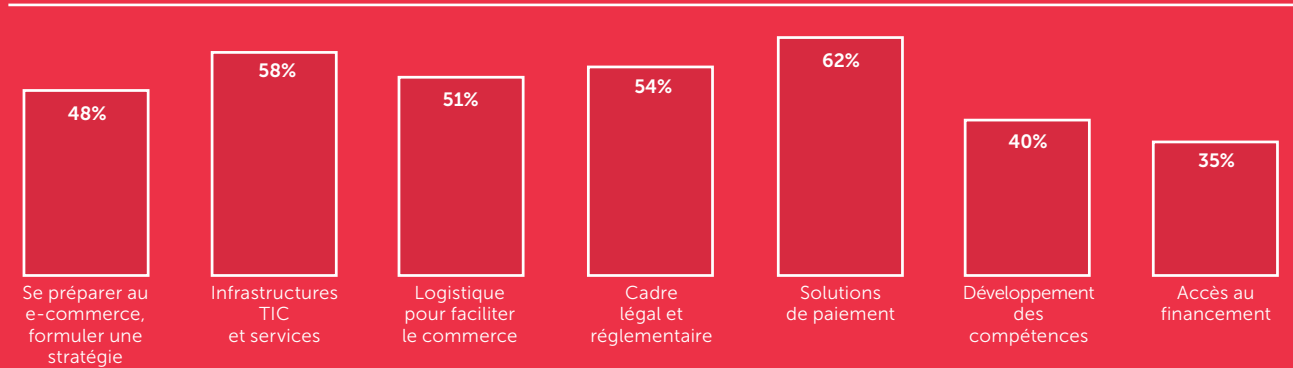
La reprise après la pandémie aura lieu dans un contexte de numérisation accélérée des activités sociales et économiques. Toutefois, on ne peut considérer la technologie comme acquise. Il appartient aux gouvernements, en étroite collaboration avec d'autres parties prenantes, de façonner les règles du commerce électronique et de l'économie numérique pour promouvoir une résilience accrue et des gains inclusifs. Les PMA restent à la traîne de l'économie numérique et doivent rapidement surmonter un éventail d'obstacles et de goulots d'étranglement. En janvier 2021, la CNUCED a effectué 27 évaluations du niveau de préparation au commerce électronique et formulé des recommandations stratégiques concrètes pour augmenter le caractère inclusif du commerce électronique. Un examen de la mise en œuvre de ces recommandations indique que les politiques et processus de coordination peuvent encore être améliorés (figure 14). En général, des lacunes subsistent dans l'infrastructure numérique, les compétences, le financement de l'innovation et la politique nécessaire à la croissance du commerce numérique inclusif à l'échelle nationale.

Même si les stratégies et politiques nationales jouent un rôle essentiel dans la transformation numérique, différents défis politiques nécessitent une action régionale ou mondiale. Cela s'applique, par exemple, à la protection et à la sécurité des données, aux flux transfrontaliers de données, à la concurrence, à la fiscalité et au commerce. Pour mettre en œuvre les mesures adéquates, il convient donc de renforcer la collaboration internationale et le dialogue politique en s'appuyant sur la participation pleine et entière des pays en développement. Afin de parvenir à un consensus et de permettre à tous les pays de participer, il faudra faire preuve de souplesse.

Il reste seulement une décennie pour atteindre les ODD et nous devons intensifier nos efforts et travailler plus efficacement de concert. C'est ce que cherche à faire l'initiative eTrade for all mise en place par la CNUCED en 2016. Cette initiative, qui réunit des donateurs, des agences de développement (y compris l'UNCDF), des ONG et des acteurs privés, vise à partager des solutions numériques, à soutenir le commerce électronique et à accroître la cohérence dans l'élaboration des politiques relatives au commerce numérique. C'est ce dernier objectif que poursuivent également la feuille de route du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique et le Forum de discussion du Groupe des Nations Unies pour le développement sur le rôle de la numérisation dans le développement au cours de la décennie d'action, deux grands forums visant à améliorer l'efficacité et la cohérence des politiques mises en œuvre par les différentes parties prenantes qui appellent de leurs vœux une numérisation juste et inclusive. L'urgence de la réponse à la COVID-19 présente une occasion unique d'unir nos forces et d'accélérer le développement d'une société numérique mondiale inclusive.

FIGURE 14.

Taux d'implémentation par domaine politique pour tous les pays (pourcentage de recommandations mises en œuvre)



Source : Pour de plus amples renseignements, voir CNUCED, "Fast-tracking Implementation of eTrade Readiness Assessments".

## SECTION 3.6

# AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRÂCE À DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES

Par Abhay Pareek



## FAITS SAILLANTS

- Le numérique permet d'exploiter l'énorme potentiel du secteur agricole. Il pourrait même augmenter les revenus et la productivité de ce secteur, plus grand employeur au monde, fournir des emplois à de nombreux jeunes et répondre de manière durable aux besoins alimentaires croissants de la population mondiale.
- La CNUCED met l'accent sur la puissance des solutions numériques pour faire face aux principales contraintes des marchés agricoles. Les chaînes de valeur sont mûres pour l'innovation ; la technologie numérique peut améliorer la production et l'efficacité des nombreuses parties prenantes. La mise en place d'infrastructures numériques qui relie des entreprises à des solutions haute technologie offre des opportunités d'interaction entre les acteurs du marché et de développement du commerce agricole.

L'agriculture est un moyen de subsistance critique pour une large part de la population mondiale, en particulier pour les petits exploitants et les entreprises agricoles des pays à revenu faible et intermédiaire. Elle joue un rôle essentiel dans l'éradication de la pauvreté et pour parvenir à la sécurité alimentaire. Le recours aux services financiers numériques notamment peut permettre aux acteurs de la chaîne de valeur agricole d'améliorer la productivité, la qualité et la commercialisation de

leurs produits<sup>138</sup>. Les solutions agricoles numériques (agritech) peuvent donner lieu à des gains d'efficacité en facilitant l'accès au financement, aux actifs productifs, à l'information et aux marchés.

Godson est un petit cultivateur de café dans les contreforts du Mont Elgon en Ouganda. Lors de la récolte, il cherche à conclure un accord avec l'intermédiaire local car ses flux de trésorerie sont toujours serrés. Il y a quelques années, il s'est inscrit pour participer à un projet parrainé par Kyagalanyi Coffee Limited (KCL), un grand acheteur de café. Dans le cadre de ce projet, KCL achète le produit directement auprès

<sup>138</sup> Voir UNSGSA, Sa Majesté la reine Máxima des Pays-Bas, la Better Than Cash Alliance et la Banque mondiale, « Igniting SDG progress through digital financial inclusion » pour consulter des faits probants liés aux ODD 13 et 17.

de Godson et le paie en utilisant le porte-monnaie numérique qui lui est fourni par le programme. Godson perçoit désormais un meilleur prix pour ses cultures et est payé plus rapidement. La prévisibilité des paiements lui a ouvert de nouvelles possibilités. Récemment, un agent de KCL l'a contacté pour lui proposer d'autres services afin d'améliorer la qualité et le rendement de son café. L'agent a également évoqué avec Godson la question du financement pour l'aider à remplacer certains caféiers anciens et malades. Godson imagine désormais de nouvelles perspectives pour sa famille.

Il ne faut pas sous-estimer le secteur agricole. Quelque 815 millions de personnes à travers le monde souffrent de malnutrition<sup>139</sup>. Ce secteur emploie plus d'un milliard de personnes à travers le monde, les femmes y étant davantage représentées que les hommes<sup>140</sup>. Les petits agriculteurs qui possèdent moins de 2 hectares de terres exploitent 82 pour cent<sup>141</sup> de toutes les fermes au monde mais 12 pour cent seulement de la totalité des terres agricoles. Malgré leur accès limité aux terres, ils contribuent largement à la production agricole nécessaire pour répondre aux besoins d'une population mondiale croissante ; les petits exploitants produisent plus de 70 pour cent des stocks alimentaires mondiaux<sup>142</sup>.

Au siècle dernier, de grandes évolutions ont permis d'améliorer la production avec un impact sur la vie de nombreux agriculteurs. Mais ils restent nombreux à devoir faire face à un manque de productivité et à des chaînes d'approvisionnement inefficaces. Les défis émergents, comme le changement climatique, pèsent davantage sur les petits exploitants, en particulier ceux qui peinent à faire évoluer leurs pratiques agricoles. Enfin, l'environnement politique, en particulier dans les pays à faible revenu, n'est pas propice à l'innovation et au développement des infrastructures nécessaires pour relever les défis émergents auxquels sont confrontés les petits agriculteurs.

## OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE AGRICULTURE

Des contraintes inhibent les progrès des petits exploitants dans le domaine agricole. Elles entravent leur

capacité à réaliser pleinement leur potentiel et limitent leur productivité, leurs rendements et leurs revenus.

Parmi ces **contraintes** :

- **Les terrains** : petites parcelles. La délivrance de titres de propriété prend du temps et les droits sont parfois contestés.
- **Intrants** : l'adoption limitée des technologies agricoles modernes, comme de nouvelles variétés de semences et d'engrais, aggravée par l'incapacité des vendeurs d'intrants à desservir le segment de manière rentable.
- **Production** : les agriculteurs n'ont pas toujours accès aux informations nécessaires et les services de vulgarisation ne sont pas toujours proposés. Les activités agricoles augmentent les risques pour les petits exploitants en raison de la forte dépendance aux éléments naturels.
- **Stockage et distribution** : les petits exploitants n'ont pas toujours accès à un stockage efficace. Une partie des récoltes est gaspillée dans les chaînes d'approvisionnement et dans la distribution.
- **Marketing** : dispersés, ils n'ont pas de pouvoir de négociation, ont peu de connaissances sur les prix et entretiennent un lien ténu avec les marchés.
- **Transformation** : en raison de l'investissement limité dans le traitement et des mauvaises pratiques de manutention, les exploitants se contentent de vendre des matières premières sans valeur ajoutée.

## DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR DES REVENUS AGRICOLES PLUS ÉLEVÉS ET STABLES

Les technologies numériques alliées à des modèles commerciaux viables, adaptés aux besoins des petits exploitants et des entreprises qui les desservent, ont un impact positif sur la chaîne de valeur agricole. Des facteurs tels que la connectivité mobile et numérique accrue entre agro-entreprises et agriculteurs, une meilleure information (grâce aux progrès en matière

<sup>139</sup> FAO, FIDA, FAO, PAM et OMS. 2017. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017: Building Resilience for Peace and Food Security* (Rome, FAO, 2017).

<sup>140</sup> FAO, *The State of Food and Agriculture: Women in Agriculture* (Rome, 2011).

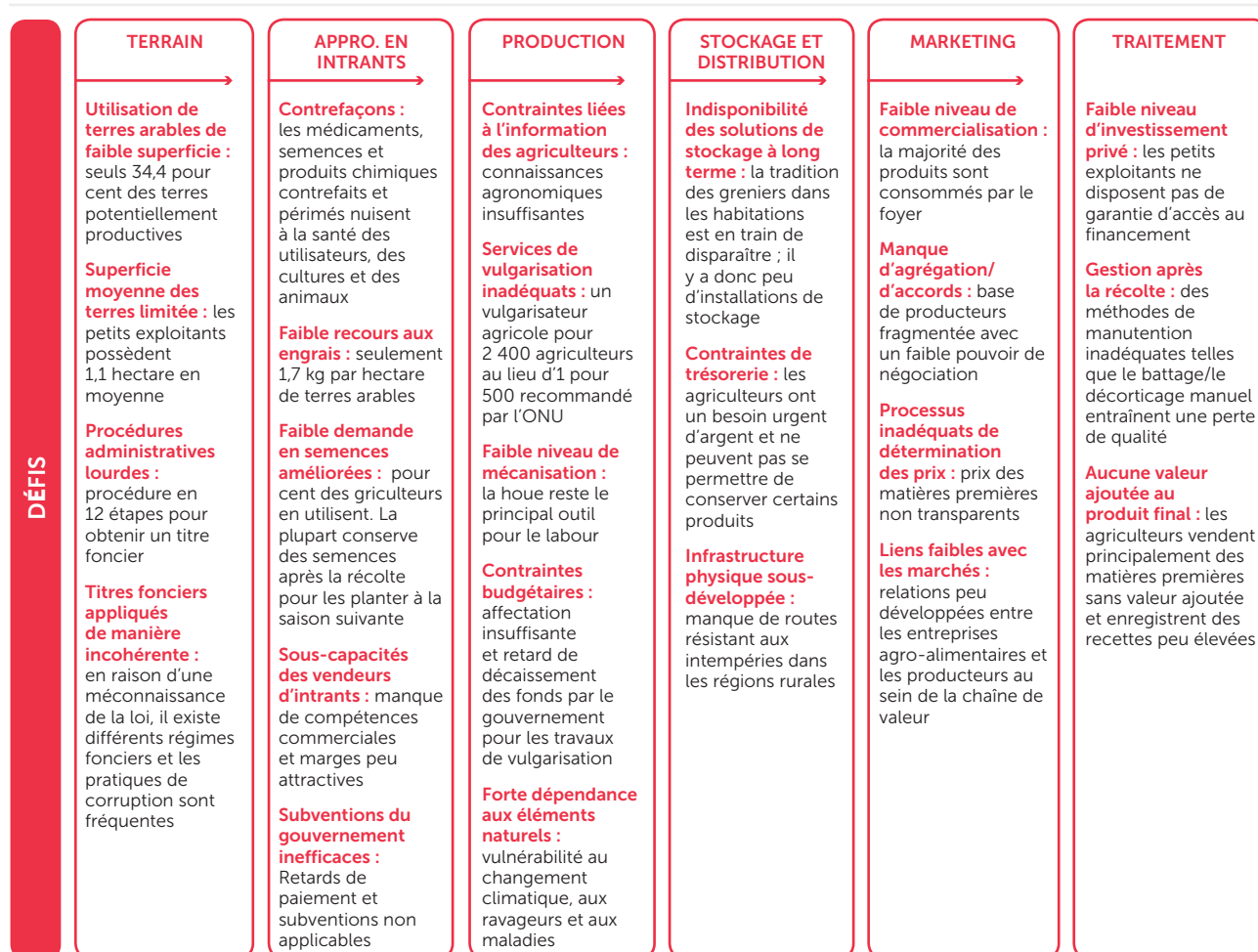
<sup>141</sup> FAO, *The State of Food and Agriculture: Innovation in Family Farming* (Rome, 2014).

<sup>142</sup> FAO, *Coping with the Food and Agriculture Challenge: Smallholders' Agenda* (Rome, 2013).



FIGURE 15.

Défis auxquels sont confrontés les acteurs clés de la chaîne de valeur agricole



Source : Banque mondiale (2014), USAID Feed the Future Agricultural Inputs Activity (2017), UNADA (2014)

de collecte de données, notamment sur les profils des agriculteurs, les informations de paiement, les capteurs et les satellites) et l'analyse (comme l'apprentissage automatique/l'intelligence artificielle), ainsi que la mise à disposition de nouveaux services numériques pour la finance, les conseils agronomiques et l'accès au marché sont tous synonymes d'opportunités.

Il existe de nouvelles solutions numériques qui accroissent la productivité et réduisent les risques pour les agriculteurs. Les innovations leur permettent de surmonter les défis liés à l'approvisionnement en intrants, à la production et à la commercialisation. Les agriculteurs d'Afrique de l'Est ayant accédé à la microassurance agricole par le biais d'appareils mobiles ont réduit leurs pertes et gagné 16 pour cent de plus que leurs pairs non assurés<sup>143</sup>. D'autres exemples ont montré que la numérisation des chaînes de valeur agricoles augmentait l'efficacité des paiements en supprimant

les intermédiaires et en augmentant la transparence des prix. Elle permet aux agriculteurs et aux acheteurs de produits agricoles de tisser des liens plus étroits. Les agriculteurs bénéficient ainsi de financements et de services de vulgarisation, ce qui peut contribuer à accroître le rendement et la qualité des exploitations agricoles et profiter à tous. De nouvelles plateformes numériques, M-Louma au Sénégal<sup>144</sup> ou Napanta en Inde, offrent de nouvelles solutions avantageuses pour les agriculteurs (liées notamment aux intrants, aux services de vulgarisation, à la location d'équipements et à l'accès à des informations sur les programmes gouvernementaux).

L'irrigation alliée à la formation agricole, la facilitation et l'amélioration de l'accès au marché permet aussi d'augmenter les rendements et d'encourager la culture de produits de haute valeur afin d'augmenter les revenus. Par exemple, l'UNCDF s'est associé à SunFarmer, un fournisseur de solutions agritech innovantes au Népal<sup>145</sup>.

<sup>143</sup> CGIAR, « Scaling up index insurance for smallholder farmers: recent evidence and insights » (Copenhague, 2015).

<sup>144</sup> Voir [www.uncdf.org/article/3500/digital-solutions-new-opportunities-for-agricultural-value-chains-in-senegal](http://www.uncdf.org/article/3500/digital-solutions-new-opportunities-for-agricultural-value-chains-in-senegal).

<sup>145</sup> Voir [www.uncdf.org/article/3493/uncdf-mm4p-sunfarmer-and-prabhu-partner-to-transform-agriculture-in-nepal-with-digital-technology](http://www.uncdf.org/article/3493/uncdf-mm4p-sunfarmer-and-prabhu-partner-to-transform-agriculture-in-nepal-with-digital-technology).

Ce partenariat soutient les petits agriculteurs en leur proposant des solutions numériques pour les intrants agricoles, la logistique et les ventes. Par exemple, une solution d'irrigation à la demande, activée sur une application d'argent mobile, offre un accès abordable à une pompe à eau solaire. Cette solution permet aux agriculteurs de se diversifier et de proposer des cultures plus lucratives, comme les légumes.

## LE NUMÉRIQUE TRANSFORME LES CHÂÎNES DE VALEUR

L'UNCDF met l'accent sur la puissance des solutions numériques pour faire face aux contraintes du marché dans le secteur. Les chaînes de valeur agricoles sont mûres pour l'innovation ; la technologie numérique peut contribuer à améliorer la production et l'efficacité des nombreuses parties prenantes. La mise en place d'infrastructures numériques consistant à relier des entreprises à faible technologie à des solutions haute technologie offre des opportunités pour les acteurs du marché et de développement du commerce agricole.

En Ouganda, l'UNCDF s'est associée à KCL pour numériser la chaîne d'approvisionnement en café. Le projet avec KCL réunissait d'autres partenaires : l'ORM MTN Ouganda pour l'accès mobile et les comptes d'argent mobile, et Yo Uganda, un agrégateur de paiements à la fois pour le développement de l'application de paiement en vrac et pour l'équipe de terrain chargée des relations avec les agriculteurs. KCL s'est approvisionnée en café auprès de 12 000 agriculteurs ougandais. Les paiements numérisés à l'aide des dispositifs d'argent mobile ont entraîné une réduction des coûts de 27 pour cent en éliminant les contraintes liées au transport d'espèces physique, un processus inefficace et dangereux. KCL a enregistré une augmentation de 30 pour cent des ventes de café découlant d'opérations plus efficaces, tandis que MTN Uganda enregistrerait, dans le cadre du pilote, un chiffre d'affaires moyen par client 175 pour cent supérieur au chiffre atteint par d'autres utilisateurs de dispositifs d'argent mobile dans la même région. La numérisation des paiements d'approvisionnement offre également d'autres avantages : elle permet de réduire le risque de vol, d'économiser du temps de travail et d'accroître la transparence.

Le projet KCL a également permis aux agriculteurs d'accroître leur productivité et de s'approvisionner en

produits de meilleure qualité grâce à l'accès plus rapide et plus fiable au financement et à la possibilité d'investir plus rapidement<sup>146</sup>. L'impact positif de la numérisation de la chaîne de valeur a incité l'UNCDF à étendre ses efforts à d'autres produits agricoles en Ouganda, y compris le maïs, l'huile de graines et le thé.

Au Népal, l'UNCDF s'est associé au prestataire de services financiers numériques Prabhu Management<sup>147</sup> pour piloter la numérisation de la chaîne de valeur des produits laitiers dans deux régions. Prabhu Management a développé un registre numérique du lait et une solution de tenue de registres sur le cloud destinés aux coopératives laitières tout en intégrant sa plateforme de paiement en vrac avec son porte-monnaie mobile Prabhu Pay. En partenariat avec 20 coopératives, le pilote a recruté plus de 5 000 producteurs laitiers dont environ 3 400 sont devenus des utilisateurs actifs du porte-monnaie mobile. L'utilisation du porte-monnaie numérique a atteint un pic de 600 pour cent lors de la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, les agriculteurs utilisent désormais les paiements numériques pour les intrants agricoles et les primes d'assurance.

## GÉNÉRER REVENUS, EMPLOIS ET NOURRITURE

L'approche de l'UNCDF montre que les solutions numériques permettent d'exploiter le potentiel massif du secteur agricole. Ces interventions pourraient augmenter les revenus et la productivité dans ce secteur qui est le plus grand employeur au monde, fournir des emplois à de nombreux jeunes et répondre de manière durable aux besoins alimentaires croissants d'une population mondiale en expansion. Ces efforts nous encouragent dans notre recherche d'un monde juste, équitable et durable où la faim (ODD 2) comme la pauvreté (ODD 1) n'existeraient plus.



<sup>146</sup> Voir [www.cgap.org/research/publication/digitizing-agricultural-payments-ugandas-coffee-value-chain](http://www.cgap.org/research/publication/digitizing-agricultural-payments-ugandas-coffee-value-chain).

<sup>147</sup> <https://www.uncdf.org/article/6415/digitalizing-rural-financial-ecosystems-journey-and-learnings-from-digitalization-of-dairy-value-chain-in-nepal>.

## LE POTENTIEL DE L'INNOVATION FINANCIÈRE NUMÉRIQUE POUR TRANSFORMER L'AGROALIMENTAIRE

Par **Maximo Torero Cullen**, économiste en chef, FAO

L'innovation financière numérique nous offre une occasion unique de développer des secteurs agroalimentaires plus inclusifs, durables et efficaces. La finance numérique, principalement sous forme d'argent mobile, permet l'inclusion financière formelle de millions<sup>148</sup> de petits exploitants jusqu'alors mal desservis. **Les paiements agricoles numériques** constituent souvent la première étape vers l'inclusion financière, qui se prolonge par l'accès au crédit, à l'épargne, à l'assurance et à une gamme de services complémentaires<sup>149</sup>. L'innovation numérique est importante pour les groupes vulnérables engagés dans l'agriculture, comme les femmes habitant dans les zones rurales et les jeunes, qui sont confrontés à des obstacles complexes et uniques (économiques, juridiques et socioculturels) en termes d'accès formel aux services financiers. La plupart de ces obstacles peuvent être atténués, voire éliminés, par la conception et la commercialisation de services financiers numériques personnalisés.

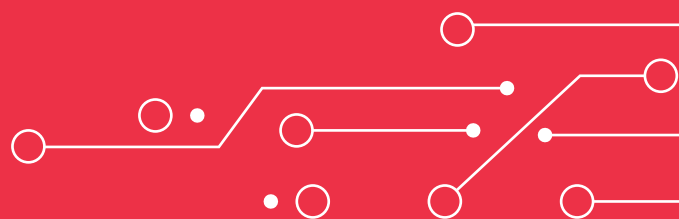
L'innovation financière numérique permet aux nombreux acteurs de la chaîne de valeur agricole d'entrer en contact les uns avec les autres et de faire des affaires de manière plus pratique, transparente et rapide ; elle permet de surmonter le manque de garanties ou de moyens d'identification officielle des clients ; elle réduit les coûts de transaction et les asymétries d'information auxquelles les institutions financières sont confrontées ; elle renforce la productivité et la rentabilité des petits

acteurs du secteur agricole ; et elle offre aux petits producteurs un accès aux marchés et à des prix plus stables et équitables.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la finance numérique a joué un rôle essentiel pour permettre aux chaînes de valeur agroalimentaires de rester actives et rentables malgré les restrictions généralisées qui ont été imposées, en particulier dans les pays en développement<sup>150</sup>. Les plateformes de commerce électronique ont permis aux acteurs de la chaîne de valeur (p.ex. fournisseurs d'intrants, producteurs, entreprises agro-alimentaires, détaillants) de continuer à exercer leurs activités tout en répondant aux besoins des clients en aliments bruts et transformés afin de maintenir la production. Le crédit numérique a permis aux petites entreprises agroalimentaires d'obtenir des prêts essentiels pour rester à flot, tandis que les paiements numériques ont facilité les transferts de fonds tout au long des chaînes de valeur agroalimentaires.

Les **innovations financières numériques simples et évolutives**, conçues et mises en œuvre dans un esprit d'inclusion, sont les plus prometteuses pour les petits acteurs agricoles<sup>151</sup>. Ces innovations reposent sur une **approche à guichet unique** dans laquelle plusieurs services (dont l'accès aux services financiers n'est qu'une composante) sont ajoutés peu à peu et regroupés sur une plateforme numérique facile d'accès et d'utilisation pour les agriculteurs.

La plateforme **DigiFarm**, lancée au Kenya en 2017 par Safaricom, un opérateur d'argent mobile en collaboration avec Mercy Corps<sup>152</sup>, en est un exemple remarquable. Cette plateforme mobile, accessible notamment par téléphone portable, propose aux agriculteurs une large gamme de services. Ces services sont fournis par des entreprises partenaires : achat direct d'intrants, crédit d'intrants, prêts en espèces pour la récolte, assurance récolte, formation des entreprises, accès aux analyses des sols, renseignements



<sup>148</sup> Une enquête menée en 2020 par la Banque mondiale auprès de 29 entreprises agricoles nationales et internationales dans 17 pays d'Afrique subsaharienne, par exemple, a conclu que la numérisation des paiements entre les entreprises étudiées pouvait servir de tremplin à l'inclusion financière de près de 18 millions d'agriculteurs, ce qui ouvre un marché potentiel de plus de 6 000 milliards USD pour ces entreprises.

<sup>149</sup> "Digitization of Agribusiness Payments in Africa: Building a Ramp for Farmers' Financial Inclusion and Participation in a Digital Economy", Banque mondiale.

<sup>150</sup> "Digital finance and inclusion in the time of COVID-19: Lessons, experiences and proposals", FAO (2020).

<sup>151</sup> "The Digitalization of African Agriculture Report 2018–2019", Technical Centre for Rural and Agricultural Cooperation (CTA).

<sup>152</sup> Étude de cas sur la plateforme DigiFarm par Mercy Corps

personnalisés sur les bonnes pratiques agricoles et liens avec les agents du marché (p.ex. sociétés agro-alimentaires, grossistes). Les données générées dans le cadre des interactions de DigiFarm avec chaque agriculteur permettent de prendre des décisions de crédit sur des prêts à des taux inférieurs à 5 pour cent. Malgré ces innovations prometteuses, plusieurs obstacles limitent encore la numérisation inclusive du secteur agroalimentaire, en particulier au sein des communautés les plus marginalisées, rurales et éloignées.

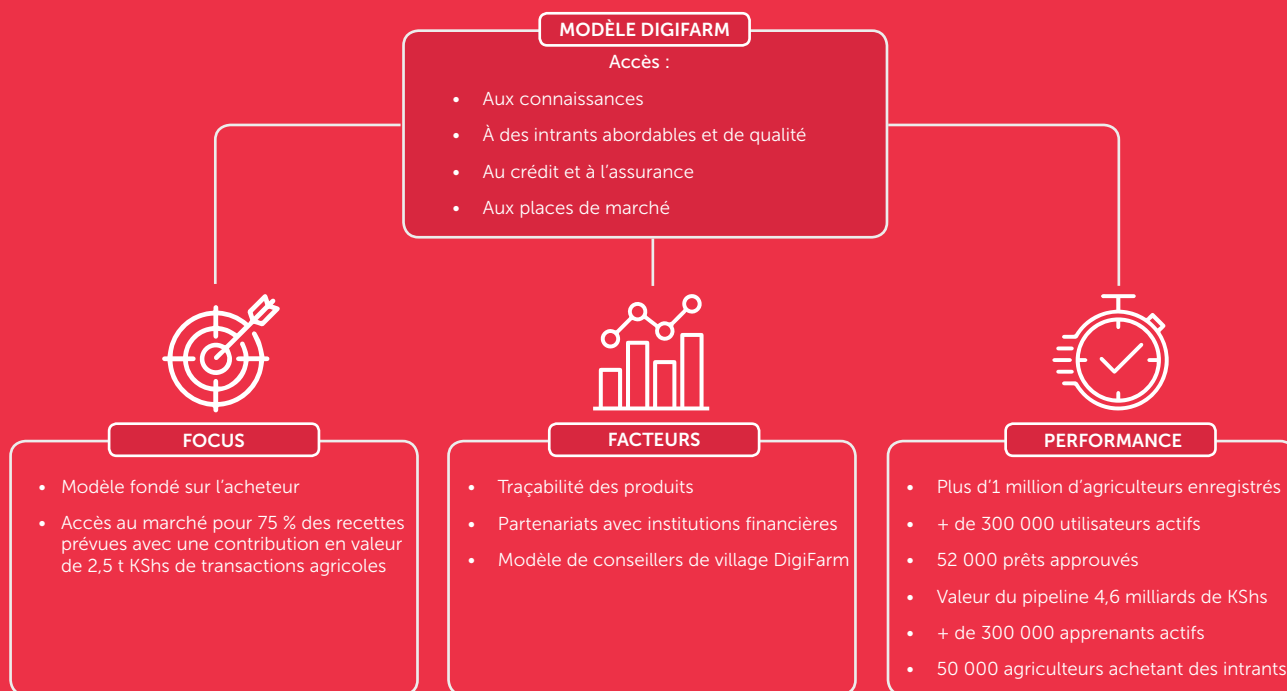
Les obstacles comprennent la faiblesse de l'infrastructure informatique dans les zones rurales ; un cadre faible ou absent pour la réglementation du secteur numérique, y compris la réglementation sur la protection des consommateurs numériques ; les questions liées à la protection des données et à l'identité numérique des agriculteurs, qui utilisent parfois les services numériques pour la première fois ; leur besoin d'éducation numérique et financière pour utiliser ces nouveaux services ; un manque global de capacité des institutions financières à numériser leurs services ; et la fracture en termes d'accès numérique et d'utilisation au niveau des genres (femmes ou hommes) et de l'âge (jeunes ou adultes). De fait, compte tenu de leur tendance à adopter rapidement les technologies

numériques, les jeunes entrepreneurs peuvent jouer un rôle de **fers de lance** pour stimuler la numérisation du secteur agroalimentaire.

La promotion de la transformation numérique inclusive des services financiers entre dans le cadre du soutien plus large de la FAO à la numérisation du secteur agroalimentaire. Ce soutien porte sur les politiques, les programmes et le renforcement des capacités. La création par la FAO et ses partenaires d'une **plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques** représente une étape importante dans l'établissement d'un contexte favorable à la numérisation agroalimentaire à l'échelle mondiale<sup>153</sup>. La plateforme offrira un forum inclusif, mondial et multipartite pour identifier et partager des moyens de tirer parti des outils numériques, des bonnes pratiques en matière d'agriculture et d'alimentation et des moyens d'exploiter le potentiel d'innovation numérique au profit de tous. Ces innovations peuvent aller du commerce électronique aux outils de financement numérique en passant par les technologies de la blockchain, les services de conseil numérique, les outils d'alerte précoce sur les menaces à la sécurité alimentaire, une meilleure gestion des ressources naturelles, l'intelligence artificielle pour mieux lutter contre les parasites, et plus encore.

FIGURE 16.

Le modèle stratégique de DigiFarm et un modèle d'interface de sa plateforme mobile

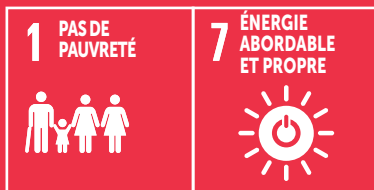


<sup>153</sup> « Realizing the potential of digitalization to improve the agri-food system: Proposing a new international digital council for food and agriculture », FAO.

## SECTION 3.7

# AMÉLIORER L'ACCÈS À UNE ÉNERGIE ABORDABLE ET PROPRE GRÂCE AU NUMÉRIQUE

Par Vincent Wierda



## FAITS SAILLANTS

- Les pays ne pourront jamais atteindre les ODD si leurs citoyens ne peuvent pas accéder à des services énergétiques de base ni réaliser leurs rêves.
- L'UNCDF cherche à fournir aux ménages et aux micro-entrepreneurs à faible revenu un tremplin pour accéder à l'énergie propre en adoptant une approche de développement des systèmes de marché grâce à des technologies numériques telles que les paiements mobiles.
- La finance numérique a facilité l'accès aux solutions d'énergie propre abordables, même dans les endroits les moins accessibles. Passer d'un paiement forfaitaire élevé à une série de paiements plus petits a permis à de nombreux ménages de se procurer de l'énergie et une gamme croissante d'applications allant de la réfrigération aux pompes à eau solaires.

L'amélioration des niveaux de vie, la productivité et la sécurité des personnes à faible revenu passent par l'accès à l'énergie. La réduction rapide des coûts de matériel allié à la hausse de la connectivité, la croissance des rails de paiement numériques tels que l'argent mobile et les modèles d'affaires innovants permettent d'offrir aux millions de personnes qui n'ont pas accès aux solutions énergétiques modernes des systèmes d'énergie solaire et de cuisine propre hors réseau aussi bien qu'un raccordement au réseau.

## L'ACCÈS À L'ÉNERGIE PROPRE DOPE LES REVENUS ET LES RÊVES

Dans le village de Kisaba sur l'île de Bukasa sur le lac Victoria en Ouganda, l'accès à l'électricité a fondamentalement changé au cours des dernières années. Les pêcheurs ont désormais la possibilité de

conserver leur poisson à l'aide d'installations solaires de conditionnement à froid sans avoir à recourir à des générateurs diesel coûteux. Madame Cissy exploite une petite clinique communautaire qui dispose aujourd'hui d'un éclairage fiable et où elle peut désormais conserver les médicaments réfrigérés. GRS Commodities Ltd., une société partenaire de l'UNCDF, initie un véritable changement sur le terrain en permettant aux villageois d'accéder à différentes solutions d'électricité solaire et au système de paiement associé.

Cependant, pour plus de 770 millions de personnes en Afrique et en Asie, l'accès à l'électricité reste un rêve<sup>154</sup>. Sans électricité, les populations, en particulier les femmes, ont des difficultés à accomplir les tâches quotidiennes. Les enfants ont besoin de lumière pour étudier ; ils doivent s'arrêter lorsque le soleil se couche ou utiliser l'éclairage au kérosène pourtant nocif. La biomasse traditionnelle, comme le bois et les déchets agricoles, reste la principale source d'énergie dans les PMA, ce qui accroît la déforestation déjà élevée. Les pays ne pourront atteindre les ODD si leurs citoyens ne sont pas en mesure d'accéder à des services énergétiques de base, sans parler de réaliser leurs rêves.

En 2012, la Société financière internationale estimait déjà que, dans le monde entier, les populations pauvres dépensaient 37 milliards USD pour des solutions énergétiques de mauvaise qualité pour répondre à leurs besoins en éclairage et en cuisine. Le secteur privé avait tout intérêt à offrir des alternatives plus propres à ce marché largement inexploité. Cependant, jusqu'à récemment, les solutions alternatives étaient rares et les systèmes disponibles induisaient des coûts de démarrage élevé car ils s'appuyaient généralement sur le réseau énergétique. Également en 2012, le partenaire de l'UNCDF avec M-KOPA a lancé un nouveau modèle d'affaires numérique pour l'énergie : Pay-as-you-go (PAYGO). De nombreuses autres entreprises déploient désormais ce modèle PAYGO à travers le monde pour mettre à la disposition des collectivités jusqu'alors mal desservies des solutions énergétiques hors réseau. Le système permet des paiements rapides et faciles pour avoir accès à l'énergie solaire et à une gamme de solutions alternatives. Cette utilisation innovante de la technologie numérique, qui combine les paiements et les relevés, a permis à l'énergie solaire de supplanter les anciens systèmes plus polluants et d'offrir aux consommateurs un accès à une énergie propre et abordable. Ce type d'innovation a permis d'améliorer l'accès à l'énergie de plus de 108 millions de personnes dans le monde grâce aux produits solaires hors réseau<sup>155</sup>. Il est important d'assurer l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous (ODD 7), condition pour atteindre les autres ODD.

<sup>154</sup> Agence internationale de l'énergie, *Access to Electricity: Flagship Report (2020)*. [www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections/access-to-electricity](http://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections/access-to-electricity).

## RELEVER LE DÉFI DE L'ÉNERGIE POUR TOUS

Pour faire de l'énergie moderne une réalité pour les femmes, les jeunes, les réfugiés, les agriculteurs et les petits entrepreneurs dans les économies les moins développées, il convient de surmonter les défis liés à l'accessibilité et la sensibilisation. Les politiques qui se concentrent uniquement sur les solutions de réseau empêchent le développement de marchés de l'énergie décentralisés. En d'autres termes, les marchés ne fonctionnent pas comme ils le devraient. La promotion et la vente au détail de solutions énergétiques, la production d'énergie, son utilisation et l'entretien des systèmes sont compliqués. Ces barrières accroissent le coût de la vente de solutions énergétiques modernes par les prestataires de services énergétiques (ESCO) aux clients des zones rurales et éloignées. Par conséquent, les ESCO ont des difficultés à mobiliser des fonds pour couvrir leurs risques, développer leurs opérations et atteindre les clients en leur proposant des solutions adaptées de financement de produits. L'UNCDF cherche à fournir aux ménages et aux micro-entrepreneurs à faible revenu un tremplin pour accéder à l'énergie propre en adoptant une approche de développement des systèmes de marché grâce à des technologies numériques telles que les paiements mobiles.

## LA PROMESSE DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES

La finance numérique telle qu'elle est intégrée dans les solutions PAYGO est un moteur essentiel pour fournir une énergie propre et abordable. Les systèmes PAYGO permettent aux particuliers d'acquérir une installation solaire domestique reposant sur un modèle de financement propre. Au lieu de payer un montant initial important pour acheter un système, les utilisateurs peuvent désormais effectuer des paiements plus modestes et plus fréquents à partir de leur compte d'argent mobile, en fonction de leur flux de trésorerie. Les solutions numériques contribuent à la promotion et à la commercialisation des produits énergétiques en facilitant leur achat et leur fonctionnement rentables même dans les zones reculées. Enfin, elles contribuent à prendre en charge l'entretien de ces systèmes.

<sup>155</sup> GOGLA « Investing in the off-grid solar sector: what you need to know » (2019). [www.gogla.org/sites/default/files/resource\\_docs/gogla\\_investment\\_guide\\_def-web\\_opt.pdf](http://www.gogla.org/sites/default/files/resource_docs/gogla_investment_guide_def-web_opt.pdf).

FIGURE 17.

Défis liés à la chaîne de valeur énergétique hors réseau

DÉFIS	DÉVELOPPEMENT DE PRODUIT	ASSEMBLAGE PENDANT FAB.	MARKETING ET DISTRIBUTION	UTILISATION ET GÉNÉRATION	ENTRETIEN
		Recherche, développement et affinage de la technologie	Fabrication/ importation du générateur et/ou de l'appareil par énergie	Promotion et vente au détail des produits énergétiques par les entreprises	Achat, installation et exploitation des produits énergétiques par les ménages les plus pauvres
	<p><b>A1. Financement insuffisant du développement commercial :</b> manque de financement à un stade précoce/ au démarrage, notamment pour les entreprises locales</p> <p><b>A2. Capacité insuffisante de recherche et développement au niveau local :</b> limites des infrastructures techniques nationales et des compétences disponibles pour développer des produits adaptés au marché interne (tous les produits développés à l'étranger)</p>	<p><b>B1. Financement des produits insuffisant :</b> manque de fonds de roulement pour financer la production initiale et l'assemblage</p>	<p><b>C1. Financement du fonds de roulement insuffisant :</b> manque de financement du fonds de roulement pour financer le réseau de distribution, la commercialisation initiale et l'achat d'ISD (amortis sur 2-3 ans via des frais d'utilisation)</p> <p><b>C2. Sensibilisation insuffisante des consommateurs :</b> population rurale pas assez informée des avantages des solutions hors réseau</p> <p><b>C3. Portée de la distribution insuffisante :</b> réseau de distribution coûteux pour atteindre des zones situées en dehors des grands centres de population</p> <p><b>C4. Expérience/outils de gestion des risques insuffisants pour les consommateurs :</b> les sociétés manquent d'expérience et d'outils pour gérer le risque de crédit des clients potentiels</p>	<p><b>D1. Prêts insuffisants aux consommateurs à faible revenu par le biais des appareils :</b> les ménages à faible revenu manquent d'accès à des prêts bancaires à court terme pour financer un dispositif énergétique ou une installation domestique</p> <p><b>D2. Marché inondé de contrefaçons sans certification et de mauvaise qualité</b></p> <p><b>D3. Administration complexe des paiements :</b> les instruments de paiement hors espèces et rentables ne sont pas disponibles pour procéder à des financements échelonnés</p> <p><b>D4. Modulation de l'utilisation au niveau communautaire :</b> capacité insuffisante à faire concorder l'offre et la demande, surtout au cours des périodes de pointe</p>	<p><b>E1. Manque d'entretien efficace :</b> la capacité technique et l'infrastructure inadéquates limitent la prestation de services d'entretien</p> <p><b>E2. Financement insuffisant pour les mises à niveau :</b> remplacement de la batterie (tous les 3 ans) pour les systèmes solaires trop coûteux pour les paiements ponctuels</p> <p><b>E3. Indisponibilité des services de protection contre le vol ou la destruction des équipements :</b> aucun outil d'assurance pour la protection contre le vol ou la destruction des appareils de production</p>

LES SOLUTIONS NUMÉRIQUES PEUVENT ÊTRE UTILES

## AMÉLIORER L'ACCÈS À DES ÉNERGIES PROPRES PLUS ABORDABLES

L'UNCDF promeut l'inclusion financière sur toute la chaîne de valeur énergétique en investissant à un stade précoce dans des projets commerciaux innovants proposant à la fois la livraison de produits et des mécanismes de financement aux consommateurs. Entre 2013 et 2020, l'UNCDF s'est associé à plus de 40 entreprises d'énergie propre et institutions financières d'Asie et d'Afrique pour distribuer plus de 700 000 lampes solaires, systèmes solaires et solutions de cuisson améliorées dans les zones reculées, y compris aux ménages, aux MPME, aux centres de santé et aux écoles. Plus de la moitié de ces produits ont été vendus par le biais de prêts de microfinance ou de financements PAYGO.

## NUMÉRISER LES OPÉRATIONS POUR DÉVELOPPER L'ACTIVITÉ

Le financement numérique grand public permet un suivi des clients en temps réel et une réponse rapide à tous les problèmes. Il permet de mieux comprendre les tendances de paiement des clients pour les différents segments, régions géographiques et saisons, de proposer un meilleur service et d'améliorer la gestion des risques. Des solutions telles que les relevés intelligents et la surveillance numérique permettent un financement flexible fondé sur les données, ce qui accroît encore la capacité d'accès.

Toutes les chaînes de valeur sont en cours de numérisation car les solutions sont regroupées pour les clients et les entreprises. Par exemple, certaines

<sup>156</sup> Voir [www.gsma.com/mobilefordevelopment/blog/vitalite-zambia-learnings-from-providing-pay-as-you-go-smartphones-through-pay-as-you-go-solar](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/blog/vitalite-zambia-learnings-from-providing-pay-as-you-go-smartphones-through-pay-as-you-go-solar).

ESCO combinent les installations solaires domestiques avec un téléphone intelligent bon marché<sup>156</sup>, s'assurant ainsi que les clients sont en mesure d'effectuer des paiements énergétiques par l'intermédiaire de la banque mobile. En Ouganda, l'UNCDF s'est associé avec FENIX, MTN et Yo Uganda pour faciliter les paiements numériques des cultivateurs de café. FENIX fournit un système solaire fiable allié à des capacités de paiement mobiles<sup>157</sup>. En plus de régler les frais d'accès au système, 7 000 agriculteurs de la région du Mont Elgon peuvent désormais recevoir des paiements en temps réel pour leurs récoltes et consulter les cours du café dans le pays.

## **ANALYSE DES BIG DATA : COMPRENDRE LES CLIENTS, PLAIDOYER POLITIQUE**

Le suivi numérique est essentiel pour comprendre les clients, assurer le succès et comprendre l'impact des initiatives de l'UNCDF. En utilisant les données sur les transactions mobiles de 672 000 clients hors réseau ainsi que les données d'enquête vérifiées sur 424 clients, nous avons développé un tableau de bord qui fournit des informations sur les clients. Ce tableau met en évidence des opportunités de croissance sur le marché solaire PAYGO pouvant être utilisées par les membres de l'association pour éclairer leurs stratégies d'expansion et pour mener des actions de lobbying auprès des gouvernements<sup>158</sup>. Les enquêtes montrent que les solutions PAYGO entraînent une plus grande inclusion financière et que les clients ouvrent des comptes d'argent mobile afin de payer leur consommation solaire. La corrélation négative entre les taxes sur la finance numérique et les acquisitions de systèmes PAYGO a été démontrée. C'est sur ce type d'information que repose le plaidoyer en faveur de l'amélioration de l'environnement commercial et réglementaire pour les solutions énergétiques par l'intermédiaire de partenaires tels que l'Association de l'énergie solaire ougandaise. Nos efforts de plaidoyer et de lobbying ont abouti à une baisse de la taxe sur l'argent mobile et l'exonération de la taxe sur les importations de batteries solaires.

## **DU CAPITAL POUR DÉVELOPPER LES MARCHÉS DE L'ÉNERGIE PROPRE**

L'UNCDF vise à ce que les ESCO et institutions financières disposent du capital nécessaire pour élargir leurs opérations à de nouvelles régions et à

de nouveaux segments de clientèle. Les subventions aident les fournisseurs de services PAYGO à proposer de nouveaux modèles d'affaires innovants aux investisseurs potentiels. Elles permettent aussi de fournir des modèles de financement innovants tels que le financement des créances et l'évaluation alternative du crédit. Toutefois, l'accès à des prêts abordables pour financer les fonds de roulement est essentiel car il permet de financer les ventes et d'accumuler des stocks suffisant. La Plateforme d'investissement des PAM prend en charge les instruments de l'UNCDF tels que les investissements directs et les garanties des premières pertes, ce qui permet d'attirer des investissements privés supplémentaires. Par exemple, une petite garantie pour Solar Today en Ouganda a permis de débloquer un prêt de Centenary Bank représentant cinq fois la valeur de la garantie ; une première dans le secteur financier ougandais. Les institutions publiques de financement du développement ont un rôle à jouer à cet égard. L'UNCDF s'est associé à la Banque de développement d'Éthiopie pour atténuer les contraintes de liquidité pour cinq institutions financières et 18 ESCO grâce à un mécanisme de garantie. Cette garantie a permis la vente de 437 000 solutions énergétiques en Éthiopie depuis 2018.

## **LE NUMÉRIQUE POUR BÂTIR UN AVENIR ÉNERGÉTIQUE PROPRE ET VICE VERSA**

La finance numérique a amélioré l'accès aux solutions d'énergie propre abordables, même dans les endroits les plus éloignés. La transformation d'un paiement forfaitaire élevé en une série de paiements plus petits a permis à de nombreux ménages de se procurer de l'énergie propre ainsi qu'une gamme croissante d'applications allant de la réfrigération aux pompes à eau solaires. En plus d'accélérer la réalisation de l'ODD 7 (garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable), les progrès en matière de fourniture d'énergie renouvelable propre auront un impact positif sur le niveau de vie des populations en améliorant leur santé et leur niveau d'éducation et en élargissant leurs opportunités économiques. Une énergie fiable et propre est essentielle pour alimenter l'économie numérique après la crise de la COVID-19 et pour bâtir un avenir vert.

<sup>157</sup> Voir [www.uncdf.org/article/2109/digital-money-today-or-cash-tomorrow](http://www.uncdf.org/article/2109/digital-money-today-or-cash-tomorrow).

<sup>158</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5314/digital-finance-for-energy-access-in-uganda-a-big-data-analytics](http://www.uncdf.org/article/5314/digital-finance-for-energy-access-in-uganda-a-big-data-analytics).



## SECTION 3.8

# SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR L'ÉDUCATION INCLUSIVE ET ÉQUITABLE DES COMMUNAUTÉS MAL DESSERVIES

Par Chris Lukolyo  
et Julio Malikane

1 PAS DE  
PAUVRETÉ



4 ÉDUCATION  
DE QUALITÉ



## FAITS SAILLANTS

- La pandémie de COVID-19, qui a forcé 94 pour cent des apprenants du monde entier à poursuivre leur éducation à domicile, qu'ils aient ou non les moyens numériques de le faire, a démontré les lacunes du système malgré les efforts fournis par les enseignants pour répondre à leurs besoins.
- Dans ce contexte, il convient de prêter une attention particulière aux barrières qui s'ajoutent à la demande et qui limitent l'utilisation des solutions numériques, en particulier chez les écoliers des communautés les plus à risque d'être laissées de côté.
- Pour éviter l'échec des solutions numériques dans le secteur de l'éducation, il convient de surmonter des obstacles. Avant tout, un partenariat étroit avec les ministères de l'Éducation concernés est essentiel pour élaborer des solutions, assurer l'adhésion des investisseurs et garantir la durabilité.

Les technologies numériques peuvent améliorer l'accès à une éducation de qualité et abordable. Les étudiants, enseignants, parents/tuteurs et écoles bénéficient tous de solutions numériques qui contribuent à améliorer l'accessibilité financière et l'expérience d'apprentissage tout en réduisant les coûts de prestation et en libérant des ressources pour découvrir de nouvelles méthodes et approches visant à obtenir de meilleurs résultats éducatifs. Malgré cela, l'école reste un horizon lointain pour de nombreux enfants. À travers le monde, environ

258 millions d'enfants en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés<sup>159</sup>, dont 26 millions d'enfants qui devraient fréquenter l'école primaire dans les PMA. Il existe des obstacles tant du côté de l'offre, c'est-à-dire des écoles et des systèmes d'éducation que de la demande, c'est-à-dire des élèves et de leurs parents/tuteurs. Dans tous

<sup>159</sup> UNESCO, *The Digital Transformation of Education: Connecting Schools, Empowering Learners* (2020). <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374309>.

les pays à revenu faible et intermédiaire, différentes communautés mal desservies sont confrontées à des obstacles encore plus importants en matière d'accès à l'éducation, dont les femmes, les jeunes, les réfugiés, les migrants et les communautés rurales. La transformation numérique est essentielle pour surmonter ces obstacles et offrir une éducation de qualité inclusive et équitable dans les PMA, ce qui représente un aspect fondamental de l'ODD 4 (une éducation de qualité pour tous).

Les parents et les tuteurs font face à des contraintes qui peuvent amplifier encore l'exclusion, même lorsque une éducation de qualité est accessible. En Ouganda, Godson Kayiza<sup>160</sup> a du mal à régler les frais de scolarité pour ses quatre enfants. Godson est agriculteur et tire la plupart de ses revenus de ses récoltes, mais les frais de scolarité ne suivent pas le même calendrier et doivent être réglés en une fois. Même s'il considère l'éducation de ses enfants comme une priorité, il n'arrive pas à payer les frais de scolarité s'il ne négocie pas un paiement en plusieurs mensualités. Sans compte d'épargne, il a du mal à épargner pour faire face aux dépenses imprévues et aux éventuelles urgences familiales et médicales. Grâce aux comptes et à l'argent mobiles, il a pu mettre de l'argent de côté et régler les frais de scolarité de ses enfants à Entebbe, malgré la distance. Ce type d'exemple montre que l'utilisation croissante des téléphones portables par de nombreux parents/tuteurs, étudiants, enseignants et administrateurs peut améliorer les résultats scolaires de différentes manières, en particulier lorsqu'il s'agit de compléter et de renforcer le service fourni par le système éducatif.

## PRINCIPAUX OBSTACLES

Les obstacles à surmonter du côté de l'offre en matière d'éducation comprennent un financement inadéquat, la formation des enseignants, les environnements d'apprentissage et, souvent, les programmes scolaires. Notamment :

- **Les programmes** souffrent de la résistance des parties prenantes à introduire de nouveaux cursus visant l'acquisition de compétences professionnelles ainsi que d'un manque de référence à des programmes et contenus de première qualité.
- **La formation des enseignants** souffre du faible taux de rétention des enseignants en raison des salaires peu élevés et de l'insuffisance des services d'inspection scolaire ou de la mauvaise qualité des services d'inspection.

- **Les environnements d'apprentissage** sont inadéquats en termes d'instruction et d'infrastructure. Le manque de motivation des enseignants, la mauvaise communication avec les parents/tuteurs et la formation insuffisante des proviseurs, qui découlent de contraintes financières et du caractère inadéquat du suivi et de la supervision, se ressentent sur l'éducation dispensée. Les infrastructures souffrent clairement du manque de supports d'apprentissage, du manque d'installations nécessaires pour créer un environnement d'apprentissage propice et du manque de logements pour les enseignants dans les zones reculées.

Les initiatives visant à améliorer les résultats scolaires doivent répondre clairement à ces défis, surtout dans un contexte où la numérisation est apparue comme une priorité essentielle. La pandémie de COVID-19, qui a forcé 94 pour cent des apprenants du monde entier à poursuivre leur éducation à domicile, qu'ils aient ou non les moyens numériques de le faire<sup>161</sup>, a démontré les lacunes qui pouvaient apparaître malgré les efforts des enseignants pour répondre à leurs besoins.

Les obstacles du côté de la demande réduisent leur capacité à accéder à l'éducation ou même leur désir d'en bénéficier. Les frais de scolarité élevés (souvent réglés en une fois) et les autres coûts connexes, les longues distances pour se rendre à l'école et le manque de nourriture font partie du problème. Ne comprenant pas le niveau des élèves, les parents et tuteurs ont du mal à superviser leur éducation.

Dans ce contexte de regain d'intérêt pour l'éducation numérique, il convient d'accorder une attention particulière aux barrières qui s'ajoutent à la demande qui limitent l'utilisation des solutions numériques, en particulier chez les jeunes écoliers dans les communautés les plus à risque d'être laissées de côté. Ces obstacles peuvent aussi affecter l'utilisation des solutions numériques par les enseignants. Il s'agit notamment :

- **Des pratiques culturelles prohibitives.** Certaines cultures limitent l'accès à l'éducation pour les femmes et d'autres l'interdisent même entièrement. En outre, certaines cultures interdisent aux filles l'accès aux plateformes de réseaux sociaux pour leur éviter d'être exposées à des comportements « immoraux », alors qu'il n'existe aucune interdiction similaire pour les garçons.
- **Une infrastructure numérique limitée.** Le manque de connectivité et d'accès aux appareils limite

<sup>160</sup> Voir [www.uncdf.org/article/2778/digital-financial-services-reduce-worries-school-fees](http://www.uncdf.org/article/2778/digital-financial-services-reduce-worries-school-fees).

<sup>161</sup> UNESCO, *The Digital Transformation of Education: Connecting Schools, Empowering Learners* (2020). <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374309>.

l'utilisation du numérique par les élèves, en particulier dans les communautés reculées où les ORM ne sont pas incités à investir. L'utilisation des solutions numériques reste soumise à des contraintes de disponibilité, de qualité et de coût de la connexion. Même lorsque ces infrastructures sont disponibles et accessibles, le manque d'assistance technique matérielle et logicielle est souvent signalé.

- **Faibles niveaux d'éducation numérique.** De nombreux pays n'utilisent pas encore les compétences numériques de base dans les programmes d'enseignement ou les pratiques pédagogiques. Lors de la pandémie de COVID-19, par exemple, certaines écoles ont envoyé des supports de formation aux élèves sur la plateforme de messagerie WhatsApp. Cependant, même les étudiants disposant d'appareils et de connexions adéquats ont eu du mal à télécharger, imprimer et prendre des photos avant de retourner leurs travaux aux enseignants.
- **Politiques défavorables.** Si de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire ont fait de la transformation numérique une priorité dans leurs stratégies nationales de développement, d'autres gouvernements n'ont pas supprimé les obstacles politiques à l'adoption des technologies numériques, ce qui a des répercussions négatives sur le secteur de l'éducation. Par exemple, les exigences de connaissance du client pour délivrer des cartes SIM et les taxes sur les services numériques peuvent limiter l'adoption des nouvelles technologies.

## LE NUMÉRIQUE PEUT TRANSFORMER L'ÉDUCATION

Outre les parents et les tuteurs, les étudiants, les enseignants et les écoles peuvent tirer parti de l'adoption des solutions numériques. Les services numériques peuvent faciliter l'accès à une éducation de qualité pour les plus vulnérables, même dans les zones rurales reculées. Par exemple, de nouveaux modèles d'affaires à la demande sont en train d'émerger pour faciliter le paiement des frais de scolarité et permettre aux populations vulnérables d'accéder plus facilement aux contenus numériques. L'innovation inclusive dans les domaines suivants peut aider à surmonter les principaux obstacles au niveau de l'offre et de la demande :

- **Les services financiers numériques.** La possibilité d'effectuer des paiements en ligne évite d'avoir à manipuler des espèces, offre aux écoles une clarté et une traçabilité financières et permettent

d'établir un contact avec les institutions financières. Elle permet aussi de mettre en œuvre de nouveaux modèles d'affaires « pay as-you-learn » (apprentissage réglé à la demande) qui correspondent aux flux de revenus des parents. Ces fonctionnalités, associées à l'épargne et aux prêts numériques dédiés, permettent aux parents/tuteurs de réserver une partie de leur épargne ou des prêts qu'ils souscrivent à l'éducation de leurs enfants.

- **Les solutions d'apprentissage électronique (ed tech)** destinées aux enseignants et aux étudiants permettent la formation virtuelle et l'auto-apprentissage, l'accès à des supports d'enseignement et d'apprentissage de qualité et la mise à disposition de contenus interactifs ou sous forme de jeux. Les nouvelles approches d'apprentissage mixtes viennent compléter et renforcer les approches pédagogiques existantes avec des solutions ed tech. Ces initiatives pourraient améliorer l'apprentissage. Ces solutions peuvent également constituer une passerelle importante pour l'éducation des filles dans les domaines de la science, de la technologie de l'ingénierie et des mathématiques et un moteur de l'apprentissage tout au long de la vie<sup>162</sup>.
- **Les solutions de gestion de l'école électronique** permettent de numériser les dossiers scolaires (présence, notes, etc.), d'améliorer les communications entre les enseignants et les parents, de gérer les écoles elles-mêmes (processus, finances, suivi) et d'assurer la rémunération des enseignants basée sur la performance. Cela pourrait améliorer l'environnement global d'apprentissage.
- **L'analyse des données** pour les dirigeants de secteur afin de soutenir la prise de décisions opérationnelles dans leur secteur respectif et de faciliter l'établissement de rapports destinés au ministère. Elle offre une visibilité sur les principaux indicateurs de performance des écoles afin d'assurer un soutien amélioré. En outre, l'analyse des données facilite l'établissement de rapports entre le secteur et le ministère. Elle peut également améliorer l'environnement global d'apprentissage.

Le déploiement réussi de ces solutions repose sur l'accessibilité de l'infrastructure numérique pour les principaux acteurs du secteur de l'éducation. Il est déjà possible d'en mettre en œuvre certaines, surtout si l'on accorde une attention particulière à la conception de systèmes centrés sur les clients qui s'harmonisent avec

<sup>162</sup> Voir [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/09/EdTech-Final-WEB.pdf](https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/09/EdTech-Final-WEB.pdf).

<sup>163</sup> UNESCO, *The Digital Transformation of Education: Connecting Schools, Empowering Learners* (2020). <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374309>.

l'accès des élèves et des parents aux services mobiles, tels que l'argent mobile, les SMS interactifs et les applications. Ceux-ci peuvent compléter les initiatives de grande ampleur mises en œuvre par nos agences partenaires des Nations Unies, y compris les initiatives Giga et e-Schools visant à connecter et à préparer les écoles à l'autonomisation des apprenants<sup>163</sup>.

## ANALYSER LES OBSTACLES

Plusieurs exemples soulignent l'importance d'adopter une approche centrée sur le système et sur le client pour examiner les obstacles que rencontrent les principales parties prenantes du système éducatif. L'exemple suivant concernant l'expérience de l'UNCDF en Ouganda dans le cadre de la mise en œuvre du programme « ne laisser personne de côté à l'ère numérique » fournit des éléments de contexte sur la manière dont la transformation numérique peut être réalisée.

Malgré des progrès significatifs en matière d'accès à l'éducation en Ouganda, des lacunes persistent. Les communautés rurales enregistrent de faibles taux d'éducation, d'inscription à l'école et d'achèvement des études. Le secteur de l'éducation doit composer avec des écoles sous-financées et surchargées de travail dans un pays où la population est de plus en plus jeune (âge moyen de 16,7 ans)<sup>164</sup>.

L'UNCDF a soutenu la numérisation des paiements dans 20 écoles en Ouganda sur 18 mois, ce qui a entraîné une baisse de l'absentéisme, une augmentation des taux de perception des frais de scolarité, une productivité accrue de l'équipe financière et une baisse des coûts de gestion de l'argent. Plus de 60 pour cent des parents et des tuteurs ont adopté les paiements numériques. Une approche centrée sur le client a permis de lancer des options de paiement numériques pratiques et flexibles pour les parents en ce qui concerne les frais de scolarité. Des initiatives similaires dans le Pacifique, par exemple dans les Îles Salomon, ont entraîné l'utilisation enthousiaste (72 pour cent pour les hommes, 52 pour

cent pour les femmes) du système de paiement numérique des frais de scolarité par les parents et tuteurs. Les populations rurales n'ont plus à parcourir de longues distances pour régler les frais de scolarité. La réussite de ces services dépend de l'accès des parents et des tuteurs à des agents capables d'assurer efficacement les services d'encaissement et de décaissement.

Pour compléter les efforts du gouvernement et d'autres parties prenantes, l'UNCDF met en œuvre une approche axée sur le développement de systèmes pour bâtir des solutions d'éducation durable. L'engagement de l'UNCDF à « ne laisser personne de côté à l'ère numérique » se concentre sur les contraintes éducatives auxquelles sont confrontés les femmes, les jeunes, les réfugiés et les migrants dans le nord de l'Ouganda. Des entretiens avec les étudiants, les familles, les enseignants et les administrateurs d'établissements scolaires de cette région ont mis en évidence plusieurs obstacles au niveau de l'offre qui empêchent les jeunes d'accéder à une éducation de qualité (voir extrait figure 18). De nombreux obstacles et contraintes sous-jacentes ont été identifiés lors de l'évaluation du système éducatif. L'UNCDF a collaboré avec le ministère de l'Éducation pour surmonter les obstacles suivants :

- **Gestion inefficace des écoles.** Les procédures inadéquates en matière d'administration des établissements compromettent le fonctionnement des écoles, ce qui a une incidence sur la qualité de l'éducation. Cela découle en particulier du recours à des systèmes et procédures de paiement inefficaces.
- **Une mauvaise planification annuelle de l'année scolaire** qui ne repose pas sur la demande et aboutit à un manque de ressources dans les écoles. Cet obstacle découle de l'utilisation limitée des données par les décideurs pour éclairer les décisions en matière de budget et d'affectation des ressources.

La hiérarchie des interventions et solutions numériques a été définie par les moyens nécessaires à leur mise en œuvre, l'impact potentiel sur les communautés cibles et la faisabilité des solutions. La sélection de ces solutions numériques tenait compte des barrières numériques à la demande auxquelles sont confrontées les communautés du nord de l'Ouganda, qui bénéficiaient d'un écosystème propice de connectivité mobile, de paiements et d'agents.

<sup>164</sup> Voir [www.worldometers.info/world-population/uganda-population/](http://www.worldometers.info/world-population/uganda-population/).

**FIGURE 18.**

Analyse des contraintes du secteur de l'éducation par l'UNCDF (février 2020)

PROBLÈME (SYMPTÔME)	CONTRAINTES SOUS-JACENTES	CONTRAINTES SOUS-JACENTES	FONCTIONS/MISSIONS D'ASSISTANCE PERTINENTES	POINT FAIBLE DES FONCTIONS/MISSIONS D'ASSISTANCE
Administration scolaire inefficace	Les données censées éclairer la gestion des établissements scolaires sont limitées	Les données ne sont pas recueillies régulièrement Certaines données ne sont pas collectées Les enregistrements de données sont perdus	Services connexes Compétences	Absence de responsabilisation adéquate Absence de mécanismes adéquats pour assurer la collecte et la responsabilisation Manque de connaissances sur les techniques de collecte et de gestion des données efficaces
	Les données visant à éclairer la gestion des établissements scolaires ne sont pas faciles à utiliser	Les données sont au format papier Les données ne sont pas collectées dans un format standard, p.ex., cocher des registres d'appel ou inscrire son nom sur une liste	Compétences	Manque de connaissances sur les techniques de collecte et de gestion des données efficaces Manque d'éducation numérique empêchant l'utilisation d'ordinateurs pour la saisie électronique des données Budget insuffisant pour l'achat de téléphones/ ordinateurs Absence de politique d'affectation budgétaire aux technologies
	Procédures de paiement inefficaces	Les parents effectuent principalement des paiements en espèces	Informations	Manque de sensibilisation et coûts et avantages de l'argent mobile par rapport aux autres mécanismes de paiement
Mauvaise planification annuelle de l'année scolaire	L'utilisation de données pertinentes pour éclairer la planification scolaire et les interventions d'autres parties prenantes du secteur de l'éducation est limitée	Les données ne sont pas faciles à utiliser car (i) pas disponibles au bon niveau d'agrégation / de désagrégation, (ii) difficile à compiler, (iii) en version papier Les planificateurs ne possèdent pas les compétences nécessaires pour tirer parti des données et les analyser	Informations Infrastructure – électrique et connectivité Compétences	Les données ne sont pas accessibles dans un espace centralisé et ne sont pas adéquatement agrégées/désagrégées Manque de compétences en matière d'éducation numérique empêchant l'utilisation d'ordinateurs/de téléphones pour la saisie de données électroniques Manque de sources d'énergie fiables et de connectivité Manque de formation adéquate des planificateurs scolaires

Pour s'attaquer aux systèmes et procédures de paiement inefficaces, l'UNCDF s'est associé au ministère ougandais de l'Éducation et avec une entreprise ougandaise (Service Cops Ltd.) qui fournit des solutions de paiement des frais de scolarité en Afrique. L'initiative de l'UNCDF vise à adapter la solution de paiement des frais de scolarité numérique aux régions rurales du nord de l'Ouganda. La solution permet de réduire le temps et les montants consacrés au règlement des frais de scolarité et devrait avoir une incidence importante sur l'amélioration des niveaux de gouvernance et de gestion. Les solutions de paiement des frais étant adoptées et intégrées dans les flux de travail des écoles, la feuille de route du programme offrira des services financiers additionnels (prêts numériques, solutions d'épargne, fonctionnalité d'argent de poche pour les étudiants, etc.).

L'UNCDF soutient aussi le ministère de l'Éducation et des Sports dans la mise en œuvre de solutions pilotes de recrutement numérique et d'apprentissage en ligne afin d'améliorer les compétences des enseignants du secondaire. Pour que de telles initiatives puissent se déployer pleinement en Ouganda et ailleurs, un certain nombre de facteurs devront être réunis. Il est important que les écoles, les gouvernements, les prestataires, informent les utilisateurs sur la manière dont les produits

fonctionnent et de vendre les nouvelles solutions aux parents et aux tuteurs. Il est également essentiel de sélectionner des technologies accessibles dotées de capacités hors ligne et capables de fonctionner dans des environnements où l'alimentation électrique est instable.

Cette approche ciblée met l'accent sur des solutions numériques accessibles pour les principaux acteurs du secteur de l'éducation. Pour éviter les nombreux écueils conduisant à l'échec des solutions numériques dans l'éducation, il convient de surmonter les obstacles auxquels ce secteur est confronté. Avant tout, un partenariat étroit avec les ministères de l'Éducation concernés est essentiel pour élaborer des solutions, assurer l'adhésion des investisseurs et garantir la durabilité. Il existe notamment des solutions numériques efficaces pour améliorer l'administration des établissements scolaires et la planification budgétaire. Cela peut libérer les ressources et accélérer la mise en œuvre de nouvelles approches éducatives pour améliorer les résultats scolaires et contribuer à la réalisation de l'ODD 4. Le lien entre ces initiatives et les efforts nationaux de transformation numérique en cours, en particulier les programmes d'éducation numérique, sera essentiel pour que les jeunes acquièrent les compétences nécessaires à l'ère numérique.

## SECTION 3.9

# AMÉLIORER LA SANTÉ EN EXPLOITANT LES SOLUTIONS NUMÉRIQUES

1 PAS DE  
PAUVRETÉ



3 BONNE SANTÉ  
ET BIEN-ÊTRE



Par Chris Lukolyo



## FAITS SAILLANTS

- Les défis liés aux soins de santé dans les PED ont des répercussions importantes sur la qualité et le coût des services, en particulier pour les populations vulnérables et rurales. En les relevant, nous améliorerons l'accès des plus vulnérables aux soins de santé. Du côté de la demande, les soins sont coûteux et il faut souvent se déplacer pour y accéder. Sur le plan de l'offre, les processus et les chaînes d'approvisionnement sur papier sont largement inefficaces et la prestation des soins est confrontée à des problèmes de dotation en personnel et de manque d'infrastructures adéquates.
- Grâce à ses partenariats, sa portée et son expérience des modèles numériques durables, l'UNCDF joue un rôle important pour soutenir les innovations centrées sur les clients, promouvoir le dialogue et démontrer comment améliorer les soins de santé pour les plus vulnérables.

Les solutions numériques peuvent améliorer l'accès général aux soins de santé ainsi que leur qualité et leurs coûts en zone rurale. Elles contribuent à promouvoir un

comportement favorisant la santé en donnant accès à l'information et en permettant aux travailleurs de la santé de fournir des services de qualité dans les zones reculées tout en réduisant les coûts pour les prestataires. Les dépenses de santé plongent 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté tous les ans<sup>165</sup>.

<sup>165</sup> Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, *Tracking Universal Health Coverage: 2017 Global Monitoring Report*, et UNSGSA, Better Than Cash Alliance, UNCDF, Banque mondiale « Igniting SDG progress through digital financial inclusion » pour consulter des faits probants liés aux ODD 13 et 17.

Comme beaucoup de Béninois, Oseye a eu du mal à obtenir un rendez-vous chez le médecin. Lorsqu'elle est arrivée à l'hôpital, il y avait beaucoup de gens qui attendaient pour un rendez-vous et elle a dû patienter à nouveau pour récupérer son dossier médical. Cette attente est un temps perdu qui l'empêche de vaquer à ses occupations domestiques. Elle a entendu parler de l'application goMediCAL et une infirmière au centre de santé l'a aidé à s'inscrire. Désormais capable de trouver un médecin et de prendre rendez-vous sur l'application, Oseye ressent une certaine tranquillité d'esprit car elle sait que tous les médicaments ou services dont elle pourrait avoir besoin sont facilement accessibles par téléphone.

## LE SECTEUR DE LA SANTÉ DANS LES COMMUNAUTÉS MAL DESSERVIES

Moins de la moitié de la population mondiale a accès à des services de santé essentiels<sup>166</sup>. Les ménages à faible revenu sont encore moins bien lotis. Ils reçoivent la majeure partie de ces soins de la part d'entités sans but lucratif financées ou subventionnées par le gouvernement ; ces prestataires reçoivent souvent des dotations, rémunérations et équipements insuffisants. On estime qu'il serait nécessaire de recruter 18 millions de travailleurs de la santé supplémentaires, principalement dans les pays à revenu faible et intermédiaire, pour obtenir une couverture médicale universelle d'ici à 2030<sup>167</sup>.

Des progrès ont été accomplis dans un certain nombre de domaines médicaux comme la réduction de la mortalité maternelle et infantile, l'augmentation de la couverture vaccinale et le contrôle de certaines maladies infectieuses. Toutefois, même si les progrès se poursuivent, le taux d'amélioration a ralenti et devrait s'inverser. En outre, la pandémie de COVID-19 a entraîné une hausse des maladies et des décès dus à des maladies transmissibles. Par exemple, les déprogrammations de soins devraient entraîner une augmentation de 100 pour cent des décès dus au paludisme en Afrique subsaharienne<sup>168</sup>.

Pourtant, la dépense publique par habitant reste faible dans ce domaine. Dans de nombreux PMA, il n'existe pas de caisse nationale d'assurance maladie et les particuliers prennent en charge eux-mêmes un

pourcentage élevé de leurs dépenses de santé. Des efforts concertés sont nécessaires pour assurer une couverture sanitaire universelle et un financement durable de la santé.

Les défis liés aux soins de santé dans les PED ont une incidence importante sur la qualité et le coût des services, en particulier pour les populations vulnérables et rurales. Ces mesures contribueront à améliorer l'accès aux soins de santé pour les plus vulnérables. Du côté de la demande, les soins sont coûteux et l'accès aux soins nécessite souvent des déplacements, ce qui augmente encore les coûts pour les utilisateurs. Sur le plan de l'offre, les processus et les chaînes d'approvisionnement sur papier sont largement inefficaces et la prestation des soins est confrontée à des problèmes de dotation en personnel et de manque d'infrastructures adéquates.

## LE NUMÉRIQUE RÉVOLUTIONNE LA SANTÉ

Le numérique a permis d'améliorer la fourniture des soins de santé en mettant les services à disposition de manière plus rentable et en simplifiant les procédures ainsi qu'en améliorant la couverture, la transparence et la responsabilisation.

Plusieurs exemples montrent les avantages de la prestation des soins de santé par le biais de plateformes numériques. Des initiatives telles que Babyl au Rwanda (qui offre un accès virtuel efficace) montrent que les services numériques peuvent être déployés à grande échelle dans le secteur de la santé en partenariat avec les gouvernements. Ce modèle numérique offre un accès efficace aux soins de santé grâce à la plateforme virtuelle qui réduit les coûts pour les consommateurs.

Outre l'impact sur les consommateurs, les technologies numériques peuvent aider les prestataires de soins de santé à améliorer l'efficacité de leurs services. Dans de nombreux PED, les cliniques avaient mis en place des procédures manuelles de gestion des données relatives aux patients et aux consultations, ce qui augmente les délais de récupération des dossiers. Désormais, des plateformes « healthtech » sont en train d'émerger pour répondre aux besoins des pharmacies, par exemple Field Intelligence au Kenya et au Nigeria. Ces plateformes tirent parti des données des pharmaciens et octroient des crédits en nature grâce à des stratégies de tarification « pay-as-you-sell ». Ce modèle d'affaires innovant peut améliorer l'efficacité des pharmacies et maintenir des prix peu élevés<sup>169</sup>. Cependant, les données sur la santé sont très sensibles et doivent être

<sup>166</sup> Organisation des Nations Unies, « Good health and well-being: why it matters », [www.un.org/sustainabledevelopment/wp-content/uploads/2018/09/Goal-3.pdf](http://www.un.org/sustainabledevelopment/wp-content/uploads/2018/09/Goal-3.pdf).

<sup>167</sup> Voir [www.who.int/health-topics/health-workforce#tab=tab\\_1](http://www.who.int/health-topics/health-workforce#tab=tab_1).

<sup>168</sup> OMS, « The potential impact of health service disruptions on the burden of malaria: a modelling analysis for countries in sub-Saharan Africa » (Genève, 2020).

<sup>169</sup> Voir [www.accion.org/how-tech-is-helping-to-meet-health-care-needs-during-the-pandemic](http://www.accion.org/how-tech-is-helping-to-meet-health-care-needs-during-the-pandemic).

traitées comme telles. Ainsi, les données sont traitées au niveau de la pharmacie et non pas du client. Certaines innovations en matière de financement du système de santé regroupent l'assurance avec l'information et le conseil, comme Tonic au Bangladesh, qui compte aujourd'hui 5 millions d'utilisateurs inscrits. Des solutions numériques peuvent également être utilisées par les travailleurs de la santé de première ligne pour consigner en détail les besoins médicaux des ménages et fournir des services de santé aux collectivités en plus de gérer et de suivre efficacement le travail des vulgarisateurs.

## L'UNCDF, UN RÔLE DE CATALYSEUR DANS L'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ

Grâce à ses partenariats, sa portée et son expérience des modèles numériques durables, l'UNCDF joue un rôle important pour soutenir les innovations axées sur les clients, promouvoir le dialogue et démontrer comment améliorer les soins de santé pour les plus vulnérables. Appliquant une approche centrée sur le développement des systèmes de marché, nous cherchons à surmonter les principales contraintes pour faciliter le développement de marchés durables.

Les approches numériques peuvent accroître l'accès aux soins en améliorant la prestation par le biais de canaux nouveaux et existants, ce qui rend les soins de santé plus rentables tant pour les consommateurs que pour les prestataires.

En soutenant goMediCAL, l'UNCDF avait deux objectifs principaux : intégrer davantage de personnes dans le système de soins de santé béninois, et accroître les transactions financières numériques et l'inclusion. L'application goMediCAL atteint ces objectifs en répondant aux contraintes auxquelles sont confrontés les prestataires de services médicaux en matière de planification, de gestion des dossiers et de paiement, entre autres. L'application permet aux patients de prendre et de confirmer les rendez-vous avec plus de 250 professionnels de santé, de partager leur dossier médical et de payer à distance. En 2019, quelque 15 900 patients utilisaient régulièrement l'application ; un chiffre largement supérieur à l'objectif initial<sup>170</sup>.

En raison d'une pénurie importante de professionnels de santé formés en Ouganda, les agents de santé communautaires tels que les équipes médicales dans les villages (EMV) sont devenus la pierre angulaire du système de santé primaire. Les EMV sont de plus en plus souvent considérées comme faisant partie intégrante des équipes médicales nécessaires à la réalisation des objectifs de santé publique. Toutefois, malgré leur succès au niveau communautaire, les EMV sont confrontées à des défis liés à la rémunération, à la formation et à la rétention<sup>171</sup>.

Prenons le cas de Leilah Akubar, un agent de santé communautaire à Koboko, qui doit transporter un registre volumineux, une balance, un tensiomètre et parfois des compléments alimentaires lorsqu'elle est amenée à se déplacer pour fournir des soins de santé primaires. Lorsqu'elle arrive chez quelqu'un, elle doit consulter son registre pour y trouver les informations relatives aux antécédents familiaux et y consigner une grossesse, la maladie d'un enfant ou le renvoi à un autre service. Le remplacement du registre papier par un système numérique réduit de moitié la charge physique que Leilah doit supporter tout en évitant les incohérences et les inexactitudes dans le diagnostic et les rapports.

En étroite collaboration avec le ministère de la Santé ougandais, BRAC Ouganda et Medic Mobile, l'UNCDF a examiné les défis auxquels sont confrontés les agents de santé du village comme Leilah avant de lancer une initiative visant à élaborer et à déployer un modèle de prestation durable basé sur les technologies numériques. Le modèle vise à accroître la qualité des services et la productivité des agents de santé dans la communauté tout en améliorant les résultats médicaux. La solution est centrée sur l'amélioration des soins prénatals et postnatals ainsi que la surveillance des maladies dans le nord de l'Ouganda et le district de Kiryandongo.

La solution numérique s'est avérée essentielle pour permettre aux agents de santé communautaires de maintenir la fourniture de services de santé pendant la pandémie de COVID-19. Reconnaisant la nécessité de maintenir le niveau de motivation des EMV, le numérique leur permet de tirer des revenus supplémentaires de la vente de produits liés à la santé. En traitant les obstacles systémiques à l'amélioration de la qualité du service, de la performance et de la motivation, le pilote vise à soutenir 400 agents de santé communautaires, ce qui aura un impact sur 200 000 bénéficiaires ou ménages membres.

<sup>170</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019](http://www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019).

<sup>171</sup> Kimbugwe, G., Mshilla, M., Oluka D., et al., « Challenges faced by Village Health Teams (VHTs) in Amuru, Gulu and Pader Districts in Northern Uganda », [www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4542049](http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4542049).

## OPTIMISER LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MÉDICAL POUR DE MEILLEURS RÉSULTATS

Lors d'une évaluation du marché menée par l'UNCDF en Ouganda, des contraintes sous-jacentes ont été identifiées concernant les chaînes d'approvisionnement médicales, notamment : le financement et les processus d'approvisionnement, les capacités d'approvisionnement limitées, les infrastructures inadéquates, les contraintes de distribution et de planification, un manque de personnel et une mauvaise coordination. Les stocks de médicaments représentent un problème de santé largement reconnu dans toute l'Afrique subsaharienne et, malgré un certain nombre de solutions pharmaceutiques numériques, l'Ouganda reste confronté à des difficultés.

L'UNCDF a lancé une initiative avec Medical Access Uganda Limited pour améliorer la gestion des stocks de médicaments essentiels et de fournitures médicales en Ouganda. Grâce aux technologies numériques, une solution a été déployée pour fournir régulièrement des informations sur la gestion des stocks concernant les médicaments essentiels et les fournitures médicales. Le système fournit rapidement des informations, des alertes et des rapports aux parties prenantes concernées de la chaîne d'approvisionnement sur la disponibilité des médicaments et des fournitures médicales, et permet une planification efficace pour assurer la continuité des flux.

Pour aboutir, ces efforts doivent reposer sur l'adhésion et la participation du gouvernement. Des changements de politique peuvent s'avérer nécessaires pour créer un environnement propice et soutenir le développement des infrastructures. Toutefois, les gouvernements ne peuvent emprunter ce chemin seuls.

Il convient d'obtenir l'adhésion des parties prenantes déjà actives au sein de l'écosystème. Des partenariats comme celui de l'UNCDF avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement complètent les efforts du gouvernement visant à améliorer l'accès et la prestation des services de santé, en particulier pour les habitants des zones difficiles à atteindre. Ces initiatives contribuent à fournir de meilleures solutions de soins de santé à tous, comme prévu par l'ODD 3 (permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge), et ont un impact positif sur d'autres ODD essentiels.



## SECTION 3.10

# DES SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES SUR-MESURE POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUTRES ALÉAS



Par Krishnan Narasimhan



## FAITS SAILLANTS

- Différentes approches peuvent être envisagées pour gérer les risques de catastrophes liées au climat, notamment le renforcement des capacités et l'éducation en matière de résilience et de planification de la reprise. Les services financiers sur mesure, destinés à mettre à la disposition des plus vulnérables des solutions efficaces et pertinentes, doivent faire partie de ces approches.
- L'action en faveur du climat doit inclure le financement et l'assurance contre les risques climatiques, car ils permettent d'atténuer les effets des catastrophes liées au climat et d'accélérer les initiatives d'adaptation. L'exploitation du numérique, notamment après la COVID-19, ouvre la voie à la mise en œuvre de mesures urgentes.

Le changement climatique représente aujourd'hui une menace pour la résilience et l'adaptation des populations marginalisées à l'échelle mondiale car il plonge nombre d'entre elles dans la pauvreté. Les effets négatifs du changement climatique ne sont pas les mêmes selon les pays ; compte tenu des différences régionales en matière de risques, de capacité d'adaptation et de nature des groupes marginalisés, certains groupes portent une part plus lourde du fardeau.

En Afrique de l'Est, les inondations extrêmes et les invasions de sauterelles en 2020 ont accru la faim et la pauvreté pour des millions de personnes. Pourtant, ces populations n'ont pas contribué de manière significative au réchauffement de la planète. Dans des pays tels

que le Bangladesh, dont les populations rurales sont très dépendantes de l'agriculture, les inondations résultant du changement climatique ou exacerbées par lui menacent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire<sup>172</sup>. Au Népal, où plus de 80 pour cent de la population dépendent de l'agriculture et des ressources forestières pour leur subsistance, les gens sont de plus en plus exposés aux inondations, à l'érosion des sols et aux glissements de terrain.

Le changement climatique devrait augmenter l'intensité

<sup>172</sup> Alamgir, M. S., Furuya, J., Kobayashi, S., Mostafiz, R. B., & Ahmed, M. R., « Farm income, inequality, and poverty among farm families » (Geo Journal, 2020).

et la fréquence des risques affectant les personnes, en particulier les groupes marginalisés<sup>173</sup>. Il est donc plus impérieux que jamais de venir en aide aux populations et aux pays les plus vulnérables. Différentes approches peuvent être envisagées pour gérer les risques de catastrophes liées au climat, comme le renforcement des capacités et la résilience par l'éducation et la planification de la reprise. Les services financiers sur mesure doivent faire partie de ces approches car ils sont destinés à mettre à la disposition des plus vulnérables des solutions efficaces et pertinentes.

## RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS GRÂCE À LA FINANCE NUMÉRIQUE

Des services d'assurances contre les intempéries basés sur des indices conçus sur mesure ont été déployés au Bangladesh et en Inde en utilisant des technologies satellite. Ces services aident à réduire le risque financier auquel sont exposés les petits exploitants en raison d'une météo défavorable<sup>174</sup>. En Afrique de l'Est, l'utilisation de technologies de collecte de données et d'images satellitaires a amélioré la réaction aux invasions de sauterelles en renforçant les opérations de contrôle<sup>175</sup>. Le Fonds d'assurances caribéen contre les risques liés aux catastrophes a aussi enregistré un certain succès dans le secteur des assurances<sup>176</sup> en versant rapidement des indemnités aux pays touchés par des catastrophes, ce qui permet de venir rapidement en aide aux pays confrontés à des problèmes de trésorerie.

Même si l'assurance peut être utilisée comme une approche *ex-ante* pour gérer le risque de catastrophe, les transferts de fonds peuvent l'être comme une réponse *ex-post*. Ces transferts jouent un rôle essentiel dans la reprise post-catastrophe car les migrants vivant à l'étranger envoient de l'argent à leur famille. En 2018, la Banque mondiale a enregistré un total de 529 milliards USD de transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire<sup>177</sup>. Compte tenu de l'importance des transferts et du rôle de l'assurance comme source de revenus lors des crises, de nouveaux modèles d'affaires et innovations numériques peuvent s'avérer essentiels pour améliorer la disponibilité et le caractère inclusif des services financiers.

## L'INNOVATION REND L'ASSURANCE PLUS ABORDABLE ET PLUS INCLUSIVE

Les produits et services d'assurances traditionnels en Afrique, Asie et Pacifique sont relativement inconnus, mal compris, ou généralement perçus comme peu abordables, surtout par la population marginalisée. Une enquête au niveau de la demande menée par l'UNCDF aux Îles Fidji en 2015 et réitérée en 2020 montre que la majorité des personnes non assurées dans le Pacifique ne savent pas quelles sont les assurances disponibles ni où les trouver<sup>178</sup>. La plupart des produits disponibles offrent une couverture de risque inadéquate et sont associés à des taux de prime prohibitifs, ce qui contribue au faible taux de pénétration de seulement 2,8 pour cent en Afrique et de 0,2 pour cent au Bangladesh<sup>179</sup>. Cependant, les innovations rendent l'assurance plus abordable et pertinente pour les segments marginalisés.

De nombreuses personnes vulnérables pensent que les services d'assurances sont très coûteux, et même qu'il s'agit d'un luxe. Le produit de microassurance groupé FidjiCare prouve le contraire ; il offre une couverture totale de 10 000 dollars fidjiens (FJD) (5 000 USD) pour des risques tels que le décès, les frais d'obsèques, l'incendie et les blessures corporelles pour une prime d'1 FJD (0,45 USD) par semaine<sup>180</sup>. Ceci montre bien que tout le monde peut accéder à une assurance, même les personnes à faible revenu. Le produit de microassurance groupé FidjiCare, qui ciblait initialement les cultivateurs de canne à sucre, s'est rapidement étendu à plus de 13 000 producteurs à travers les îles Fidji. Ce produit a ensuite été plébiscité par plus de 135 000 clients, ce qui traduit un appétit pour la microassurance parmi les groupes marginalisés du Pacifique.

L'innovation peut rendre l'assurance plus inclusive. Si la gestion des assurances traditionnelles peut être coûteuse, l'utilisation d'outils numériques et d'agrégateurs (par exemple des semenciers) pour la distribution, les paiements et le traitement peut rendre le processus moins cher. FidjiCare a utilisé des agrégateurs, dont des coopératives, des associations de producteurs et des établissements de crédit, pour faciliter le recouvrement des primes et le traitement des créances. L'application mobile FidjiCare permet aux clients de télécharger leurs demandes à distance sans avoir à

<sup>173</sup> Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat. *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems.*

<sup>174</sup> CGIAR, « Insurance as an agricultural disaster risk management tool: evidence and lessons learned from South Asia » (2019). <https://wle.cgiar.org/insurance-agricultural-disaster-risk-management-tool-evidence-and-lessons-learned-south-asia>.

<sup>175</sup> Voir [www.acaps.org/special-report/outbreaks-east-africa-desert-locusts-and-COVID-19](http://www.acaps.org/special-report/outbreaks-east-africa-desert-locusts-and-COVID-19).

<sup>176</sup> Voir [www.ccrif.org](http://www.ccrif.org).

<sup>177</sup> Banque mondiale, « Record high remittances sent globally in 2018 ».

<sup>178</sup> UNCDF, « National demand side surveys », [www.pfip.org/our-work/work-streams/market-information/national-demand-side-surveys](http://www.pfip.org/our-work/work-streams/market-information/national-demand-side-surveys).

<sup>179</sup> Banque asiatique de développement, « Disaster insurance in developing Asia: an analysis of market-based schemes » (2019).

<sup>180</sup> Voir [www.pfip.org/our-work/work-streams/financial-innovation/fiji-care-bundled-micro-insurance](http://www.pfip.org/our-work/work-streams/financial-innovation/fiji-care-bundled-micro-insurance).

soumettre des dossiers physiques et de réduire leurs coûts. La numérisation des chaînes de valeur d'assurance accroît l'efficacité des assureurs et des clients et étend la prestation de services aux segments marginalisés<sup>181</sup>.

## LA FINANCE NUMÉRIQUE RENFORCE LES PLANS NATIONAUX DE FINANCEMENT DES RISQUES

Les risques naturels comme les cyclones, les épisodes de sécheresse, les tremblements de terre et les tsunamis ont un impact économique important, non seulement au niveau individuel, mais aussi sur les budgets des pays à revenu faible et intermédiaire. Dans le Pacifique, les cyclones de catégorie 5 et les épisodes de sécheresse sont devenus plus fréquents au cours des cinq dernières années<sup>182</sup>. Les Îles Fidji, Tonga et Vanuatu ont été touchées de manière disproportionnée par ces catastrophes. Les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, des Caraïbes et d'Afrique subsaharienne sont également menacés par diverses catastrophes naturelles. Compte tenu des conséquences désastreuses de ces événements en termes de pertes humaines et financières, des stratégies nationales de financement des risques liés aux catastrophes climatiques (FRCC) sont nécessaires dans le cadre de programmes intégrés de gestion des risques liés aux catastrophes.

En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies, l'UNCDF lance une initiative dans le Pacifique qui vise à développer des instruments de FRCC axés sur les bénéficiaires micro et méso qui englobent les particuliers, les ménages, les communautés, les petites entreprises, les associations et les coopératives<sup>183</sup>. Cette initiative devrait développer, tester et déployer à grande échelle des instruments financiers hybrides, y compris l'assurance-indemnisation, l'assurance paramétrique et l'épargne afin d'offrir une combinaison unique de solutions visant à protéger contre les risques découlant à la fois du changement climatique et d'autres événements. Compte tenu des défis posés par la dispersion géographique des nombreux archipels du

Pacifique et de la nécessité de maîtriser les coûts, des solutions numériques seront déployées pour la réception et le règlement des demandes. En outre, l'UNCDF collaborera avec les gouvernements et les autorités de réglementation pour créer un environnement propice au déploiement de produits financiers hybrides innovants dans le cadre des stratégies de FRCC des différents pays.

Si cette initiative a d'abord vocation à être testée dans le Pacifique, l'expérience acquise sera reproduite dans d'autres pays d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes. En combinant l'expertise technique dans les domaines de l'assurance, des services financiers numériques, des modèles de distribution dans les zones reculées et des interventions politiques et réglementaires, l'UNCDF propose une approche radicalement nouvelle des besoins en matière de couverture des risques climatiques et de catastrophe. La stratégie globale consiste à autonomiser les consommateurs en leur inculquant des compétences financières et numériques améliorées et en déployant des instruments de financement mixtes et des solutions d'assurances inclusives fondées sur le marché dans les PMA et les marchés en développement.

## ACTION POUR LE CLIMAT : ASSURANCE INCLUSIVE ET FINANCEMENT DES RISQUES

L'action pour le climat (ODD 13) doit inclure le financement et l'assurance des risques climatiques, car ils permettent aux populations, aux communautés et aux pays marginalisés d'atténuer les effets des catastrophes liées au climat et de consacrer les fonds disponibles à d'autres efforts d'adaptation<sup>184</sup>. L'exploitation de la technologie numérique, notamment après le passage accéléré aux services numériques pendant la pandémie de COVID-19, ouvre clairement la voie à la mise en œuvre de mesures urgentes. Sous réserve de la mise en place d'une politique et d'une réglementation favorables<sup>185</sup>, il est probable que ces initiatives innovantes visant à rendre les assurances et les transferts de fonds plus pertinents et inclusifs puissent être répliquées.

<sup>181</sup> Voir [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/05/Agricultural\\_Insurance\\_for\\_Smallholder\\_Farmers\\_Digital\\_Innovations\\_for\\_Scale.pdf](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/05/Agricultural_Insurance_for_Smallholder_Farmers_Digital_Innovations_for_Scale.pdf).

<sup>182</sup> Voir [https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2021/03/EmergingHumIssuesBrief\\_Pacificfinal.pdf](https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2021/03/EmergingHumIssuesBrief_Pacificfinal.pdf).

<sup>183</sup> Les bénéficiaires au niveau micro sont des particuliers, tandis que les bénéficiaires au niveau méso sont des groupes tels que les associations d'agriculteurs et les coopératives qui, ensemble, disposent d'un pouvoir d'achat accru pour la couverture d'assurance.

<sup>184</sup> Voir [www.greenfinanceplatform.org/sites/default/files/downloads/resource/Inclusive%20Insurance%20and%20the%20Sustainable%20Development%20Goals\\_GIZ%20.pdf](http://www.greenfinanceplatform.org/sites/default/files/downloads/resource/Inclusive%20Insurance%20and%20the%20Sustainable%20Development%20Goals_GIZ%20.pdf).

<sup>185</sup> Voir [www.unisdr.org/files/globalplatform/591d50243021aMaking\\_Climate\\_Risk\\_Insurance\\_Work\\_for\\_the\\_Most\\_Vulnerable\\_Seven\\_Guiding\\_Principles.pdf](http://www.unisdr.org/files/globalplatform/591d50243021aMaking_Climate_Risk_Insurance_Work_for_the_Most_Vulnerable_Seven_Guiding_Principles.pdf).



## COMBLER LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Par Mats Granryd, directeur général, GSMA

Avec 5,2 milliards d'abonnés mobiles uniques dans le monde et plus de 7 milliards de personnes<sup>187</sup> couvertes par un réseau mobile, les technologies mobiles sont de plus en plus utilisées pour accéder à des services qui contribuent à la réalisation des ODD.

Dans le monde, l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure) reste l'objectif le plus impacté par l'industrie mobile. Depuis 2015, 900 millions de personnes supplémentaires bénéficient de la couverture 3G (couverture de 90 pour cent) et 2,2 milliards de personnes supplémentaires de la couverture 4G (couverture de 80 pour cent). L'infrastructure mobile est essentielle pour favoriser un développement inclusif et durable et pour stimuler l'innovation. La plus forte progression a été enregistrée pour l'ODD 4 (éducation de qualité), qui est également le deuxième objectif le plus impacté : 1,4 milliard d'abonnés mobiles ont utilisé leur téléphone pour améliorer leur éducation ou celle de leurs enfants en 2019, ce qui représente une augmentation de 140 millions d'utilisateurs depuis 2017.

Les technologies mobiles ont eu un impact considérable sur l'inclusion financière, qui touche plusieurs ODD. L'argent mobile a contribué à réduire l'exclusion financière dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Plus d'un milliard de comptes étaient déjà ouverts fin 2019<sup>188</sup>. Le nombre de femmes utilisant les services financiers augmente, les ménages à faible revenu commencent à accéder aux services publics essentiels et les petits agriculteurs sont payés plus vite et de façon plus pratique. Des millions de migrants et leurs familles bénéficient d'avantages qui leur facilitent la vie : transferts de fonds internationaux plus rapides, plus sûrs, moins chers, aide humanitaire en espèces distribuée de manière plus ciblée aux personnes en situation de crise.

Compte tenu de la portée mondiale de la téléphonie mobile, il est possible d'en faire plus pour tirer parti de ces technologies et progresser dans la réalisation des

ODD. L'accès à l'information de santé, aux services publics et aux paiements numériques, aussi bien dans les pays développés que dans les PED, sera essentiel pour aider les gens à bénéficier pleinement de l'Internet et des autres technologies mobiles. Ces technologies et services numériques ne peuvent réaliser tout leur potentiel sans la collaboration entre les gouvernements, les autorités de réglementation, le secteur privé, pour créer des marchés dynamiques et concurrentiels, et pour aider à façonner l'environnement numérique nécessaire.

La GSMA mène de nombreuses recherches dans ce domaine afin de connecter l'écosystème mobile et de surmonter les défis auxquels les pays sont confrontés pour combler la fracture numérique. Celle-ci se manifeste aujourd'hui par un écart de couverture de 600 millions de personnes qui vivent dans des zones non couvertes par le haut débit mobile et un écart d'utilisation de plus de 3,4 milliards de personnes qui vivent dans des zones couvertes par le haut débit mobile mais n'utilisant pas les services Internet mobiles. Si ces tendances se poursuivent, plus de 40 pour cent de la population des pays à revenu faible et intermédiaire seront toujours hors réseau en 2025. Certains défis sont transversaux, comme les obstacles à l'utilisation des technologies mobiles<sup>189</sup> dans les pays à revenu faible et intermédiaire (accessibilité, éducation, compétences numériques, sécurité). Ces obstacles sont souvent exacerbés pour les femmes, qui se heurtent à des interdictions familiales dans de nombreux pays. Notre programme Connected Women s'efforce d'accélérer leur inclusion numérique et financière et a publié récemment un guide pratique pour les femmes (« Practical Guide<sup>190</sup> for reaching women ») destiné aux opérateurs mobiles, au secteur public et aux ONG.

Nous savons que la fracture numérique peut sembler très différente entre les pays à revenu faible et intermédiaire et les sous-régions. Par exemple :

- En **Ouganda**<sup>191</sup>, c'est dans les zones rurales que la couverture des réseaux mobiles est la plus faible. Les ORM tels que MTN Uganda collaborent avec les principaux acteurs de l'écosystème, tels qu'iSAT Africa, pour tester et évaluer de nouvelles solutions de connectivité Internet mobiles pour les communautés rurales non connectées, et la GSMA a collaboré avec les décideurs politiques et l'UNCDF Ouganda pour intégrer la technologie mobile aux

<sup>187</sup> GSMA, *The Mobile Economy 2020*, <https://www.gsma.com/mobileeconomy/>

<sup>188</sup> GSMA, *State of the Industry Report on Mobile Money 2021*, <https://www.gsma.com/sotir>

<sup>189</sup> GSMA, *The Mobile Gender Gap Report 2020*, <https://www.gsma.com/r/gender-gap>

<sup>190</sup> GSMA, *Reaching 50 Million Women with Mobile: Guide pratique*, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/reaching-women-with-mobile>

<sup>191</sup> GSMA, *Supporting the Growth of the Tech Start-Up Ecosystem in Uganda: A Policy Outlook*, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/supporting-the-growth-of-the-tech-start-up-ecosystem-in-uganda-a-policy-outlook>

<sup>192</sup> GSMA, *Bangladesh: Driving mobile-enabled digital transformation*, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/bangladesh-driving-mobile-enabled-digital-transformation>

objectifs clés et domaines d'intérêt du Troisième plan de développement national (PDNIII).

- Au **Bangladesh**<sup>192</sup>, la couverture 3G a augmenté d'environ 50 pour cent en 2014, à 95 pour cent. Or, 70 pour cent des personnes couvertes par les réseaux mobiles à haut débit n'utilisent pas les services Internet mobiles.
- Pendant la COVID-19<sup>193</sup>, l'accès à des contenus et services numériques abordables a été fondamental. Conscients de l'importance des données, les ORM ont facilité l'accès à l'Internet mobile et son utilisation grâce à des mesures temporaires, dont des réductions sur les tarifs et des subventions.
- Au **Pakistan**<sup>194</sup>, la GSMA a collaboré avec le ministère des Technologies de l'information et des Télécommunications au sein de son programme Forums nationaux pour faire progresser l'inclusion numérique et économique via la téléphonie mobile.
- En Ouganda, les centres technologiques et les innovateurs tirent parti de la collaboration accrue avec les ORM, ce qui accélère le développement de nouveaux contenus et services. MTN Uganda met à disposition son API d'accès à l'argent mobile, qui permet aux entrepreneurs de développer des applications financières et transactionnelles améliorant l'inclusion financière en offrant des options de paiement personnalisées. La GSMA a travaillé avec l'UNCDF et Start-Up Uganda pour promouvoir un écosystème d'innovation sain.
- Au **Pakistan**, les plateformes numériques permettent d'accroître l'engagement, d'améliorer la prestation des services aux citoyens et d'assurer une bonne gouvernance parallèlement à la politique numérique gouvernementale pour bâtir une économie fondée sur la connaissance. En 2014, l'UNICEF, avec Telenor Pakistan et les gouvernements provinciaux du Sindh et du Punjab, a commandé un pilote visant à mesurer l'efficacité de la technologie mobile sur le processus d'enregistrement des naissances, jusqu'alors sur papier.
- Le **Ghana**<sup>195</sup> facilite la délivrance d'une identité numérique, essentielle pour permettre à la population d'accéder à des services comme les soins de santé, l'éducation, l'emploi, les services financiers et le vote. Tigo Ghana a collaboré avec des partenaires pour numériser l'enregistrement, le

rendre plus efficace et rentable.

- Le **Bangladesh** améliore la productivité des agriculteurs en leur proposant des plateformes mobiles fournissant des informations à jour sur les cours des produits, les techniques de production et les prévisions météo. Grameenphone et Robi offrent des services et des contenus mobiles d'agriculture, y compris saisonniers, pour les cultures et le bétail.
- Dans les **îles du Pacifique**<sup>196</sup> où, fin 2018, la pénétration de l'Internet mobile était plus faible que partout ailleurs, l'écosystème mobile s'emploie à surmonter les problèmes liés aux infrastructures, à la portée de la couverture et à l'accessibilité.

La collaboration entre tous les acteurs et la mise en place d'un environnement réglementaire et stratégique propice sont essentiels pour combler la fracture numérique dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Un certain nombre d'organismes, comme la Banque mondiale et la GSMA, soulignent l'importance de la collaboration et de l'harmonisation, tant dans les télécoms que dans la réglementation des TIC. Ils réalisent un travail essentiel au sein du porte-monnaie Mobile for Development et du programme de politique publique.

S'il y a de quoi se réjouir des progrès importants réalisés par l'industrie mobile pour réaliser les ODD ces cinq dernières années, il convient aussi de reconnaître que nos sociétés ne sont pas prêtes d'atteindre les objectifs de 2030<sup>197</sup>. La technologie mobile est au cœur de notre réponse aux principaux défis du monde, comme la COVID-19, qui a accru la vulnérabilité des personnes souffrant déjà de la fracture numérique.

Sur les marchés émergents où la technologie mobile est la technologie d'accès principale mais le taux d'adoption mobile est inférieur à celui des marchés développés, nous constatons que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont touchées de manière disproportionnée par cette pandémie. Les ORM ont continué d'innover dans la lutte contre la fracture numérique en fournissant des données pour l'accès à l'information essentielle.

À l'heure actuelle, nous devons nous engager à faire plus et plus vite. Nous devons étendre la connectivité mobile à ceux qui restent hors réseau, soit par manque d'accès soit à cause d'un problème d'utilisation. Notre monde incertain et en constante évolution n'a jamais eu autant besoin des collaborations entre différentes industries et les secteurs public et privé.

<sup>193</sup> GSMA, *Keeping Bangladesh connected: The role of the mobile industry during the COVID-19 pandemic*, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/12/Keeping-Bangladesh-connected-The-role-of-the-mobile-industry-during-the-COVID-19-pandemic.pdf>

<sup>194</sup> GSMA, *The power of mobile to accelerate digital transformation in Pakistan*, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/the-power-of-mobile-to-accelerate-digital-transformation-in-pakistan>

<sup>195</sup> GSMA, *Country overview: Ghana*, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/05/Ghana-Country-Overview.pdf>

<sup>196</sup> GSMA, *The Mobile Economy Pacific Islands 2019*, <https://www.gsma.com/mobileeconomy/pacific-islands>

<sup>197</sup> GSMA, *2020 Mobile Industry Impact Report*, <https://www.gsma.com/betterfuture/2020sdgimpactreport>





© John Rae

---

## PARTIE 4

# COMMENT FINANCER DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES ?

4.1	Comment l'innovation révolutionne le financement des ODD	118
4.2	La finance numérique modifie l'accès au capital	125
4.3	Le financement participatif peut être une source importante d'investissement alternatif pour les MPME	129
4.4	Le financement mixte au service des économies numériques inclusives	133

### DE NOS PARTENAIRES

<b>Groupe de travail de l'ONU sur le financement numérique</b> - Crise sans précédent et opportunité historique : L'exploitation du dividende numérique de la COVID-19 pour financer les ODD	122
<b>Bamboo Capital Partners</b> - Numérisation et investissement d'impact	137

## SECTION 4.1

# COMMENT L'INNOVATION RÉVOLUTIONNE LE FINANCEMENT DES ODD

Par Henri Dommel



## FAITS SAILLANTS

- L'écart de financement pour atteindre les ODD a été estimé à 2 500 milliards USD par an jusqu'en 2030 pour les PED ; un écart qui sera aggravé par les conséquences socio-économiques de la COVID-19. La finance numérique peut aider à combler cet écart en : (i) agissant sur la manière dont le financement est mobilisé pour soutenir la réalisation des ODD, (ii) transformant la manière dont la finance est canalisée vers les secteurs économiques et les populations qui en ont le plus besoin, à grande échelle et à très faible coût et (iii) créant des incitations pour des investissements additionnels dans les domaines où cet impact est le plus important.

Au cours des 10 dernières années, la numérisation des finances a été un moteur majeur de l'inclusion financière. Pour la première fois en 2019, le nombre de comptes numériques enregistrés avait dépassé la barre du milliard<sup>198</sup>. En même temps, les produits numériques et les innovations de marché ont permis l'intégration croissante des services financiers numériques avec l'accès à d'autres services dans l'économie réelle, par exemple la santé et l'éducation, l'énergie propre ou l'agriculture intelligente sur le plan climatique et pour les entrepreneurs. La révolution de la finance numérique permet donc de renforcer l'alignement des finances

avec les ODD d'une manière qui n'était tout simplement pas possible auparavant, en faisant coïncider l'accès au financement avec des priorités nationales comme l'amélioration de l'éducation, la santé, l'amélioration des pratiques agricoles ou l'accès aux marchés. En outre, la finance numérique contribue de manière unique au financement des ODD.

L'écart de financement pour atteindre les ODD a été estimé à 2 500 milliards USD par an jusqu'en 2030 pour les PED<sup>199</sup> ; la crise actuelle de la COVID-19 augmentera considérablement cet écart de financement en raison

<sup>198</sup> Voir [www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/state-of-the-industry-report-on-mobile-money-2019/](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/state-of-the-industry-report-on-mobile-money-2019/).

<sup>199</sup> CNUCED, « Developing countries face US\$2.5 trillion annual investment gap in key sustainable development sectors », 24 juin 2014, <https://unctad.org/en/pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=194>.

de ses conséquences socio-économiques. Néanmoins, la finance numérique peut aider à combler cet écart et contribuer de manière significative au financement des ODD à trois égards :

- i. en transformant la manière de *mobiliser* la finance pour soutenir les ODD
- ii. en transformant la manière dont la finance peut être canalisée vers les secteurs économiques et les populations qui en ont le plus besoin, à grande échelle et à très faible coût
- iii. grâce à la possibilité qu'elle offre de *surveiller* l'impact des flux financiers sur les ODD afin d'orienter les financements ultérieurs vers les domaines où cet impact est le plus important.

## COMMENT MOBILISER LES FINANCEMENTS DES ODD ?

L'expansion rapide de la finance numérique au cours des dix dernières années a profondément transformé les possibilités de mobiliser la finance et, en fin de compte, la manière dont les citoyens du monde investissent, comme le souligne l'édition intermédiaire du Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur le financement numérique des ODD<sup>200</sup>. La finance numérique a réduit considérablement le coût de la distribution dans les zones reculées, en fournissant à près d'un demi-milliard de citoyens<sup>201</sup> un accès à un compte auprès d'une institution financière. Ces comptes peuvent être utilisés pour l'épargne, comme alternative au bas de laine. Grâce aux efforts de l'UNCDF et d'autres organisations soutenant le développement des marchés dans des pays tels que la Zambie, le Sénégal, le Bénin et le Népal, la part des adultes utilisant des services financiers numériques a augmenté, passant de 2 pour cent de la population adulte à 44 pour cent au cours des cinq années qui se sont écoulées jusqu'à 2019<sup>202</sup>.

La détérioration des perspectives budgétaires et l'endettement de nombreux PED résultant de la

pandémie de COVID-19 ont intensifié les préoccupations quant à la manière de financer les ODD. La mobilisation de l'épargne du pays et des sources de capitaux internes en général est devenue une priorité. Les innovations qui ont touché les agents bancaires et les canaux de distribution alternatifs ont permis d'orienter l'épargne informelle à grande échelle vers le système financier formel. Nous assistons d'ores et déjà à une dynamique prometteuse de mobilisation de l'épargne : au cours des 20 dernières années, l'épargne mondiale est passée de 7 500 milliards USD à 23 300 milliards USD<sup>203</sup>.

La finance numérique permet également d'épargner à plus long terme tout en offrant aux gens la souplesse nécessaire pour faire face aux imprévus, le cas échéant. L'UNCDF a soutenu le Fonds national de prévoyance des Îles Salomon pour lancer un produit d'épargne retraite sans commission et mobile qui dessert désormais plus de 5 pour cent de la population<sup>204</sup>. Ce produit puise dans les crédits de temps pour rendre les dépôts abordables et pratiques et permet des retraits partiels au besoin. Les communautés vivant dans de nombreuses îles peuvent désormais utiliser le produit YouSave pour leurs besoins d'épargne à long terme.

L'innovation numérique accélère également la formalisation des flux de transferts de fonds, qui contribue à la stabilité macroéconomique des PED et les aide à atteindre les ODD. La crise de la COVID-19 devrait réduire le flux international de transferts de fonds d'environ 20 pour cent (120 milliards USD) en 2020 selon la Banque mondiale<sup>205</sup>. Toutefois, le taux d'utilisation des services de transferts de fonds numériques a augmenté au cours de cette période. Souvent moins risqués, ils sont proposés à moindre coût et contribuent à la formalisation des flux de transferts de fonds<sup>206</sup>.

Ces flux profitent directement aux migrants et à leurs familles en réduisant les coûts, en reliant les transferts de fonds aux services proposés sur les plateformes numériques ou en créant un « historique » des transactions financières. Au Népal, l'UNCDF s'est associée à une banque commerciale, Laxmi Bank, pour exploiter ses services de collecte à domicile. Dans le cadre de ces services, le personnel féminin équipé de

<sup>200</sup> Voir [www.undp.org/content/undp/en/home/news-centre/news/2019/United\\_Nations\\_Secretary-General\\_task\\_force\\_issues\\_interim\\_report\\_of\\_findings\\_on\\_power\\_of\\_fintech\\_to\\_advance\\_sustainable\\_development.html](http://www.undp.org/content/undp/en/home/news-centre/news/2019/United_Nations_Secretary-General_task_force_issues_interim_report_of_findings_on_power_of_fintech_to_advance_sustainable_development.html).

<sup>201</sup> Au cours des trois années qui se sont écoulées jusqu'à l'année 2018, plus de 515 millions d'adultes ont formellement ouvert un compte d'un type ou d'un autre. Voir <https://globalfindex.worldbank.org>.

<sup>202</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019](http://www.uncdf.org/article/5317/five-years-of-market-development-in-benin-senegal-and-zambia-2015-2019).

<sup>203</sup> Données de la Banque mondiale, 1998–2018, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDS.TOTL.CD>. Cité par le Groupe de travail sur la finance numérique <https://digitalfinancingtaskforce.org/wp-content/uploads/2020/08/DF-Task-Force-Full-Report-Aug-2020-1.pdf>.

<sup>204</sup> Voir [www.uncdf.org/article/6412/yousave-lomobile-leveraging-the-use-of-mobile-tech-to-save-for-retirement-in-solomon-islands](http://www.uncdf.org/article/6412/yousave-lomobile-leveraging-the-use-of-mobile-tech-to-save-for-retirement-in-solomon-islands).

<sup>205</sup> Voir [www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history](http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history).

<sup>206</sup> Une étude commanditée par l'UNCDF auprès de l'Association internationale des opérateurs de transfert de fonds en 2020 a démontré qu'en raison de la crise de la COVID-19, les opérateurs s'étaient fixé comme priorité d'élargir l'offre des canaux de transfert de fonds numériques, ce qui augmentera le pourcentage de transferts de fonds effectués sur les canaux officiels.

<sup>207</sup> Voir [www.cgap.org/blog/turning-remittances-savings-nepals-migrant-families](http://www.cgap.org/blog/turning-remittances-savings-nepals-migrant-families).

tablettes collecte les revenus quotidiens des ménages et des magasins. Avec l'aide de l'UNCDF, ce service à domicile a été exploité pour collecter les transferts de fonds et faire le lien entre les rentrées d'espèces et d'autres services financiers<sup>207</sup>. Tout en encourageant l'épargne, ce système a permis aux utilisateurs de se construire un profil de solvabilité auprès de la banque, qui sera évalué en cas de demande de prêt non garanti<sup>208</sup>. La formalisation des transferts de fonds est liée à des produits financiers qui peuvent aider les familles des expéditeurs à épargner à long terme ou à investir, par exemple, dans leur entreprise. En outre, la formalisation des flux de transferts de fonds par voie numérique présente des avantages macroéconomiques pour la balance des paiements des pays destinataires, ce qui améliore leur profil de risque de crédit et réduit le coût de l'emprunt international. Les petits investissements constituent un canal émergent pour la mobilisation des capitaux dans les PED, notamment par l'utilisation de plateformes de financement participatif (comme l'indiquent les articles ultérieurs). La finance numérique peut également favoriser la lutte contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale en augmentant le montant des financements publics disponibles pour les ODD.

## COMMENT CANALISER LES FINANCEMENTS VERS LES DOMAINES LES PLUS UTILES ?

La technologie numérique peut faciliter le réinvestissement de l'épargne dans des grands projets d'infrastructures socio-économiques à long terme (routes, écoles et centres de santé) et même orienter les investissements là où les épargnants locaux bénéficient directement des services améliorés et des effets économiques qui les accompagnent.

L'approche visant à connecter l'épargne numérique aux nouveaux investissements des administrations locales dans les grands projets d'infrastructures socio-économiques est actuellement testée par l'UNCDF et le PNUD avec le Bangladesh. Si elle enregistre les résultats escomptés, elle pourrait être déployée à l'échelle nationale ainsi que dans d'autres pays. En 2020, l'épargne mobilisée par les citoyens bangladais s'élevait à plus de 140 milliards USD (dont 72 milliards d'épargne formelle, 45 milliards d'épargne informelle et 20 milliards sous forme de transferts de

fonds). La finance numérique offre la possibilité de transformer les micro-épargnants du Bangladesh en micro-investisseurs en permettant l'agrégation de cette épargne à très faible coût, avec la garantie de la Banque centrale pour élaborer des instruments d'investissement capables de financer des infrastructures socio-économiques susceptibles d'améliorer directement la vie des citoyens. Au Bangladesh, le budget pour les infrastructures sur l'exercice 2018-19 s'élevait à 20 milliards USD, dont 64 pour cent étaient financés par des emprunts externes. Ce budget devrait augmenter considérablement d'ici à 2030 en raison des besoins des ODD. Recourir à l'épargne intérieure pourrait à la fois contribuer à réduire la dépendance à l'égard de la dette extérieure et renforcer l'implication des Bangladais, propriétaires en quelque sorte de ces investissements. Plus généralement, relier les priorités nationales en matière d'ODD aux systèmes de financement numérique offre d'énormes perspectives de croissance et fait partie des objectifs de l'UNCDF.

La dernière décennie a vu l'émergence de nouveaux acteurs (généralement extérieurs au secteur de la finance) qui étaient jusque là les chaînons manquants du financement destiné aux MPME. Par exemple, les acteurs « fintech » disruptifs ont adopté des approches algorithmiques sophistiquées pour les décisions de prêt aux consommateurs et aux MPME grâce à l'utilisation d'ensembles de données élargis, ce qui a permis à des centaines de millions de personnes d'accéder au financement. En Afrique subsaharienne, les prestataires de services d'argent mobile étendent leurs offres de crédit numérique aux agents, qui sont essentiellement des MPME locales. En Amérique latine, Mercado Libre, une plateforme de commerce électronique, accorde des prêts à des MPME qui n'auraient pas été éligibles sur la base des critères traditionnels des agences de crédit. Au Bangladesh, diverses fintechs comme le partenaire de l'UNCDF TallyKhata, proposent des crédits sans garantie basés sur la numérisation des registres des MPME. En Chine, MYbank utilise la technologie d'Alipay pour évaluer des demandes de crédit de millions de MPME en temps réel et de façon rentable. À l'échelle mondiale, les plateformes de commerce électronique comme Alibaba sont devenues des prêteurs importants pour les MPME qui les utilisent pour vendre leurs produits. Quant aux plateformes de covoiturage, elles accordent de plus en plus de financements aux chauffeurs et aux vendeurs participant à leurs écosystèmes. Eco-Cash, l'un des membres du Groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies sur le financement numérique des ODD, a lancé une initiative visant à promouvoir une plateforme d'investissement alternative pour financer des entreprises plus matures, telles que des petites et moyennes entreprises (PME). Dans ce cadre, l'UNCDF aide à mettre en place une bourse aux PME qui s'appuie sur des données alternatives pour créer des profils

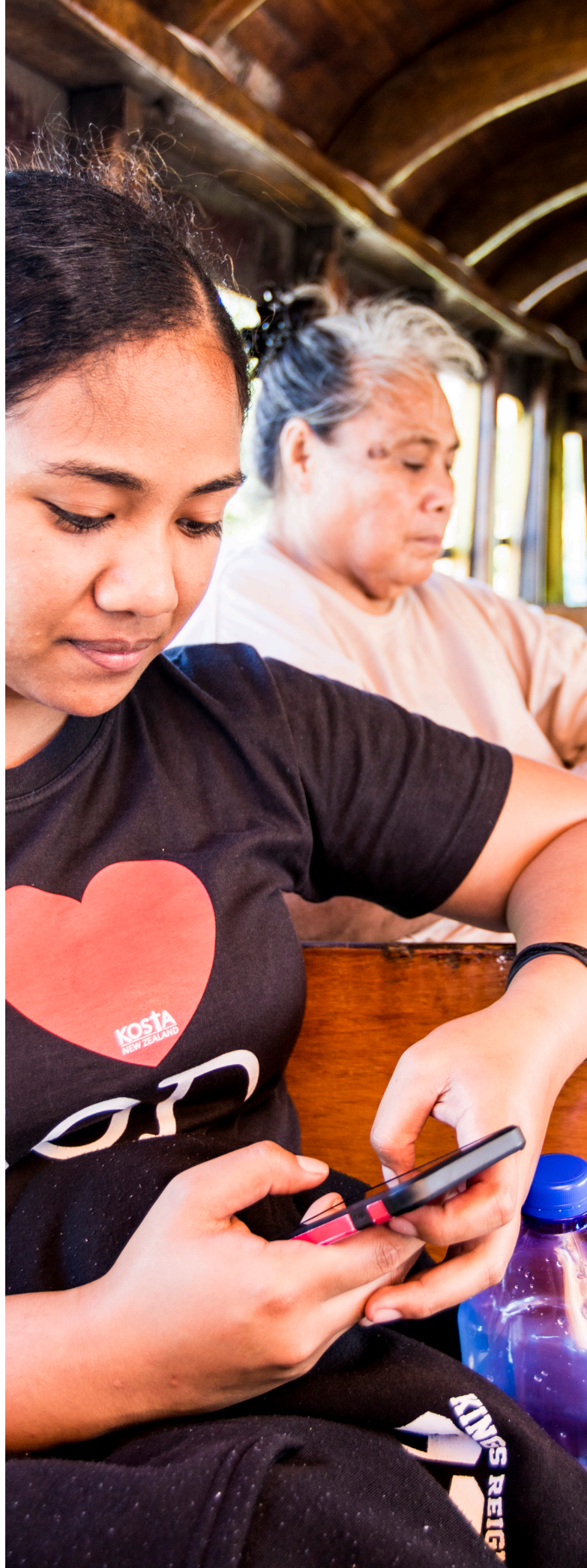
<sup>208</sup> Voir [www.oecd-ilibrary.org/sites/af1738af-en/index.html?itemId=/content/component/af1738af-en](http://www.oecd-ilibrary.org/sites/af1738af-en/index.html?itemId=/content/component/af1738af-en).

d'investissement et combler l'écart de financement avec les MPME à haut potentiel ayant besoin de fonds et d'investissements stables et à long terme.

Les solutions numériques sont désormais capables d'agréger la demande de crédit d'une manière qui était jusque là impossible (en particulier pour les MPME), d'offrir une évaluation des risques par le biais d'une notation de crédit alternative en tirant parti des données numériques et de structurer les offres d'investissement et l'accès au capital de façons innovantes.

## LA TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE POUR SUIVRE L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS DANS LES ODD

La croissance exponentielle de la collecte et du traitement des données permise par la révolution numérique a un impact profond sur la compréhension et le suivi des décisions d'investissement. En plus d'améliorer la tarification des risques, les données augmentent l'alignement et le suivi de l'impact des décisions d'investissement en matière d'ODD. Les plateformes numériques telles que la Future of Sustainable Data Alliance font progresser les approches axées sur les données pour intégrer efficacement les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les processus décisionnels et accroître la prise en compte des risques et des répercussions liés aux ODD dans les décisions de financement. La demande en investissements dans les ODD augmente dans le monde entier. Le numérique permet aux citoyens de décider comment investir et dépenser leur argent afin de s'aligner sur les objectifs de développement durable. Les gouvernements des PMA auront l'opportunité de tirer parti de cette demande et de canaliser le financement vers des projets nationaux qui bénéficieront aux communautés locales.





## CRISE SANS PRÉCÉDENT ET OPPORTUNITÉ HISTORIQUE : L'EXPLOITATION DU DIVIDENDE NUMÉRIQUE DE LA COVID-19 POUR FINANCER LES ODD

**Simon Zadek était chef du Secrétariat du Groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies sur le financement numérique et les ODD, et conseiller spécial en matière de finance auprès du Secrétaire général adjoint**

Le numérique est sorti gagnant de la COVID-19, crise sans précédent. La pandémie nous a propulsés dans un avenir numérique car des centaines de millions de personnes ont migré vers le monde virtuel pour réseauter, travailler et consommer. Le dividende numérique de la COVID-19 en matière de réalisation des ODD pourrait s'avérer énorme, qu'il s'agisse des objectifs climatiques, de l'accès à la santé ou de l'éducation.

Le dividende que nous en retirerons dépendra de la manière dont la numérisation entendra refaçonner la finance. La numérisation sera le moteur de la transition vers un développement à faibles émissions de carbone, plus inclusif et basé sur la résilience climatique si elle parvient à refaire de « l'industrie des services financiers ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une industrie au service des gens » comme le faisait remarquer la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, en janvier 2020. Le dividende numérique sera le moteur d'une transformation positive si la numérisation parvient à répondre à l'appel de Mark Carney, désormais envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique, qui souhaite remettre la finance à zéro en établissant un « système financier durable pour mettre fin à l'emballage du changement climatique ».

Le système financier mondial doit participer au financement des ODD dans l'intérêt collectif des citoyens du monde entier, qui sont les propriétaires ultimes des actifs financiers de la planète.

## La numérisation peut faire la différence si elle parvient à ce résultat.

C'est dans cet esprit que le Secrétaire général de l'ONU a créé son Groupe de travail sur le financement numérique des ODD (le Groupe de travail) à la fin de l'année 2018. Il a demandé à ses 17 membres extraordinaires, des dirigeants issus des secteurs de la finance, de la technologie, de la gouvernance et du développement, de « présenter des recommandations et d'accélérer les actions visant à exploiter la numérisation dans le cadre du financement des ODD ».

Près de deux ans plus tard, en août 2020 et dans un monde transformé par la COVID-19, le Groupe de travail a publié L'argent des citoyens : exploiter la numérisation pour financer un avenir durable. Ce rapport de référence :

- recense pour la première fois les centaines de projets innovants mis en œuvre dans le monde entier à l'intersection des types de développement numérique, financier et durable en exploitant les big data, l'intelligence artificielle, la blockchain, et bien sûr des plateformes mobiles.
- présente cinq opportunités catalytiques à plusieurs milliards de milliards de dollars pour exploiter la numérisation afin d'aligner la finance avec les ODD en évoquant à la fois les sujets les plus complexes liés aux marchés mondiaux des capitaux et les dollars empruntés quotidiennement par les vendeurs de Nairobi par l'intermédiaire de leurs appareils mobiles.
- établit un programme d'action orienté vers l'accès à ces opportunités, la création d'écosystèmes nationaux de financement numérique durable et la mise en place d'une gouvernance financière internationale plus inclusive.

Le Groupe de travail explique comment, par exemple, la numérisation peut contribuer à canaliser l'immense croissance de l'épargne intérieure, multipliée par trois en deux décennies pour atteindre 23 000 milliards USD en 2019, vers des investissements de développement à long terme. L'exemple cité, qui porte sur un projet bangladais faisant partie des sept initiatives d'« éclairer » mises en place par le Groupe de travail en collaboration avec le PNUD et l'UNCDF, illustre tout le potentiel de cette recommandation. L'initiative, centrée sur l'utilisation de rails numériques, met en commun l'épargne de nombreux Bangladais dans des pools de capitaux à grande échelle en vue d'investir dans des infrastructures durables en utilisant la technologie de la blockchain pour accroître la transparence et l'utilisation efficace de ces

fonds. En substituant ainsi l'épargne intérieure au capital international, le Bangladesh (comme de nombreux autres pays) pourrait réduire le coût du financement de l'infrastructure durable d'environ 20 pour cent et obtenir des effets multiplicateurs en versant des dividendes à ses citoyens plutôt qu'à des institutions financières extérieures. Il offrirait également aux Bangladais la possibilité de choisir comment leur épargne doit être utilisée et de demander des comptes aux personnes chargées d'utiliser leur épargne en leur nom.

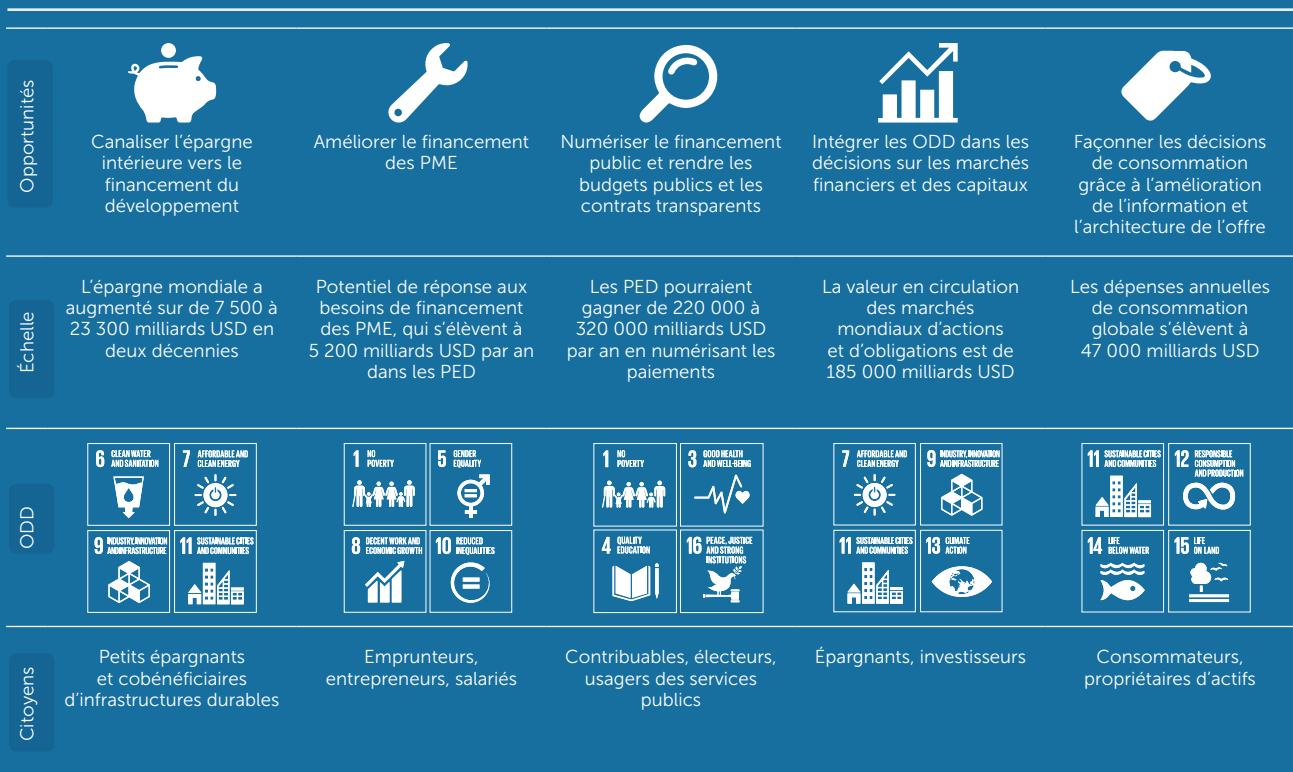
De même, le Groupe de travail souligne le rôle de la numérisation dans la hausse du volume d'actifs financiers répondant à des critères ESG à partir de son niveau actuel de 30 000 milliards USD sur des marchés des capitaux mondiaux de 185 000 milliards USD. Cet exemple montre bien comment le numérique peut accroître la transparence et la responsabilisation des finances publiques, qui représentent environ 20 pour cent des dépenses mondiales. Il nous montre également comment les prêts algorithmiques peuvent débloquent les 5 000 milliards USD annuels nécessaires au financement des PME qui sont à l'origine d'une grande partie de l'emploi et des moyens de subsistance du monde.

Dans *L'argent des citoyens*, le message clé du Groupe de travail aux leaders mondiaux est que la numérisation

sera une force vertueuse si elle fournit des financements centrés sur les citoyens. En tant que coprésidente, [Maria Ramos](#), ex-PDG d'Absa en Afrique du Sud, a souligné lors du lancement du rapport : « Nous avons une occasion historique d'accélérer et d'étendre l'impact transformateur de la numérisation... en repoussant les frontières de l'inclusion financière, en faisant des citoyens des épargnants, investisseurs, emprunteurs, prêteurs et contribuables à part entière et en leur rendant le contrôle de leur argent ».

Conscient de ce potentiel, le Groupe de travail reconnaît cependant les obstacles et les risques que cela implique. Outre les lacunes de l'infrastructure numérique ayant pour effet d'exclure des personnes et la répartition inégale des compétences, la numérisation risque de perpétuer la discrimination à l'égard des femmes et d'autres groupes. En outre, elle pourrait entraîner des violations de la sécurité des données, un risque de détournement des données et de fraude, et intensifier le court-termisme et la concentration du marché. Le programme d'action du Groupe de travail souligne ces risques et présente des recommandations pour les surmonter ou, tout au moins, les atténuer. En outre, le Groupe de travail a élaboré plusieurs initiatives d'éclairage pour proposer des mesures concrètes de lutte contre ces risques et obstacles. Par exemple, le Dialogue sur les finances numériques mondiales a

FIGURE 19.  
Les opportunités de numérisation



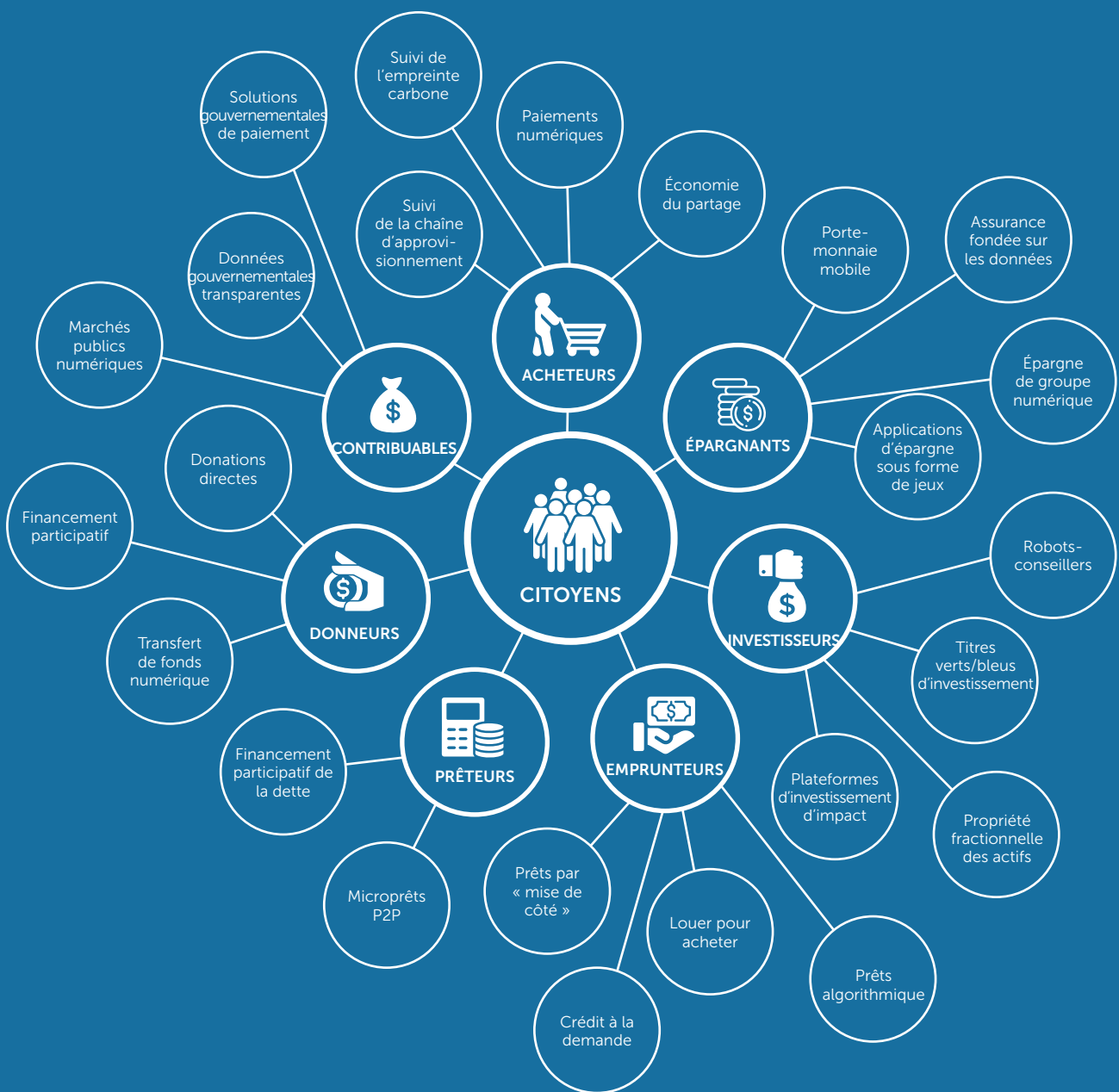
été lancé pour assurer la prise en compte des intérêts des PED et des ODD dans la future gouvernance des plateformes « Big Fintech » qui émergeront à l'échelle mondiale et feront partie de la force financière de demain.

Comme l'indique Patrick Njoroge, gouverneur de la Banque centrale du Kenya et membre du Groupe de travail et coprésident du Dialogue, « la crise de la COVID-19 est une tragédie, mais aussi une occasion

de changer. Après des décennies d'une croissance inégalitaire et d'investissements insoutenables, nous disposons des outils et du savoir-faire nécessaires pour améliorer la situation. Nous avons seulement besoin de la volonté de les utiliser ».

C'est nous qui décidons. ; faisons en sorte que les dividendes numériques de la COVID-19 façonnent le monde dans lequel nous souhaitons vivre.

**FIGURE 20.**  
Fournir des services financiers centrés sur les citoyens



## SECTION 4.2

# LA FINANCE NUMÉRIQUE MODIFIE L'ACCÈS AU CAPITAL

Par Henri Dommel et Rajeev Kumar



## FAITS SAILLANTS

- La finance numérique peut jouer un rôle essentiel dans la réduction de l'écart de financement en canalisant les fonds vers les entreprises qui font avancer les ODD et en augmentant l'épargne intérieure des citoyens. Les gouvernements du monde entier peuvent saisir cette opportunité numérique.

Un montant supplémentaire de 2 500 milliards USD par an est nécessaire pour atteindre les ODD dans les PED d'ici à l'année 2030<sup>209</sup>. Ce financement est disponible<sup>210</sup>, dans un contexte où le produit mondial brut et les actifs financiers bruts du secteur privé sont estimés à plus de 80 000 milliards USD et 200 000 milliards USD, respectivement<sup>211, 212</sup>.

La finance numérique peut jouer un rôle essentiel dans la réduction de cet écart de financement en canalisant les fonds vers les entreprises qui font avancer les ODD et en favorisant l'épargne intérieure des citoyens. Les gouvernements du monde entier peuvent saisir cette opportunité numérique. Deux initiatives émergentes inspirées des recommandations du Secrétaire général

des Nations Unies sur les finances numériques<sup>213</sup> illustrent la manière dont les partenariats public-privé se dessinent pour réduire l'écart de financement en exploitant la finance numérique. Même si elles sont en phase de pilotage, ces initiatives montrent comment la finance numérique pourrait soutenir la croissance des entreprises et faire participer les citoyens de manière innovante.

<sup>209</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *World Investment Report 2014*.

<sup>210</sup> Voir [www.un.org/sustainabledevelopment/sg-finance-strategy/](http://www.un.org/sustainabledevelopment/sg-finance-strategy/).

<sup>211</sup> « World Bank Databank » (2017).

<sup>212</sup> « Allianz Global Wealth Report » (2018).

<sup>213</sup> Voir [www.un.org/en/digital-financing-taskforce](http://www.un.org/en/digital-financing-taskforce).

# ÉTUDE DE CAS 1 : MOBILISER L'ÉPARGNE INTERNE POUR RÉINVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT AU BANGLADESH

De nombreux pays ne mobilisent pas encore assez de financements pour soutenir le développement des infrastructures, la décarbonisation et d'autres investissements essentiels à la réalisation des ODD. Mais rien ne sert de mobiliser davantage de fonds si ceux-ci ne sont pas inclusifs : les citoyens doivent devenir des acteurs de la prise de décision et bénéficier des retours sur ces investissements<sup>214</sup>. Au cours des deux dernières décennies, l'épargne mondiale a triplé pour passer à 23 300 milliards USD<sup>215</sup> alors que l'épargne intérieure des PMA a été multipliée par 15 pour atteindre 18 000 milliards USD. Les PMA doivent accélérer la croissance de l'épargne intérieure. Les solutions qui permettent aux citoyens d'investir leur micro épargne dans des infrastructures vertes ou durables locales ont été décrites par le Groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies comme une opportunité catalytique à saisir pour le système des Nations Unies.

Le Bangladesh saisit cette opportunité grâce à son initiative *Aspire to Innovate* (a2i) mise en œuvre par son ministère des Technologies de l'information et de la communication, avec le PNUD et l'UNCDF. Les partenaires de l'initiative a2i travaillent sur les différents aspects de ce projet pilote. L'objectif consiste à exploiter la finance numérique pour mobiliser l'épargne à des fins d'investissements et aider les citoyens à mettre leurs finances en accord avec leurs priorités. Avec 99 pour cent de Bangladais couverts par la connectivité mobile 2G, plus de 40 millions d'utilisateurs de smartphones et 39 millions de comptes de finance numérique, le Bangladesh dispose d'une opportunité sans précédent de mobiliser la micro-épargne des citoyens à grande échelle.

Le pays a besoin d'au moins 133 milliards USD d'ici à 2030 pour répondre à ses besoins en investissement dans les ODD<sup>216</sup>, en plus des 74 milliards nécessaires pour les dépenses d'infrastructures<sup>217</sup>. La COVID-19 et la récession économique en découlant pourraient gonfler encore davantage le budget requis pour les ODD.

<sup>214</sup> Groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies sur la finance numérique, *People's Money: Harnessing Digitalization to Finance a Sustainable Future* (Genève, 2020). Voir [www.un.org/en/digital-finance-taskforce](http://www.un.org/en/digital-finance-taskforce).

<sup>215</sup> Données de la Banque mondiale, 1998–2018, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDS.TOTL.CD>.

<sup>216</sup> Voir [www.un.org/ldcportal/uncdf-oecd-report-focuses-on-potential-of-blended-finance-for-ldcs-response-to-COVID-19](http://www.un.org/ldcportal/uncdf-oecd-report-focuses-on-potential-of-blended-finance-for-ldcs-response-to-COVID-19).

<sup>217</sup> Rapport à paraître rédigé par LightCastle Partners pour l'initiative a2i et l'UNCDF dans le cadre du développement du projet. Voir [www.un.org/ldcportal/uncdf-oecd-report-focuses-on-potential-of-blended-finance-for-ldcs-response-to-COVID-19](http://www.un.org/ldcportal/uncdf-oecd-report-focuses-on-potential-of-blended-finance-for-ldcs-response-to-COVID-19).

Actuellement, les infrastructures sont financées à 52 pour cent par des sources nationales, le solde provenant de sources externes comme l'aide publique au développement, les prêts concessionnels et les prêts non-concessionnels des marchés internationaux de capitaux. Une meilleure situation économique diminuerait les financements des donateurs multilatéraux tout en augmentant les taux d'intérêt sur les crédits. Ainsi, le gouvernement privilégie le recours au financement numérique pour mobiliser l'épargne interne.

L'épargne formelle réalisée par les citoyens du Bangladesh s'élevait à 54 milliards USD en 2019. Compte tenu de la croissance, ce chiffre devrait doubler d'ici à 2030. La finance numérique devrait fortement encourager l'épargne et la mobilisation des capitaux nationaux pour les investissements intérieurs à long terme. La numérisation permet à la micro-épargne du secteur informel d'intégrer le système financier formel et offre davantage d'options à ceux qui utilisent déjà le système financier<sup>218</sup>. Si les économies peuvent être agrégées et déployées par le biais d'une chaîne de valeur financière numérique à partir de 2020, 45 000 milliards USD de plus pourront être mobilisés annuellement en interne pour financer les ODD.

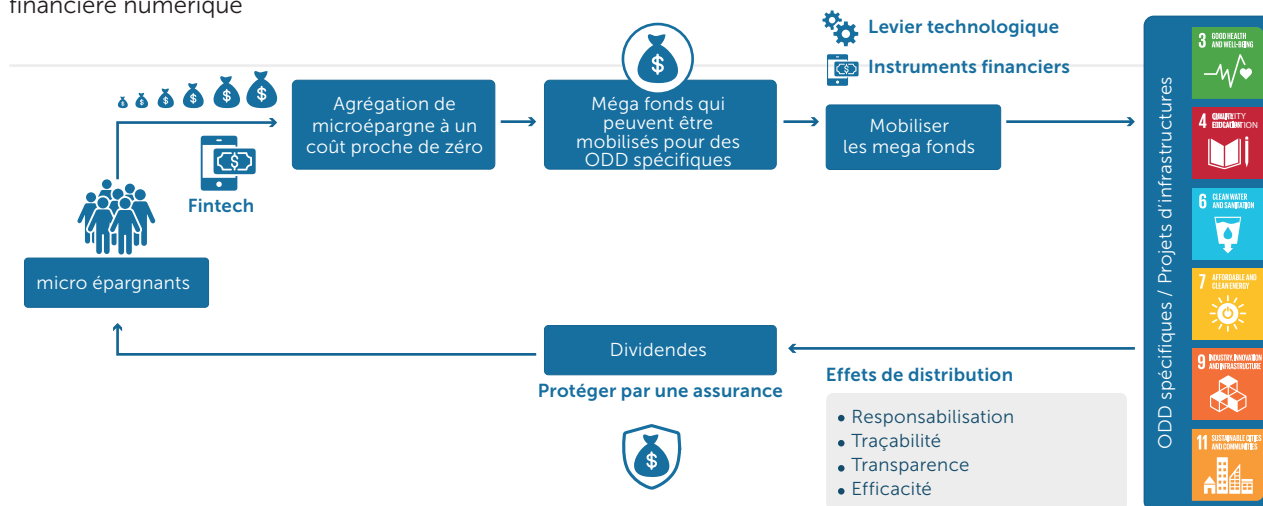
Les instruments et mécanismes financiers comme la titrisation, les obligations à impact, la microassurance et le financement participatif, peuvent s'ajouter à la chaîne de valeur financière numérique afin d'agréger la micro-épargne à grande échelle et canaliser l'investissement dans les ODD (voir figure 21). Un citoyen peut investir dans la construction d'un pont ou d'une route, dans la santé ou l'éducation ou encore dans l'énergie renouvelable pour en tirer les bénéfices plus tard sous forme de recettes (le cas du *susuk*, ce certificat financier délivré conformément aux principes de la charia). Dans ce but, un gestionnaire de fonds agréé par le gouvernement peut déployer ses activités moyennant une commission de gestion d'1,5 à 2 pour cent. Le fonds financerait ainsi le gouvernement, permettant une source peu coûteuse de financement à long terme. Ce mécanisme profite aux citoyens de plusieurs manières : il leur donne un accès plus direct aux possibilités d'investissement dans les infrastructures dont ils ont besoin, à des rendements égaux ou supérieurs à ceux obtenus par l'intermédiaire des banques ainsi qu'à la transparence et à la responsabilité.

Il est probable qu'un pourcentage plus important de besoins en financement du développement à long terme soit couvert par les ressources intérieures grâce à des produits d'épargne accessibles liés à des investissements locaux durables. Une telle approche pourrait réduire le coût du capital ainsi que le fardeau de la dette

<sup>218</sup> Groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies sur la finance numérique, *People's Money: Harnessing Digitalization to Finance a Sustainable Future* (Genève, 2020).

FIGURE 21.

Mobiliser la micro-épargne des citoyens pour financer l'infrastructure ODD par le biais de la chaîne de valeur financière numérique



internationale et la vulnérabilité aux fluctuations des taux de change. L'objectif ultime de ce modèle est de permettre aux citoyens d'obtenir des rendements équitables.

## ÉTUDE DE CAS 2 : LE FINANCEMENT NUMÉRIQUE RELIE LES PME AUX MARCHÉS DE CAPITAUX AU ZIMBABWE

Les PME sont capitales pour la croissance économique, la création d'emplois et la prospérité sociale d'un pays. La croissance de la plupart des PME des pays à faible revenu est freinée par le manque de financement<sup>219</sup>. Les PME sont mal desservies par les systèmes bancaires nationaux et les marchés de capitaux. La part du financement non bancaire dans le financement global des PME reste très faible. Les niveaux mondiaux de capitaux accumulés dans des actifs à rendement négatif ou à faible rendement étant historiquement élevés<sup>220</sup>, il est urgent de canaliser les capitaux pour en faire profiter les PME dans les PED. Les décideurs et régulateurs encouragent le recours à l'innovation pour combler cette lacune.

Les PME, qui ont besoin d'un financement à plus long terme et à moindre coût, ont du mal à accéder aux marchés de capitaux. Les pays à faible revenu possèdent

beaucoup moins de plateformes d'investissement destinées aux PME que les autres<sup>221</sup>. La procédure qu'une PME d'un pays à faible revenu doit suivre pour lever des fonds sur une bourse de valeurs est particulièrement lourde et chronophage. Les plateformes d'investissement inclusives pour les PME, qui intègrent des critères de durabilité et de protection des clients<sup>222</sup>, font partie des innovations émergentes dans les PMA, rendues possibles par la finance numérique.

Au Zimbabwe, une plateforme d'investissement inclusive destinée à relever ce défi est en cours de développement. Les 3,5 millions de microentreprises et de PME du pays jouent un rôle important dans son économie puisqu'elles emploient 75 pour cent de la main-d'œuvre totale. Près de 30 pour cent de ces entreprises ont entre 6 et 10 ans. Les PME, définies comme les entreprises zimbabwéennes qui comptent plus de 6 employés, représentent 12 pour cent de toutes les entreprises enregistrées ou agréées<sup>223</sup>. Comme dans tous les PMA, elles sont confrontées à des contraintes de financement, en particulier le financement à long terme et à moindre coût, et même lorsqu'elles sont bien établies<sup>224</sup>. Les PME n'ont pas encore accès aux marchés de capitaux. Au regard de leur importance, les décideurs politiques du Zimbabwe ont privilégié les initiatives visant à lever leurs contraintes de financement.

L'argent mobile a été largement adopté par la plupart des adultes et des entreprises du Zimbabwe pour les paiements et les transactions. Ecocash est ainsi le plus grand prestataire de services financiers mobiles (SFM) au Zimbabwe. Il a d'ailleurs analysé les

<sup>219</sup> Société financière internationale, *MSME Finance Gap: Assessment of the Shortfalls and Opportunities in Financing Micro, Small, and Medium Enterprises in Emerging Markets* (Washington, DC, 2017).

<sup>220</sup> Globalement, les obligations à rendement négatif s'élèvent à environ 10 000 milliards USD, et plus de la moitié de tous les actifs sous gestion rapportent moins de 5 pour cent à l'échelle mondiale.

<sup>221</sup> Voir [www.world-exchanges.org/storage/app/media/research/Studies\\_Reports/2018/WFE%20Overview%20of%20SME%20Markets%20Report%20October%202018.pdf](http://www.world-exchanges.org/storage/app/media/research/Studies_Reports/2018/WFE%20Overview%20of%20SME%20Markets%20Report%20October%202018.pdf).

<sup>222</sup> Groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies sur la finance numérique, *People's Money: Harnessing Digitalization to Finance a Sustainable Future* (Genève, 2020).

<sup>223</sup> Enquête FINSCOPE 2012.

<sup>224</sup> Voir <http://documents1.worldbank.org/curated/en/780081468137402417/pdf/945050WP0Box385442B0P12644800PUBLIC0ACS.pdf>.

données transactionnelles de plus de 70 000 PME. En collaboration avec ses partenaires, il a constaté que l'utilisation de ces données pour évaluer la solvabilité et la valeur des entreprises, ainsi que pour gérer les risques de vigilance à l'égard de la clientèle et de lutte contre le blanchiment de capitaux pouvait offrir un accès aux marchés des capitaux et ainsi accroître la participation des investisseurs. Ces nouvelles sources de données sont importantes lorsque les PME ne disposent pas d'états financiers correctement vérifiés et audités.

En partenariat avec Ecocash, la Financial Securities Exchange Limited (FINSEC) a lancé une plateforme dédiée aux PME : le portail de cotation du marché des entreprises de croissance (Portail GEM)<sup>225</sup>. L'Investors Exchange (IEX) et l'UNCDF apportent leur concours technique à cette initiative. Le portail est conçu comme une plateforme destinée aux PME, solide de bout en bout et dotée de fonctionnalités de levée de fonds entièrement automatisées par le biais de placements privés, de cotation en bourse, de négociation et de règlement de titres. La FINSEC permet l'automatisation complète de tous les processus d'émission et de négociation des différents types d'instruments financiers. La technologie permet à la FINSEC de proposer des produits et services du marché des capitaux à un large éventail d'émetteurs et d'investisseurs de manière efficace et rentable. Par exemple, la FINSEC a créé une application qui fonctionne sur tous les appareils, dont les téléphones mobiles, et qui permet aux investisseurs de détail de fournir des crédits, même pour des sommes inférieures à 100 USD.

La plateforme GEM est en phase de pilotage : 135 PME se sont enregistrées et ont fourni leurs données pour subir un contrôle de diligence raisonnable. Trois investisseurs sont enregistrés sur la plateforme, accompagnés de sept conseillers (pour renforcer les capacités des PME, développer des documents liés aux investissements et les aider dans le cadre des introductions en bourse, le cas échéant). La solution pourrait permettre à 20 000 PME de lever des fonds au cours de la prochaine phase. L'initiative GEM s'inspire de projets pionniers lancés sur le marché thaïlandais des investissements alternatifs et l'AIM de Londres, qui ont démontré que les PME pouvaient lever des fonds sur les bourses de valeurs mobilières. Le modèle du Zimbabwe est unique dans la manière de sélectionner et d'intégrer les PME sur la plateforme, de les conseiller pour les amener sur une dynamique de croissance et les mettre en contact avec les investisseurs qualifiés et les souscripteurs. Les PME qui satisfont aux exigences de cotation peuvent se rendre sur la plateforme d'échange de titres si elles ont besoin de lever des capitaux ou d'obtenir des prêts.

Le portail GEM intègre certaines fonctionnalités uniques pour le marché zimbabwéen au sein d'une infrastructure d'échange de titres. Il :

- permet aux PME de déposer des demandes sur une plateforme commune ;
- crée des profils de PME en utilisant des données alternatives, des ensembles de données numériques tels que la monnaie mobile, les données bancaires, les cartes de crédit, les données de transfert de fonds, les données sur les points de vente, les données satellites, etc. (la plupart des sources de données n'ont pas encore été intégrées) ;
- rassemble les investisseurs, les bénéficiaires, les conseillers et les souscripteurs sur une seule et même plateforme ; et
- réduit le coût des procédures de diligence raisonnable et crée des portefeuilles de financement de PME basés sur des investissements, en fonction des besoins des investisseurs (taille, région, secteur, impact, etc.).

Il pourra classer les financements des PME entre portefeuilles obligataires, financement direct, véhicules ad hoc et introductions en bourse. Cette approche pourrait répondre aux différentes exigences de financement et offrir plusieurs options aux investisseurs. L'objectif consiste à créer un pool d'actifs diversifié répondant à diverses préférences, du côté de la demande et de l'offre.

Outre les ensembles de données d'argent mobile, des données provenant d'institutions financières, telles que les CABS, sont utilisées sur la plateforme pour générer des notes d'évaluation pour les PME. Les partenaires travaillent actuellement avec les régulateurs et d'autres entités pour accepter de nouveaux ensembles de données. On prévoit également de tester si d'autres sources de données peuvent être utilisées pour financer des microentreprises sur la plateforme.

Différents risques doivent être gérés. De nombreux marchés émergents connaissent des situations politiques et économiques volatiles qui peuvent perturber les marchés de capitaux. Il existe également des risques de change, de perception, de fraude et de corruption. L'accès aux données peut également constituer un risque (comme cela a été démontré en 2020 lorsque l'un des plus importants fournisseurs de SFM du pays a été contraint de cesser provisoirement ses activités). Les plateformes d'investissement inclusives, telles que le portail GEM, peuvent être conçues pour aider les PME à mieux gérer et de façon progressive certains de ces risques. Par exemple, la plateforme GEM peut offrir aux PME un accès au financement avant leur introduction en bourse, ce qui réduit leur exposition aux fluctuations des marchés boursiers en raison des changements politiques et économiques.

<sup>225</sup> Voir [www.gemportal.co.zw](http://www.gemportal.co.zw).

## SECTION 4.3

# LE FINANCEMENT PARTICIPATIF PEUT ÊTRE UNE SOURCE IMPORTANTE D'INVESTISSEMENT ALTERNATIF POUR LES MPME

Par Mark Wensley



## FAITS SAILLANTS

- À l'échelle mondiale, d'importants investissements sont canalisés grâce aux plateformes de financement participatif, mais les PMA sont encore à la traîne. L'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie-Pacifique (hors Chine) représentent moins de 3 pour cent des volumes mondiaux de financement participatif.
- La numérisation devrait continuer de mettre en contact les investisseurs particuliers et institutionnels avec les entreprises. Pour permettre aux PMA de bénéficier des opportunités offertes par le financement participatif via des plateformes, la réglementation doit encourager l'investissement responsable et l'innovation.

La finance numérique commence seulement à réduire l'écart de financement qui empêche nombre de PMA d'atteindre les ODD. Le groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies sur la finance numérique affirme que celle-ci peut également remodeler les marchés financiers en démocratisant les investissements durables dans des secteurs importants pour les communautés locales.

Le financement participatif<sup>226</sup> est une innovation financière numérique qui place les décisions d'investissement entre les mains des investisseurs de détail ainsi que des investisseurs institutionnels. Même si certains pays émergents, tels que l'Indonésie, ont tiré parti de cette innovation pour obtenir plus d'1 milliard USD par le biais du financement participatif, la pratique ne fait que commencer à s'installer dans de

<sup>226</sup> Le financement participatif s'entend largement et englobe la dette (prêt entre pairs, prêt issu du bilan, financement du commerce, titres et mini-obligations), l'investissement (actions, immobilier, participation aux bénéfices par le biais d'actions ou de redevances) et le financement non fondé sur des investissements (récompenses ou dons). Ce document se concentre sur les modèles de dette, où les plateformes entre pairs ou de marché n'acceptant pas de dépôts facilitent les prêts aux consommateurs et aux entreprises et tirent une partie (ou la totalité) du financement accordé de leur bilan et de la négociation de factures et des titres (p.ex. mini-obligations).

nombreux PMA et exige une attention particulière si l'on envisage de la généraliser. Il convient également de mettre un soin tout particulier à orienter les investissements alternatifs vers des entreprises, en particulier les MPME qui sont bien placées pour fournir un grand nombre de services nécessaires à la réalisation des ODD dans des zones reculées.

## LES PMA DOIVENT ACCÉLÉRER LE FINANCEMENT PARTICIPATIF

À l'échelle mondiale, d'importants investissements sont canalisés par le biais de plateformes de financement participatif, mais les PMA sont encore à la traîne. Les fournisseurs de financements participatifs ont accordé 304 milliards USD d'investissements alternatifs en 2018 à travers le monde<sup>227</sup>. En dehors de la Chine, qui a confirmé la tendance, le volume mondial a augmenté de 48 pour cent en 2018 pour atteindre 89 milliards USD. L'activité de financement participatif est concentrée dans les pays avancés, comme la Chine et les États-Unis. En revanche, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie-Pacifique (hors Chine) représentent jusqu'à présent moins de 3 pour cent des volumes mondiaux de financement participatif. Sur une base par habitant, cela signifie qu'une personne en Zambie ou dans les Îles Salomon a obtenu un financement participatif de 2,35 USD ou de 0,51 USD respectivement, alors qu'un habitant des États-Unis a obtenu un financement de 186,9 USD<sup>228</sup>.

Environ la moitié de tous les investissements mondiaux a été réalisée par des investisseurs institutionnels. Aux États-Unis, leur contribution atteignait 85 pour cent. Toutefois, ce sont principalement les investisseurs de détail qui fournissent des financements dans les PMA. Un manque de réglementation ralentit les flux d'investissements dans le financement participatif. En Afrique, où le financement participatif a progressé de 102 pour cent en 2018 pour atteindre 209 millions USD, par exemple, seuls deux pays ont adopté des règlements pour encadrer ces investissements : le Maroc et la Tunisie. La majorité de ces investissements concerne donc des pays africains qui n'ont pas encore introduit de cadres réglementaires. On peut s'attendre à une

croissance de ces pratiques au fur et à mesure que des cadres réglementaires seront mis en place dans 11 autres pays africains<sup>229</sup>. Ces développements pourraient s'accompagner d'une hausse des investissements nationaux grâce au financement participatif au moment où 76 pour cent des financements participatifs en Afrique sont assurés par des investisseurs internationaux.

## DIVERSES FORMES DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS BÉNÉFICIENT AUX MPME

Dans les PMA, les particuliers et entreprises pratiquent depuis longtemps la mutualisation de leurs ressources financières pour investir dans leur communauté, comme le montre la popularité des groupes d'épargne informels tels que les *chamas* en Afrique de l'Est et les *tontines* en Afrique de l'Ouest.<sup>230</sup> La technologie numérique a rendu possibles les investissements plus ciblés et diversifiés au sein et au-delà de leur communauté. Le financement participatif a recours à la technologie pour mettre en contact de nombreux bailleurs de fonds avec des entreprises, personnes, ONG ou organismes publics ayant besoin de financements. Ce faisant, il contourne les intermédiaires financiers traditionnels<sup>231</sup>. Le financement participatif peut être utilisé pour émettre de la dette, obtenir des fonds propres ou recueillir des dons<sup>232</sup>. Techniquement, il existe plusieurs versions de cette innovation, notamment les prêts entre pairs, les crédits sur les marchés et les activités connexes de collecte de capitaux en ligne<sup>233</sup>.

La dette ou les prêts aux MPME par le biais de plateformes de financement participatif impliquent souvent l'identification et l'évaluation des besoins d'investissement des MPME. Les plateformes peuvent faire concorder les opportunités d'investissement avec les attentes des investisseurs en matière de rendement ajusté au risque et priorités environnementales, sociales et de gouvernance. Les opportunités d'investissement peuvent être financées par plusieurs investisseurs (parfois la plateforme de financement participatif elle-même, qui investit des actifs de son propre bilan) qui se partagent ensuite le risque et le rendement de cet investissement. Les investisseurs peuvent choisir parmi

<sup>227</sup> Ce chiffre comprend les prêts issus du bilan, qui s'élèvent à 31 milliards USD. Voir [www.jbs.cam.ac.uk/wp-content/uploads/2020/08/2020-04-22-ccaf-global-alternative-finance-market-benchmarking-report.pdf](https://www.jbs.cam.ac.uk/wp-content/uploads/2020/08/2020-04-22-ccaf-global-alternative-finance-market-benchmarking-report.pdf).

<sup>228</sup> Idem.

<sup>229</sup> Voir <https://africancrowd.org/#africa> (consulté le 12 février 2021). Angola, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo-Brazzaville, Guinée Équatoriale, Gabon, Kenya, Nigéria, Rwanda et Ouganda.

<sup>230</sup> Voir <https://africancrowd.org/blog/equity-crowdfunding-a-new-regime-for-sme-financing-in-africa/> (consulté le 12 février 2021).

<sup>231</sup> Voir [www.cgap.org/research/publication/crowdfunding-and-financial-inclusion](https://www.cgap.org/research/publication/crowdfunding-and-financial-inclusion).

<sup>232</sup> Idem.

<sup>233</sup> Le présent chapitre utilise le terme « financement participatif » au sens le plus général, de manière à englober toutes ces formes.

<sup>234</sup> Voir [www.jbs.cam.ac.uk/wp-content/uploads/2020/08/2020-04-22-ccaf-global-alternative-finance-market-benchmarking-report.pdf](https://www.jbs.cam.ac.uk/wp-content/uploads/2020/08/2020-04-22-ccaf-global-alternative-finance-market-benchmarking-report.pdf).

plusieurs investissements pour diversifier leur risque.

En 2018, seuls 50 milliards USD (31 milliards USD hors Chine) ont été déboursés pour les prêts aux entreprises à l'échelle mondiale<sup>234</sup>. Les MPME sont mal desservies par le système bancaire national et les marchés de capitaux des PMA. Pour financer ces MPME, certains fournisseurs de financement participatif tirent parti des innovations en matière de données et d'algorithmes commerciaux et transactionnels pour réaliser des notations de crédit et pour mettre en contact les investisseurs avec les clients et fournisseurs par le biais de plateformes numériques, ce qui permet d'améliorer la souscription et la gestion des risques.

## UNE SOLUTION INNOVANTE QUI RÉPOND AUX BESOINS DES MPME DANS LES PMA

L'exemple des pays où il existe un « chaînon manquant » du financement pour les MPME actives dans l'économie informelle, du Ghana à l'Indonésie en passant par le Bangladesh, démontre que le financement participatif peut constituer une source importante de capitaux dans ces PMA. Des pays « éclaireurs », tels que le Bangladesh, lancent des stratégies pour encourager le financement participatif dans le cadre de leur approche globale de mobilisation des capitaux nationaux afin de financer les ODD<sup>235</sup>. Le travail de l'UNCDF offre plusieurs enseignements sur les futures opportunités de financement participatif dans les PMA :

- **Le financement participatif peut atteindre les MPME à grande échelle moyennant des adaptations « tech and touch ».** L'Indonésie est en train de démontrer sa capacité de financement participatif à financer un grand nombre de PME. Par exemple, Amarnya a accordé 215 millions USD de prêts répartis entre 600 000 micro-entrepreneurs<sup>236</sup>. L'UNCDF a soutenu Amarnya en proposant des formations en éducation financière aux micro-entrepreneurs envisageant d'utiliser le service. De même, la plateforme Modalku<sup>237</sup> a accordé 1,4 milliard USD aux entreprises. Son modèle d'affaires tire parti d'un financement participatif « tech » allié à une

approche pratique « touch » avec les MPME.

L'UNCDF a soutenu la mise en place d'un réseau d'agents pour prendre en charge les demandes de prêts ainsi que les évaluations, le décaissement et la collecte.

- **L'utilisation innovante des données et des relations avec les fournisseurs est en train d'améliorer la gestion des risques.** Au Ghana, les plateformes de financement participatif adoptent de nouvelles approches de souscription et de gestion des risques pour financer les MPME, notamment dans les régions d'Ashanti et de l'Ouest où le manque d'opportunités économiques a conduit les jeunes à migrer. Dans ces régions, l'UNCDF soutient **Pezesha**<sup>238</sup>, une fintech kenyane, en faisant le lien entre les besoins en financement des MPME (emprunteurs) et l'intérêt des investisseurs (dont les banques, les institutions de microfinance et d'autres prêteurs de détail) en matière d'investissement. Les investisseurs fournissent des crédits et sont remboursés par tranches. Les MPME peuvent demander un prêt en ligne en moins de deux minutes. Pezesha utilise un processus de notation de crédit pour évaluer la solvabilité des entreprises et propose un cadre pour adapter l'offre de financement. La fintech améliore la gestion des risques en limitant l'utilisation des fonds à certains biens et services qu'elle ou ses partenaires mettent à la disposition du bénéficiaire. Un algorithme d'appariement sélectionne les opportunités d'investissement pour les investisseurs en fonction de leur appétit pour le risque et de leurs attentes en matière de rendement ajusté au risque. Les responsables de comptes sur le terrain complètent le modèle opérationnel en assurant des missions de diligence raisonnable et de service client, et Pezesha offre une formation financière aux utilisateurs pour encourager les emprunts responsables.
- **Convergence avec les plateformes de commerce numérique.** Au Bangladesh, les plateformes numériques montrent comment le financement participatif peut être intégré à des offres de plus

<sup>235</sup> Voir [https://digitalfinancingtaskforce.org/wp-content/uploads/2020/08/Mobilizing-Domestic-Microsavings-to-Finance-SDGs\\_Aug\\_23\\_3PM-1.pdf](https://digitalfinancingtaskforce.org/wp-content/uploads/2020/08/Mobilizing-Domestic-Microsavings-to-Finance-SDGs_Aug_23_3PM-1.pdf).

<sup>236</sup> Issu d'un rapport interne.

<sup>237</sup> Voir <https://medium.com/pulse-lab-jakarta/tracking-the-progress-of-our-fintech-challenge-fund-winners-7067d0d56898>.

<sup>238</sup> Voir [www.uncdf.org/article/6494/two-crowdfunding-models-pioneered-in-ghana-under-the-green-project](http://www.uncdf.org/article/6494/two-crowdfunding-models-pioneered-in-ghana-under-the-green-project).

<sup>239</sup> Voir [www.uncdf.org/article/5619/agile-in-response-how-a-bangladeshi-start-up-is-revolutionizing-digitization-in-the-farming-sector](http://www.uncdf.org/article/5619/agile-in-response-how-a-bangladeshi-start-up-is-revolutionizing-digitization-in-the-farming-sector).

<sup>240</sup> Voir [www.siaedge.com/news/2021/1/21/new-partnership-between-uncdf-emergent-payments-ghana-and-strategic-impact-advisors-relaunch-of-fundraising-africa-under-the-green-project](http://www.siaedge.com/news/2021/1/21/new-partnership-between-uncdf-emergent-payments-ghana-and-strategic-impact-advisors-relaunch-of-fundraising-africa-under-the-green-project).



grande ampleur. Par exemple, iFarmer<sup>239</sup> fournit une solution numérique pour les agriculteurs qui regroupe le financement, la formation et les conseils agronomiques pour améliorer leur productivité et leur rentabilité. iFarmer s'est associée avec des plateformes de commerce électronique et de logistique pour vendre des produits et exécuter les livraisons. Grâce à sa fonctionnalité de financement participatif, elle a mis en contact 2 000 agriculteurs avec des investisseurs depuis 2018. L'UNCDF a aidé iFarmer à intégrer davantage d'agricultrices dans son réseau.

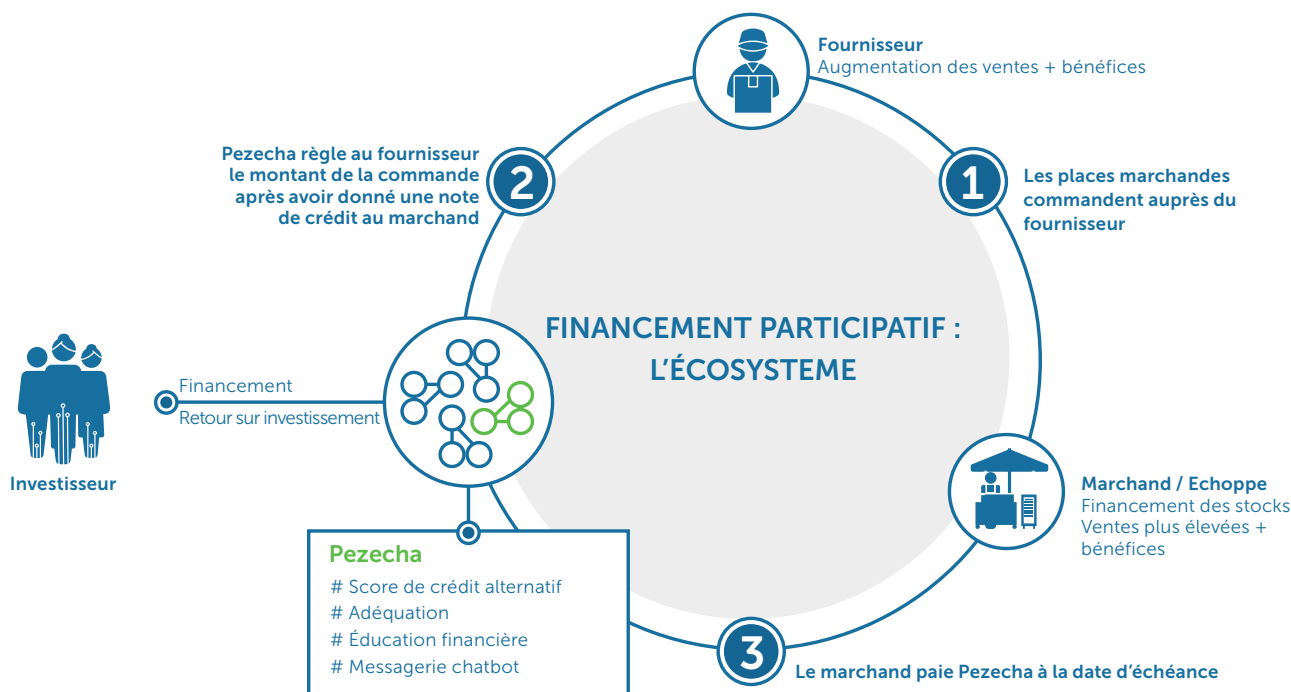
- **Le financement participatif fait partie d'un continuum de financement.** Les plateformes pour les dons ont également un rôle important à jouer dans la canalisation des fonds vers les projets communautaires et les populations vulnérables. L'UNCDF soutient FundRaising Africa<sup>240</sup>, une plateforme lancée pour soutenir les jeunes entrepreneurs pendant la COVID-19 en canalisant les fonds de la diaspora ghanéenne. Les bénéficiaires des dons peuvent être mis en contact avec des institutions financières pour obtenir des

sources de financement plus durables à mesure que leur entreprise s'agrandit.

La numérisation devrait continuer, dans le monde entier, de mettre en contact les investisseurs particuliers et institutionnels avec les entreprises ayant besoin d'investissements. Pour permettre aux PMA de bénéficier des opportunités offertes par le financement participatif, en particulier par le biais de plateformes nationales, la réglementation en vigueur doit encourager l'investissement responsable et l'innovation. Un environnement sûr et propice est essentiel pour permettre à ce secteur de prospérer et de réaliser pleinement son potentiel<sup>241</sup>. Pour préserver la confiance en ce type de solutions, il est essentiel, pour les plateformes de financement participatif, de renforcer les capacités financières des MPME et d'adopter des pratiques de financement responsables. L'innovation continue en matière d'utilisation des données pour la souscription et les approches en matière de gestion des risques encourageront le financement participatif des PME exclues du système financier officiel.

FIGURE 22.

L'écosystème du financement participatif



<sup>241</sup> Voir [www.cgap.org/sites/default/files/researches/documents/Working-Paper-Crowdfunding-and-Financial-Inclusion-Mar-2017.pdf](http://www.cgap.org/sites/default/files/researches/documents/Working-Paper-Crowdfunding-and-Financial-Inclusion-Mar-2017.pdf).

---

## SECTION 4.4

# LE FINANCEMENT MIXTE AU SERVICES DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES

Par Laura Sennett et Casper Sonesson



---

## FAITS SAILLANTS

- Les approches centrées sur le financement mixte peuvent s'avérer utiles pour optimiser l'impact catalytique du financement du développement en répartissant les risques ou en réduisant les coûts pour ajuster les profils de risque-rendement pour les investisseurs privés. Elles peuvent réduire l'écart entre les risques réels et les risques perçus d'investissement sur ces marchés. Les PMA ne reçoivent actuellement qu'une petite partie des financements mixtes.
- Le recours aux outils numériques permet d'améliorer le rôle de la finance mixte pour atteindre les zones reculées. Des innovations comme la notation de crédit alternative, la vérification numérique, etc. facilitent la structuration des opérations de financement mixtes, offrant un accès à des fonds autrefois hors de portée.

Bien que les finances publiques internationales et nationales restent essentielles pour atteindre les ODD, les ressources publiques ne seront pas suffisantes. Les investissements du secteur privé doivent s'aligner davantage sur les ODD et les soutenir. Il est particulièrement urgent de relever ce défi dans les PMA, qui éprouvent souvent des difficultés à attirer des investissements privés, notamment des investissements directs étrangers.

En outre, l'architecture de financement du développement ne canalise pas efficacement les ressources vers les PMA à l'échelle et à la vitesse

nécessaires pour ne laisser personne de côté. Les parties prenantes se préoccupent de plus en plus de la manière dont les ressources publiques limitées peuvent être utilisées pour mettre en place les bonnes incitations, réglementations, capacités productives et instruments financiers afin de réduire les risques d'investissement et de mobiliser les financements privés pour les ODD.

Dans ce contexte, la capacité du financement mixte<sup>242</sup> à utiliser des ressources concessionnelles pour mobiliser les ressources du secteur privé nécessaires pour les PMA paraît de plus en plus intéressante. Les approches centrées sur le financement mixte peuvent permettre

d'optimiser l'impact catalytique du financement du développement en partageant les risques ou en réduisant les coûts pour ajuster les profils de risque-rendement pour les investisseurs privés. Elles peuvent créer d'importants effets de démonstration en réduisant l'écart entre les risques réels et les risques perçus d'investissement sur ces marchés.

Toutefois, les PMA ne reçoivent qu'une faible part des financements mixtes. Une plus grande prise de risque et l'expérimentation tant au niveau du projet que du financement ou du crédit sont nécessaires. En outre, les opérations mixtes exigent généralement un soutien concessionnel plus élevé dans les PMA que dans d'autres PED afin de garantir la viabilité financière.

Sur l'ensemble des financements privés mobilisés par des interventions officielles de financement du développement entre 2012 et 2018, environ 13,4 milliards USD, soit 6 pour cent, ont été accordés aux PMA, tandis que plus de 74 pour cent ont été accordés aux pays à revenu moyen<sup>243</sup>. Les secteurs de l'énergie et des services bancaires et financiers sont les plus représentés, bénéficiant de 50 pour cent des financements privés (796 millions USD et 672 millions USD, respectivement) en moyenne en 2017-2018.

## LE RÔLE DE LA FINANCE MIXTE POUR FINANCER LES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES

À mesure que le développement des économies numériques s'accélère dans les PMA, notamment en réponse à la COVID-19, de nombreux entrepreneurs numériques (à l'instar des entreprises de l'économie réelle) qui cherchent à bénéficier de solutions numériques sont confrontés à des défis pour accéder au capital d'investissement en vue de développer et de transformer leurs activités.

Les financements mixtes peuvent constituer une approche particulièrement adaptée pour accroître l'accès au financement pour les entreprises de l'économie numérique. Il y a plusieurs raisons à cela :

D'abord, les fournisseurs de capitaux concessionnels

exigent que les investissements soutenus aient un **impact clair sur le développement**, en plus de générer un rendement financier. Ces prestataires concessionnels sont généralement des institutions financières internationales et de développement, des bailleurs de fonds et des philanthropes. Il existe de plus en plus de preuves que les technologies et solutions numériques sont capables de contribuer fortement au développement afin d'accélérer la réalisation des ODD. Par exemple, dans son rapport de 2019, le Groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur la coopération numérique mettait l'accent sur les répercussions transformatrices des technologies numériques sur le développement et appelait à la création d'économies et de sociétés numériques inclusives afin d'accélérer la réalisation des ODD.

Deuxièmement, les fournisseurs de financements mixtes exigent que **les investissements soient commercialement viables**. D'une manière générale, le lancement de solutions numériques repose souvent sur une analyse de rentabilité convaincante, ce qui rend les investissements dans ce secteur attractifs. Par exemple, les plateformes et solutions numériques peuvent aider à réduire les coûts de transaction et permettre d'atteindre de nouveaux marchés nationaux et étrangers, en particulier pour les MPME.

Troisièmement, compte tenu des risques élevés présentés par les start-up numériques (souvent dépendantes des connaissances du personnel et absence de garanties), les banques commerciales et investisseurs traditionnels peuvent se montrer hésitants à leur proposer des financements. Les solutions de financement mixtes qui contribuent à **traiter ou à partager certains des risques** peuvent donc constituer une approche de financement particulièrement adéquate pour l'économie numérique.

Malgré l'importance des entreprises de l'économie numérique pour les ODD, il existe relativement peu d'exemples de la manière dont les financements mixtes ont permis d'investir dans les économies numériques, en particulier dans les PMA. Toutefois, plusieurs exemples et constatations font état de tendances et d'approches émergentes pour le financement mixte dans ce domaine :

- Le rapport conjoint de l'UNCDF et de l'Organisation de coopération et de développement économiques intitulé *Blended Finance in the Least Developed Countries 2020* (Financements mixtes dans les PED,

<sup>242</sup> Il existe plusieurs définitions de la finance mixte. Aux fins du présent rapport, on entend par financement mixte « l'utilisation stratégique du financement concessionnel pour encourager des investissements privés supplémentaires ou commerciaux dans des projets liés à des ODD ». UNCDF, « *Blended finance in least developed countries* » (2018).

<sup>243</sup> OCDE/UNCDF, « *Blended finance in the least developed countries 2020: supporting a resilient COVID-19 recovery* » (Éditions OCDE, Paris, 2020).

<sup>244</sup> Idem.

2020), constate que le secteur des communications (dont les TIC, la radio, la télévision, la presse écrite, les télécommunications, etc.) a bénéficié de 18 pour cent (211 millions USD) de tous les investissements privés mobilisés par les interventions officielles de financement du développement en 2018<sup>244</sup>.

- Le Plan européen d'investissement dispose d'une fenêtre numérique dédiée dans le cadre du Fonds européen pour le développement durable (FEDD), qui fournit des garanties. Ce volet numérique vise à soutenir les solutions numériques innovantes, en particulier celles qui répondent aux besoins sociaux locaux et aux problématiques d'inclusion financière, les solutions à faible teneur en carbone et celles qui promeuvent la création d'emplois décents<sup>245</sup>. L'objectif de la garantie du FEDD vise à encourager les institutions financières à travailler conjointement avec les secteurs privé et public afin de créer les conditions nécessaires pour atténuer les risques d'investissement dans les infrastructures numériques dans les zones reculées et d'élargir les services numériques. Le programme FMO Ventures, qui a reçu 45 millions d'euros (56,8 millions USD) de la garantie FEDD pour stimuler les investissements des start-up utilisant des solutions numériques pour améliorer ou permettre l'accès à des produits et services pour les communautés non desservies et mal desservies, y compris dans la fintech, l'agritech, l'énergie hors réseau, le commerce électronique et les soins de santé, est un bon exemple de la manière dont ces garanties sont utilisées. La garantie, qui s'accompagne d'une assistance technique de 6,5 millions d'euros (7,7 millions USD), devrait générer environ 1 milliard d'euros (1,18 milliard USD) d'investissement au total dans les entreprises numériques<sup>246</sup>.
- Alternative Energy Technologies Group (Altech), un distributeur d'énergie solaire hors réseau et à la demande en République démocratique du Congo, est un autre exemple du rôle que pourrait jouer le financement mixte dans l'accélération de la transformation numérique. Basée dans l'est du pays, Altech tente depuis 2013 de résoudre le problème énergétique du pays, où environ 90 pour cent de la population n'a pas accès à l'électricité. Altech vend, distribue et installe des solutions énergétiques alternatives : lampes solaires, systèmes solaires et cuisson propre. Depuis sa création, Altech a vendu environ 200 000 unités et cherche actuellement à y ajouter 800 000 unités d'ici à 2025 (75 pour

cent d'installations solaires domestiques et 25 pour cent d'appareils de cuisson). Au cours du dernier trimestre 2020, l'UNCDF a accordé un financement de 500 000 USD à Altech pour soutenir son expansion. Le financement comprenait un prêt de 350 000 USD pour ses stocks et une subvention de 150 000 USD pour l'expansion de sa gamme de produits de cuisson propre. Compte tenu des perturbations de la chaîne d'approvisionnement résultant de la pandémie de COVID-19, l'obtention d'un financement, en particulier pour les stocks, est devenue stratégique. Outre le financement de l'UNCDF, Altech a obtenu un financement supplémentaire de 500 000 USD sous forme de crédit de la part de Social Investment Managers & Advisors, une société basée aux États-Unis. L'investissement de l'UNCDF porte à plus de 3 millions USD le financement total garanti par Altech en 2020 par le biais d'investisseurs externes et d'accords de fournisseurs directs.

- Au cours des trois dernières années, l'UNCDF a élargi sa capacité à utiliser des instruments financiers tels que les prêts et garanties de manière stratégique pour aider à débloquer des investissements commerciaux supplémentaires grâce à la mise en place de sa **plateforme d'investissement dans les PMA**<sup>247</sup>. Cette capacité unique du système des Nations Unies se développera au cours des années à venir et pourra s'orienter davantage vers les investissements catalytiques dans les nouvelles entreprises de l'économie numérique afin de démontrer la propension à investir et de permettre à ces entreprises d'accéder à des financements mixtes ou commerciaux à grande échelle. À titre d'exemple, en Éthiopie, l'UNCDF a collaboré avec le PNUD, la Banque de développement de l'Éthiopie et le gouvernement pour mettre en place un système de garantie pour les entreprises d'énergie renouvelable. En 2019, ce programme a garanti 1,1 million USD de prêts à 12 PME d'énergie renouvelable en partenariat avec cinq banques locales. Le concept devra être validé en vue de sa reproduction sur d'autres marchés et secteurs.



<sup>245</sup> Voir <https://ec.europa.eu/eu-external-investment-plan/sites/devco-eip/files/efsd-guarantee-windows-digital-for-development.pdf>.

<sup>246</sup> Voir [https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/181213-eip-28-guarantees-brochure-final\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/181213-eip-28-guarantees-brochure-final_en.pdf).

<sup>247</sup> Voir [www.uncdf.org/ldcip](http://www.uncdf.org/ldcip).

# LA FINANCE MIXTE PEUT AUSSI TIRER PARTI DES INNOVATIONS NUMÉRIQUES

L'utilisation d'outils numériques peut également contribuer à améliorer le rôle de la finance mixte dans le déploiement à grande échelle et dans les zones reculées. La numérisation de la finance a révolutionné l'accès au capital pour les PME ; les solutions numériques permettent l'agrégation de la demande d'une manière qui n'était pas envisageable auparavant (notamment pour les PME). Cela englobe l'évaluation des risques par le biais de notations de crédit alternatives, l'exploitation de données numériques, la vérification numérique des sûretés/garanties, la structuration des offres d'investissement et l'accès au capital de manières nouvelles et différentes. Ces innovations facilitent la structuration des opérations de financement mixtes, ce qui peut permettre d'accéder à des fonds autrefois hors de portée.

La numérisation de la finance a également ouvert la voie à de nouvelles approches visant à élargir la mobilisation des ressources nationales qui pourraient être réinvesties pour des projets à long terme dans les infrastructures socio-économiques et les secteurs prioritaires des PED (en lieu et place de l'emprunt externe) grâce à des structures de financement mixtes.

Les paiements numériques pourraient être utilisés pour soutenir le financement des infrastructures reposant sur des opportunités catalytiques permettant au grand public (y compris les petits épargnants à faible revenu) de mobiliser les dépôts à faible coût par des moyens numériques afin de co-investir dans le cadre d'une structure de financement mixte avec les investisseurs publics et privés (pensions et assurances). Les modèles à la demande qui reposent sur l'infrastructure numérique peuvent avoir recours à une structure de financement mixte pour dérisquer les investissements pour le développement de mini réseaux afin de lever les obstacles à l'investissement pour les clients ruraux à faible pouvoir d'achat.

La croissance exponentielle de la collecte et du traitement des données, rendue possible par la révolution numérique, a un impact profond sur la manière dont les investissements financiers mixtes peuvent être identifiés, suivis et contrôlés pour évaluer leur conformité avec les objectifs fixés par les ODD. Jusqu'à récemment, le manque de données et d'informations pour évaluer correctement les opportunités de marché limitait les investissements financiers mixtes. Les big data et sources alternatives de données recueillies peuvent aider à fournir les points de données nécessaires. Les données contribuent à accroître l'alignement et le suivi de l'impact des solutions financières mixtes en termes de soutien aux ODD.



## NUMÉRISATION ET INVESTISSEMENT D'IMPACT

Par Jean-Philippe de Schrevel, fondateur et directeur général, Bamboo Capital Partners

Un an après la COVID-19, il est clair que la plupart des PED n'ont pas subi les mêmes taux de contamination et de mortalité que l'Europe et les États-Unis, peut-être grâce à la jeunesse des populations, à un taux de mobilité plus bas et, dans certains cas, à des mesures et restrictions décisives. Néanmoins, la pandémie entraînera des changements importants dans la manière dont les citoyens des PED apprennent, travaillent, échangent et interagissent les uns avec les autres.

Les tendances en cours avant la crise s'accroîtront, ce qui donnera lieu à la fois à d'énormes défis et à des opportunités à saisir. Les ménages se concentreront plus que jamais sur les besoins essentiels en matière de santé, d'hygiène, d'alimentation et de sécurité des personnes. Compte tenu des exigences de distanciation sociale, les solutions numériques et technologiques sont devenues subitement plus attractives que les infrastructures « physiques ». Les solutions technologiques permettant de réduire les prix, tout en améliorant l'accès et l'utilisation de produits et services essentiels, devraient décoller au fur et à mesure de la reprise des économies et générer des retours sur investissement durables.

La dernière génération de fonds d'impact de Bamboo se concentre sur les stratégies d'investissement dans ces solutions, dont la connectivité Internet et mobile, les technologies cloud, l'IdO, la blockchain, les big data, l'intelligence artificielle, l'argent électronique, la reconnaissance vocale, les technologies d'imagerie, les drones et la géolocalisation. Les entreprises qui maîtrisent une ou plusieurs de ces technologies accuseront le coup de la COVID-19 mieux que leurs pairs et seront bien placées pour se développer rapidement au cours de la reprise économique.

La transformation numérique touchera l'ensemble des secteurs. Dans la santé, les technologies telles que la télémédecine, les plateformes de réservation médicale,

la diffusion et la gestion de l'information de santé, les technologies médicales repensées, les places de marchés numériques pour la pharmacie et l'assurance ou les outils de diagnostic pilotés, pour n'en citer que quelques-unes, permettront d'accroître l'accès à une gamme plus large de services de santé de meilleure qualité et moins chers. Par exemple, notre fonds de soins de santé se concentrera sur trois axes d'investissement : i) le déploiement à grande échelle des technologies qui améliorent considérablement la capacité des agents de santé communautaires et les infirmiers ou fournissent des services médicaux de base sans intervention humaine, ce qui permettra de surmonter la pénurie de travailleurs de santé hautement qualifiés ; ii) la réduction des coûts et de la complexité des modèles de prestation de soins de santé existants, et iii) la fourniture de nouveaux services qui seraient autrement hors de portée, grâce à des technologies spécialement conçues pour les environnements à ressources limitées.

De même, dans l'agriculture, la maturation des modèles technologiques offre une opportunité historique d'éliminer d'importants goulots d'étranglement. À titre d'exemple, on peut citer les marchés en ligne pour l'alimentation, le bétail, les intrants agricoles et l'assurance, les informations sur le marché des produits agricoles, les technologies abordables de la chaîne du froid, la génomique et les solutions logistiques, pour n'en nommer que quelques-uns. Dans l'industrie fintech, nos fonds continueront de se concentrer sur les paiements numériques, les portefeuilles électroniques, les microcrédits non structurés basés sur les données, les plateformes d'épargne circulaires numériques, les banques mobiles numériques et les plateformes de services financiers, les services de micro-assurance, les plateformes de commerce électronique et l'éducation financière.

La transformation numérique promet d'élargir les services de base dont ont besoin les populations mal desservies des marchés émergents. Mais si les pays n'embrassent pas la transformation numérique mondiale et si la communauté des investisseurs ne soutient pas cette transformation, le fossé entre riches et pauvres va s'accroître, creusant la fracture numérique en plus des terribles inégalités de richesses. Le temps est venu d'agir maintenant.



---

**PARTIE 5**

# **QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES ?**

# LA RÉVOLUTION DE LA FINANCE NUMÉRIQUE CONFIE AUX CITOYENS LE CONTRÔLE DE LEURS INVESTISSEMENTS POUR ATTEINDRE LES ODD

Par Henri Dommel



## LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE CONTINUERA DE TRANSFORMER LES VIES

Pour des milliards de personnes lors de la COVID-19, les services numériques ont été une véritable bouée de sauvetage : ils leur ont permis d'accéder à des services de base, à conserver leur emploi et leurs moyens de subsistance et à demeurer résilients. Dans les pays de l'hémisphère sud, de nombreuses personnes ont utilisé des services numériques pour la première fois, et la plupart devrait continuer à le faire après. La transformation numérique de l'économie s'est accélérée grâce à la réaction rapide du secteur privé, des citoyens et des gouvernements. Ce changement rapide, qui ne fait que commencer, est en train de faire de l'économie numérique une « nouvelle norme ».

Nous avons donc l'opportunité unique de tirer parti de ce changement rapide et d'investir d'urgence dans la transformation numérique pour atteindre les ODD.

Le défi de notre temps est de rendre les économies numériques inclusives et centrées sur les citoyens et de s'assurer qu'elles ne laissent personne de côté. L'UNCDF collabore avec de nombreux acteurs du secteur public comme privé pour relever ces défis. En partageant les informations tirées des projets de l'UNCDF et de notre communauté dans ce rapport, nous espérons convaincre les dirigeants d'adopter une vision centrée sur l'économie numérique inclusive.

Notre capacité à concrétiser cette vision dépendra de la manière dont nous utilisons la finance numérique. Intégrée à l'économie réelle, elle contribue de plus en plus à la façonner. Non contente de fournir les mécanismes permettant de monétiser et d'offrir des produits et services numériques, la finance numérique propose de nouveaux modèles d'affaires pour atteindre plus efficacement les personnes à faible revenu. Ainsi, elle est un tremplin essentiel vers les économies numériques.

Les deux exemples suivants mettent l'accent sur la manière dont les solutions numériques peuvent accélérer la réalisation des ODD. Compte tenu de l'ampleur des solutions numériques et de l'impact transformateur qu'elles peuvent avoir sur des secteurs entiers, nous prévoyons une révolution numérique qui nous permettra d'atteindre les ODD plus rapidement.

- **Protection sociale.** Plus de 200 gouvernements ont introduit ou élargi les programmes d'allocations sociales destinées aux citoyens en réponse à la COVID-19<sup>248</sup>. Les paiements numériques ont permis

aux programmes gouvernement-to-person (G2P, des gouvernements aux personnes) de fonctionner pendant les mesures de distanciation sociale et de se déployer à grande échelle dans les PMA, du Bangladesh au Sénégal. Ce succès repose sur les efforts déjà mis en œuvre avant la pandémie, qui visaient à accroître le pouvoir d'achat des groupes marginalisés en apportant l'efficacité, la transparence et un meilleur ciblage aux transferts et aux services gouvernementaux, en plus des initiatives visant à améliorer l'identification et les registres.

- **Sécurité alimentaire et moyens de subsistance.** Ce document a évoqué l'histoire de petits agriculteurs des PMA tels que Godson en Ouganda et Mamadou en Guinée. En cette période où de nombreux agriculteurs comme eux rencontrent des difficultés financières, des solutions regroupant les services financiers et non financiers de pointe sont en train d'émerger par l'entremise de prestataires de services numériques et basés sur le numérique. Par exemple, la croissance des services et des plateformes « agtech » au Népal et en Ouganda prouve que les agriculteurs peuvent accéder à des financements améliorés qui peuvent être utilisés pour acquérir de meilleurs intrants, avec des conseils agronomiques sur mesure proposés au bon moment pour atteindre les marchés. Les solutions numériques permettent également aux agriculteurs de régler les frais de scolarité de leurs enfants de manière plus souple, ce qui leur permet de gérer la saisonnalité de leurs flux de trésorerie. Des exemples tels que ceux-ci, où des services multiples et divers sont regroupés et améliorés, démontrent la puissance de la technologie numérique pour contribuer à améliorer la productivité et les revenus des agriculteurs. Les solutions numériques ne visent pas uniquement à résoudre les défis auxquels sont confrontés les petits exploitants, mais aussi à surmonter ceux auxquels doivent faire face les décideurs des PMA, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire et les opportunités d'emploi.

## LES SOLUTIONS AUX ODD, DÉSORMAIS À PORTÉE DE MAIN

Les gouvernements et les dirigeants mondiaux auront les yeux tournés vers 2030, en particulier lors de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les PMA en 2022, et se pencheront sur les répercussions de la

pandémie sur les plans de réalisation des ODD.

Si la pandémie a créé de fortes pressions budgétaires, elle a eu l'avantage d'accélérer la transformation numérique, ce qui a créé des opportunités de relever les défis les plus urgents auxquels les gouvernements des PMA sont confrontés.

- **Action pour le climat.** Les solutions d'énergie renouvelable telles que les systèmes solaires domestiques à la demande sont désormais installées dans près de 100 millions de foyers. Ceci est principalement à mettre sur le compte des solutions numériques, notamment la finance et les capteurs numériques, en particulier en Afrique. En plus de répondre aux besoins énergétiques des communautés rurales marginalisées, ces solutions ont contribué à la conservation et à la préservation de la biodiversité en réduisant la demande des ménages en bois et en charbon de bois. Ainsi, le financement numérique contribue à atténuer le changement climatique. Les services numériques élargissent également la couverture d'assurance contre les catastrophes et contribuent ainsi à l'adaptation.
- **Sécurité alimentaire.** Compte tenu de la croissance rapide de la population des PMA, en particulier en Afrique, il est urgent d'augmenter la production alimentaire. Il est nécessaire d'augmenter la productivité car le changement climatique menace de rendre la production de denrées alimentaires plus erratique. Les technologies numériques jouent un rôle essentiel dans l'alimentation de populations qui augmentent. Les solutions numériques peuvent protéger les agriculteurs contre les risques climatiques par le biais d'une assurance indexée ou encourager l'investissement dans des intrants intelligents sur le plan climatique. Les exemples cités dans ce rapport mettent en évidence la manière dont les solutions d'agriculture numérique (agtech) peuvent contribuer à la réalisation des ODD connexes, par exemple l'action pour le climat par l'adaptation reposant sur les pompes hydrauliques à la demande.
- **Création d'emplois.** La sécurité alimentaire dépend de la solidité des économies rurales et des moyens de subsistance des agriculteurs. L'expansion des opportunités à la ferme et en dehors, en particulier pour les populations jeunes de plus en plus nombreuses dans de nombreux PMA, est étroitement liée à la finance, aux compétences et à l'accès au marché. L'émergence de modèles numériques permettant de regrouper ces services permet aux populations rurales d'élargir leurs MPME ainsi que leurs opportunités d'emploi. Elle contribue également à ralentir l'exode rural, qui a encore augmenté les tensions en matière d'emploi pour les jeunes.

<sup>248</sup> Voir <http://documents1.worldbank.org/curated/en/378931596643390083/pdf/Digital-Cash-Transfers-in-Times-of-COVID-19-Opportunities-and-Considerations-for-Womens-Inclusion-and-Empowerment.pdf>.

Les chapitres précédents montrent que des solutions sont en train d'apparaître pour surmonter les nombreux défis auxquels sont confrontés les groupes marginalisés (femmes, jeunes, migrants, réfugiés et autres personnes déplacées de force, MPME) et les secteurs clés (agriculture, énergie, éducation, santé).

## PLACER LES CITOYENS AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Si les solutions numériques peuvent nous aider à fournir des solutions aux citoyens et aux communautés, elles peuvent également façonner la manière dont nous finançons ces solutions. L'ampleur de ces défis exige le déblocage de 2 500 milliards USD par an pour la réalisation des ODD d'ici à 2030<sup>248</sup>. Des signes inquiétants de recul de l'aide publique au développement et les volumes insuffisants de financement mixte exigent que les gouvernements imaginent des approches audacieuses pour financer les ODD. Comme le souligne ce rapport et le Groupe de travail du Secrétaire général des Nations Unies sur le financement numérique, les gouvernements peuvent solliciter des financements auprès des acteurs numériques locaux<sup>249</sup>.

La capacité à placer les citoyens au cœur du système financier est l'une des principales opportunités offertes par la révolution numérique. Le lancement de l'agrément financier non bancaire, comme pour l'émission de monnaie électronique, a d'ores et déjà entraîné une concurrence accrue et, par conséquent, un premier effort pour desservir les segments à faible revenu. Par exemple, grâce au lancement de nouveaux fournisseurs fintech et de nouveaux régimes bancaires ouverts, nous pourrions observer la transformation numérique du secteur financier lui-même. Ces développements proposent aux citoyens un éventail plus large d'outils pour épargner et investir et une gamme plus vaste de prestataires avec lesquels collaborer.

Nous constatons déjà que les décideurs tirent parti de la finance numérique pour permettre aux citoyens d'investir plus facilement dans l'économie nationale. Par conséquent, le secteur privé devrait être en mesure d'accéder plus efficacement aux investisseurs de détail par l'intermédiaire de plateformes numériques. De même, les gouvernements pourraient attirer plus facilement les investissements des citoyens. Par

exemple, comme le montre la partie 4 du présent rapport, le Bangladesh a mis en œuvre une initiative nationale visant à mobiliser les sources nationales de micro-épargne par l'intermédiaire de canaux et de systèmes de porte-monnaie numériques très populaires afin d'investir dans les infrastructures communautaires nécessaires pour réaliser les ODD. Cela pourrait aider le pays à réduire de moitié le montant des financements étrangers qu'il reçoit car il investit jusqu'à 120 milliards USD par an<sup>250</sup>.

## SURMONTER LES DÉFIS DE L'EXCLUSION ET DU TRAVAIL DE QUALITÉ

Même si les solutions permettant d'atteindre les ODD sont à portée de main, d'importants obstacles se dressent sur ce chemin. Un grand nombre d'entre eux concernent les questions centrales que tous les PMA devront résoudre sur la voie de la numérisation : surmonter l'exclusion de sorte que personne ne soit laissé de côté et assurer un travail de qualité à l'ère numérique. Ces deux défis nécessitent des approches préventives et proactives en matière d'investissement, de partenariats avec les secteurs privé et public et d'engagement des politiques.

### Surmonter l'exclusion

La fracture numérique empêche de nombreuses personnes de participer à l'économie numérique et d'en bénéficier. De nombreuses communautés rurales dans les zones reculées manquent de connectivité et accusent un retard en termes de possession d'appareils et d'éducation numérique. Cet écart se double d'une fracture basée sur le genre ; même lorsque les services numériques sont disponibles, la proportion de femmes à pouvoir les utiliser<sup>251</sup> est moindre car elles sont moins nombreuses (8 pour cent) à posséder les appareils nécessaires et moins nombreuses également (20 pour cent) à utiliser Internet<sup>252</sup> sur leur téléphone. Par conséquent, la proportion de femmes qui utilisent les services financiers est inférieure à celle des hommes. La pandémie de COVID-19 a renforcé la fracture entre les sexes : les femmes ont subi de manière disproportionnée les pertes d'emploi et ont assuré la garde des enfants plus souvent que les hommes pendant les fermetures des écoles.

Les stratégies et politiques de financement des ODD doivent accorder la priorité aux investissements dans

<sup>248</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *World Investment Report 2014*.

<sup>249</sup> Voir [www.un.org/en/digital-financing-taskforce](http://www.un.org/en/digital-financing-taskforce).

<sup>250</sup> Voir [www.un.org/ldcportal/uncdf-oecd-report-focuses-on-potential-of-blended-finance-for-ldcs-response-to-COVID-19](http://www.un.org/ldcportal/uncdf-oecd-report-focuses-on-potential-of-blended-finance-for-ldcs-response-to-COVID-19).

<sup>251</sup> Banque mondiale, *Global Findex Database 2017* (Washington, DC, 2018).

<sup>252</sup> Global System for Mobile Communications Association (GSMA), *Connected Women: The Mobile Gender Gap Report* (London, 2020).

les appareils et la connectivité au dernier kilomètre. Ces investissements entraînent une vague d'opportunités économiques pour de larges segments de la population qui devraient bénéficier des solutions numériques. Il faut faire davantage pour améliorer l'environnement propice et l'argumentaire en faveur des investissements dans les services en zone reculée. En collaboration avec les secteurs privé et public, nous avons également l'opportunité de faire en sorte que les femmes bâtissent elles-mêmes l'économie numérique. Notre expérience montre par exemple que le taux d'adoption des services financiers numériques progresse si les femmes participent à la conception des produits. Ceci pourrait également conduire à une augmentation des opportunités d'emploi, avec des stratégies de recrutement intelligentes en matière de genre. Nous avons également appris qu'il était essentiel de veiller à ce que les femmes soient incluses dans l'élaboration des programmes stratégiques afin d'identifier ces opportunités et d'en tirer parti.

### **Assurer un travail de qualité**

Alors que le dialogue sur la qualité du travail à l'ère numérique se concentre principalement sur les expériences dans l'hémisphère nord, où les plateformes numériques peuvent pousser les travailleurs vers l'économie informelle, l'hémisphère sud a besoin d'espace pour définir sa propre approche. Les économies des pays du sud sont déjà très informelles ; certains indices montrent que les plateformes numériques contribuent à leur formalisation progressive car les travailleurs génèrent des données et obtiennent une certaine visibilité avec des entités qui leur fournissent des services améliorés, en particulier l'assurance, le développement des compétences et les actifs de production. Toutefois, l'abus par les plateformes numériques de leur pouvoir de marché pourrait conduire à un rejet du numérique par les gouvernements.

Comment veiller à ce que la transformation numérique aboutisse à un travail de qualité pour les personnes vivant dans les PMA ? La pierre angulaire de toute question liée au travail est la réglementation associée à l'élaboration de politiques visant à limiter les abus et à augmenter les garanties. La transparence et la divulgation des pratiques abusives peuvent également fournir des incitations pour le secteur privé. Le défi unique de l'économie numérique est de s'appuyer sur des plateformes transfrontalières. Cela nécessitera une coordination régionale et mondiale. Les données de suivi et de contrôle joueront un rôle important dans ce domaine. Étant donné que la révolution numérique en est à ses balbutiements, il est tout aussi important de se concentrer sur les politiques et les programmes qui permettent à la communauté de l'innovation au niveau national de mettre en place des services qui répondent aux besoins des communautés. Des exemples venus

de Chine, d'Inde, d'Indonésie, du Kenya, du Sénégal et de nombreux autres pays montrent que les économies numériques évoluent lorsqu'elles répondent aux besoins des communautés nationales. Un écosystème d'innovation domestique sain est essentiel pour y parvenir.

## **INVESTIR DANS LES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES INCLUSIVES PEUT LIBÉRER LES OPPORTUNITÉS**

Une approche intégrée est essentielle pour mettre en place les éléments nécessaires à l'inclusion, encourager les économies numériques à atteindre les ODD et faire face aux risques. La table de bord pour les économies numériques inclusives (IDES, voir partie 4) fournit aux décideurs un outil destiné à orienter leur approche et leur investissement dans ces politiques. L'IDES est mis en œuvre avec le soutien de l'UNCDF dans 25 PMA et est en passe de devenir un bien public mondial dont les pays à revenu intermédiaire pourraient également tirer parti.

L'augmentation de l'investissement dans les économies numériques inclusives génère un effet de levier, ce qui sera essentiel si nous voulons combler l'écart de financement pour les ODD. Si la technologie numérique permet de mettre en place plus efficacement les solutions pour les ODD, la finance numérique permet de les financer. La hausse de l'investissement dans les économies numériques inclusives devrait donc constituer une priorité pour les gouvernements et la communauté du développement.

Les modèles d'affaires numériques ont tendance à être rentables à grande échelle. Les plus grandes entreprises du monde sont aujourd'hui principalement des entreprises technologiques qui supplantent les entreprises industrielles de la dernière génération. L'inclusion peut également s'avérer rentable à long terme, en particulier si des solutions numériques pertinentes sont élaborées et que les groupes marginalisés sont équipés pour les utiliser.

L'UNCDF s'efforce essentiellement de permettre au secteur privé d'investir dans des solutions pour les ODD tout en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté et à ce que les groupes marginalisés puissent participer au système sur un même pied d'égalité. Ce programme ne concerne pas uniquement l'UNCDF et ses partenaires ; nous espérons que tous les PMA et partenaires de développement l'adopteront.







Unlocking Public and Private  
Finance for the Poor

## NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ À L'ÈRE NUMÉRIQUE

La stratégie de l'UNCDF « Ne laisser personne de côté à l'ère numérique » se fonde sur plus d'une décennie d'expérience en matière de finance numérique en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. L'UNCDF reconnaît que le fait d'exploiter tout le potentiel de l'inclusion financière numérique pour réaliser des objectifs de développement durable (ODD) s'harmonise avec la vision consistant à promouvoir les économies numériques qui ne laissent personne de côté. La vision de l'UNCDF consiste à inciter des millions de personnes à utiliser au quotidien, d'ici à 2024, des services qui tirent parti de l'innovation et de la technologie et qui contribuent à la réalisation des ODD. L'UNCDF appliquera une approche de développement du marché et cherchera en permanence à résoudre les dysfonctionnements du marché sous-jacents.

## LE FONDS D'ÉQUIPEMENT DES NATIONS UNIES

Le Fonds d'équipement des Nations Unies s'efforce de proposer des solutions de financement public et privé qui aident les populations pauvres des 46 pays les moins avancés du monde.

L'UNCDF propose des modèles de financement « dans les zones reculées » qui débloquent les ressources publiques et privées, en particulier au niveau national, pour réduire la pauvreté et soutenir le développement économique local.

Les modèles de financement de l'UNCDF reposent sur trois canaux : (1) les économies numériques inclusives, qui relient les particuliers, les ménages et les petites entreprises à des écosystèmes financiers qui encouragent la participation à l'économie locale et fournissent des outils pour sortir de la pauvreté et gérer les finances ; (2) le financement du développement local, qui offre des outils aux collectivités par la décentralisation fiscale, la finance municipale innovante et le financement structuré de projets afin de stimuler l'expansion économique locale et le développement durable ; et (3) le financement des investissements, qui fournit des solutions de structuration financière catalytique, de dérisquage et de déploiement de capitaux pour stimuler l'impact des ODD et la mobilisation des ressources nationales.

---

### Le Fonds d'équipement des Nations Unies

Two United Nations Plaza,  
New York, NY 10017,  
États-Unis

+1-212-906-6565

[www.uncdf.org](http://www.uncdf.org)

[info@uncdf.org](mailto:info@uncdf.org)

[@UNCDF](https://twitter.com/UNCDF)

[@UNCDF](https://www.facebook.com/UNCDF)

[@UNCDF](https://www.instagram.com/UNCDF)